

Stéphane Abadie, Sources écrites sur l'histoire de la bastide de Geaune (XIV^e-XVIII^e s.)

Stéphane Abadie

**Sources écrites
sur l'histoire
de la bastide de Geaune
XIV^e-XVIII^e s.**



Mairie de Geaune
Décembre 2021

Introduction

Le présent volume transcrit les principales sources documentaires écrites concernant la bastide de Geaune (communauté de communes Chalosse-Tursan, département des Landes, France) pour la période antérieure à la Révolution française.

Les sources de l'histoire de Geaune sont très dispersées, ce qui s'explique en partie son histoire. La petite ville fondée en 1318 posséda jusqu'au XV^e siècle un cartulaire municipal, qualifié de *Livre rouge* en raison de sa couverture colorée, ouvrage qui avait déjà disparu en 1750 et dont le paléographe Jean-Baptiste Larcher recueillit la tradition à partir d'une copie postérieure. Cette copie moderne d'un cartulaire médiéval ayant également disparu, il ne reste donc, pour connaître ce monument de l'histoire médiévale landaise, que les prises de notes et copies de Larcher, conservées à Tarbes dans des fonds publics (les 25 volumes du *Glanage ou preuves* sont conservés à la Médiathèque de Tarbes — numérisés, ils sont consultable en ligne ; le *Dictionnaire* du même est aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées à Tarbes).

À Geaune, à part des sources contemporaines, on ne peut donc consulter que le livretier de la ville réalisé en 1673, miraculeusement épargné par les hommes et le temps (cote AA1), microfilmé aux Archives départementales des Landes à Mont-de-Marsan.

On trouve également des sources sur Geaune dans les fonds de la famille noble ayant fondé puis exploité cette bastide : la famille de Castelnau-Tursan, fondue dans la famille de Poyanne, dont les archives sont, pour l'essentiel, conservées aux Archives départementales du Gers à Auch, dans la série E. De l'autre seigneur parier, le roi d'Angleterre, on peut consulter facilement les actes de gestion de l'Aquitaine anglaise, les *Gascon rolls*, numérisés et accessibles en ligne, dont plusieurs actes concernent Geaune et le Tursan.

On trouve également des fonds concernant Geaune dans les fonds de la puissante famille de Foix-Béarn, qui posséda un temps la bastide. Ces documents sont conservés dans le trésor des Chartres de cette famille aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques à Pau, série E. En raison de leur état de conservation, certaines de ces pièces sont actuellement inaccessibles. La série B, pour l'époque moderne, contient également quelques pièces intéressantes.

La commanderie hospitalière de Pécorade, intégrée à l'Ordre de Malte, a ses fonds conservés aux Archives départementales de la Gironde à Bordeaux et aux Archives départementales de la Haute-Garonne à Toulouse (série H et fonds complémentaires). Les commandeurs louèrent ou mirent à fief divers biens à Geaune et autour de Geaune, dont la maison qu'ils possédaient dans la bastide.

Les Archives départementales des Landes contiennent quelques pièces secondaires d'époque moderne, des copies d'érudits et les rares registres notariés concernant cette bastide (2^e moitié du XVIII^e siècle pour les plus anciens). On trouve enfin aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale de France, à Paris, quelques confirmations et copies des paréage et coutumes de la petite ville.

Ont été exclues de ce volume les sources spécifiques concernant le couvent des Augustins et l'église paroissiale, intégrées en annexe des notices de ces monuments.

Notes concernant la présente édition

Conformément aux usages, les documents ont été classés par ordre chronologique croissant. Chaque notice contient la ou les sources ainsi que les éventuelles mentions ou analyses. Les textes les plus importants en latin ou en langue d'Oc ont fait l'objet d'analyses détaillées. Ces analyses sont données à titre indicatif, je renvoie le lecteur au document en langue originale pour toute interprétation.

Les textes ont été transcrits en conservant leur orthographe originelle. Par contre la ponctuation et éventuellement la présentation ont été adaptés pour en faciliter la lecture. Les abréviations, dans la mesure du possible, ont été développées et mises entre crochets. Entre crochets également les numéros de page ou de folio renvoyant au document original.

Le livre rouge de Geaune, cartulaire municipal de la bastide

Cet ouvrage manuscrit contenait les principales chartes intéressant la vie municipale de Geaune aux XIV^e et XV^e siècles. Disparu, il n'est connu que par la copie partielle d'une copie réalisée vers 1750 par un savant paléographe bigourdan, Jean-Baptiste Larcher, qui avait été appelé à Geaune pour déchiffrer et copier toutes ses archives anciennes.

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100 sq. et 171 ; t. XXI, p. 234, 237 sq. ; t. XXII, p. 116-120.

Mention : Henri Stein, *Bibliographie générale des cartulaires français....*, Picard, 1907, n°1557 : « Cartulaire ou « livre rouge » de Geaune ; original perdu. Une mention de ce volume se trouve dans le *Glanage* de Larcher (Bibliothèque de la ville de Tarbes, vol. XXII, p. 116) ; mais déjà le cartulaire n'existait plus car l'extrait fait à cette époque (1751) avait été emprunté à une copie. »

« Extrait d'une copie de l'ancien livre des libertés & privilèges de la ville de Geaune appelé le livre rouge, lequel a été enlevé des archives.

Le premier feuillet est perdu. Au second feuillet étoit le titre des coutumes. Depuis feuillet XIIIJ jusqu'à feuillet XX inclusivement, on a enlevé six feuillets.

Au IIII^e feuillet passant dans le 5^e, y a un acte public écrit en latin contenant certaines conventions entre le commandeur de Pecorade et les consuls de Geaune, retenu par Vital de S[ain]t Mesclin, notaire ducal, l'an 1326.

Un autre ensuite aussi latin entre le seigneur de Bahus et les jurats pour les paturages &c XXI, 305.

Un autre en latin par lequel Bernard, seigneur de Castelnaud, donnoit aux habitans de Geaune liberté de paturage au territoire de Tarigos, qui est en la paroisse de S[ain]t Orens, retenu par Guilhem de Pesle, notaire ducal, l'an 1358. En l'année 1386.

Folio VII verso, jugement donné par Gaston de Foix seigneur souverain de Béarn, vicomte de Marsan et de Gavardan, sur le différend entre le seigneur de Sansac et de Mauries et les jurats et habitans de Geaune pour les paturages, auxquels lesdits habitans furent maintenus sur l'enquete qui fut faite. Lequel jugement fut aprouvé par toutes parties le 26 de may 1388 dans l'église de Pau ; ledit jugement prononcé par des conseillers du comte, et retenu par Guixarnaut de Labadie, notaire de la court.

Folio VIIJ, IX et X, accords entre les jurats de Geaune et Bernard de Merac, bourgeois, lequel s'oblige de construire un moulin, dont les jurats auroient la moitié et lui l'autre, et fut convenu que si ledit Merac vendoit sa portion, les jurats pourroient la reprendre en lui donnant, au dessus du prix de vente, la somme de vingt florins de morlaas. 1380.

A la fin du IX^e feuillet, sont des patentes d'Edoüard, fils ainé d'Edouard, roi d'Angleterre, écrites en latin.

Ensuite un achat fait du seigneur de Damolent de la liberté pour tous les habitans de Geaune de faire paturer leurs bestiaux dans toutes ses terres de nuit et de jour, même dans les fonds nobles, et d'aller couper du bois vert ou sec dans la forêt noble appelée lo Tarani avec liberté de chasser et pecher dans tous ses biens, landes et eaux, et faucher le tuyes. Guillaume de Pesle, notaire, 1353.

[p. 117] Folio XXI. Acte entre le seigneur de Lanusse, Gailhardin de Bourdos, femme de Bernard de Majnart, laquelle demandoit les ventes d'une piece, qui étoit au fief de Berducat de Bourdos ; ledit s[ieu]r de Lanusse rendit ce qu'il avoit perçu des jurats pour le donner à Gailhardine, et fut convenu que les terres de Lanusse étoient dans la juridiction de Geaune et aux coutumes de ladite ville, suivant l'affieffement des pariers

29 août 1364.

Prez y a un acte d'accord en latin passé avec les habitants de S[ain]t Loubouer pour le paturage en Bagneres, et le seigneur de Castelnau le ratifie. Janvier 1318. erreur.

Contrat par lequel Bernard d'Alaman, seigneur de Benquet et de Bordos, affranchit Guillem Caritan pour lui et ses successeurs, pour aller habiter où bon lui semblera, et pour vendre l'heritage de Caritan dans le lieu et appartenance de Castetnau, sans son aprobation comme seigneur, et lui vend le territoire de Padjern pour 500 florins parisis avec la terre de Mibielle ; reservant douze deniers morlaas de fief annuel. Retenu par Vital de Presle, notaire, 1382. Et ayant eu defaut de paiement du fief, il y eut procez entre Clarmont de S[ain]te Croix, veuve dudit Bernard d'Alaman et tutrice de Bertrand d'Alaman leur fils, du consentement de Na Marie de S[ain]t Aubin, mere dudit Bernard, d'une part, et ledit Caritan, lequel par accord donna auxdites dames trente et un deniers et demi deu segnau de lescut de bon or et de bon poids.

Concordat entre tous les habitans de Geune assemblés en l'eglise de S[ain]t Antoine de Golonin, ratifié ensuite par toute la communauté dans l'eglise de Geune, portant que des gens de guerre par malice et sans cause leur faisoient du ravage, et pour s'en deffendre, ils promettent de s'assister les uns aux autres de corps et de biens, en sorte que si dommage étoit fait à quelqu'un en ses biens, ou bestiaux, les autres en payeroient leur part sur l'estimation du dommage. Retenu par Bernard de S[ain]t Mesclin, notaire, le 1^{er} juin 1347. Cet acte va jusqu'au feuillet XXVIJ.

[p. 118] Au meme feuillet XXVIJ est un compromis entre les jurats de Geune et Péés, seigneur de Sansac, et Guilhem, son fils, pour les paturages ; les jurats soutenant qu'ils ont ce droit par les privileges accordés dans l'etendue de la baronie de Miremont, conformés par Gaston de Foix, seigneur de Bearn, vicomte de Marsan et de Gavardan, gouverneur de la ville de Geune, par sentence donnée à Pau le 26 mai 1388.

Par le compromis noble et puissant baron Raimond Bernard, seigneur de Castetnau et Miramont, est pris pour arbitre et il decida que les habitans de Geune auroient le paturage dans la barte de Sansac, où ils pouvoient aller couper bensils, garrots, treilh et bastoos, à lor et cascun de lor necesarii & per tot temps, avec pouvoir de prendre dans ladite barte tout le boisage necessaire pour la cloison de la ville, reparation des portals, ponts et barrieres, en payant ledit bois au jugement des habitans d'Urgons et de Castetnau assermentés pour une loyale estimation ; deffendant ausdits habitans d'y couper des arbres en autre maniere, que, comme est dit à peine de quinze sols d'amende, avec permission aux taneurs habitans à Geune d'aller prendre la moitié des l'ecorce des tausins pour la tagerie dans les terres où les autres habitans ont droit de padoence, sans payer rien pour l'ecorce, sauf s'ils la prenoient de tout l'arbre ; auquel cas ils payeroient 12 deniers morlaas d'amende. Et quant au reste, les habitans maintenus en la liberté du paturage pour tout leur betail et leurs gazailles, et en la padoence de tailh et de dailh, le dent et d'arroz. Ladite sentence donnée dans l'eglise de S[ain]t Martin de Bederede par ledit seigneur de Castetnau en presence des parties, ausquelles il fit approuver la sentence mettant les mains sur le Corpus Domini sur l'autel de ladite eglise, d'entretenir paix et amitié, sur la peine de payer cent marcs d'argent, meme le seigneur de Sansac de faire entretenir cet accord par les parents. 21 août 1394. aux memes peines.

Folio XXJX. 1399. Compromis entre les habitans de Geune et ceux de S[ain]t Loubouer. Richard d'Oysse, bayle royal de Geune, etant à S[ain]t Loubouër à cheval dans la ruë et faisant caracoller son cheval, [p. 119] quelques habitans de S[ain]t Loubouër lui oterent son cheval par ordre de l'abbé et de quelques chanoines. Arnaud de la Fargue dit Filhet, voisin de S[ain]t Loubouër, etant venu quelque tems aprez à

Geune, le baile royal le fit mettre en prison. Fortaner de la Borde et Menaut de Moncocut se presenterent de nuit avec la femme dudit Lafargue, à la barriere de la ville de Geune, qui etoit fermée. Plusieurs autres habitans de la ville par dessus la barriere, Laborde et Moncocut la suivirent, forcerent la prison, enleverent ledit Lafargue, qui avoit les fers aux pieds, le passerent par dessus la barriere, avec l'aide de ceux qui etoient dehors, et l'emmenèrent à S[ain]t Loubouër. Moncocut fut ensuite tué par permission d'autorité souveraine, Lafargue fut pendu dans Geune et son fils fort blessé. Les jurats de Geune s'emparerent durant trois ans de la dixme que le chapitre de S[ain]t Loubouër percevoit à Geune. Enfin les deux communautés remirent leurs interêts à Guillaume, eveque d'Aire, à Raimond Bernard, seigneur de Castetnau, à Péés, seigneur de Marsan et à Gassie de Mondée, abbé de S[ain]t Loubouër. Le seigneur de Castelnau etoit absent, Raimond Bernard de Castelnau tint la place. Il etoit curé de Castetnau, il est dit dans cet extrait qu'il etoit rector de la ville de Geno. Les parties se soumirent à la peine de cent marcs d'argent fin, aplicable la moitié à la partie acquiescante, et l'autre au seigneur qui lui donneroit main forte, et encore sous peine d'etre declarés convaincus de trahison manifeste et publique. Il est dit par la sentence que comme la paix est un don de Dieu, les arbitres ordonnoient que paix perpetuelle seroit entre les habitans et voisins de la ville de Geune, et les habitans et voisins de S[ain]t Loubouër, sur ladite querelle, leur deffendant pour toutes leurs communautés, aux nobles et non nobles, leurs compagnons ou sujets, de s'entrequereller, se faire vergogne, de fait ni de parole, en quelque maniere que ce fut, à peine de trahison et de cent marcs d'argent payables par les contrevenans, la moitié à la partie attaquée, et moitié au seigneur qui s'efforceroit de faire valoir ladite sentence ; lequel seigneur en pourra faire justice de mort sans autre forme de procès ; que si quelque contrevenant faisoit meurtre, il payeroit mille sous bons de morlaas aux parens du mort et au seigneur par moitié et pour membre coupé ou d'icelui estropié, pareille amende ; et si le delinquant n'avoit pas les moyens de payer il perdrait semblable membre, œil, nez, [p. 120] oreille, langue, bras, main, poing, cuisse, jambe ou pied ; que la communauté de laquelle seroit le malfaiteur, le feroit venir chercher si il etoit fugitif ou si elle le favorisoit elle payeroit l'amende ; et pour plus grande fermeté de ladite paix, les arbitres ordonnerent que les jurats et communauté de Geune payeroient cinquante florins d'or d'Aragon, valant chacun six sols morlaas pour le salut des ames des trepassés, et les remettroient entre les mains de l'eveque d'Aire et de Jean de Tartas, bachelier ez arts, et recteur de S[ain]t Loubouër, pour les distribuer comme bon leur sembleroit pour le salut des ames trepassées.

Idem, que les seigneurs des lieux où se feroit contrevention à la paix pourroient condamner sans appel les contrevenans, ceux qui les assisteroient, aprouveroient ou retireroient, à la peine qu'ils jugeroient convenable. Enfin que les parens desdits Menaut de Moncocut et Fortanier de la Borde iroient devant les jurats desdits lieux et dans l'eglise de S[ain]t Loubouër par devant notaire jurer sur le Corpus Domini d'entretenir la paix en tous points. La sentence fut prononcée et aprouvée par les parties en presence de frere Pees de Labatut, de l'ordre de S[ain]t Jean de Jerusalem, curé de Castetnau, lequel tenoit le Saint Corps de Jesus Christ en sa custode, lui revetu de son surplis avec l'etole au col, un cleric tenant une torche allumée, et la [...] tenoient ladite sentence, laquelle au jurement fait sur les Saints Evangiles les mains droites nues, fut aprouvée et promis entretenir pour ceux de Geune par ledit Doysse, baile royal, et trois juratz, Bernard, seigneur de Sorbetz, n'Arnaut de Poyoo, seigneur de Lanusse et de Poyoo, et autres, et pour ceux de S[ain]t Lobouër, par Arnaut Sourbier, Pierre de Lartigue, Arnaud Cadroy, Guilhem Foëlhade, jurats, Vidou de Casaus, Arnauton de Guissaner, Guiraut de Ginon, Vidalon de la Fitte, quatre chanoines et beaucoup d'autres, dans le territoire de Castetnau le 12 decembre 1399, regnant Richard roi d'Angleterre, devant Pierre de Guillaume, notaire ; present Bertrand, seigneur de Benquet et de Bordes, Bertrand, seigneur du Laur, Bernard

seigneur de Lucpeyrous, noble Jean du Laur, donzelh, et le susdit curé de S[ain]t Loboër.

Ordonnance en latin par le provincial des Augustins.

Folio 13. 28 août 1350. Acte avec le commandeur de Pecorade pour la liberté de prendre l'eau pour faire un moulin. Il y est fait des conditions de recevoir les fruits du commandeur dans la ville de Geune pour être en sûreté, sa maison accordée noble exempte de garde, et la molande sera préférée, mais contribuera pour les fortifications comme un habitant. »

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Extrait des titres de la ville de Geune.

LE 2 novembre 1373 Charles V accorda aux habitans de Geune, parce qu'ils avoient été des premiers à le reconnoitre 1° exemption de toute sorte d'impositions, gabelles et autres subsides. 2° que les baile royal et jurats de Geune seroient juges en premier ressort de tous les habitans, quelques excez qu'ils eussent commis. 3° il leur permit de batir des moulins et vendre les places vuides et communes et les chemins detournés, à condition que les produits seroient employés à la reparation des murs et fortifications. Charles VI en 1401, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François Ier en may 1510 confirmerent ces memes privileges. Louis XII en 1513 leur accorda un impot sur les bestiaux, huile et cire, pour reparer les fortifications abbatuës par les Anglois, ausquels les habitans de Geune avoient osé resister. Henri II en 1547 et François II en 1559 confirmerent tous leurs privileges sans rien specifier. Henri III en 1578 leur accorda deux foires par an à la priere de Jaques de Castelnau, seigneur de Geune, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juin.

12 mars 1347 Garsie estoit eveque d'Aire, mossen en Ramond Bernard, seigneur de Castelnau, estoit second parier de Geune. Il estoit mort en 1354 et avoit été fait chevalier. En Johan de Bearn estoit baile de Geune pour [p. 72] le roi d'Angleterre.

Le 3 mars 1358 B. estoit eveque d'Aire, et Raimond Bernard de Castelnau.

4 février 1368 Jean, eveque d'Aire ; noble Guillaume Raimond de Lescun, chevalier ; Mathieu de Gornay estoit senechal des Landes. Raimond Arnaud de Labatut.

1385. Arnaud-Guillaume eveque d'Aire.

1390 Raimond-Bernard de Castelnau estoit curé de la grande eglise de Geune. Il y en avoit encore une à Pantagnan. Arnaud-Guillaume, eveque d'Aire ; Gassie de Mondet, abbé de Sen Loboer.

1451 et 1481, 2 novembre. Noble Jean de Castelnau, fils de Pierre.

Le 10 janvier, 27 avril 1454 Pierre estoit seigneur de Castelnau et [en marge : de Geune. Lors du don fait à Bernard de Larrieu de 24 journaux de terre à Galioy, par Raimond Arnaud, seigneur de Sorbets et de Bordos], son fils sous l'hommage d'une paire de gants].

1492. Louïs fils de Jean de Castelnau, reçut le serment de fidelité des habitans, son pere le voulant ainsi.

1549. Meme serment à Charles de Castelnau, qui estoit assisté de Jean, son frere, et confirma les privileges donnés aux habitans par ses freres Antoine et Louïs seigneurs avant lui. Il epousa Helene d'Espagne, qui en estoit veuve en 1566. Elle estoit mere de Jaques. À ce serment de 1549 fut temoin Jaques de S[ain]t Julien, ecuyer.

5 mars 1557 Dominique de Bigorre, docteur en l'un et l'autre droit, miseration divinâ episcopus Albensis, vicaire general de Gentian d'Amboise, eveque de Tarbe, donna les ordres à Jean de Seré natif de Geune. Il en fut depuis curé et massacré par les religionnaires. [en marge : le seau de Gentien y est à deux paulx].

| Le journal à Geune est de 24 lattes, chaque latte de 24 escats, l'escat de 16 pans un pouce. L'airial, suivant les titres d'inféodation, de 60 arases de long et de 15 de large. L'arase est de deux pans et demi.

Le seigneur de Geune est Leonard de Baylens, marechal des camps et armées du roy, marquis de Poyanne, Castelnau et Leuville, marié avec [blanc] de Leuville. Il est gouverneur de Dax et St Sever, païs et senechaussée des Lannes.

[en marge : Oliver de Leuville. Il estoit ci devant colonel du regiment de Bretagne. Il est né le 13 mars 1718].

Son pere estoit Phlipe Louis-Antoine, sa mere Marie de Gassion. [va à la page 145].

[p. 73] Le 18 mai 1451 noble Jean de Castelnau, fils legitime et ainé de Pierre, seigneur de Castelnau, se presenta devant noble et puissant Menaud de Montestruc, prevot royal de S[ain]t Sever, et le pria d'ordonner à Jean de Fabro, notaire collationnaire de Pierre de Fabro, d'extraire des registres de ce dernier les lettres patentes d'Edoüard, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, confirmant un pareage fait par feu Pierre de Castelnau ; et le prevôt ordonna l'extrait, moyennant salaire moderé. Il tenoit alors ses assises à S[ain]t Sever. On remit en consequence des patentes d'Edoüard, roi d'Angleterre, seigneur d'Hibernie, dux de Guienne, en datte à Westminster le 6 aout de la quatorzieme année de son regne, portant confirmation du pareage fait le 17 novembre 1318 entre noble et puissant Antoine Pessagne, chevalier, senechal de Gascogne, pour ce prince, et noble Pierre de Castelnau. Celui ci desirant faire une nouvelle bastide | nova bastida, quæ Genoa perpetuo ab omnibus appellaretur | donna de son propre fonds dans le terroir de Pantanha, parroisse de S[ain]t Jean de Pantanhano, quatuor millia arrialium ad faciendum domos et edificia pro venientibus et habitare volentibus, et deux mille journaux de terre à bailler en fief à raison de deux deniers morlas le journal annuellement, et de deux [p. 74] sols morlans pro intragiis, voulant que s'il manquoit du fonds dans le terroir de Pantanha | dont les mesures de l'eglise paroissent encore | qu'on le prit que locis suis propriis de Spoes, et de Roquamilh, et de la Presenqua modo predicto compleantur et assignentur. Le roi d'Angleterre comme duc d'Aquitaine devoit avoir la moitié des fruits et revenus, excepté des moulins déjà batis, et des dixmes appartenantes audit de Castelnau, qui mettoit dans le pareage son chateau de Castelnau, et devoit donner au roi d'Angleterre hors la clausure de Castelnau une place convenable pour y batir un fort ou maison. Il fut conservé aux habitans de Miremout le droit de pacage dans les terres de la nouvelles bastide ou pareage. Les habitans pouvoient avoir des fours et le droit de fournage estoit de deux deniers morlans payables à la Toussaints. Testes dominus Pelagocius de Montelosuno, miles, Landarum senescallus... Amanevus S[anc]ti Orientii, abbas S[anc]ti Lobarrii... Helias Andoyns, domicellus ; Arnaldus Guilhermis de Maloleone, domicellus... et ego Petrus Masselli, clericus, Lemovicensis diocesis oriundus, publicus auctoritate apostolicâ notarius, &c. Le meme Pierre, condominus nove bastidæ de Genoa, se presenta en decembre 1322 devant noble Guillaume de S[anc]to Forti, chevalier, senechal des Landes, in refectorio monasterii S[anc]ti Severi assisiam tenente, et lui remettant l'acte de pareage de 1318 et la confirmation du roi d'Angleterre, et le pria d'en jurer et ordonner l'execution, à quoi il fut satisfait par le senechal. Actum in dicta assisia S[anc]ti Severi, die veneris [p. 75] post festum S[anc]ti Nicholai, anno Domini M^o.CCC^o.XXIJ^o regnante domino Eduardo, rege Angliæ et duce Aquitanæ, et domino Bernardo, Adurensi episcopo... Testes Arnaldus de Marsano, dominus de Caunar... Reverendus in Christo pater et dominus dominus Guilhermus, Dei gratia abbas monasterii Sancti Severi ; dominus Galinus de Peda, miles, et plusieurs autres assistans à l'assise... et ego Petrus de Fabro, &c.

En 1627 messire Antonin de Castille estoit marquis de Castelnau, Miremout, Geune, Buanes, &c. conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat Privé, capitaine de 50 hommes de

ses ordonnances, senechal et gouverneur de Marsan, Tursan et Gabardan. Jaques, son pere, estoit senechal des memes païs. Il estoit, dit-on, de Castille et avoit epousé l'heritiere [en marge : de Castelnau].

Autrefois il y avoit deux foires à Geune, le jour de S[ain]t Simon et S[ain]t Jude, et de Corpore Christi.

En 1340 on assigna à Gaston, comte de Foix, seigneur de Bearn, vicomte de Marsan, par ordre de Philippe, Roi de France, 1500 l[ivres] tournoises de rente sur les domaines acquis par le roi en Guienne ; Geune y fut compris. Noble Arnaud-Guilhem de Barta estoit habitant de Mirande, et les commissaires logerent chez lui. On evalua 29 l[ivres] bourdeloises à 23 l[ivres] 4 s[ols] tournois, ce qui fait 16 s[ols] par livre de Bourdeaux ; d'autre par les 120 l[ivres] bourdeloises 96 l[ivres] tournoises ; les 40 sols morlans à quatre livres bourdeloises et à 64 sols tournois ; c'etoit par sol morlan à 1 s[ol] 7 d[enier] tournois 1/10. Il est dit ailleurs, morlano ad duos Burdegalenses, et duobus Burdegalensibus et obolo ad duos turonenses.

Lorsque les senechaux quittoient leur charge, et que leur commission estoit finie, on enfermait leur seau, et ils ne pouvoient plus seller les actes qu'ils avoient consentis avant le terme de leur commission. C'est ce qui [p. 76] resulte des lettres accordées le 20 janvier 1322 par Fulco Lestranges, senechal de Guienne, qui declare s'etre servi du sceau d'Amaneu del Fossat, regens du duché de Guienne, pour seller les coutumes accordées aux habitans de Geune par Antoine de Pessaygne, senechal de Gascogne, et Pierre de Castelnau, damoiseau. Elles furent dressées [en marge : à peu de changemens prez comme celles de Sarre front].

Le 27 aout 1492 noble et puissant Loys de Castetnau, fils de noble et puissant Jean de Castelnau, chevalier, lequel lui avoit cédé ses droits, reçut le serment de fidelité des habitans de Geune, presens lou noble escud Matheu deu Castetnau... Lou noble Peyrot de Taxoeres. Louïs avoit eu un frere nommé Jean, et noble et puissant seigneur Pees, senhor de Cauna, avoit été tuteur et curateur de ce dernier. Jean, pere de Louïs, avoit transigé le 2 novembre 1481 avec les habitans de Geune sur les plaintes qu'ils avoient porté contre lui, presens noble Pey Jehan de Puyo, baile de ladicte vielle par mosenhor lou prince, et de mossen Johan deu Casso, rector de Geune. Le serment fut preté en 1492 dans l'eglise paroissiale de Geune et dabant l'auta major de Noste Donne. Si le maitre autel estoit alors dedié à Notre Dame, il se peut qu'il ne l'a été sous l'invocation de *Saint* Jean, que lorsque l'eglise de Pantagnan fut ruinée.

Les Augustins estoient autrefois seigneurs d'Urgons. Leur monastere avoit été fondé avant la ville de Geune par le roi d'Angleterre, le vicomte de Marsan et le seigneur de Castelnau, dans la forêt et bois où et à present Geune. »

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

« Suite des archives de la ville de Geune.

Le livre de taille de Geune porte des taxes sur les prebendes de Parabere, Campagne, S[ain]t Blaise de Dancos, Lafargue, S[ain]t Nicolas, S[ain]te Caterine, la S[ain]te Trinité, de Menaud Loubie, de la ville, de l'Hopital, de S[ain]t Orens. Il y en a encore une de Pée d'Abadie, qui n'a pas de bien fonds, mais des rentes.

L'eglise de Sorbetz est dediée à S[ain]t Jean, et celle de Bordos à S[ain]t Germier.

Le 4 fevrier 1433 devant moi naudet poderos senhor mossen Johan, per la gracie de

Diu comte de Foxs, viscomte de Bearn, comte de Bigorre, vicomte de Marsan et Gavardan, accord entre les habitans de Geune et d'Urgons ; present à ce Jordan, eveque de Mirepoix.

Le 13 decembre 1390 Raimond Bernard, seigneur de Castelnaud, représenté par noble Péés de Marsan, Arnaud-Guilhem, eveque d'Aire, et Garsie de Mondet, abat de Sen Loboey, juren sobre lodit sens cors precios de Jhesus Christ estant sobre lodiit auta en sa custodie entre las maas de mossen Arnaut [p. 101] de la Casa, canonge de ladicte glisie, l'accord et la paix entre les habitans de Geune et S[en]t Loboer ; leurs disputes etoient degenerées en guerre, mais il n'est rien dit du sujet dans cet acte. »

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 234 :

« Sur Geune.

Le mardi aprez la feste de l'Ascension 1351, indiction 4^e la 9^e année du pontificat de Clement VI, Edoüard etant roi d'Angleterre, Bernard eveque de Dax, Thomas de Stampton, chevalier, senechal des Landes, jugement par les conseillers du senechal de Gascogne sur la sauvegarde et protection accordée par le roi d'Angleterre aux habitants de Geune, in loco de [p. 235] Capella de Aquis 1350.

Aux registres de Jean Larquier, notaire de Geune, 18 novembre 1568, Rogier de Sansac, ecuyer, seigneur de S[ain]t Agnet, Marguerite de Mauleon, damoiselle, sa veuve, dame de Sansac, vivoit encore au 8^e d'août 1576. Elle etoit sans doute mere en 2nde noces d'Hector de Lupé, 1573, 1576, 1577. Adrien de Castetnaud, ecuyer, seigneur de Horgassies.

17 mars 1577. Noble Helene Despes, damoiselle, veuve de Rodgier de Lartigue, ecuyer, s[ieu]r des Tachoeres. »

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 237 :

« Sur la ville de Geune.

En l'année 1395, 13 septembre, hommage rendu par le seigneur de Castelnaud à Jean duc de Lancastre, au roi d'Angleterre, duc de Guienne, dans le monastere de S[ain]t Sever le 13^e septembre, presens l'evêque d'Aire, l'abbé de S[ain]t Sever, le seigneur de Lescun et autres.

En 1325 enquete pour Bederede | faut lire 1326. Voir XXI, 421|.

Don par Henri, roi de Navarre, au cardinal de Grammont, de la seigneurie de Geune, sa vie durant.

Donation de ladite seigneurie par le cardinal de Grammont à son neveu.

Don de la seigneurie de Geune par Antoine, roi de Navarre, au capitaine Baré. 9 octobre 1560 ».

Autres sources écrites sur l'histoire de Geaune

XIV^e s.

Note sur la fondation du monastère des Augustins

Cette note de Larcher (vers 1750) est démentie par plusieurs autres documents : les Augustins n'ont pu s'installer à Geaune avant la fin du XIV^e siècle. L'auteur a probablement confondu la fondation de l'Ordre des Augustins avec celle de leur implantation en Tursan, faute d'avoir pu consulter de titre de fondation pour leur couvent.

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 76.

« Les Augustins étoient autrefois seigneurs d'Urgons. Leur monastere avoit été fondé avant la ville de Geune par le roi d'Angleterre, le vicomte de Marsan et le seigneur de Castelnau, dans la forêt et bois où est à present Geune. »

1318

Paréage de la bastide de Geaune

[copie d'actes emboîtées] Le 18 mai 1318, en présence d'Arnaud-Guilhem de Serres, seigneur d'Onesse, de Bernadot de Sorbets et de Jean de Casautets, écuyers ; Jean de Castelnau, fils de Pierre de Castelnau, a fait rechercher dans les registres de feu Pierre de Fabre, notaire public, le paréage conclu pour la fondation de la ville de Geaune, dont la teneur suit.

En présence de Guilhem de Saint-Fort, sénéchal des Lannes, dans le réfectoire du monastère de Saint-Sever, Pierre de Castelnau, coseigneur de la nouvelle ville de Geaune, a présenté la charte authentique scellée du sceau du roi d'Angleterre, que le notaire Vital de Barte a lue : il y a eu autrefois paréage entre Antoine de Pessaigne, chevalier, sénéchal de Gascogne, et le sire de Castelnau, écrit par la main de Pierre Massel, notaire, dont la teneur suit :

Un paréage a été conclu entre le sénéchal du roi d'Angleterre, Antoine de Pessaigne, et Pierre de Castelnau, dans le territoire dit de Pantagnan, appartenant audit Pierre, dans la paroisse de Saint-Jean de Pantagnan, pour y construire une ville neuve qui se nommera Geaune et qui sera indivise entre les coseigneurs pariers. Ledit Pierre a donné 4000 aires pour faire des maisons et édifices pour les nouveaux venus, et 2000 journaux de sa terre voisine de ladite bastide, qui seront aussi indivis entre les pariers, ainsi que tous les revenus en provenant, y compris ceux de nouvelles bâtisses et moulins. Mais les fours et moulins qui existent déjà et les dîmes déjà prélevées resteront propriété de Pierre, ainsi que la justice de Castelnau. Un emplacement suffisant sera laissé au roi près de la clôture du lieu pour y faire une forteresse ou une maison ; il y aura deux bayles représentant les coseigneurs, notamment pour la justice ; les pariers pourront nommer ensemble un notaire ou encore des officiers pour la ville ; il y aura une prison commune, à deux clés, dont chaque bayle gardera une d'elles ; les terres pourront être mises en fief pour 4 deniers morlans de cens annuel et 2 sous de droit d'entrée ; les habitants de Castelnau et autre lieux dépendant du sire de Castelnau pourront librement faire pacager leurs animaux dans les terres de la bastide, sauf les terres en défens ; le bayle du roi n'aura aucun pouvoir sur la famille de Castelnau et ses biens. Le paréage est confirmé à Westminster par le roi Édouard.

Le 18 novembre 1318, à Saint-Sever, dans l'office notarial, Pierre de Castelnau, a dit qu'avec Antoine de Pessaigne, chevalier, sénéchal d'Aquitaine pour le roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, ils ont voulu construire une ville neuve appelée Geaune sur le territoire de Pantagnan, dans la paroisse de Saint-Jean de Pantagnan, qui sera tenue à fief par le roi d'Angleterre. Pierre de Castelnau a assigné 4000 aires pour faire des maisons et édifices et 2000 journaux de terre, qui seront tenus en paréage indivis entre les pariers, avec leurs revenus.

II- les nouveaux fours et moulins seront communs et indivis, à frais communs. Les moulins qui existent déjà sont exclus de ce partage.

III- la justice et la « mère et mixte impère », les droits provenant des foires et marchés, leudes, lois et autres, seront partagés en indivis, sauf les fours, moulins et fiefs de Castelnau qui resteront au sire de Castelnau. Un emplacement adapté sera laissé au roi à Castelnau (?) pour établir près de la clôture du lieu une maison ou forteresse.

IV- Il y aura deux bayles représentant les deux pariers, en particulier pour la justice.

V- Il y aura une prison commune dont chaque bayle aura une clé.

VI- Les terres seront mises en fief en indivis pour 4 deniers morlans de cens annuel par journée de terre et deux sous morlans de droit d'entrée.

VII- Les voisins de Castelnau pourront faire paître leur bétail sur les terres de la bastide, sauf les terres cultes en défens. Les habitants de Miramont pourront également faire paître leur bétail, et réciproquement.

VIII- Le bayle royal n'aura aucune juridiction sur les biens et la famille de Castelnau.

IX- Ce paréage ne pourra être cassé, vendu ou cédé.

X- Tout nouveau sénéchal devra jurer et respecter ce paréage.

Ce paréage a été juré sur les Saint Evangiles et copié en plusieurs instruments publics, scellés du sceau du sénéchal. Ont été témoins sire Pelagot de Montlezun, chevalier, sénéchal des Lannes ; Loup Bergund de Bordeu, maire de Bordeaux ; Roquebrune Dante, prieur de Montflanquin ; Ramond Léon, citoyen de Bordeaux ; Amanieu de Saint-Orens, abbé de Saint-Loubouer ; Guilhem de Bordeu ; Hélie Andoin, écuyer ; Arnaud-Guilhem de Mauléon, écuyer, et Pierre Dardere, de Vielle-Tursan, et Pierre Massel, clerc du diocèse de Limoges, notaire public, qui a rédigé cet acte.

Le sire de Castelnau a confirmé au sénéchal que tout ce que contient cet acte est vrai, ce que le sénéchal a confirmé et approuvé, faisant réaliser une copie de l'acte.

Aux assises de Saint-Sever, le vendredi après la Saint-Nicolas en 1322, en présence de plusieurs témoins, Pierre de Fabre, notaire, à la requête de Pierre de Castelnau, coseigneur de la bastide de Geaune, a copié ce paréage. Et Fortaner de Fabre, notaire royal, détenteur des registres de feu Pierre de Fabre, à la requête de Jean de Castelnau, a collationné cette copie de l'acte et l'a signée.

Sources : A : ADPA, E 511, Copie des coutumes accordées aux habitants de Geaune par Antoine Pessayne, sénéchal d'Aquitaine (vers 1750).

B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 76 (vers 1750).

C : Archives départementales du Gers, E847 (copie du XVIII^e siècle).

Mention : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 62, n° 350-352, 355 : « Vieux parchemin à déchiffrer intitulé Pariage ou concordat de Geaune de l'an 1318, coté au dos du n°4, liasse 43^e ; copie du pariage de Geaune tiré des archives de la ville de Geaune de l'an 1322 lis en latin et français coté par le n°5 liasse 43^e ; copie du pariage entre le seigneur de Castelnau et Edouart Roy d'Angleterre, duc de Guienne pour la construction de la ville

de Geaune du 6 août et 14^e année de son règne cotté au dos du n^o6 liasse 43^e. »

Autres mentions : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 390.

« Extrait de quelques titres de Castelnau fait le 17 septembre 1619 pour envoyer à messire Jaques de Castille, chevalier de l'ordre du Roy, pour montrer la grandeur et ancienneté de sa maison. [...] Paréage de la ville de Geune entre Edoüard, roi d'Angleterre, et Raimond Bernard de Castetnau, chevalier.. les conditions dudit pareage arrêtées le 27 octobre 1391 ... G. » également *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 73 et t. XXI, p. 417.

Édition : Abbé Légé, *Les Castelnau-Tursan*, II, acte n^o2, p. 13-15. L'abbé Légé fait aussi référence à la copie de cet acte réalisée pour les Castelnau-Tursan en 1391, 1422, 1451. Voir *Bulletin de Borda*, 1890, p. 21.

D'après B :

« IN nomine Domini. Amen. Noverint universi presentes et futuri, quod anno Domini M^o.CCC^o.XVIIJ^o. Indictione tertiâ decimâ, die vero mensis madii XVIIJ^a pon-[p. 77]-tificatûs sanctissimi in Christo patris et domini domini Nicholai, divinâ providentiâ papæ quarto, regnante illustrissimo principe et domino domino Karolo, Dei gratiâ Francorum rege, in mei notarii infrascripti, ac honorabilium virorum Arnaldi Guilhermi de Serris, domini Dones, Bernardoti de Sorbetz, Johannis de Casautetz, domicellorm et testium specialiter ad infrascripta vocatorum, coram nobili et potenti viro Menaldo de Montestrucro, preposito regio per antedictum dominum nostrum regem in prepositum regis S[anc]ti Severi constituto, presentia, personaliter constitutus nobilis Johannes de Castronovo, filius legitimus et primogenitus nobilis et potentis viri ac domini Petri, domini de Castronovo, asseruit, proposuit et dixit, quod cûm ego infrascriptus notarius haberem, tenerem et possiderem aliquos protocollos seu registra antiqua magistri Petri de Fabro, quondam notarii publici, in quibus jam dudûm per dictum magistrum Petrum registrata fuissent quaedam instrumenta et patentes regiæ pertinentia suo dicto patri, ac sibi jure hereditario successori, continentes et continentia quædam pariatgia inter regem Angliæ, et ipsorum progenitores, inita et firmata super nova fundatione villæ de Genoa, de quibus et ex quibus intendebat se in futurum jurare ; quare dictum dominum prepositum cum instantia, quâ voluit, potuit et debuit, regavit pariter et requisivit, quatenûs michi infrascripti notario haberet districta præcipere et mandare, dictus que dominus prepositus ibidem michi mandavit et precepit, quatenûs dicta instrumenta in formam publicam fideliter redacta dicto supplicanti et requirenti haberem propriis sumptibus, tamen moderatis tradere ; cujus tenor de verbo ad verbum sequitur et est talis.

NOVERINT UNIVERSI, quod in mei notarii publici ac testium infrascriptorum presentia, et coram nobili voco domino Guillermo de S[anc]ti Forti, milite, senescallo Landarum, [p. 78] in refectorio monasterii S[anc]ti Severi assisiam tenente, nobilis vir dominus Petrus de Castronovo, condominus novæ bastidæ de Genoa, ibidem ostendit, presentavit et per me autenticum et infrascriptum notarium, et per Vitalem de Barta, notarium, legi fecit quasdam litteras patentes sigillo inpendenti sigillatas excellentissimi principis et domini domini Euardi, Dei gratiâ regis Angliæ, ducis Aquitanix, unâ earumdem cum cera viridi, et alia cum cera alba sigillatis, ut in prima facie apparebat.

Item et quoddam pariatgium olim habitum inter nobilem et potentem virum dominum Antonium Pessaygni, militem, Vasconix senescallum nomine dicti domini nostro regis et ducis ex parte una, et dominum de Castronovo, ex altera, inferiûs insertum, confectum qui per manum magistri Petri Massellii, notarii, ut apparebat. Tenor quarum litterarum sequitur et est talis.

Eduardus, Dei gratia Rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, omnibus ad quos presens litteræ pervenerint, salutem. Universis innotescat per presentes, quod cum nuper inter dilectum et fidelem nostrum Antonium Pessaigne, tunc senescallum nostrum ducatus predicti, pro nobis ex parte una, et Petrum, dominum de Castronovo, pro se, ex altera ; quoddam pariatgium factum fuerit et concordatum sub modis et conditionibus infrascriptis ; videlicet, quod in territorio ejusdem Petri vocato à Pantanhan in parrochia S[anc]ti Johannis de Pantanhano, fieret, construeretur et ædificaretur nova bastida, quæ Genoa perpetuo ab [p. 79] omnibus appellaretur, nobis et nostris, et dicto Petro et suis successoribus, remanens perpetuo pro indiviso, unde prefatus Petrus dedit et assignavit de suis terris propriis quatuor millia arrialium ad faciendum domos et ædificia pro venientibus et habitare volentibus in dicta bastida, et duo millia jornalium terræ suæ contigua bastidæ prædictæ, prout dicto senescallo visum esset utiliùs faciendum, et quod nos et nostri successores in dictis quatuor millibus arrialium et duobus millibus jornalium, ut in possessione et proprietate et omni jure haberemus perpetuo medietatem pro indiviso, et ipse Petrus, et sui successores, habentes aliam medietatem, et quod predicta arialia et jornalialia terræ traderentur in feudum vicinis et habitantibus dictæ bastidæ sub certis annuis deberiis nobis et predicto Petro communiter solvendis, ita quod nos medietatem omnium emolumentorum inde provenientium recognoscamus et habeamus, et dictus Petrus et sui successores, aliam medietatem integrè et sine fraude recipiant et sibi habeant [p. 80] et feudatarii predicti tenentes sibi et suis de dicta medietate respondere teneantur, et quod nisi predicta arialia et jornalialia terræ in predicta parrochia possent compleri, de aliis certis terris et locis ipsius Petri complerentur, quodque omnes fierunt, et omnia molendina et singula de novo construenda in dicta bastida et locis et territoriis predictis essent communia et pro indiviso inter nos et prefatum Petrum et nostris expensis communibus construerentur ; molendina tamen tunc ibidem edificata, unà cum decimis quas idem Petrus habuit in territoriis et locis predictis propria et in solidum sint predicti Petri et suorum successorum, et quod merum et mixtum imperium, et alta et bassa justitia, ac omnimoda jurisdictio, quæ idem Petro habunt in dicto castro de Castronovo et ejusdem jurisdictione, territorio et pertinentiis universis ; nec non merum et mixtum imperium, et alta et bassa justitia, de omnimoda jurisdictione in bastida prædicta et suis pertinentiis, quæ dictus Petrus prius habuit in locis et territoriis ubi eadem bastida jam ædificatur, et omnia et singula emolumenta ipsorum occasione provenientia in dicto castro et ejusdem jurisdictione, bastida, et locis, et territoriis predictis, fori, nundinæ, pedagia, leudæ, mercata, leges, incurta et veta, et omnia quæcumque sint esse posint, obventiones et emolumenta, remaneant perpetuo communia pro indiviso inter nos et nostros et ipsius Petri et ejus successores æquis portionibus dividantur, exceptis furnis et molendinis quæ sunt, remanebunt propria in jurisdictione et territorio dicti Castrinovi predicti Petri et suorum, et exceptis omnibus et singulis feudis et deveriis feudorum debitis et debendis dicto Petro quæ feuda, exceptis superiùs nominatis, propria remanent et remaneant in futurum [p. 81] dicto Petro cum decimis sibi pertinentibus in prædictis ; ex quod idem Petrus daret et assignaret et nobis in loco descendi in dicto loco Castrinovi solum et plateam, sufficientem foras et propre clausuram ejusdem castri ad edificandum nobis castrum sive domum ; quodque in dictis castro, loco et bastida, et eorum pertinentiis, sint duo tamen bajuli, unus pro parte nostra, et alter pro parte dicti Petri, qui anno quolibet ad invicem jurent, quod alter alteri fidelitatem de omnibus exitibus et proventibus promissorum respondebunt, et quod unus sine alio judicare, cognoscere, condemnare, punire, vel absolvere non possit in locis predictis, nisi de voluntate alterius eorundem ; quodque simul ponent, notarius in curia sua, et servientes eligent, et servientes eligent, jurisdictionem omnimodam communiter exercent in locis supradictis ; et si aliter actum esset vel fieret, illus esset irritum et inanu. Et quod in dicta bastida carcer communis fieret et teneretur per custodem electum per bajulos supradictos ; et quod quilibet bajulorum eorundem una

clavem habeat dicti carceris ; quod que idem observetur in futuro in loco Castrinovi suprädicti. Et quod dictus Petrus terras et possessiones, quas habuit in territoriis et jurisdictionibus predictis præter illa, quæ sunt inter nos et ipsum communia, traderet in feudum habitantibus in dicta bastida, videlicet jornale pro quatuor denariis morlanorum annui censûs, et duobus solidis ejusdem monetæ de intragiis ; et quod habitantes in loco de Castronovo et bastida predictis, et eorum pertinentiis, habeant pro animalibus suis praderia libera cum omnibus et singulis territoriis incultis infra jurisdictionem loci et bastidæ prædictorum, excepti prediis cultis vel colendis, et vi-[p. 82]-ridariis, ortis et vineis ; quodque bajulus noster predictus, qui pro tempore fuerit in bastida et locis predictis, nullam jurisdictionem vel coheritionem in personam dicti Petri, et successorum suorum, vel familiæ ipsorum continuè cum eis residentuum, vel etiam fratrum vel liberorum eorundem, nisi de mandato speciali superiorum bajuli suprädicti, jura ressorti et superioritati nichilominùs nobis et ministris nostris superioribus suis in omnibus semper salvo. Et quod nos vel successores nostri partem nostram dictæ bastidæ, et loci Castrinovi, et jurisdictionis, et territorii, et pertinentiarum eorundem, perpetuo habeamus et retineamus in patrimonio, ita quod nuli partem nostram predictam possimus dare, vendere et assignare, vel alienare. Hoc tamen excepto, quod pars nostra predicta cum suis pertinentiis, per nos, heredes seu successores nostros, nostro et ipsorum heredum et successorum primogenitis tanquam futuris heredibus regni Angliæ et ducatûs Aquitaniæ, dari valeat et concedi ; quodque quilibet senescallus novus ducatûs predicti in adventu suo ad requisitionem dicti Petri, vel suorum, jurare teneatur tenere, complere et servare omnia et singula in pariatgio predicto contenta ; dictusque Petrus, et suis successores, senescallo predicto illud idem similiter facere teneantur, prout in quodam instrumento publico super dicto pariatgio confecto, et coram nobis et consilio nostro exhibito pleniùs continenti, nos dictum pariatgium sub modis et conditionibus predictis, ut superiùs exprimuntur, acceptantes, illis pro nobis et heredibus nostris ratificamus, approbamus et confirmamus presentium per tenorem. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes. Datum apud Westmonasterium, VI^a die augusti anno [p. 83] regni nostri quarto decimo. Per petitionem de consilio. a.

EDWARDUS, Dei gratiâ rex Angliæ, dominus Hiberniæ et dux Aquitaniæ, senescallo nostro Vasconicæ, qui nunc est, vel pro tempore erit, seu ejus locum tenenti, Salutem. Cùm inter dilectum et fidelem nostrum Anthonium de Pessayne, nuper senescallum nostrum ducatûs predicti, pro nobis, ex parte unâ ; et Petrum, dominum de Castronovo, pro se, ex altera ; quoddam pariatgium factum fuisset et concordatum de quadam bastida in territorio ipsius Petri in parrochia S[anc]ti Johannis de Pantanhano construenda sub certis modis et conditionibus in quibusdam litteris nostris patentibus pleniùs expressatis, nos pariatgium illud volentes sub modis et conditionibus eisdem inviolabiliter observari, vobis mandamus, quatenùs, visis litteris nostris predictis, pariatgium predictum sub modis et conditionibus predictis, quantum ad nos pertinet, teneatis et observetis, et ab aliis teneri et inviolabiliter observari faciatis. Datum apud Westmonasterium, VI die augusti, anno regni nostri quartodecimo. Per petitionem de consilio.

In NOMINE DOMINI. AMEN. NOVERINT universi hoc presens publicum et auctenticum instrumentum inspecturi, quod anno ab Incarnatione Domini M^o.CCC^o.XVII^o XVII^a die mensis novembris, indictione primâ, sanctissimi patris et domini domini Johannis, divinâ providentiâ papæ XXIIⁱ pontificatûs sui anno tertio, apud Sanctum Severum, in nostri notarii ac testium subscriptorum presentia, constitutus personaliter nobilis Petrus, dominus de Castronovo diocesis Adurensis, gratis et spontè et ex certa scientia, et certificatus super iis, ut asseruit, de jure suo et de facto, et non inductus ad infrascripta per aliquem, dolo, metu, vi, fraude, vel delo, nec [p. 84] aliàs quoquomodo, sed merâ et

purâ voluntate motus, volens sibi et suis successoribus et subditis prospicere, ut in pace, concordia et quiete, et sine scandalo et periculo in futurum possint sub umbra et protectione domini nostri regis Angliæ et ducis Aquitaniæ, et suorum, vivere, conversari et nutriti, dixit et exposuit nobili et potenti viro domino anthonio Pessaye, militi, ducatus Aquitaniæ senescallo pro domino nostro rege angliæ duce Aquitaniæ, ibidem presenti, quod ipse Petrus, dominus predicti loci, volebat, consentiebat et supplicabat, quod in territorio suo vocato à Pantanha, in parrochia Sancti Johannis de Pantanhano, fieret, construeretur et edificaretur nova bastida, quæ Genoa perpetuo ab omnibus appellaretur, sub modis et conditionibus infrascriptis, remanens perpetuo communis pro indiviso cum suis pertinentiis universis, ipsius Petri et suorum, et dicti domini nostri regis et ducis et successorum suorum, asserens ex pro vero confitens, quod quidquid ipse habet, tenet et possidet quoquomodo per se, vel per alium, in dicta parrochia et in dicti Castro suo novo, et territorio, jurisdictione et pertinentiis ejusdem, tenet et sui predecessores tenuerunt in feudum à dicto domino nostro rege et duce. Et ut dicta bastida in dicto loco facienda, utiliùs et meliùs possit fieri, dedit et assignavit de suis terris propriis pro foundatione bastidæ quatuor milia arrialium ad faciendum domos et edificia venientibus et habitare volentibus ibidem in dicta bastida, et duo milia jornalium terræ suæ propriæ contigua et ad hærentia dictæ bastidæ, prout dicto domino senescallo, et ejus consilio videbitur utiliùs et faciliùs faciendum. In quibus quatuor milibus arrialium et duobus miibus jornalium, [p. 85] voluit, quod in possessione et proprietate et omni jure dictus dominus nostre rex et dux et sui habeant perpetuo medietatem pro indiviso ; et ita concessit et dedit eidem, solempniter et promisit, dicto domino senescallo et michi notario reipientibus et stipulantibus pro dicto domino nostro rege et duce, quæ omnia tradentur in feudum seu emphiteosim vicinis et habitantibus dictæ bastidæ sub certis annuis deberiis, et aliis omnibus inde provenientibus emolumentis quoquomodo ipsis domino nostro regi et duci, et Petri communiter solvendis, ita videlicet quod de omnibus intragiis, vendis, deberiis et aliis omnibus inde provenientibus emolumentis quoquomodo et quâcumque ratione vel causâ dictus dominus noster rex et dux medietatem perpetuo accipiat et sibi habeat, et dictus nobilis Petrus, et sui successores, aliam medietatem integrè et sine fraude recipiant et sibi habeant ; et feudatarii predicta tenentes de dicta medietate sibi et suis respondere teneantur. Et nisi predicta arrialia et jornalia terre possent, ut dictum est, compleri et assignari in dicta parrochia Sancti Johannis, voluit dictus nobilis, quod in eo de locis suis propriis de Spues et de Roquamilh et de la Presenqua modo predicto, compleantur et assignentur.

II- Item voluit et consentiit modo predicto dictus mobilis quod omnes furni et omnia molendina et singuli noviter construenda et construendi in dicta bastida et locis et territoriis predictis sint communia et pro indiviso inter dictum dominum regem et ducem, et nobilem predictum, et eorum expensis communibus fiant et construantur et omnia emolumenta inde provenientia æquis inter eos portionibus dividantur ; molendina tamen nunc ædificata et constructa ibidem propria et in solidum sint nobilis predicti et suorum unâ cum decimis quas habet [p. 86] et habere debet in territorio et locis predictis.

III- Item voluit et consentiit modo simili dictus Petrus, quod merum et mixtum imperium, et alta et bassa justitia et omnimoda jurisdictione, et emolumenta omnia et singula ipsorum occasione provenientia in bastida, et locis et territoriis predictis, et etiam in castro suo de Castronovo, et ejusdem castri jurisdictione et territorio et pertinentiis universis, fori, nundinæ, pedagia, leudæ et mercata, leges et incursa, et veta, et omnia et singula alia quæcumque sint et esse possint, obventiones et emolumenta sint et remaneant perpetuo conjunctum et pro indiviso, et modo predicto dividantur æquis portionibus inter predictos dominum nostrum regem et ducem et suos, nobilem et ejus

successores, exceptis furnis et molendinis, quæ sunt et remanebunt propria in jurisdictione et territorio dicti Castrinovi nobilis predicti et suorum, et exceptis omnibus et singulis feudis et deveriis feudorum debitis et debendis nobilis predicto, quæ feuda, exceptis superiùs nominatus, propria remaneant et remanebunt in futurum nobili predicto, unà cum decimis sibi pertinentibus in predictis. Acto tamen quod dictus nobili debet dare et assignare in loco decenti loci Castrinovi solum et proprietatem et plateam sufficientem domino nostro regi et duci et suis foras clausuram et propè clausuram dicti castrum ad edificandum domum sive castrum predicto domino nostro regi et duci.

IV- Item fuit actum et conventum inter dictum senescallum et nobilem pro se et nominibus quibus suprà, quod dictis castro et bastida, et eorum pertinentiis sint et constituentur duo etiam bajuli, unus pro parte dicti domini nostri regis et ducis [p. 87] et alius pro parte dicti nobilis et suorum ; et quod dicti bajuli communiter jurisdictionem altam et bassam et omnimodam exercent in predictis ; et quod anno quolibet ad invicem jurare et juramento promittere teneantur, et quod alter alteri fideliter de omnibus exitibus et proventibus premissorum respondebunt, dolo et fraude cessantibus quibuscumque ; et quod unus sine altero judicare, cognoscere, condemnare, punire vel absolvere, non possit in loci predictis, nisi de voluntate et assensu alterius procederet in hac parte ; et quod simul et concorditer instituant et ponant notarios in curia sua, et servientes eligant et ordinent in predictis. Et si aliter actum esset per aliquem ipsorum bajulorum in futurum quod illud esset irritum et inane et ad statum pristinum et debitum reduceretur in hac parte.

V- Item fuit actum et conventum inter predictos dominum senescallum et nobilem, nominibus quibus suprà, quod in dicta bastida erit carcer communis inter dictos dominum nostrum regem et ducem et nobilem, in eorum jurisdictione, fit et teneatur per custodem electum communiter per bajulos dicti loci, et quod quilibet bajulorum unam clavem habeat carceris predicti ; et idem eodem modo fiat et observetur in loco Castrinovi predicti.

VI- Item fuit actum, quod dictus nobilis terras, possessiones et proprietates, quas habet in territoriis et jurisdictionibus predictis præter et ultrà ea quæ sunt et erunt communia inter dictum dominum regem et ducem et ipsum nobilem, tradat in feudum seu emphiteosim vicinis et habitantibus dictæ bastidæ ; videlicet quod quolibet jornæ pro quatuor denariis morlanorum censûs annui, et duobus solidis morlanorum de intragiis.

VII- Item fuit ordinatum, quod vicini et habitantes in predicto loco de Castronovo, bastida et pertinentiis, pro suis animalibus habeant padoenta liberè et habere possint et debeant in omnibus et singulis territoriis incultis infrà jurisdictionem loci et bastidæ predictorum, [p. 88] exceptis prædictis cultis vel colendis, et viridariis, ortis et vineis ; et etiam ad evitandum scandala et dissensione, quæ possent in futurum oriri, in jurisdictione territorio et pertinentiis loci de Miromonte ; et vice versâ, habitantes et habitanturi in Miromonte et ejus pertinentiis, habeant padoenta modo simili terris incultis dicti loci Castrinovo et bastidæ predictæ et pertinentiarum ipsorum.

VIII- Item fuit ordinatum, actum et conclusum expressè inter ipsos dominum senescallum et nobilem, quod bajulus regius, qui erit in futurum in dicta bastida facienda, vel in dicto loco Castrinovi, et eorum pertinentiis, nullam jurisdictionem vel cohercionem habeat vel exercent, vel habere et exercere possit, nisi de mandato superiorum suorum, in personam dicti nobilis, vel familiæ ipsius continuè cum eo residentis, veletiam fratrum et liberorum ipsius domini Castrinovi ; sed quod predicti omnes et singuli à jurisdictione dicti bajuli perpetuo sint exempti, jure ressorti et superioritatis dicto domino nostro regi et duci et suo senescallo Vasconiaë in omnibus

et per omnia semper salvo, et aliis ministris regiis superioribus suis, sicut est actenus concessum.

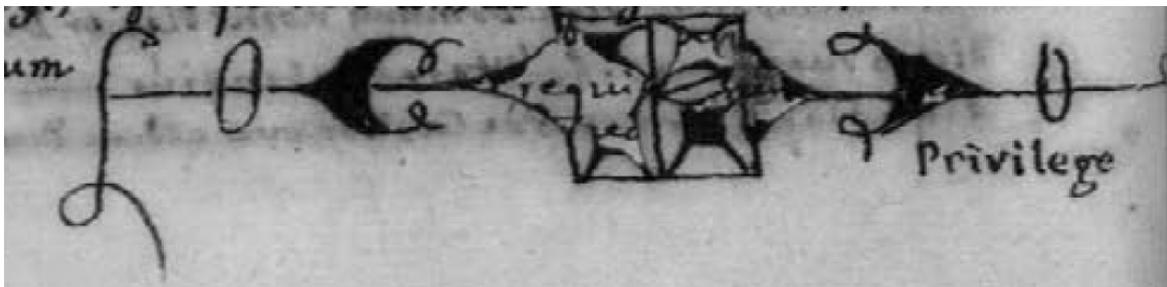
IX- Item fuit actum et conventum, quod dictus dominus noster rex vel ejus successores, partem suam dictæ bastidæ et Castrinovi, et jurisdictionis, territorii et pertinentiarum ipsorum, perpetuo habeant et retineant penes seipsos, et quod nulli partem dictorum premissorum possint dare, commutare, vendere, assignare, vel modo quolibet alienare ; et quod privilegium sufficem super hoc per dictum dominum nostrum regem et ducem concedatur, et etiam impetretur per dictum dominum senescallum, vel ejus successores, vel per alium ad requisitionem dicti domini de Castronovo et suorum, nec possit etiam alicui ad vitam assignari ; quo privilegio impetrato vel non impetrato, predicta omnia et singula in suo robore remaneant.

X- Item quod quilibet novus senescallus dicti ductus in adventu suo ad requisitionem dicti nobili, vel suorum specialiter jurare teneatur tenere, complere [p. 89] et inviolabiliter observare omnia et singula in hoc pariatgio et presenti publico instrumento contenta, et contrà non facere vel venire per se vel per alium quoquomodo, et hoc idem dictus nobilis et sui successores dicto senescallo facere teneantur. Quæ omnia et singula supradicta dictus dominus senescallus nomine dicti domini nostri regis et ducis, et dictus nobilis pro se et suis successoribus universis ad invicem promiserunt per firmam et legitimam stipulationem tenere, complere et inviolabiliter observare. Et juraverunt ad Sancta Dei Evangelia corporaliter à se tacta non contrafacere jure aliquo, ingenio vel causâ et voluerunt quod de his omnibus fierent per me notarium subscriptum duo vel plura publica instrumenta, et tot quot voluerint quod de hiis omnibus fierit ipsæ partes, et quod sigillo curiæ Vasconiæ munimine roborentur. Horum omnium sunt testes dominus Pelagotius de Montelosuno, miles, Landarum senescallus ; Lupus Bergundi de Bordeu, major Burdegalæ ; Roquæbrunus Dante, prior Montis Flanquini ; Ramundus Leonis, civis Burdegalensis ; Amanevus Sancti Orientis, abbas Sancti Loborii ; Guilhermus de Bordeu ; Helyas Andoyne, domicellus ; Arnaldus Guilhermus de Maloleone, domicellus, et Petrus Dardere, villæ de Tursano, vocati specialiter et rogati. Et ego Petrus Masselli, clericus, Lemovicensis diocesis oriundus, publicus auctoritate apostolicâ notarius, quo premissis omnibus et singulis dum agebantur, unâ cum dictis testibus presens fui, et de ipsis omnibus et singulis hoc recepi, inquisivi, notavi, scripsique publicum instrumentum requisitibus à partibus suprascriptis, illud que solito signo meo signavi in testimonium premissorum. Quibus litteris et pariatgio lectis et ostendis, idem dominus de Castronovo dixit dicto domino senescallo laudare, quod predicta et singula contenta in predictis litteris et pariatgio erant vera, et continebant veritatem, sicut idem domini nostri rex et dux, per prædictam suam [...]iis litteras [...]tentiùs --- portabat, et quod ip[...] [domin]o de Castronovo eidem domino senescallo [p. 90] notificabat predicta, requisivit que eundem dominum senescallum laudare, quod predicta omnia et singula contenta in predictis litteris et pariatgis sibi teneret et observaret, et tenere et observare inviolabiliter facere. De quibus visione, ostensione, ratificatione, lectura et requisitione, dictus Petrus de Castronovo, condominus dictæ bastidæ, requisivit me infrascriptum notarium ut officio meo eidem facerem publicum instrumentum, unum, duo vel plura, prout sibi erunt necessaria.

Actum in dicta assisia Sancti Severi, die veneris post festum beati Nicholai, anno Domini M^o.CCC^o.XXIJ^o regnante domino Edduardo, rege Angliæ, duce Aquitanie, et domino Bernardo, Adurensi episcopi. Testes sunt magister Johannes Deusor, procurator regius in Landis ; Arnaldus de Marsano, dominus de Caunar ; reverendus in Christo pater et dominus dominus Guilhermus, Dei gratiâ abbas monasterii Sancti Severi ; dominus Galinus de Peda, miles ; Arnaldus Guilhermi de Maloleone,

prepositus *Sancti Severi*, et multi alii de predicta assisia. Et ego Petrus de Fabro, publicus in toto ducatu, Aquitaniæ notarius, qui requisitus per dictum dominum Petrum de Castronovo, condominus dictæ bastidæ, de predictis omnibus et singulis hoc instrumentum recepi, scripsi et in forma publicam redegi, signoque meo solito eum signavi in testimonium premissorum. Et ego Fortanerius de Fabro, notarius auctoritate regiâ, tentor et custos dictorum registrarum prefati magistri Petri de Fabro, quondam notarii publici, requisitus, ut suprâ, per nobilem Johannem, primogenitum domini de Castronovo, et de specialo mandato domini prepositi, presens publicum instrumentum de dictis protocollis et registro antiquo abstrahi feci et scribi per quidam michi fidelem aliis occupatus negotiis, factâ priùs verâ collatione cum originali, et in formam publicam hanc redegi, signoque meo consueto signavi in testimonium premissorum. »

Signum du notaire médiéval, recopié par Larcher vers 1750 :



1318 et 1322

Coutumes données à la bastide de Geaune

Foulque Lestange, sénéchal d'Aquitaine pour le roi d'Angleterre, a vu les coutumes accordées à la ville neuve de Geaune, fondée par Antoine de Pessaigne, dont la teneur suit :

Antoine de Pessaigne, sénéchal d'Aquitaine, a donné les libertés et coutumes accordées aux habitants de Sarron, complétées puis donnée à la ville neuve de Geaune, sur l'ancien territoire de Pantagnan, comme suit :

I- Il ne sera prélevé de taille, albergue, queste qui ne soit accordée par les habitants, comme dans les autres villes du roi.

II- Les habitants de Geaune pourront vendre, donner, aliéner leurs biens meubles et immeubles comme ils le voudront, sauf aux clerks et aux nobles, pour garder le droit du roi concernant le fief.

III- Les habitants pourront librement marier leurs filles et faire clerks leurs fils.

IV- Le roi, son sénéchal ou son bayle, ne pourront saisir un habitant de la bastide ou ses biens, sauf en cas de meurtre ou plaie mortelle, ou autre crime nécessitant une prise de corps et de biens.

V- Aucun habitant ne pourra être soumis à question ou cri public ou cité hors de la ville par les officiers royaux pour une affaire interne à la bastide.

VI- Aucun habitant ne paiera de cri public hors de la bastide ou par contumace, sauf s'il le doit.

VII- Si un homme ou une femme rentre de jour dans un jardin, vigne ou pré en défens, il paiera 12 deniers morlans aux consuls de la ville, s'il peut payer, ou sera puni à l'arbitrage du bayle et des consuls. Et pour toute grosse bête qui y divaguera, un denier morlan aux consuls.

VIII- Pour un porc ou une truie, si l'animal divague, une obole morlane ; pour une brebis, chèvre, bouc ou autre petite bête, une picte morlane.

IX- Pour une oie ou un oiseau similaire, une picte morlane. L'argent de ces amendes sera consacré à la bastide par les consuls, par exemple la réparation des ponts et des voies. Les voyageurs qui ignorent ces défens ne seront pas mis à l'amende, à la connaissance du bayle et des consuls. Si quelqu'un s'introduit de nuit dans des jardins, vigne ou prés sans autorisation, avec un sac, un panier ou une capuche ou tout autre récipient et qu'il prend des fruits, il sera condamné à 20 sous morlans, si c'est après la mise en défens. Et s'il n'avait que ses mains, il paiera 2 sous de droit de justice au roi et au coseigneur, et il paiera en plus pour le préjudice.

X- Les consuls créeront un nombre suffisant de gardes-champêtres, qui jureront entre les mains du bayle et des consuls de bien et fidèlement exercer leur office.

XI- Les consuls et leurs hommes pourront faire garder la ville de jour et de nuit, faire prendre et arrêter les délinquants et malfaiteurs et les mettre dans la prison de la ville pour y être jugés.

XII- Celui qui emploiera fausse mesure, faux poids, fausse canne, fausse aune sera puni d'une amende de 20 sous par les pariers.

XIII- Les bouchers vendront des viandes saines et bonnes ; et si elles ne le sont pas, elles seront saisies par le bayle et les consuls, données aux pauvres, les sommes rendues aux acheteurs et le boucher sera condamné à 60 sous morlans au profit des pariers ; le bénéfice du boucher sera d'un denier par sou ; et si un boucher le conteste, qu'il soit condamné à un denier pour deux sous.

XIV- Un boulanger ou tout vendeur de pain aura un bénéfice de deux deniers morlans par setier de blé froment, au plus et au moins ; et si le bénéfice est supérieur, le pain sera saisi et distribué aux pauvres.

XV- Les choses comestibles amenées dans la bastide ne pourront être revendues avant d'avoir été mises en vente sur la place, jusqu'à ce que l'interdiction soit levée par les pariers et criée, et alors elles pourront être vendues sans limitation ; et cette défense durera de la saint Jean-Baptiste (24 juin) jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre). Et le contrevenant sera condamné à 4 deniers morlans d'amende. La perdrix, le lièvre et le lapin seront vendus en foire au prix crié décidé par les pariers.

XVI- Celui qui apportera des volailles, bêtes des bois, pommes, poires et équivalents ne paiera pas de leude.

XVII- Aucun habitant de la ville ne paiera de leude pour ce qu'il vend ou achète un jour de foire, sur la foire ou en dehors.

XVIII- Les consuls jureront de défendre et servir le corps et les membres du roi et des pariers, et leurs droits ; et ils jureront de bien exercer leur office de consulat, et de ne rien accepter qui ne soit prévu dans leur office.

XIX- les bayles jureront devant le roi ou son sénéchal quand ils seront nommés, et seront de bon conseil et fidèles et garderont les droits du roi.

XX- Les actes écrits par les notaires royaux auront la validité des actes publics (officiels).

XXI- Les testaments faits par les habitants devant témoins seront valides, s'ils ne fraudent pas d'une part légitime.

XXII- Si quelqu'un meurt intestat et sans héritier connu, les consuls garderont ses biens un an et un jour sur avis du bayle, et si aucun héritier ne se présente dans cet intervalle, ces biens seront rendus et il sera fait à la volonté des consuls.

XXIII- Pour toute dette connue et créée, si elle n'est remboursée sous 15 jours, il sera payé 12 deniers morlans pour le cri public ; si la dette est niée mais prouvée, la punition sera de 12 deniers morlans d'amende.

XXIV- Si une personne en insulte une autre, et qu'il n'est pas fait de cri public, les coseigneurs ne mettront pas à l'amende. Si une enquête a lieu, une amende de 12 deniers morlans sera levée pour le cri public et pour l'estimation de l'injure.

XXV- Si quelqu'un prend une femme avec 1000 sous de dot, il lui en donnera la moitié lors des noces, au plus et au moins, sauf accord contraire. Si le mari survit à sa femme et n'a pas d'enfant, il gardera la dot sa vie durant et après son décès sa belle-famille récupérera cette dot, sauf si cette dot lui avait été donnée. S'il y a des enfants et que le mari survit à sa femme, il gardera la dot ; une fois mort, ses enfants nés de ce mariage récupéreront cette dot, ou ce que le mari aura mis dans son testament.

XXVI- Si quelqu'un sort son épée contre un autre et qu'il ne le blesse pas, l'amende sera de 10 sous morlans au profit des pariers. S'il y a blessure avec effusion de sang, 20 sous morlans et le dommage pour la blessure. Si un membre est mutilé, 60 sous morlans d'amende au profit des pariers, et le dommage pour la mutilation à l'arbitrage du bayle et des consuls. S'il y a décès et que les faits sont prouvés par des témoins, il sera condamné à mort et ses biens donnés aux héritiers de la victime. Si le meurtrier s'échappe, qu'il n'est pas rattrapé mais qu'il est jugé coupable, ses biens seront mis dans la main des coseigneurs pour un an. Et si dans cet intervalle le meurtrier est puni et justice faite, ces biens seront rendus aux héritiers.

XXVII- Des biens d'un meurtrier les pariers auront 300 sous morlans, sauf décision de justice.

XXVIII- Les voleurs et homicides seront punis à la connaissance du bayle et des consuls.

XXIX- Si quelqu'un est surpris en adultère, il courra à travers la ville, comme il est d'usage dans les autres villes du roi, ou il paiera au roi et à son parier 20 sous morlans, s'il est surpris nu et nue, ou déshabillé, par un représentant du roi accompagné de deux consuls ou deux prudhommes de la ville ou d'autres témoins dignes de foi.

XXX- Si quelqu'un se porte caution pour un autre et que le capital n'est pas remboursé, la caution devra payer si elle a des biens ou les moyens.

- XXXI- N'importe qui pourra venir s'installer en ville et y construire une maison, et il y sera libre, si cela se fait sans préjudice pour le roi.
- XXXII- Chaque maison ou aire de la ville aura 60 rases de long et 15 rases de large, pour deux deniers morlans de cens annuel aux coseigneurs, au plus et au moins, payable à la Toussaint.
- XXXIII- Pour chaque jardin de quatre places, deux deniers morlans à la Toussaint.
- XXXIV- Pour chaque journal de terre à la mesure de Marsan, trois deniers morlans annuels de cens à la Saint Thomas.
- XXXV- Chaque habitant pourra avoir un four pour son propre usage et paiera deux deniers morlans annuels à la Toussaint.
- XXXVI- Celui qui n'aura pas de four personnel et qui cuira son pain dans le four banal, paiera 1/20 du pain cuit.
- XXXVII- Le marché se fera à Geaune le lundi de chaque semaine.
- XXXVIII- Pour chaque bœuf vendu hors la bastide les pariers recevront une obole morlane.
- XXXIX- Pour un porc, une obole morlane ; de même pour un âne.
- XL- Pour une charge d'huile, une obole morlane de chaque fiole.
- XLI- Pour la moitié de ce qui restera, ou qui sera vendu à la foire la plus proche de Noël une fois l'an, une obole morlane.
- XLII- Pour une charge de fer apportée on donnera un denier morlan de leude.
- XLIV- Pour une charge de sel on donnera une poignée de sel et une obole morlane.
- XLV- Si un étranger veut exporter de la ville du blé, du vin ou du sel, il donnera une obole morlane pour une charge de blé, et une obole morlane pour la leude, et pour une charge de vin une obole morlane, au plus et au moins. Pour une charge de sel portée par un homme, une picte morlane.
- XLVI- Pour une charge de verre à vitre venant de l'extérieur, une obole morlane.
- XLVII- Pour une charge de vaisselle, une obole morlane.
- XLVIII- Si quelqu'un sort de la ville sans payer sa leude, il sera puni de deux sous et une obole d'amende.
- XLIX- Si quelqu'un en frappe un autre dans la foire, il sera jugé et puni à l'arbitrage du bayle et des consuls.
- L- Si le bayle met à l'amende quelqu'un qui n'a pas payé une dette après 15 jours, il devra payer l'amende. Sinon, le bien sera revendu pour couvrir la dette et s'il reste un reliquat, il sera versé au débiteur.
- LI- Le bayle jurera en présence des consuls de fidèlement faire son office et de ne pas accepter d'argent ou de service en raison de cet office, mais de faire appliquer la loi et les us et coutumes de la ville, et de les défendre, restant sauf le droit royal.
- LII- Les consuls seront nommés le lendemain de la Noël et s'ils ne l'étaient pas, les consuls précédents continueront leur charge jusqu'à ce que de nouveaux consuls soient nommés ; ces consuls seront désignés à partir d'une liste fournie par les anciens consuls et choisis par les pariers ou leurs représentants.
- LIII- Les consuls pourront faire entretenir et réparer les voies publiques.
- LIV- Si quelqu'un jette des ordures dans la ville, il sera puni par le bayle et les consuls.
- LV- Les foires auront lieu à la fête du Corps du Christ (6 ou 19 juin) et à la fête de Simon et Jude (28 octobre). Un marchand étranger qui y aura un ou plusieurs étalages, pour les droits d'entrée et de sortie et pour le droit de table et de leude, paiera 4 deniers morlans. Et pour une charge portée par un homme, un denier morlan ; et pour les choses achetées par les habitants pour leur usage il ne sera rien payé.
- LVI- Le roi aura le droit d'ost et chevauchée comme dans ses autres villes.
- LVII- Si un prisonnier est jugé innocent, il ne devra pas de droit de prison. S'il est libéré avant la sentence, il donnera des cautions. S'il n'a pas donné de caution mais qu'il est condamné, il devra alors payer le droit de prison : si c'est un noble il paiera 12 deniers morlans et 6 deniers si c'est un homme d'une autre condition.

LVIII- Tout habitant pourra vendre et acheter du sel comme il est d'usage dans les autres bastides.

LIX- Personne ne sera obligé à un duel, sauf s'il le veut, mais pourra employer toutes les autres formes de droit.

LX- Les pariers s'engagent à ne pas donner ou transférer le paréage en d'autres mains.

LXI- Tout habitant du lieu pourra mettre en défens ses terres ; il pourra y construire moulins, colombiers, bassin à poissons ou autre chose utile ; et ces terres seront soumises à un surcens.

LXII- Si un habitant vend ses biens et qu'ils sont gagés, l'acheteur devra payer les arrérages et le cens dus.

LXIII- Le bayle et les consuls jugeront les cas de justice, qui pourront être mis en appel auprès du sénéchal des Lannes ou du sénéchal de Gascogne si nécessaire.

LXIV- Aucun habitant de la ville ne pourra être soumis à la question ou torturé pour le faire avouer, sauf à la demande et en présence des consuls, restant sauf le droit du roi.

LXV- Il ne sera pas levé de péage des marchandises en transit, mais une leude sur les marchandises proposées sur le marché ou la foire de la bastide, et non en d'autre temps.

LXVI- Si quelqu'un dénonce un bourgeois de la ville et qu'il est fait une enquête, le dénonciateur sera partie au procès. L'enquête sera faite en présence des consuls ; si le seigneur ou le bayle sont parties, le bourgeois pourra se défendre par serment devant les consuls de la ville, sauf si cela touche le roi.

LXVII- Les bourgeois ne paieront pas plus de 12 deniers de droit de vente par livre, au plus et au moins.

LXVIII- Dans les limites inférieures, à savoir les territoires de Cornet et Marcerin, et supérieures : la baronnie de Miramont et l'Adour et le ruisseau du Laus, les coseigneurs pourront donner le droit de pacager, de faire des cabanes avec les animaux, de couper du bois, prendre des fruits, feuilles et herbes, de chasser, pêcher et exploiter les terres hermes, les eaux, landes et autres terres équivalentes pour le pacage ; mais dans le défens du Pin on ne pourra pacager, sauf à sortir de la bastide et y revenir dans la journée, ou en dessous du chemin des pèlerins du côté de la bastide.

Ces coutumes ont été accordée par le roi d'Angleterre le 14 décembre 1318.

Les coutumes sont confirmées par le nouveau sénéchal.

Elles ont été complétées par un accord entre Pierre de Castelnau, écuyer, et le bayle royal de Geaune, Arnaud-Garsie de Saint-Jean, et les consuls de la bastide, dont la teneur suit :

Un conflit ayant éclaté entre Pierre de Castelnau, écuyer, seigneur de Castelnau, Geaune et Miramont, et Arnaud-Garsie de Saint-Jean, bayle royal de Geaune, et maîtres Vital de Saint-Mesclin et Pierre de Longar, procureurs ou syndics de la bastide, sur les limites de juridiction entre Geaune et Miramont, il est accordé ce qui suit :

I et II- La délimitation des justices respectives de Geaune et de Miramont est précisée.

III- Le territoire de Garos appartient au roi mais sera de la perche (mesure) et justice de Castelnau.

IV- Les terres relevant de la baylie de Geaune seront soumises à sa justice haute et basse, sauf les hommes d'armes et ceux qui ont un fief militaire relevant anciennement de la baronnie de Miramont ; les cas de justice seront traités par la cour et juges de la bastide, mais les nobles du Tursan pourront connaître et juger dans leur ressort à la cour de Silhac ou de Miramont selon les anciennes coutumes, restant sauf le droit du roi et du sire de Castelnau, en particulier les rentes et droits levés sur les porcs,

avoines et poules et autres choses levées sur les casaux couverts (fermes occupées), et les anciens fiefs qui étaient levés autrefois dans les limites de l'actuelle bastide qui seront également payés.

V- Les terres seront indivises entre les coseigneurs, sauf les terres anciennement mises en fief, et si elles sont achetées par les bourgeois de la bastide elles relèveront des nouvelles coutumes.

VI- Pour des terres échangées au-delà ou en deçà de la juridiction de Geaune par des nobles ou autres, si elles sont échangées à la mesure de la bastide, la basse justice relèvera de la cour de Geaune. Les autres justices relèveront de Miramont.

VII- Les forêts et droit de forestage ne pourront être vendus par les seigneurs dans la juridiction de la bastide qu'aux consuls et habitants du lieu ; les seigneurs pourront encore vendre le droit de pacage et l'herbe à d'autres, selon les fors et coutumes de la bastide ; les habitants auront le droit de pacage dans tous les lieux mentionnés dans ces coutumes.

VIII- Si un bourgeois ou voisin est en conflit avec le bayle ou le seigneur, il pourra demander justice ailleurs, mais dans aucun autre cas.

IX- S'il arrive un conflit en raison des limites entre Geaune et Miramont, le cas sera tranché par les consuls et les pariers aux dépens des uns et des autres.

X- Si quelqu'un usurpe ou diminue la baronnie de Miramont, les habitants de la bastide jureront leur bonne foi pour récupérer ce bien usurpé.

XI- Les habitants de la bastide ne peuvent faire pacager sur le territoire du Pin, ni sur d'autres terres du sire de Castelnau sans son consentement de la fête de Marie de septembre (8 septembre) jusqu'à la fête de la Circoncision (1^{er} janvier) chaque année. Le reste du temps ils peuvent y pacager avec leurs animaux sans y couper de bois ni prendre châtaignes ou glands.

XII- Les articles des coutumes ont été accordés par les deux coseigneurs pariers, mais les articles touchant la supériorité royale relèvent du seul roi d'Angleterre.

XIII- En cas de défaut de présentation devant la justice de cette juridiction, il sera levé une amende de 6 deniers morlans.

XIV- Si quelqu'un est exécuté dans la juridiction de la bastide, les pariers auront 60 sous morlans des biens du mort.

XV- Tout habitant ou terre ou bien dans la juridiction de la bastide sera taillable à proportion de la valeur de ces biens.

XVI- Le casal couvert (ferme habitée) de Lacajunte reste au seigneur de Castelnau.

XVII- Les coutumes du lieu ne pourront faire préjudice aux droits du roi.

XVIII- Les habitants respecteront les fors et coutumes si elles sont validées par les pariers, et dans ce cas elles seront valables à jamais.

Ces coutumes ont été approuvées et confirmées par le sénéchal du roi d'Angleterre, à Bordeaux le 20 janvier 1322, et par Pierre de Castelnau, écuyer, coseigneur, à la même date.

Sources : A : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 102.

B : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E 510 :Gustave Bascle de Lagrèze avait identifié cette copie dont il avait envoyé copie au *Bulletin du Comité historique des monuments écrits de l'Histoire de France*, restée inédite (mention de l'envoi p. 202).

Mentions : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116, extrait du cartulaire municipal de Geaune : « Le premier feuillet est perdu. Au second feuillet étoit le titre des coutumes. Depuis feuillet XIIIJ jusqu'à feuillet XX inclusivement, on a enlevé six feuillets. »

Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 62, n° 355 : « Vidimus des privilèges et immunités accordés

aux bourgeois et habitants de la ville de Geaune par Edouard d'Angleterre, duc de Guienne et Pierre de Castelnau seigneur en sa partie de ladite ville des années 1318 et 1322, cotté au dos n°9 liasse 43^e. »

[d'après A]

« [p. 102] **Coutumes de Geune.**

Nos Fulco Lestranges, ducatus Aquitaniæ senescallus pro domino nostro Angliæ rege, Aquitaniæ duce, notum facimus universis, nos vidisse et tenuisse quasdam patentes litteras libertatum et consuetudinum datarum et concessarum per nobilem virum dominum Antonium Pessayne militem, tunc ducatus, Aquitaniæ senescallum, habitatoribus novæ bastidæ de Genoa, per ipsum dominum Antonium fundatæ, sigillo regio, quo utitur in Burdegala quo ad contractus, nec non et sigillo, comme page 79 de ce tome.... plane liquet. Quarum libertatum et consuetudinum, ac litterarum eisdem annexarum, ut dictum est, tenores sequuntur in hiis verbis.

NOVERINT UNIVERSI, quod nos Antonius Pessayne, miles, ducatus Aquitaniæ senescallus, sequendo formam et tenorem vel quasi libertatum et consuetudinum datarum et concessarum habitatoribus de Sarrafonte, illas seu quasi similes cum aliquo additamento, vice et nomine domini nostri regis et ducis, de consilio consilii dicti ducatus Aquitaniæ, damus et concedimus novæ bastidæ sive villæ de Genoa, quæ est in dicta ducatu in territorio antiquitus vocato Pantanhan, quæ sunt hic quæ sequuntur.

I- Primo videlicet quod per dominum nostrum regem et ducem predictum, vel successores suos, non fiet in dicta villa tallia, albergata, questa, nec recipiet ibi dominus noster rex nostrum, nisi gratis mutuari voluerint habitantes, nisi generaliter in aliis villis dicti domini nostri regis eadem faceret.

II- Item, quod habitantes dictæ villæ de Genoa et districtus, et in posterum habitaturi, possint vendere, dare, alienare omnia bona sua mobilia et immobilia cui voluerint ; excepto quod immobilia non possint alienare ecclesiæ personis, vel religionis, neque nobilibus, nisi salvo jure domini regis et ducis, à quibus res in feudum tenebuntur.

III- Item, quod [p. 103] habitantes ejusdem villæ possint filias suas maritare liberè et ubi voluerint, et filios suos ad clericatus ordinem facere promoveri.

IV- Item, quod dominus rex, vel bajulus suus, non capiet aliquem habitantem dictæ villæ, vel vim inferet, vel sasiet bona sua cum tamen velit et fidem ceat stare juri, nisi pro murto vel morte hominis, vel plaga mortifera, vel alia crimine, quo corpus suum vel bona sua debeant esse incurta, vel nisi pro forefactis in dominum nostrum regem, vel in gentes suas commissis.

V- Item, quod ad questionem seu clamorem alterius non mandabitur vel citabitur aliquis habitator dictæ villæ, per gentes domini nostri regis et ducis extrà honorem dictæ villæ super hiis quæ facta sunt in dicta villa et honore et pertinentiis dictæ villæ, et super possessionibus dictæ villæ et honore ejusdem.

VI- Item, quod nullus habitator dictæ villæ solvat clamorem extra dictam bastidam, nec etiam contumaciam, nisi parti expensas tantùm.

VII- Item, quod si aliquis homo vel femina, de die intraverit hortos, vineas aut prata alterius sine mandato vel voluntate illius cujus fuerit, postquam de mandato domini nostri regis et ducis, vel bajuli sui, et domini de Castronovo, quolibet anno defensum

fuerit, solvat XII denarios morlanorum consulibus dictæ villæ, si habeat unde solvat, vel ad arbitrium bajuli et consulum puniatur ; et quælibet bestia grossa, quæ ibi inventa fuerit, unum denarium morlanorum consulibus supradictis.

VIII- Item pro porco et sue, si invenerint, unum obolum morlanorum ; et pro ove, capra, hirco, vel quolibet alio pecore, solvat dominum bestię unam pictam morlanorum.

IX- Item, si anser vel alia avis consimilis fuerit, unam pictam morlanorum et nichilominus, dominus, cujus fuerit bestia vel avis, dampnum tenebitur emendare. Denarii vero, quos pro hujusmodi emendis consules [p. 104] habuerint, mittentur in utilitatem dictæ villæ, ut pote in reparationem pontium, itinerum et viarum. Alienigena transeuntes, qui dictum deffensum ignoraverint, poenis non subjicientur antedictis, sed aliàs ad cognitionem bajuli et consulum puniantur ; et quicumque de nocte intraverit ortos, vineas aut prata alterius, sine mandato aut voluntate illius, cujus fuerit, et cum pannis, aut sacco, vel capucio, vel omni alio expletto, fructus abstraxerit, domino nostro regi et parierio in XX^{ti} solidos morlanorum sit incursus, postquam de mandato domino nostri regis, et ejus parierii, fuerit quolibet anno deffensum. Et si tantum modo manibus, et sine alio expletto, extraxerit, pro justicia in duobus solidis domino nostro regi, et ejus parierio, sit incursus, et dampnum insuper emendabit.

X- Item per consules dictæ bastidæ instituentur sufficientes messegarii, homines bonæ formæ, qui in manibus bajuli et consulum predictorum jurent suum officium fideliter exercere, et quatenus domino nostro regi et ejus parierio et ipsis consulibus procurerent talam facientes revelare et nemini parcere, prece, amore vel timore.

XI- Item, quod consules dictæ bastidæ, unà cum gentibus et officiariis domini regis et ejus parierii dictæ bastidæ possint custodire villam de die ac de nocte, et facere capi et arrestare delinquentes et malefactores, et eos reponere in carcerem dictæ bastidæ domini regis et ejus parierii pro demeritis puniendis.

XII- Item quicumque in dicta villa tenuerit falsam mensuram, falsum pondus, falsam canam, vel alnam falsam, domino nostro regi et ejus parierio in XX^{ti} solidis morlanorum puniatur.

XIII- Item carnifices qui carnes vendiderint in dicta villa, bonas carnes et sanas vendent, quæ si bonæ vel sanæ non fuerint carnes, per bajulum et consules pauperibus erogentur, et illis, qui emerint, pretium refundatur, et solvat carnifex sexti solidos morlanorum domino nostro regi [p. 105] et ejus parierio, vel eorum mandato ; et lucretur carnifex in unoquoque solido unum denarium currentis monetæ. Et quicumque carnifex in hoc mandatum prædictum exclaverit, in duobus solidis uno denario, sit incursus.

XIV- Item, quilibet pistor seu pistorissa, vel quicumque alium panem facieas ad vendendum in villa predicta, lucretur in unoquoque sextario frumenti duos denarios morlanorum, et furfur, tantum modo, et hoc secundum magis et minus ; et si lucratur fuerit amplius, totus panis capiatur et pauperibus tribuatur.

XV- Item omnes res comestibiles ex quo ad dictam villam fuerint deportata ad vendendum, non vendantur à venditoribus donec ad plateam fuerint adportatæ, dum tamen hoc presens ex parte dicti domini nostri regis, et ejus parierii, defensum fuerit et clamatum alias vero possint vendi impuni ; et hoc deffensum duret à festo beati Johannis Baptistæ usque ad festum Sancti Micaëlis. Et qui contravenerit, in quatuor denarios morlanorum condempnetur. Perdix vero, lepus et cuniculus venduntur ad

pretium, quod in foro ex parte domini nostri regis, et ejus parierii, fuerit proclamatum.

XVI- Item quicumque res comestibiles ad dictam villam adportaverit, volatilia ; silvestrem bestiam, poma, pira et consimilia, non det leudam.

XVII- item nullus habitans in dicta villa det leudam de re, quam vendat vel emat in villa predicta in die fori vel alio, in foro vel extrà.

XVIII- Sane consules dictæ villæ jurabunt se fideliter deffendere et servare corpus domini nostri regis et membra, et dicti parierii, et etiam jura sua ; et officium consulatûs, quandiu erunt in officio consulatûs, fideliter exequentur, nec munus, nec servitium, ratione officii sui, ab aliquo capient per se vel per alium, nisi id quod de jure est concessum cuilibet in officio esistenti.

XIX- Item communiter siquidem dictæ villæ in presentia consulum jurabit domino nostro regi et ejus senescallo in novitate sua, et ejus parierio, vel eorum mandato, bonum consilium et fidele proposse [p. 106] dum tamen fuerit requisita prestare, et quo ipsis dominis erit bona, fidelis et recta, salvo etiam in omnibus jure domini nostri regis.

XX- Item instrumenta facti publicis notariis à domino nostro rege, vel successoribus suis, vel à senescallis suis, creatis et creandis, habeant illam firmitatem, quam habent publica instrumenta.

XXI- Item testamenta facta ab habitatoribus dictæ villæ in presentia testium fide dignorum, valeant, licet non fuerint facta secundùm solempnitatem legum, dum tamen liberi non fraudentur legitimâ portione.

XXII- Item si aliquis decesserit sine herede legitime, et testamentum non fecerit, consules dictæ villæ de mandato gentium domini nostri regis, et ejus parierii, bona ejus per annum et diem custodiam, descriptis autem per bajulum domini nostri regis, et ejus parierii, bonis hominis predicti ; et si interim non venerit heres, qui hereditare debeat, domino nostro regi, et ejus parierio, reddantur bona ad eorum voluntatem faciendam.

XXIII- Item omne debitum cognitum, si clamor factus fuerit, nisi infrà quindecim dies persolvatur debitum, solvat domino nostro regi, et ejus parierio, vel eorum mandato, XII denarios morlanorum pero clamore ; si vero negetur debitum, qui victus fuerit, in XII denarios morlanorum puniatur.

XXIV- Item si quis alicui verba contumeliosa et grossa dixerit, nisi super hoc fiat clamor, domino nostro regi et duci, et ejus parierio, non tenetur ad emendam. Si vero facta fuerit questio, teneatur domino nostro regi, et ejus parierio, in XII denarios morlanorum pro clamore et pro extimatione injuriarum domino nostro regi, et ejus parierio, nichil solvat.

XXV- Item si quis aliquam ducat in uxorem, et cum ea mille solidos acceperit pro dote, ipse det uxori suae propter nuptias quingentos solidos, et hoc secundùm magis et minus, nisi aliud pactum intervenerit inter eos. Et si maritus supravixerit, nec de uxore infantem habeat, totâ vitâ suâ tenebit totam dotem, et post mortem suam parentes uxoris vel heredes dotem illam recuperabunt, nisi in perpetuam dederit marito [p. 107] suo. Et si infantes habeat ipsa mulier, et si supravixerit marito suo, ipsa recuperabit dotem suam et donationem propter nuptias ; quâ mortuâ, infantes, quos de marito habuerit, donationem propter nuptias rehabebunt, vel illi quem maritus in testamento suo durerit ordinandum.

XXVI- Item si quis gladium extraxerit contrà aliquem, licet non percussiat, domino nostro regi et duci, et ejus parierio, in decem solidis morlanorum condempnetur. Si vero percusserit ita quod sanguis exeat, in XX^{ti} solidos morlanorum puniatur, et dampnum vulnerato emendet ; et si mutilatio membri venerit, in LX^a solidis morlanorum puniatur pro lege domino nostro regi, et ejus parierio ; et nichilominùs juxtà mutilationem membri ad arbitrium bajuli et consulum, vel majoris partis, satisfaciat vulnerato. Si vero aliquis alium maliciosè percusserit, et moriatur de percussione, quod sufficientes per bonos et legales homines probari possit, nisi se ipsum deffendendo hoc feceri, cum moderamine inculpatæ tutelæ, morte moriatur, et cùm de eo justitia facta fuerit, bona sua ad heredes, suos liberè devolventur seu reddantur. Si vero murtrarius, seu qui actum fuerit, fugerit ita quod capi non possit, vel justitia fieri de eodem, dominus noster rex, vel ejus bajulus, et ejus parierius, bona quæ habet in dicta villa, vel pertinentiis, servatâ vitâ uxoris et liberorum, si quos habeat, recipiant ad manum suam, et fideliter ad arbitrium juratorum seu consulum dictæ villæ teneant per annum ; et si interim murtrarius punitus et justiciatur fuerit, bona ipsius ad heredes liberè devolvantur.

XXVII- Item in bonis murtrerii, nisi justitia fieri possit, habebunt dominus rex et ejus parierius, CCC^{os} solidos morlanorum.

XXVIII- Item latrones et homicidæ ad cognitionem bajuli et consulum puniantur.

XXIX- Item si quis in adulterio deprehensus fuerit, currat villam, ut in aliis villis domini nostri regis fieri consuevit, aut solvat domino nostro regi, et ejus parierio, vel eorum mandato, XX^{ti} solidos morlanorum et quod voluerit optionem habeat eligendi, ita tamen [p. 108] quod capiatur nudus vel nuda, vel vestitus femoralis depositis cum vestita, per aliquem de curialibus domini nostri regis, presentibus, cum eo duobus consulibus, vel aliis duobus probis hominibus dictæ villæ, vel aliis duobus vel pluribus undecumque fuerint fide dignis.

XXX- Item, si quis pro aliquo fidejusserit, si principalis solvendo non fuerit, idem qui fidejusserit, satisfaciat, si bona habuerit unde solvat.

XXXI- Item, quicumque in dicta villa venire voluerit seu habitare et mansionem facere, sit liberi sicut alii habitatores, si sine prejudicio domini regis fieri possit.

XXXII- Prætereà in domo qualibet seu ayriali dictæ villæ longitudinæ LX^a rasarius et amplitudinæ XV^m rasarum, debet habere dominus noster rex, et ejus parierius, annuatim in festo omnium Sanctorum duos denarios morlanorum censuales, et secundùm magis et minus.

XXXIII- Item in quolibet casaloto quatuor platearum pro orto, duos denarios morlanorum in festo omnium Sanctorum.

XXXIV- Item in quolibet jornali terræ Marciani mensuræ habebit dominus feudi in festo beati Thomæ, apostoli, tres denarios morlanorum annuatim.

XXXV- Item quod quilibet habitator sui juratus dictæ bastidæ possit habere furnum pro pane suo proprio coquendo sine fraude, et quod ipsum teneat expensis suis propriis, et pro fornatiis jure domino nostre regi, et ejus parierio, anno quolibet in festo omnium Sanctorum duos denarios morlanorum soverè teneatur.

XXXVI- Alii vero, qui non habebunt furnum, panem suum in furnis propriis dominorum, qui ibi erunt, decoquere, et panem vicesimum pro fornatgio solvere tenebuntur.

XXXVII- Item mercatum fiet in dicta villa de Genoa die lunæ quâlibet septimanâ.

XXXVIII- Item de quolibet bove vendito ab extraneo habebunt dominus rex et ejus parierius ab illo qui emerit, unum obolum morlanorum.

XXXIX- Item de porco, unum obolum morlanorum ; item pro asino.

XL- Item pro salmata olarum, de una fiola, unum obolum morlanorum de quolibet omnium predictorum.

XLI- Item de medietate cujuslibet parti rescentis, vel quæ vendita fuerit in foro propinquiori festi natalis Domini semel in anno, unum obolum morlanorum.

XLII- Item salmata ferri de ferris adportata [p. 109] det pro leuda unum denarium morlanorum.

XLIV- Item una salmata salis det unam palmatam salis et unum obolum morlanorum.

XLV- Item quicumque extraneus voluerit extrahere de dicta villa bladum, vinum vel sal, unum obolum morlanorum det pro salmata bladi, et unum obolum morlanorum pro leuda, pro salmata vini unum obolum morlanorum, et hoc secundum magis aut minus. Pro onere unius hominis de sale unam pictam morlanorum.

XLVI- Item de uno onere sciphorum vitreorum unum obolum morlanorum ab extraneo.

XLVII- Item de uno onere sarcellarum et grasallarum, unum obolum morlanorum.

XLVIII- Item si quis luedam debens à villa vel à foro exiverit, et leudam non solverit, in duobus solidis et obolo pro emenda puniatur.

XLIX- Item qui in foro percusserit aliquem, ad arbitrium judicis seu bajuli et consulum puniatur pro qualitate delicti.

L- Item si bajulus pignoret aliquem post quindecim dies assignandos debitori ad solvendum, ille, cujus erit debitum, per alios XV^m dies custodiat pignora ; quibus elapsis, endet, si voluerit et si precium pignoris venditi excedat debitum suum, residuum habitum à dicto pignore, teneatur reddere debitori.

LI- Item bajulus dictæ bastidæ jurabit in presentia consulum, quod suum officium fideliter faciet, et munus vel servitium pro suo officio, sive ratione officii non capiet, et unicuique jus suam pro posse reddet, et usus bonos et consuetudines villæ scriptas et approbatas, salvo jure domini nostri regis, ac ejus parierii, custodiet et deffendet.

LII- Item in villa predicta consules creabuntur annuatim in crastinum nativitatis Domini ; et si tunc instituti non fuerint vel creati, duret potestas consulum, qui immediatè exierunt, donec alii per dominum nostrum regem, vel ejus [rature]datum ibidem fuerint instituti, itam tamen quod nomine consulum incipientorum in duplo reddantur curiæ in scripsis per consules veteres tot quot curia possit eligere magis idoneos usque ad numerum in consulati consuetum.

LIII- Item consules, qui pro tempore fuerint, habeant potestatem vias publicas et mala passagia reparandi.

LIV- Si quis in dicta villa fetentia vel aliqua nocentia jecerit, per bajulum et consules puniatur.

LV- Item nundinæ sint in villa predicta terminis assignandis, scilicet in festo Corporis Christi, et in festo beatorum Apostolorum Simonis et Judæ, et quilibet mercator extraneus habens trosselum vel plures trossellos in dictis nundinis, pro introitu et exitu, et taulagio, et pro leuda det quatuor denarios morlanorum ; et de onere hominis quascumque merces portet, unum denarium morlanorum ; et de rebus emptis ad usum domus alicujus habitatoris dictæ bastidæ nichil dabitur ab emptore pro leuda.

LVI- Item habebit ibi dominus rex exercitum et cavalgatam ut in aliis suis villis.

LVII- Item quod nullus, qui in carcere detentus per sententiam fuerit absolutus, nichil dare pro presonatgio teneatur. Si vero ante tempus sententiæ liberatus fuerit, prester cautiones, si eas habuerit ; vel si non habeat juratoriam cautionem de presonatgio solvendo, sed per sententiam fuerit condempnatus. Si quis vero in hoc casu presonatgium solvere teneatur, et fuerit nobilis solvat duodecim denarios morlanorum pro presonatgio. Si vero homo alterius conditionis sit, pro presonatgio solvat sex denarios morlanorum.

LVIII- Item quod homines dictæ bastidæ possint emere et vendere sal prout in aliis bastidis est fieri consuetum.

LIX- Item quod nullus interpellatus per alium de duello, duellare, nisi voluerit, compellatur, sed aliàs juxtà formam juris se deffendat. In aliis vero casibus ibi non scriptis, seu hic non contentis, servetur ordo juris.

LX- Item promittimus habitatoribus et burgensibus dictæ bastidæ seu villæ de Genoa, [p. 111] quod ratificare faciemus domino nostro regi et duci, quod ipse vel successores sui, aliari alti personæ jus vel dominium dictæ bastidæ non dabit vel transferet extrà manum regiam seu ponet. Et si de facto contingeret fieri, volumus quod nulli alii tenentur in aliquo obedire, quantumcumque expressam mentionem faceret de concessione presenti.

LXI- Item quod quilibet habitator dictæ bastidæ, vel in posterum habitatori, possint vedata facere in dominationibus suis seu terris ; et quod in ipsis dominationibus quilibet possit facere et construere molendina, columbaria, piscaria, nec non et omnia alia et singula sibi utilia, prout sibi videbitur faciendum ; et dictas dominationes seu terras ad superfeudum tradere, ita quod dominus rex vendas recipiat juxtà quantitatem inferiùs contentam.

LXII- Item concedimus habitatoribus supradictis et in posterum habitaturis, quod si fortè in dominationibus suis terrarum eis traditis et pertinentis, se tenere plus debito invenieratur pro tempore, ipse, qui tenuerit, vel habebit, illud plus liberè teneat et possideat sicut donatorum suam, solvendo exinde domino feudi arreragia et censum debitum in futurum secundùm ipsius terræ quantitatem.

LXIII- Item quod bajulus dictæ bastidæ, unà cum consulibus villæ, vel aliquibus de ipsis, possit cognoscere et diffinire omnes causas coram se motas ; et quicumque à sententia seu judicio ipsorum aggravatus se senserit, ad curiam senescalli Landarum,

et deinde ad curiam domini senescalli Vasconiæ, seu iudicis appellationum curiæ ejusdem, valeat appellare.

LXIV- Item concedimus, quod nullus habitator seu burgensis dictæ bastidæ questionetur, seu ponatur in tormentis pro aliquo delicto, nisi de consilio consulum dictæ bastidæ, ad requestam ipsorum consulum, et ipsis consulibus presentibus, vel aliquibus de illis, jure regio in omnibus salvo.

LXV- Item, quod in bastida non erit vel fiet seu levabitur [p. 112] pedagium de aliqua mercatura inde transeunte, sed ponatur in leuda tantùm, et hoc in die fori, vel nundinarum, et non aliis temporibus.

LXVI- Item, quod ad denunciationem aliquam non fiet inquesta contrà aliquem burgensem dictæ bastidæ, nisi ille, qui denunciaverit, partem faciat ; et si partem fecerit, inquesta fiet, presentibus consulibus dictæ bastidæ, vel aliquibus de illis ; et si dominus vel bajulus tantùm partem faciat, quod burgensis possit se deffendere suo juramento ad cognitionem consulum dictæ bastidæ, nisi tangeret regem.

LXVII- Item quod burgenses dictæ bastidæ non teneantur solvere vendas de possessionibus suis, nisi de una libra duodecim denarios tantùm, et secundùm magis et minus.

LXVIII- Item concedimus quod infrà terminos inferiores, videlicet territoriorum de Corneto et de Marcerin et superiorem terræ baroniæ Mirimontis, et aqua vocata l'Ador, et aqua vocata lo Los, et ubicumque infrà dictos terminos, dominus noster rex et dominus de Castronovo simul et divisim concedere possint, aliàs donare habeant habitatoribus seu burgensibus dictæ bastidæ omnem libertatem pascendi, acabanandi cum animalibus, suis cujuscumque generis sint, ligna capiendi et fustes, fructus, frondes et herbas, cassandi, piscandi, et aliàs in omnibus explectandi heremos, aquas, landas et alia consimilia prout ipsis videbitur vel placuerit padoare ; excepto quod in vedato de Pinu non possint padoare, nisi à dicta bastida exeundo, et ibidem redeundo, vel infrà iter romunale versùs dictam bastidam.

PREDICTAS LIBERTATES dictis habitatoribus concessimus, ex eo quod gentes aliter populare nolebunt, in omnibus supradictis jure domini nostri regis et ducis, et quolibet alieno semper salvo. ACTA FUERUNT PRÆMISSA cum et de consilio consilii domini nostri regis Angliæ et ducis Aquitaniæ in Vasconia. In cujus rei testimonium sigillum curiæ Vasconiæ presentibus duximus apponendum. Datum et actum in dicta bastida decimâ [p. 113] quartâ die mensis decembris, anno Domini M^o. CCC^o. XVIII^o.

SECUNDO DIE januarii, anno Domini M^o.CC^o.XVIII^o. Menaldus de Ferrera, Petrus de Longariis, consules novæ bastidæ de Genoa in partibus Landarum, per nobilem virum dominum Antonium Pessaygne, militem, ducatus Aquitaniæ senescallum, inceptæ in dictis partibus venerunt pro privilegio dictæ bastidæ concessio per eundem senescallum super libertatibus et consuetudinibus habitatoribus dictæ bastidæ concessis, sigillo curiæ Vasconiæ juxtâ promissionem dictis habitatoribus factam, et non poterant sigillari cùm dictum sigillum curiæ Vasconiæ esset certis de causis tunc inclusum, ex eo fuit ordinatum de consilio domini Amanevi de Fossato, militis, tunc regentis senescalliæ Vasconiæ ex mandato regio, et domini Ayguardi Barber, magistri Petri Bernardi de Guistris, domini Henrici de Canonia magistri Auxentii Jordani, Johannis Guithardi, Alberti Medio, et Bernardi de Rivontio, quod dictum privilegium, pro majori securitate habitatoris predicti, sigillaretur cum presenti sigillo regio, quo utitur in

Burdegala ad contractus, unà cum sigillo domini Amanevi usque ad eventum novi senescalli ad finem quod in ipsius domini senescalli novi adventu, dictum sigillum curiæ Vasconiæ dicto privilegio apponatur, ratificando omnia sibi premissa per dictum dominum Anthonium ; et ideo fuit dictum privilegium dicto sigillo regio et sigillo ejusdem domini Amanevi sigillatum.

IDEM VIDIMUS et recepimus quandam ordinationem et compositionem factam inter Petrum de Castronovo, domicellum, et Arnaldum Garsiæ de Sancto Johanne, bajulum dictæ bastidæ de Genoa pro domino nostro Angliæ rege, Aquitaniæ duce, et consules ejusdem bastidæ de Genoa, per ipsos Petrum, bajulum et consules missam sub sigillis suis interclusum, [p. 114] cujus tenor sequitur in hiis verbis.

NOVERINT universi, quod cùm questio esset et debatum inter nobilem virum dominum Petrum de Castronovo, domicellum, dominum de Castronovo, de Genoa et de Miromonte in parte sua, ex una parte ; et Arnaldum Garsiæ de Sancto Johanne, bajulum dictæ bastidæ de Genoa pro domino nostro rege Angliæ, duce Aquitaniæ, et magistrum Vitalem de Sancto Meschilino, et magistrum Petrum de Longariis, procuratores seu syndicos dictæ bastidæ, ex parte altera ; super limitatione jurisdictionis balliviæ seu balliviarum dictæ bastidæ et baroni de Miromontis, dictæ partes concorditer et scienter, deliberato consilio, ordinaverunt inter se et concesserunt illa quæ sequuntur.

I- PRIMA, quod sit de ballivia, et alti et bassi justiciatûs dictæ bastidæ de Genoa, quicquid esse consuevit de dicta baronia Mirimontis à termino loci seu territorio de Laureto inferiori inclusivè versûs dictam bastidam, et prout et quantum termini superiores dictæ bastidæ antiqui se extendunt versûs illam partem de Lauredos, et inclusivè ab inde versûs ipsam bastidam, omnia territoria et loca dictæ baroniæ et altum et bassum justitiatum ipsum baroniæ ; et à predicto termino de Laureto versûs aquam vocatam lo Los ; et deinde descendendo inter dictam aquam vocatam lo Los, et aquam vocatam lo Los, quæ transit coram loco de Sansaco, et descendit versûs dictam bastidam de Genoa ; et deinde quicquid est de dicta baronia inclusivè versûs dictam bastidam inter dictas duas aquas, et territoria de Casalets et de Bruyas, sit totum jurisdictionis et balliviæ dictæ bastidæ et justitiatus ejusdem.

II- Item et quicquid est, vel esse consuevit de dicta baronia, à dicta aqua vocata lo Las versûs gravam seu rivum vocatum Palumale, et ab itinere per quod itur de loco de Arsaco, et dictum iter transit dictam aquam lo Bas infrà territorium et propè locum de Mauries, et deindè sicut iter producitur versûs quercum vocatam [p. 115] signum Salomonis, et deinde prout durat dictum iter, et transit coram loco de Sorbetz paulo super ipsum locum ; et deindè sicut dictum iter se extendit versûs dictum rivum la Palumale, usquequo dictum iter eundo versûs mansum transit dictum rivum, infrà dictos terminos versûs dictam bastidam inclusivè, quantum dicta baronia se extendere consuevit, unà cum parrochia de Baüs, excepto territorio de Garos, cujus justitiatus, prout dictum territorium seu quantum de ipso pertinet dicto domino nostro regi et duci, sit dictæ bastidæ vel loci de Castronovo, ubi domino senescallo Vasconiæ, vocatis dicto domino de Castronovo, et duobus hominibus dictæ bastidæ, quos consules dictæ bastidæ voluerint eligere, placuerit declarari seu etiam ordinari.

III- Fuit tamen declaratum pert dictas partes superiùs expressatas, quod terra dicti territori de Garos dicto domino nostro regi pertinem, de pertica bastidæ de Genoa predictæ et habitantium ejusdem, et terra dicti territorii dicto domino de Castronovo pertinens, et justitiatûs ejusdem, sit de pertica et cognitionem Castrinovi, vel illius loci ubi dicto domino de Castronovo placuerit declarare.

IV- Omnia tamen alia territoria et loca infrà supradictos terminos versùs dictam bastidam, prout dictum est, sint balliviæ et alti et bassi justitiatus dictæ bastidæ de Genoa, exceptis personis militum, et locum militum tenentium, infra dictos terminos morantibus, qui antiquitùs de jurisdictione baroniæ Mirimontis prædictæ fuerunt ; et hæc in negotiis sive causis inter ipsos emergentibus. Si vero cum aliis facere haberent vel delinquerent seu committerent infra dictam jurisdictionem dictæ bastidæ, per curiam et cognitionem dictæ bastidæ judicari teneantur ; et excepto quod dicti nobiles Theursani possint cognoscere et judicare super ressorto seu appellationibus ad curiam de Silhaco à curia loci de Mirimonte factis juxtà consuetudines eorum antiquas, et exceptis dicto domino nostro regi, et dicto domino de Castronovo, redditibus et deveriis porcorum ramassalium, avenæ [p. 116] et gallinarum, et aliorum in casalibus cohoptis, et feuda antiqua cuilibet eorum infrà supradictos terminos antiquitùs competentia in dicto loco de Genoa tamen solvendo.

V- Item fuit actum et ordinatum, quod omnes terræ infrà supradictos terminos contentæ ad dictum dominum nostrum regem et dictum dominum de Castronovo, ejus parierium, divisim vel conjonctim pertineant, quæ ab antiquo non fuerint infeudatæ, tradentur burgensibus et habitatoribus dictæ bastidæ ad foros et consuetudines ejusdem.

VI- Item fuit actum et ordinatum, quod si placeret nobilibus, vel alicui, terras ultrà terminos jurisdictionis dictæ bastidæ et infrà terminos jurisdictionis dicti loci de Mirimonte remanentes, haberent ipsas terras perticæ dictæ bastidæ tradere, quod in ipsis terris sit traditis, omnis cognitio bassi justiciatus ad curiam dictæ bastidæ pertineat et pertinere noscantur. Alto vero justitiatu et gardiâ messegariorum tantùm in ipsis terris ad curiam et cognitionem ejusdem loci de Mirimonte remanente.

VII- Item fuit actum et ordinatum quod infrà dictos terminos jurisdictionis dictæ bastidæ per dominos dictæ baroniæ, nec etiam per consules seu gentes ejusdem bastidæ, foresta seu forestagium non vendatur ; dicti domini tamen possint vendere herbagium et pascua extraneis tantùm, servatis tamen foro et consuetudinibus et libertatibus scripti vel non scriptis dictæ bastidæ ; videlicet quod gente ipsius bastidæ possint et debeant padoare in omnibus prout in dictis consuetudinibus continetur.

VIII- Item fuit actum et ordinatum, quod si contingeret aliquem burgensem seu vicinum dictæ bastidæ, in aliquo casu à bajulo seu dominis dictæ bastidæ ad aliam appellare, quod in aliis casibus, nisi in illo in quo appellaverit, à dictis bajulo seu dominis minimè sit exemptus.

IX- Item fuit actum et ordinatum, quod si contingeret dictos dominos dictæ bastidæ, vel eorum alterum, habere causam seu litem contrà alium propter divisionem dictarum jurisdictionum Mirimontis et Genoa, quos consules et universitas dictæ [p. 117] bastidæ, teneantur dictos dominos jurare ad expensas dictæ bastidæ adduandum dictam causam, et ipsi domini ducant ipsam causam ad dominorum expensas.

X- Item, quod si aliquis actenùs diminuerit seu usurpaverit baroniam Mirimontis, vel aliquid de eadem, quod gentes et universitas dictæ bastidæ teneantur jurare dictos dominos ejusdem bastidæ bonâ fide ad recuperandum illud quod fuerit diminutum.

XI- Item fuit actum et ordinatum, quod gentes dictæ bastidæ non possint, nec debeant padoare in territorio de Pinu, nec in aliis terris dicti domini de Castronovo, sine voluntate aut licentia ipsius, à rivo de Speros, et à capite Pini et à Ber de Bordere inferiùs, et deinde versùs la gau grave de Buros, nec infrà ipsos terminos, prout dictus

rivus intrat lo Baüs à festo beatae Mariae septembris usque ad festum circumcisionis domini sequens quolibet anno. E aliis vero temporibus possint padoare ut in aliis locis cum animalibus sine scissione arborum, et quod non possint ibi aliquo tempore scindere nec colligere castaneas seu glandes.

XII- Item fuit actum et ordinatum, quod omnes premissi articuli ponantur in consuetudinibus dictæ villæ de Genoa, et dictæ consuetudines scribantur sub nomine dicti domini nostri regis, vel sui senescalli Vasconiæ, et dicti domini de Castronovo, et sigillentur sigillis eorum, et quod omnia et singula in dictis consuetudinibus et presenti compositione contenta sive concessa per [p. 118] dictum dominum de Castronovo, sicut et per dominum Vasconiæ senescallum, et tangunt utrumque eorum. Tamen salvo, quod articuli tangentes superioritatem regiam, nomine regio solùm sint concessi.

XIII- Item fuit actum et ordinatum, quod in gentes infrà jurisdictionem dictæ bastidæ existentes, extrà pariatgium tamen dictæ bastidæ, habeant dicti domini dictæ bastidæ in qualibet persona dum citata fuerit, si defecerit sex denarios morlanorum de quolibet deffectu.

XIV- Et si mortem fuerit aliquis habitator intrà dictam jurisdictionem, et extrà pariatgium tamen, et justitiatus fuerit pro dicta morta, habebunt dicti ominus noster rex, et ejus parierius, LX^a solidos morlanorum pro executione, de bonis dicti justitiati.

XV- Item fuit actum et ordinatum, quod quilibet habitator vel terram seu hereditatem habens infrà jurisdictionem predictum dictæ bastidæ, teneatur et compelli possit ad solvendum et contribuendum talhiès ejus juxtà possessionem suarum valorem per consules dictæ bastidæ impositis vel imponendis.

XVI- Item fuit actum et ordinatum, quod casalia cohoperta de Lacajunta remaneant in suo esse ad voluntatem dominorum bastidæ predictorum.

XVII- Fuit etiam protestatum per dictum dominum de Castronovo, quod consuetudines predictæ non possent pariatgio suo inter dominum nostrum regem predictum, et ipsum habito, quoad ipsum dominum regem in aliquo prejudicarent.

XVIII- Et fuit similiter protestatum per dictos procuratores et sindicis nomine universitatis dictæ bastidæ, quod non intendunt se submittere, seu habitantes dictæ bastidæ, dicto pariatgio, nec illud, nec contenta in eo approbare, nec aliqua facere, per quæ [p. 119] illud in aliquo approbarent, nec quæ eis seu dictæ universitati essent super hoc prejudicialia, nisi quantum dictæ consuetudines et presens compositio tangunt quot voluerint in suo robore perpetuo remanere.

Quas quidem consuetudines, libertates et ordinationem seu compositionem, nos senescallus predictus, de consilio et avisamento consiliariorum domini nostri regis Angliæ, ducis Aquitaniæ, nobis assistentium, approbamus, confirmamus et ratificamus, nomine domini nostri Angliæ regis, Aquitaniæ ducis, atque nostro, et eas dictis habitatoribus prefatæ bastidæ de Genoa concedimus perpetuo valituras, dicti domini nostri regis et ducis, et curiæ suæ Sancti Severi, et cujuslibet alterius, in omnibus jure salvo ; ita tamen quod si aliquis vel aliqui de habitatoribus dictæ bastidæ, vel districtus ejusdem, fore fecerit, vel fore fecerint, contrà dictum dominum nostrum regem et ducem, ejus officarios, vel ministros, qualitercumque, quod non possint gaudere, in toto vel in parte, privilegiis et consuetudinibus predictis ; sed quod eis fiat justitiæ, prout jura requirunt, non obstantibus in quoquam consuetudinibus et libertatibus predicti. In quorum omnium testimonium sigillum curiæ Vasconiæ fecimus hiis apponi inpendenti.

Actum et datum Burdegalæ, XX^a die mensis januarii, anno Domini M^o.CCC^o.XXIJ^o. Nos vero Petrus de Castronovo, domicellus, condominus dictæ bastidæ, predicta omnia et singula, prout superiùs sunt expressa, quatenùs ad nos pertinet, seu pertinere potest quoquomodo, approbamus et pro nobis et nostris, concedimus habitatoribus suprâ dictis, et ea volumus omnium et singulorum testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigil-[p. 120]-lum actum et datum die, loco, et anno predictis.

1320

Enquête sur les droits d'Aude de Pantagnan, lésée par la fondation de Geaune

Source : Public Record Office, Gascon rolls, C61/33, n°183.

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_33/document.html#it033_13_09d_183

Mentions : Abbé Légé, *Les Castelnau-Tursan*, Aire-sur-l'Adour, 1887, t. II, p. 3-42.

8 mai 1320. Pour Aude de Pantagnan. Ordre au sénéchal de Gascogne d'appeler Aude de Pantagnan et le sire de Castelnau-Tursan Pierre I de Castelnau. Lors de la fondation de la bastide de Geaune sur les terres de Pantagnan, certains droits appartenant à Assiu de Bruge, sa femme Alemana et leur fille Aude ont été oubliés par le parier. L'héritière demande justice pour ces droits oubliés.

Ordonnez au sénéchal de Gascogne de citer devant lui Aude de Pantagnan et le seigneur de Castelnau-Tursan et, après avoir entendu leurs arguments, de faire ce qu'il estime devoir être fait de droit et selon les lois et usages de ces parties. Par la pétition de la même Aude de Pantagnan, fille d'Assiu de Bruges et d'Alemana, sa femme, que le roi a reçue, il est démontré que le seigneur de Castelnau fit un pariage avec le peuple du roi pour la construction d'une nouvelle bastide dite Geaune, dans lequel paréage, certaines terres et fonds et fermages appartenaient à Pantagnan par droit de succession à ses parents, mais que le seigneur de Castelnau les a malicieusement revendiqués et concédés, à son préjudice et déshéritage, et contre les fors et coutumes de ces parties. Elle a demandé justice, et le roi souhaite que justice soit faite.

1320

Fondation de la bastide de Toulouzette, qui aura les coutumes de Geaune

Source : Gascon Rolls C61/35, n°93.

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_35/document.html#it035_15_15f_093

5 juillet 1320. Confirmation de la fondation de la bastide de Toulouzette, qui aura les coutumes données à la bastide de Geaune.

Bibliographie : Maurice Beresford, *New towns of the Middle Ages*, Londres, 1967, p. 612.

5 juillet 1322, York. Pour Guilhem de Toulouse. Confirmation de l'établissement par Guilhem de Toulouse, anciennement sénéchal des Landes et lieutenant d'Amaury III de Craon, alors sénéchal de Gascogne, d'une nouvelle bastide dans la sénéchaussée des Landes, sur un terrain n'appartenant pas au roi (*in solo alieno*), appelé Toulouzette, l'installant et la jalonnant là, et lui accordant les mêmes privilèges que la nouvelle bastide de Geaune en Tursan (*privilegia consuetudines et libertates nove bastide de Genua in Cursano*). Certains ajouts ont été faits par Guilhem de Toulouse « à l'honneur de Dieu, la glorieuse Vierge Marie et la Toussaint », que le sénéchal fit pour favoriser la

colonisation et le développement du site, et tous sont contenus dans un acte écrit sous forme de brevet, sous le sceau du roi en usage dans le duché et sous le sceau de la sénéchaussée des Landes. Le roi reconnaît que la fondation est à son avantage et à celui de ses successeurs, et n'est pas préjudiciable.

1320

Enquête sur les limites de la nouvelle bastide de Geaune

Source : Gascon Rolls, C61/33, n°257.

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_33/document.html#it033_14_06d_257
6 août 1320. Lettre concernant les limites de la nouvelle bastide de Geaune.

Mention : Maurice Beresford, *New towns of the Middle Ages*, Londres, 1967, p. 603-604.

Westminster. Pour le respect de certaines limites et conditions d'un pariage. Ordre au même de consulter les lettres du roi concernant le pariage fait entre Antonio de Pessagno, feu sénéchal de Gascogne, au nom du roi, et Pierre [I de Castelnau], seigneur de Castelnau[-Tursan], concernant l'édification d'une bastide sur le territoire dudit Pierre dans la paroisse de Saint-Jean-de-Pantagnan (*in parochia Sancti Johannis de Pantanhano*) et certaines limites et conditions exprimées dans ces lettres. Il doit les observer en ce qui le concerne et faire en sorte que les autres les observent.

1321-1346

Bail en fief de terres par le commandeur de Pécorade

Sources : A : Archives départementales de la Gironde, H 2022, 3 copies dont une copie informe fautive du XVIII^e siècle et deux copies notariées et scellées de 1732 et 1774.

B : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 448 (vers 1750).

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116 : « Au III^e feuillet passant dans le 5^e, y a un acte public écrit en latin contenant certaines conventions entre le commandeur de Pecorade et les consuls de Geune, retenu par Vital de Saint Mesclin, notaire ducal l'an 1326. »

[d'après B] « Bail en fief par le commandeur de Pecorade aux habitants de Geune.

Noverint universi, quod cùm esset questio, controversia et debatem inter venerabilem et religiosum virum fratrem Vitalem, preceptorem hospitalis de Petra Pecorada, ordinis S[anc]ti Joannis Hierosolimitani in Tursano, pro se et nomine dictæ religiosus, ex parte una, et consules et totem universitatem novæ bastidæ de Genua, situatam juxtà dictum hospitale de Petra Pecorada in dicto loco de Tursano, ex parte altera, super terris et possessionibus cultis et incultis pertinentibus et pertinere debiribus dicto hospitale de Petra Pecorada datis et concessis cum publico instrumento habitatoribus dictæ bastidæ presentibus et futuris, ad forum et consuetudinem ejusdem bastidæ per pratrem Arnaldum de Claraco, preceptorem dicti hospitalis tempore institutionis dictæ bastidæ. De quaquidem questione, controversia et contrastu dictæ partes eorum liberis voluntatibus venerunt inter se concorditer ad amicabilem compromissum et diffinitionem in hunc modum ut sequitur, videlicet dictus fratrem Vitalis attendens, tanquam religiosus et discretus vir, utilitatem dicti hospitalis in magnis et pluribus et diversis proficuis et bonis eidem hospitali in futurum per dictam bastidam evenientibus, tam de consensu, consilio et voluntate fratris Arnaldi d'Avero, preceptoris de Pourrieu ; fratris Petri de Vida, preceptoris hospitalis de Berano ; fratris Petri de Plaignano,

preceptoris hospitalis de Morlanis ; fratris Petri de Sancto Mauricio, preceptoris hospitalis d'Ordino ; fratris Petri d'Ercetio, capellano hospitalis de Sendex ; fratris Gualhardi de Thallea, conventualis hospitalis de Diusabo ; qui ibi erant presentes et ad infrascripta concedentes, priùs retentâ et reservatâ voluntate religiosi et discreti viri domini prioris istius provinciæ dicti ordinis conventualis quandam quantitatem terræ territorii dicti hospitalis penes dictum hospitem etiam perpetuo retentam et reservatam, videlicet octoginta jornalialia dictæ terræ ad communem perticam dictæ bastidæ ; in quibus LXXX^a jornalibus debet esse et tradere totam illam [p. 449] terram quæ est juxta de padoentum de Bedato, subtùs caminum Rominale, per quod iter versùs mansum S[anc]tæ Quiteriæ usque ad terram de Bergoignano et decem jornalialia ex illis octoginta juxtâ ecclesiam et circùm circa ecclesiam de S[anc]to Justino, et residuum dictorum LXXX^a jornalium terræ sit et remaneat, juxtâ dictum hospitem et domum de Petra Pecorada, et circum circa dictam hospitem, hoc excepto, quod locum dicti hospitalis, hortos, vineas, et viridarios non computantur in numero seu in quantitate predictorum LXXX^a jornalium predictæ terræ.

Retinuit etiam dictus frater Vitalis quos quoddam caminum, per quod itur de dicta bastida et de dicto hospitali versùs dictam ecclesiam de S[anc]to Justino, perpetuo remaneat et remanere debeat apertum tanquam publicum et commune. Quæ omnia supradicta dictus frater Vitalis, pro se et successoribus suis, tam presentibus quam futuris, penes dictum hospitem retinuit et reservare et cum auctoritate hujus publici instrumentis, quamquidem retentionem et presentationem dictarum rerum per consules infrascriptos dictæ bastidæ, pro se et nomine sui consulatùs et tota universitatis ejusdem, ibi presentes, de consensu, consilio et voluntate plurimorum aliorum virorum dictæ bastidæ ibidem presentium et ad hoc concedentium, dicto fratri Vitali et successoribus suis fuit concessum, aprobatum et ratificatum nunc et in perpetuum prout superiùs meliùs et pleniùs continetur.

Quo facto ibidem et incontinenti predictus frater Vitalis, pro se et successoribus suis, tam presentibus quam futuris, de consensu, consilio et voluntate plurimorum aliorum fratrum et preceptorum superiùs nominatorum ibidem presentium et ad hoc concedentium, dedit et concessit in perpetuum ad novum feudum sive emphiteosim, ad forum et consuetudines de Genoa, magistris Guilhermo de Florentinis, Petro de Burges, Vitali Serres, Raymundus deu Bacq, Arnaldo de Castiliano, consulibus et juratis dictæ bastidæ, ibidem presentibus pro se et tota universitate dictæ bastidæ de Genua, et mihi notario infrascripto, tanquam presentibus, stipulantibus et recipientibus, totum territorium pertinentem et pertinere debentem dicto hospitali de Petra Pecorada, sive sit cultum aut incultum, quocumque sit et ubicumque in partibus de Tursano, præter illam terram superiùs expressatam et aliùs in feudatam.

Item totum illud padoentum, videlicet sex jornalialia terræ ad communem perticam de Genua, quod est in itinere rominale versùs mansum [p. 450] S[anc]tæ Quiteriæ, prout nunc paret et est divisum et designatum per predecessores consules de Genua, et omnibus introitus et exitibus, juribus, districti et pertinentiis dicti territorii et padoenti, sive sint nemora pascua, erbagio, glad[...], fontes, aquas, riparias et alia jurant deveria ad habendum, tenendum possidendum et explectandum et cum messegariis dictæ bastidæ dictas terras cultas et incultas, custodiendum et deffendendum, superfeudandum, vendendum, alienandum, et ad omnes voluntates dictorum consulum et habitantium presentium et futurorum dictæ bastidæ de Genoa, perpetuo factendum tanquam de re suo propria ; tali quidem pacto et conditione, quod prefati consules et successoribus sui reddant solvere, reddere et solvere teneantur dicto preceptori de Petra Pecorada, et successoribus suis, vel eorum certo mandato de toto predicto padoente prout nunc est assignatam et divisum, quolibet anno in festo beati Thomæ

apostoli, sex denarios morlanos nomine obliarum, solvendo in dicta bastida tantum, et quilibet feudatarius et ejus ordinium, reddat inde et solvat et solvere teneatur dicti preceptoris et successoribus, vel ejus certo mandato, de quolibet jornali terræ ad dictam perticam quatuor solidos turonenses prænumeratos pro intragia sine ad proximum festum veniens nativitatis S[anc]ti Joannis Baptistæ, et illis qui non solverint addictum tempus, vel ad minùs hinc ad proximum veniens festum omnium Sanctorum, habitâ priùs confirmatione de predictis, quad terram illius feudatarii, qui ad predictam solutione et negligens fuerit, quod dictus frater Vitalis, vel alius suo nomine, possit eam recipere, penes dictum hospitem retinere, vendere, dare et in alio loco tradere, et de predictis omnimodo suas voluntates facere tanquam propriam terram dicti hospitalis. Quod dicimur dictas partes actum fuit et conventum. Solvant etiam dicti feudatarii, et eorum quilibet, dicto preceptoris, vel ejus certo mandato, et successoribus suis, quolibet anno in festo beato Thomas, apostoli, tres denarios morlanos nomine obliarum solvendo in dicta bastida pro quolibet jornali. Insuper dictam terram non potest nec debet vendere, dare, superfeudare, nec aliter alienare aliquibus personis à jure prohibitis, cur domini dicti territorii et hospitalis inde possint perdere suas partes, et aliquid suarum dominationum ; et si aliquibus personis venderent, aut aliter alienarum, fiat de consilio de voluntate dicti preceptoris, et successorum ejus, vel ejus certi mandati, qui non debet nec potest dictam terram ad se retinere ; sed ea requisitionem contrahentium incontinenti laudare infrâ dictam bastidam de Genua, habitatoribus bastidæ ad consuetudines ejusdem, et debet habere de qualibet libra venditionis, quando convenit, duodecim denarios tantum et secundùm magis et minus. Insuper dictus preceptor pro se et successoribus suis, et [p. 451] omnia bona dicti hospitalis obligando, promisit et convenit de toto predicto territorio memorato, et singulariter de dicto padoento et territorio, facere et portare bonam et firmam guirentiam dictis consulibus et singulis feudatariis predictibus et futuris, et ea tenere de omni jure et evicitione in judicio et extrâ judicium de se ipso et successoribus suis et de omnibus aliis personibus universis et ex parte dominationis, salvis et retentis in omnibus juribus et dominationibus dicti hospitalis et conditionibus supradictis, juxtâ formam, usum et consuetudines predictas de Genua, promisit etiam concedere instrumentum feudi, cuilibet feudatario suum proprium singulariter ad primam requisitionem dictorum consulum, priùs sibi solutis intragiis predictis ; volentes et concedentes, dictæ partes, quod de predictis fiant duo publica instrumenta unius et ejusdem tenoris, pro qualibet parte unum.

Actum fuit hoc in dicta bastida de Genua, XIJ^a die introitus mensis febroarii, anno Domini 1321, regnante domino Edwardo, rege Angliæ et duce Aquitaniæ, et domino Arnaldo, Adurensi episcopo existente. Hujus rei sunt testes Arnaldus de Loubier ; Petrus de Bederens ; Arnaldus de Fau ; Petrus de Longuariis ; Fortonus d'Averons, domicellus ; Petrus de Auguario ; dominus Guilhermus de Landa, rector ecclesiæ de Genua ; Fortonus de Landa, Fortonus de Tauzin, habitatores de Bahusio ; et ego Vitalis de Sancto Mesclino, publicus notarius ducatus Aquitaniæ, qui cartam istam scripsi, et signo meo consueto signavi. De quaquidem ostensione, presentatione et prelectione dictus frater Arnaldus de Claraco, requisivit per me notarium predictum sibi fieri publicum instrumentum.

Actum fuit hoc apud Genuam, XX^a die mensis decembris, anno à nativitate Domini M^o.CCC^o.XLVI^o indictione XIV^a pontificatûs sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Clementis, divinâ providentiâ papæ sexti, anno quinto ; Hujus rei sunt testes Dominus de Plairossio, Fortonus de Bascaules, Arnaldus de Forcade, ac Arnaldus deus Nogués. »

1323

Demande de serment de fidélité au roi d'Angleterre

Source : Gascon Rolls, C61/35, n°229.

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_35/document.html#it035_16_09f_229.1

3 juillet 1323. Lettre à Bordeaux en copie à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

3 juillet 1323. York. Demande au maire, aux jurats et à la communauté de Bordeaux qu'ils continuent dans leur loyauté envers le roi afin qu'il puisse les féliciter pour leur allégeance, car la ville a été fidèle au roi et à ses ancêtres dans les bons comme dans les mauvais moments. De la même manière, il est écrit à ce qui suit...

1325-1326

Enquête sur Bederede et Pantagnan.

Cette enquête nous renseigne à la fois sur la mort du sire de Castelnau et sur la dévolution des dîmes de Pantagnan et Bédérède.

Sources : A : Archives départementales du Gers, E 482, original sur parchemin (passé au révélateur, peu lisible), 74x55,5 cm : « Extrait de quelques titres de Castelnau fait le 17 septembre 1619 pour envoyer à messire Jaques de Castille, chevalier de l'ordre du Roy, pour montrer la grandeur et ancienneté de sa maison. [...] Titre sur le jus patronat de la cure de Geune. 1325. F. » « Que cette piece precieuse soit conservée avec le plus grand soin elle établit que Géraud de Castelnau grand-père de Pierre le fondateur de Geaune avait le droit de presentation aux cures d'Urgons, de Beredre et de Pantanhon qui a été tué par Assius de Pantanhon ou Pantagnan dans leurs démêlés au sujet de la dîme de cette derniere paroisse. »

B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 237 sq.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 390 : « En 1325, enquete pour Bederede. Faut lire 1326. Voir XXI, p. 426-438. »

[d'après B] « [p. 412] **Enquete sur Pantanhon.**

Noverint universi quo d anno Domini M^o.CCC^o.XXIJ^o die jovis ante festum Perpetuæ et Felicitatis, apud locum de Castronovo Tursani, coram nobis fratre Petro de Pujolio, monacho monasterii beatæ Quiteriæ, et Arnaldo de Aula, commissariis per vicarios generales diocesis Adurensis, sede vacante, deputatis, comparuerunt vocati per nos, prout ipsorum interest, frater Petrus de Sancto Aunitio, monachus et operarius monasterio Beatæ Quiteriæ, vicarius generalis diocesis Adurensis, pro se et domino Peregrino de Vacarissa, archidiacono Silocensi, vicario === ex parte una, et Petrus, dominus de Castronovo, domicellus, pro se ex parte altera. Cujus comissionis tenor talis est.

PEREGRINUS de VACARISSA, archidiaconus Silocensis, et frater Petrus de Sancto Aunitio, monachus et operarius monasterii beatæ Quiteriæ, vicarii generales diocesis Adurensis in spiritualibus et temporalibus, sede vacante. Discretis viris fratri Petro de Pujolio, monacho monasterii predicti, et magistro Arnaldo de Aula, clerico, salutem in domino sempiternam. Proposuit nobis cum instantia nobilis vir Petrus, dominus de Castronovo, quod in ecclesiis === Adurensis diocesis, jus patronatus === earumdem

parrochiis proveni === et pertinere debent et tenent === absentia diutina per quos === et ad ipsum prædicta debite === nos requirendo, ut testes et alia === interrogationis formam audire === rei memoria in formam publicam === copia probationum valeat de === defectum probationis in jure suo valeat prejudicare, et gravare. Nos instantem ipsius supplicationem attendentes propter negoci ardu occupati, prædictus intendere non valentes, de discretione vestra in his et majoribus confidentes, vobis et vestrum cuilibet in solidum committimus et mandamus, citatis ad loca prædicta vel alia personaliter [p. 422] accedentes, tradidit vobis articulis super quibus testes examinentur, vocatis qui fuerint vocandi super prædictis testes, quos ipse producere voluerit, audiatis et examinatis, inquirendo diligentes veritatem, et informationem ac illa quæ invenitis per notarium publicum in formam publicam redigi faciatis, testes autem, qui se gratiâ odio, amore, se substraxerint compellatis veritati testimonium perhibere. Nos enim super his et ex tangentibus vobis, et vestrum cuilibet, committimus vius nostras. Datum Aduræ, die veneris ante festum cathedræ Sancti Petri, anno Domini 1326, requirens eis nobilis Petrus de Castronovo, domicellus ut juxtâ tenorem dictæ comissionis, testes antiques per nos citatos, cujus citationis tenor sequitur in hunc modum.

FRATER Petrus de Puyolio monachus monasterii Beatæ Quiteriæ, et Arnaldus de Aula, clericus, commissarii dati et deputati ad infrascripta per dominos vicarios generales diocesis Adurensis, capellanis vel subcapellanus de Genoa, de Bausio === Loboerii, de Villa, Sancti Orientii, de === Castronovo, salutem mandatis === firmiter obedire. Autoritate nobis in hac === vobis et vestrum cuilibet sub pœna excommunicationis præcipimus et mandamus, quatenûs === prout vobis === a Basivilla, Arnaldum Marke, Arnaldum === d'Alberes, Petrum Casade, Guillelmum === Planter, Raymundum de Payros === Fargut, Guillelmum St Cas, et Petrum de === deus Nogués, et die jovis proximâ ante festum Perpetuæ et === Castrum novum Tursani infrâ primam personaliter compareant coram nobis vel alio nostrum dicturi et perhibitori testimonium veritati super quibusdam articulis super quibus ab ipsis scire volumus veritatem ; alioquin contrâ ipsos et eorum quemlibet procedere prout fuerit rationis. Datum in Manso die jovis ante dictum festum anno Domini 1326. Reddite litteras sigillatas mandato completo.

Volumus examinatis diligenter etiam alios inferiùs contentos et nominatos, quos nobis præsentabit, offerens nobis dictos articulos super quibus vester examinarentur, quorum tenor sequitur in hunc modum.

I- ASSERIT nobilis vir Petrus, dominus de Castronovo, domicellus, quod decima ecclesiæ de Pantanhano et totius civitatis in ejusdem ecclesiæ pertinentiis existens pertinet ad ipsum, et quod tam ipse, quam ejusdem progenitores fuerunt in pacifica et pura possessione percipiendi vel quasi decimam antedictam per tantum tempus, quod de contrario non === et === prædictus nobilis eam tenet et possidet, et === temporibus sine aliqua contradictione, quam aliquis sibi non fecit in eadem, excepto quod dominus episcopus Adurensis quondam ipsum indebitè inquietavit et molestavit.

II- Item asserit prædictus nobilis quod ipse est, et esse debet patronus dictæ ecclesiæ de Pantanhano, et quod sui prædecessores fuerunt in possessione vel quasi præsentandi in dicta ecclesia rectorem seu rectores, quoties ipsam vacante contingebat.

III- Item, asserit dictus nobilis Petrus, quod dominus Geraldus de Castronovo, avus suus, quondam, tempore quo vivebat decimam prædicti loci de Pantanhano ad ipsum, ut præmissum est, pertinentem, domino et dominæ qui tunc erant dicti [p. 423] loci de

Pantanhano in pignus pro pretio cujusdam equi per dictum dominum Geraldum quondam empti, pro cupes quidem equi pretio dicti dominus et domina de Pantanhano quondam fidejusserant seu interesserant ad instantiam dicti domini Geraldi de Castronovo, quondam avi ejusdem nobilis Petri de Castronovo.

IV- Item, asserit dictus nobilis Petrus, quod dictus dominus et domina de Pantanhano subditi seu vassali dicti domini Geraldi de Castronovo quondam, et erant sub dominio et districtu ejusdem, et dictum locum de Pantanhano, et abbatiam, ab eodem domino Geraldo quondam, et in predicta domo de Castronovo in feudum tenebant et possidebant dominus et domina antedicti.

V- Item, asserit prefatus nobilis Petrus de Castronovo quod dicti dominus et domina de Pantanhano pro dicta decima, abbatia et loco prædicto de Pantanhano quolibet anno tenebantur facere prædicto domino Geraldo de Castronovo, et dominis dictæ domûs de Castronovo, qui fuerant pro tempore, et in posseritis essent, arceutum, et dabant sibi ad comedendum cum tota sua familia et consimilibus aliis personis, quas ibidem adducere vellet dominus domûs prædictæ de Castronovo.

VI- Item, asserit prædictus nobilis Petrus de Castronovo, quod dicti dominus et domina de Pantanhano in debito et maliciosé tantùm dixerunt facere prædictum arceutum prædicto, domino Geraldus de Castronovo esse requirerit, quod dictum arceutum fecerent et solverent eundem quod sibi et suis prædecessoribus solvi et fieri erat consuetum, dictus dominus de Pantanhano cum sua familia et armis prohibitis, eidem domino Geraldo et ejus familiæ prohibuit audientem omnino, et extrà eum, et ejus familiam i...ui... crimen læsæ majestatis in premitis et circà præmissa committendo.

VII- Item, asserit prædictus nobilis Petrus, quod dictus dominus Geraldus, avus suus, pro dicto famore seu delicto in eum per dictum dominum de Pantanhano sic premissis, fecit vocare et citare a dictis legitimis et peremptoriis eundem dominum de Pantanhano tanquam ejusdem fidelitem et [...]iusellum ; qui quidem dominus de Pantanhano comparere non assavit coram prædicto domino Geraldo, imo fuit contumax et rebellis, mala malis accumulando, et in prædictis et circà prædicta sic delinquendo, in tantum quod dictus dominus de Pantanhano, et ejus filius, ipso cessu temporis dictum dominum Geraldum de Castronovo cum quibusdam complicitibus interfecerunt.

VIII- Item, asserit prædictus Petrus de Castronovo quod dictus dominus Geraldi tempore qua vivebat, emerat bona predicti domini de Pantanhano, et totum locum prædictum abbatiae de Pantanhano, pro contumacia ejusdem et crimine læsæ majestatis in predictum dominum Geraldum quondam commisso et perpetrato, et postmodum anno elapso, cum dictus dominus de Pantanhano non compareret, prædictus dominus Geraldus quondam sibi bona ejusdem et locum abbatiae prædictæ, ut dominus et superior dicti domini de Pantanhano, secundum quod de jure fieri debebat eidem pro dicta bona et locum prædictæ abbatiae venerunt in commissum ; et nichilominus dictus dominus Geraldus decimam dicti loci de Pantanhano, quam prædictis domino et dominæ de Pantanhano diu antè impignoraverat, ut est superius præactum, ut suam propriam sibi appropriavit et accepit.

IX- Item, asserit præfatus nobilis Petrus de Castronovo, quod locus de [p. 424] Genoa est constructum in parrochia seu loco de Pantanhano et in territoris ad dictam ecclesiam de Pantanhano pertinentibus, de quibus quidem terris dictus nobilis Petrus percipit et percipere consuevit totam decimam, de quod tam ipse, quam ejus progenitores fuerunt in pura et pacifica possessione percipiendi vel quasi decimam ; et presentandi in dicta ecclesia de Pantanhano rectorem seu rectores, ut superius est

dictum ; et hoc ab antiquo et à tanto tempore citrà quod hominum memoria in contrarium tum existit.

X- Item, asserit prædictus nobilis Petrus, quod ecclesia de Bedereda dependet in dicta ecclesia de Urgoos, et eidem est subjecta, et quod eidem tanquam patrono ejusdem pertinet præsentatio rectoris in eadem et est patronus ejusdem secundùm quod dictæ ecclesiæ de Urgoos matricis prædictæ ecclesiæ de Bedereda, et ad ipsum pertinere decima dicti loci de Vedereda, milli, qui eam tenent seu detinent === ab eodem, et quod tam ipse, quam ejusdem prædecessoris fuerunt in pacifica possessione, recipiendi prædictam decimam, et præsentandi in dicta ecclesia matricæ et in dicta ecclesia suffraganti rectorem seu rectores, quoriescumque eas vacara contingebat, et hoc ab antiquo et à tanto tempore citrà quot in contrarium hominum memoria non existit.

QUIBUS ita peractis, nos comissarii prædicti volentes procedere juxtà tenorem et formam in potestate nobis attribuere, testis in pallium presentia singulariter fecimus jurare super Sancta Dei Evangelia, et promittere quod super prædictis articulis dicent puram veritatem quibus juramentis præstent, ad examinationem dictorum testium processimus in hujus modum.

I^{er} témoin. FRATER Petrus de Ledis, canonicus regularis Sancti Joannis de Castelli, ordinis Præmonstratensis, ut dixit, === et === diligenter interrogatus dicere veritatem super predictis in dictis articulis contentis ; et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit quod ipse testis loquem habebat unum avunculum vocatum Vimlem de Ledis, presbiterum === Pecorada, et vivisse ab ipso ad locum de Pantanhano, et ad ecclesiam dicti loci [de Urgoos], et Assinus dominus de Pantanhano rogavit eum, quod celebraret ibi in dicta ecclesia unam missam, et cùm vollet se induere, quidam nomine Raymundus de Tausiet, dixit eidem, quod non debebat ibi celebrare absque voluntate domini de Castronovo ; qui hoc audito, noluit celebrare ; et eidem Assinus dixit eidem, quare non celebrabat, qui respondit quia dictum fuerat sibi quod non poterat sine voluntate domini de Castronovo ; qui dixit eidem, magis nocere vobis quam [...]dessetus et accessit ad dominum Geraldum de Castronovo, ut daret ei licentiam celebrandi, qui concessit eidem presbitem licentiam celebrandi ; et postmodùm vidit multitiis, quod dominus de Pantanhano faciebat sibi deverium videlicet arcium quolibet anno pro decima dictæ ecclesiæ de Pantanhano quam tenebat ab ipso ; et cùm semel accessit ad dictum locum de Pantanhano idem dominus de Castronovo ad recipiendum dictum arcium, absolvere denegavit propter discordiam, quam ante habebant ratione emptionis cujusdam equi, quam emit dominus de Castronovo à domino de Miramonte ; et pro parte precii fuit fidejussor Alamana, uxor dicti domini de Pantanhano, et quia non relevaverat, solverat nec habebat ipsum ab obligatione prædictæ, retinebat dictum [p. 425] deverium.

Interrogatus qualiter scit, ipse hoc, dixit quod ipse vidit et audivit suis propriis oculis et auribus.

Interrogatus quot anni sint bené elapsi, dixit quod credit quod circa septuaginta.

Interrogatus quam ætatem habebat, dixit quod habebat centum viginti annorum [en marge : il faut lire XX^{ti} au plus].

Interrogatus qui celebrabat in dicta ecclesia de Pantanhano, et cujus nomine, dixit quod idem avunculus suus quandiù vixit, et nomine dicti domini de Castronovo.

Interrogatus qui percipiebat decimam dictæ parrochiæ, dixit quod dominus de Castronovo.

Interrogatus pro quo faciebat deverium prædictum, dixit quod pro terra propria domini de Pantanhano.

Interrogatus super secundo articulo et contentis in eo, dixit quod dominus de

Castronovo posuit Vitalem de Ledis presbiterum in ecclesia de Pantanhano ut ibidem celebraret, et hoc tanquam patronus, ut dicebat, dictæ ecclesiæ, et post mortem ipsius Vitalis posuit Guillamatum de Ledis modo quo suprâ.

Interrogatus su præsentabat aliquem prælato, dixit se ignorare. Et vidit etiam quod Fortanerius de Lasserra, capellanus de Payros, fecit positur per dictum dominum de Castronovo in ecclesia prædicta.

Interrogatus super tertio articulo, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super quarto articulo dixit quod dominus de Pantanhano faciebat dicto domino de Castronovo quolibet anno unum arciut, videlicet quod dabat sibi cum sua familia ad comedendum ratione dicti territorii de Pantanhano, quod tenebat ab eodem domino de Castronovo.

Interrogatus qualiter scit, dixit quod ipse fuit præsens ad comedendum dictum arciut cum domino de Castronovo, in loco de Pantanhano.

Item interrogatus super quinto articulo dixit ut suprâ.

Item interrogatus super sexto articulo, dixit quod ipse testis, qui loquitur, erat in loco de Pantanhano, et venit Geraldus, dominus de Castronovo, cum familia sua ad recipiendum dictum arciut, et dominus de Pantanhano dixit quod non debebat venire cum tanta familia ad comedendum dictum arciut ; qui respondit quod omnes quos inveniret in itinere, poterat ducere secum ad comedendum, qui contradicit, moram immorabatur claudendo ; et aliqui de familia dicti domini de Castronovo processerunt arma contrâ dictum dominum de Pantanhano.

Interrogatus si dominus de Pantanhano et ejus familia processerunt contrâ dictum dominum de Castronovo, dixit se nichil scire.

Item interrogatus super septimo articulo, dixit quod audivit dici quod dominus de Castronovo citavit seu citari fecit dominum de Pantanhano coram ipso, qui non curabit comparere, sed existens in sua contumacia idem dominus de Pantanhano, et filius suus, cum allis complicitibus suis interfecerunt dictum Geraldum, dominum de Castronovo juxtâ hospitem d'Ordenh.

Interrogatus si erat præsens ipse testis, qui loquitur, dixit quod non.

Interrogatus super octavo articulo, [p. 426] dixit quod non.

Item interrogatus quanto tempore domini de castronovo fuerit in possessione percipiendi dictam decimam et præsentandi rectorem, dixit quod bene per sexaginta annos, et ampliùs.

Item interrogatus si odio, timore, prece vel precio deferi testimonium in hac causa, dixit quod non, sed alias diligenter.

Interrogatus, nihil plus pertinens se scire dixit.

II^e témoin. Raimundus de Payros, habitator, ut dixit, d'Urgoos, testis juratus et diligenter interrogatus, super dictis articulis et contentis in eis ; et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit quod ipse vidit quod Geraldus, dominus de Castronovo, tempore quo vivebat, percipiebat aliquam partem decimæ de Pantanhano, et successores sui perceperunt et percipiunt.

Interrogatus qua de causa percipiunt, dixit quod ut abbas ecclesiæ de Pantanhano.

Interrogatus per quantum temporis idem Geraldus de Castronovo, et successores sui, fuerunt in possessione percipiendi dictam decimam, dixit quod beni per septuaginta annos.

Interrogatus qualiter scit hoc, dixit quod ipse vidit multoties quando prædicti domini de Castronovo percipiebant dictam decimam.

Item interrogatus super secundo articulo et contentis in eo, dixit quod dominus de Castronovo posuit Vitalem de Ledis presbiterum in ecclesia de Pantanhano ut ibidem celebraret, et hoc tanquam patronus, ut dicebat, dictæ ecclesiæ ; et post mortem ipsius Vitalis posuit Guillamatum de Ledis modo quo suprâ.

Interrogatus si præsentabat aliquam prælato, dixit se ignorare. Et vidit etiam, quod

Fortanerus de Lasserra, capellanus de Payros, fuit positus per dictum dominum de Castronovo in ecclesia prædicta.

Interrogatus super tertio articulo, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super quarto articulo dixit quod dominus de Pantanhano faciebat dicto domino de Castronovo quolibet anno unum arciut, videlicet quod dabat sibi cum sua familia ad comedendum ratione dicti territorii de Pantanhano, quod tenebat ab eodem domino de Pantanhano.

Item interrogatus super quinto articulo dixit ut suprà.

Item interrogatus super sexto articulo, dixit quod ipse testis, qui loquitur, erat in loco de Pantanhano, et venit Geraldus, dominus de Castronovo, cum familia sua ad recipiendum dictum arciut, et dominus de Pantanhano dixit quod non debebat venire cum tanta familia ad comedendum dictum arciut ; qui respondit quod omnes quos inveniret in itinere, poterat ducere secum ad comedendum, qui contradixit, moram immorabatur claudendo ; et aliqui de familia dicti domini de Castronovo processerunt arma contrà dictum dominum de Pantanhano.

Interrogatus si dominus de Pantanhano et ejus familia, processerunt contrà dictum dominum de Castronovo, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super septimo articulo dixit quod audivit dici, quod dominus de Castronovo citavit seu citari fecit dominum de Pantanhano coram ipso, qui non curavit comparere, sed existens in sua contumaci idem dominus de Pantanhano, et filius suus, cum aliis complicitibus suis interfecerunt dictum Geraldum, dominum de Castronovo juxtà hospitem d'Ordenh.

Interrogatus si erat præcescat ipse testis qui loquitur, dixit quod non.

Interrogatus super octavo articulo [p. 427] dixit, quod ipse vidit post mortem domini Geraldus de Castronovo, quod Raymundus Bernardi filius suus et hæres, posuit et percepit terram et alia bona ad dominum de Pantanhano pertinentia ratione homicidii per ipsum perpetrati, videlicet interficiendo dictum Geraldum, dominum suum, et tenuit, et successores sui tenuerunt dicta bona, et adhuc tenent.

Interrogatus si fuerunt bona adjudicata, dixit ne nescire.

Item interrogatus super nono articulo dixit quod bastida de Genoa est constructa in territorio de Pantanhano, ubi dominus de Castronovo percipit decimam pacificè.

Item interrogatus super decimo articulo dixit quod ipse vidit et audivit quod dominus de Lucmau, capellanus d'Urgoos, tenebat ecclesiam de Bedereda, et serviebat utriquæ, et post mortem ipsius successit sibi Ramundus Guillelmi d'Averono, qui erat capellanus utriusque ecclesiæ.

Interrogatus quanto tempore dictus Geraldus de Castronovo et successores suis, perceperunt dictam decimam, et alia supradicta jura, et fuerunt in possessione percipendi, dixit quod per LXX^a annos ampliùs.

Item interrogatus si aliquid dixit odio, gratiâ, amore vel timore, seu pretio, dixit quod non. Plura nescit.

III^e témoin. Guillelmus Sancii de Castet, habitator, ut dixit, de Castronovo, testis juratus et diligenter interrogatus dicere veritatem super prædictis articulis ; et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit quod Geraldus, dominus de Castronovo, percepit decimam integrà territorii de Pantanhano, et successores sui perceperunt, et adhuc percipiunt.

Interrogatus quare percipiebat, dixit quod ita vidit eosdem in possessione.

Interrogatus quare scit vixit ipse testis loquens, quod percepit pluries dictam decimam ut nunciis dicti domini Geraldus de Castronovo, et nomine ejusdem.

Item interrogatus super secundo articulo et contentis in eo, dixit quod ipse vidit, quod dominus Geraldus de Castronovo posuit et misit quemdam capellanum de Ledis, nomen cujus dixit se ignorare, in dicta ecclesia, et ut patronus et abbas dictæ ecclesiæ.

Interrogatus si successores dicti domini Geraldus eo modo posuerunt capellanum in

dicta ecclesia, dixit quod nihil sciret.

Item interrogatus super tertio articulo dixit quod dictus Geraldus de Castronovo emit quondam equum à domino de Miramonte, pro cuius pretio dedit fidejussorem Alamanam, uxorem domini de Pantanhano, et quia non solvebat pretium, idem dominus de Castronovo obligavit dicto domino de Pantanhano arcium et alia deveria, quæ sibi facere debebat.

Interrogatus si dictam decimam sibi obligavit, dixit se non recordare.

Item interrogatus super quarto articulo, dixit prout in dicto articulo continetur.

Item interrogatus super quinto articulo, dixit quod dominus de Pantanhano ratione subjectionis faciebat unum arcium quolibet anno domino de Castronovo, et dabit sibi et familiæ suæ et debito et in signum subjectionis ad comendendum.

Interrogatus quare scit hoc, dixit quod ipse testis loquens fuit pluries præsens in comedendo dictum arcium.

Item interrogatus super sexto articulo dixit per proprium auditum et visum nihil scire, sed audivit de multis, quod dominus de Castronovo cum magna familia venit ad locum de Pantanhano, et dominus de Pantanhano contradicebat sibi cum tanta familia, sed finaliter hunc recepit.

Item interrogatus super septimo articulo dixit quod dominus Geraldus de Castronovo et Assinus, dominus de Pantanhano, compromiserunt se in dominum de Morlana et dominum de Castropugone, qui pronunciaverunt dictum suum juxtà hospitem de Nalis ipsis præsentibus ; et idem dominus de Pantanhano dictum et pronunciatum noluit observare, sed fugit, et dominus de Castronovo clamavit, non evadat proditor, et nullus fuit qui sequeretur. [p. 428] Et postmodum idem Geraldus de Castronovo recepit dictum locum de Pantanhano ad manum suam.

Interrogatus qua de causa, dicit se ignorare.

Dixit etiam quod Assinus dominus de Pantanhano et filius ejus, fuerunt ad interficiendum dictum Geraldum.

Interrogatus qualiter scit hoc, dixit quod audivit dici à multis.

Item interrogatus super octavo articulo dixit quod ipse vidit dictum Geraldum de Castronovo tenentem locum de Pantanhano, et abbatiam ejusdem loci, et alia bona ejusdem domini de Pantanhano.

Interrogatus si propter incursum, nec si fuit judicatum, dixit se ignorare.

Item interrogatus super nono articulo dixit quod bastida de Genoa est situata in territorio de Pantanhano, et quod ipse dominus de Castronovo percipit decimam, et sui prædecessores perceperunt, et in ecclesia de Pantanhano ipse, et prædecessores sui ponebant rectorem seu præsentabant.

Interrogatus quanto tempore fuerint in possessione percipient prædicta idem Geraldus et successores, dixit quod boni sunt LXX^a anni transacti.

Item interrogatus super decimo articulo dixit quod quidam casalerius erat in parrochia de Bedereda, et vacabatur de Labadie, qui erat abbas ecclesiæ et percipiebat decimam, et veniens ad mortem reliquit pro decima sua dictam ecclesiam de Bedereda, et ejus, si quod habebat, in præsentatione rectoris dictæ ecclesiæ de Bedereda.

Interrogatus si scit au, dixit se ignorare.

Interrogatus si aliquid dixit vel deposuit odio, timore, favore, prece vel precio, dixit quod non.

IV^e témoin. Magister Arnaldus de Cledis, notarius d'Urgoos, ut dixit, testis juratus et diligenter interrogatus dicere veritatem super predictis articulis et contentis in eisdem, et primo super primo articulo et contentis in eo dixit quod ipse vidit pluries percipi decimam de Pantanhano per nunos suos.

Interrogatus si debet pertinere ad dominum de Castronovo ex aliqua causa, dixit se ignorare.

Interrogatus quanto tempore vidit dictum dominum de Castronovo dictam decimam tenere, dixit quod per viginti quinque annos.

Interrogatus si scit alium jus habere in dicta decima, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super secundo articulo dixit quod audivit dici ab Arnaldo de Cledis, patre suo, et à Ramundo de Gratalop, avunculo suo, quod ipsi viderant et audierant Geraldum, dominum de Castronovo, præsentantem domino Raimundi de *Sancto Martino*, qui erat episcopus Adurensis tunc, quandam avunculum dicti Arnaldi de Cledis et post celebravit in dicta ecclesia de Pantanhano nomine dicti domini de Castronovo.

Item interrogatus super III^o, IV^o, V^o, VI^o, VII^o et VIII^o articulis dixit se nihil scire, nisi de alieno auditu dici.

Item interrogatus super nono articulo dicit quod bastida de Genoa est in territorio de Pantanhano, et quod dominus de Castronovo tenet decimam dicti territorii. Super allis in dicto articulo contentis dixit se nihil aliud scire.

Item interrogatus super decimo articulo, dixit quod dominus Guillelmus de Averono erat rector ecclesiarum de Urgoos et de Bedereda, et vidit, tenuit et legit litteram quam idem rector habebat super collatione dictarum ecclesiarum sigillo domini Petri de Veconis, tunc episcopi Adurensis, cujus tenor erat talis in effectu. Nos damus & concedimus dilecta nostro Raymundo-Guilelmi d'Averono, clerico, ecclesias d'Urgoos & de Bedereda vacantes per mortem Arnaldi de Lucmau, rectoris earumdem, ad præsentationem nobilis Raymundi-Bernardi de Castronovo, patroni ecclesiarum prædictarum.

Item interrogatus si odio, timore, favore, prece vel precio dixit vel deposuit prædicta, dixit quod non.

V^o témoin. Guillelmus de Carriceno, de parrochia de Sorbetz, testis juratus et diligenter interrogatus dicere veritatem super predictis contentis in dictis articulis, et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit quod Geraldus dominus quondam de Castronovo, avus istius, qui nunc est, percepit decimam de Pantanhano integrè, et successores suis perceperunt et percipiunt, excepto quod de dicta terra seu laborantia domini de Pantanhano, ecclesia dicti loci de Pantanhano percipit decimam.

Interrogatus qualiter hoc scit, dixit quod ipse vidit Raimundum [p. 429] de Causimont percipientem nomine dicti domini Geraldi de Castronovo dictam decimam.

Item interrogatus super secundo articulo dixit quod dictus Geraldus, dominus de Castronovo, tempore quod vivebat, posuit quemdam presbiterum vocatum, ut sibi videtur, Vitalem de Ledis, in ecclesia de Pantanhano, quæ vacabat, et post mortem ipsius, posuit in ecclesia prædicta quemdam alium capellanum de Lucsere, cujus nomen ignorat.

Interrogatus si præsentabat episcopo Adurensi, dixit se nihil scire.

Interrogatus quare scit hoc, dixit quod erat præsens et vidit.

Item interrogatus super tertio articulo dixit quod dictus Geraldus de Castronovo tempore quo vivebat, percipiebat decimam de Pantanhano, et emit quemdam equum à domino de Miramonte, et pro precio dedit fidejussorem Alamanam, uxorem Assini, domino de Pantanhano; quam ratione non soluit habuit tenere hostagiarum seu tiensieriam in castro de Miramonte per unum annum vel circa; et postmodum pro dicto precio idem dominus de Castronovo obligavit dicto domino de Pantanhano.

Interrogatus si decimam obligavit, dixit se ignorare. Dixit etiam quod inter se ratione dictæ obligationis discordiam habuerunt.

Item interrogatus super quarto articulo, dixit ut in prædicto articulo contentum esse verum.

Item interrogatus super quinto articulo dixit quod dictus dominus de Pantanhano faciebat deverium domino de Castronovo, videlicet arciut, quolibet anno dabat ad comendendum semel in anno sibi et familiæ suæ.

Interrogatus quare hoc faciebat, dixit quod pro territorio quod tenebat de Pantanhano

à domino de Castronovo, et idem testis loquens semel comedit cum dicto domino Geraldo in cometione dicti arsiut.

Item interrogatus super quinto articulo dixit quod cùm dominus de Castronovo vellet recipere deverium, dominus de Pantanhano contradixit, pro eo quod tenebat illud deverium in pignore pro precio dicti equi, quem emerat à domino de Miramonte ; et ibidem cum armis irruit contrà ipsum et familiam suam ; nullus tamen fuit vulneratus. Et postmodùm recepit dictum dominum de Castronovo cum familia sua, et solvit sibi dictum arciut.

Interrogatus quare hoc scit, dixit quod ipse erat præsens et vidit et audivit.

Item interrogatus super sexto articulo, dixit prout in eodem articulo continetur, et quod dictus Geraldus, dominus de Castronovo, fecit citare dictum Ainum dominum de Pantanhano ; et postmodùm audivit dici quod compromiserant in quosdam, quorum nomen ignorat ; et postmodùm noluit tenere dictum compromissum eorum factum juxtà Hospitalem de === et post lapsum temporis idem Assinus, et filius suus, fuerunt ad interficiendum dictum Geraldum, dominum de Castronovo, ut audivi dici.

Item interrogatus super septimo articulo dixit quod ipse vidit Geraldum, dominum de Castronovo, recipientem et ponentem locum de Pantanhano, et decimam, et alia bona ad manum suam ; ignorat tamen qua de causa, an propter commissum vel aliud.

Item interrogatus super nono articulo dixit quod bastida de Genoa est constructa et ædificata in territorio de Pantanhano, et dominus de Castronovo, qui nunc est, percipit decimam, et est in possessione, et sui predecessores, erant et vidit quod prædecessores sui posuerunt duos rectores in dicta ecclesia de Pantanhano.

Item interrogatus quanto tempore dominus de Castronovo, qui nunc est, et predecessores sui, perceperunt et fuerunt in possessione pacifica percipiendi decimam territorii de Pantanhano, et ponendi rectorem in ecclesia predicta, dixit quod per LXX^a annos et plus.

Item interrogatus si vidit vel audivit aliquem rectorem fuisse presentatum episcopo Adurensi in dicta ecclesia de Pantanhano, dixit se ignorari.

Interrogatus si scit aliquem alium jus habere in prædictis, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super decimo articulo, dixit se nihil scire.

[p. 430] Item interrogatus si odio, timore, favore, prece vel precio deposuit testimonium in hac causa, dixit quod non.

VI^e témoin. Arnaldus Marqua, habitator, ut dixit, de Lucpeyros, testis juratus et diligenter interrogatus super dictis articulis, et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit quod Raymundus Bernardi, dominus de Castronovo, pater istius, qui tunc est, percipiebat decimam integrè territorii de Pantanhano sine aliqua contradictione, et iste dominus, qui nunc est, percepit et percipit pacificè et quietè.

Interrogatus qua de causa et quo titulo, dicit se ignorare.

Item interrogatus super secundo articulo dixit quod Raymundus Bernardi, dominus Castrinovi, tenebat capellanum in ecclesia de Pantanhano.

Interrogatus qualiter hoc scit, dixit quod audivit dici, plura nescit.

Item interrogatus super III^o, IV^o, V^o, VJ^o, VIJ^o et VIIJ^o articulis, dixit se nihi scire.

Item interrogatus super nono articulo, dixit quod bastida de Genoa est ædificata in territorio de Pantanhano, et dominus de Castronovo percepit et percipit decimam usque nunc. Super aliis autem articulis et contentis dixit se nihil scire.

VII^e témoin. Doat Planter, habitator, ut dixit, d'Urgoos, testis juratus et diligenter interrogatus dicere veritatem super prædictis in dictis articulis contentis.

Et primo super primo articulo et contentis in eo dixit quod tempore quo Assinus de Pantanhano vivebat, hospitalis de Petrocorada percipiebat decimas terris quas habebat in territorio de Pantanhano, et Geraldus, dominus de Castronovo percipiebat decimas de terris seu casalibus, quas habebat in dicto territorio ; et Assinus, dominus

de Pantanhano de terris suis ; et postmodum fuit discordia inter dominum de Pantanhano et dominum de Castronovo, ita quod occupavit territorium et alia bona, et percipit dictam decimam de Pantanhano, et successores sui perceperunt, et fuerint in possessione usque in diem praesentem.

Item interrogatus super secundo articulo et tertio, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super quarto articulo dixit quod dominus de Pantanhano tenebat et tenere debebat territorium et abbatiam à domino de Castronovo, et erat vassallus suus, et sibi faciebat at feudum, videlicet unum arsiut semel in anno.

Interrogatus quare scit hoc, dixit quia ille tunc versabatur in territorio de Pantanhano, et videbat et audiebat praedicta.

Item super quinto articulo dixit quod dominus de Pantanhano faciebat Geraldo, domino de Castronovo unum arciut, quolibet anno, dabat sibi ad comendendum semel et suae familiae.

Item super sexto articulo, quod cum Geraldus, dominus de Castronovo, iter cum familia sua ad locum de Pantanhano ad recipiendum arciut sibi debitum, et concessit idem dominus de Pantanhano sibi solvere, denegavit dicendo quod non debebat venire cum tanta familia, et his non contentus processit arma prohibita contra dominum de Castronovo praedictum et ejus familiam.

Item super septimo articulo dixit se nihil scire, hoc excepto quod dictus dominus de Pantanhano et ejus filius, fuerunt ad homicidium dicti Geraldi de Castronovo.

Item interrogatus super octavo articulo, dixit quo Geraldus, dominus de Castronovo propter denegationem et alia commissa contra eum posuit terram de Pantanhano et alia bona dicti domini de Pantanhano ad manum suam tanquam superior et dominus.

Interrogatus si quod modum dominus de Castronovo tenuit et possedit praedicta ex tunc pacifice et quiete, dixit quod scit prout ipse vidit.

Item interrogatus in territorio de Pantanhano, et dominus de Castronovo qui nunc est, percipit et percepit et sui praedecessores usque nunc dictam decimam dicti territorii de Pantanhano.

Interrogatus si dominus de Castronovo posuit seu ponere debet rectorem in dicta ecclesia de [p. 433] Pantanhano, dixit se ignorare. Item interrogatus super decimo articulo, dixit quod capellanus de Urgoos deserviebat ecclesiam de Urgoos et de Vedereda de licentia domini de Castronovo.

Interrogatus per quantum tempus dominus de Castronovo percipit praedicta, dixit quod beni per septuaginta annos.

Interrogatus si vidit vel audivit quod aliqui praedicta jura perciperet, nisi dominus de Castronovo, dixit quod non, nec movit aliquam questionem, imo iste dominus de Castronovo est et fuit in possessione, et successores sui, ercipiendi praedicta.

Interrogatus si odio, tiore, favore, prece vel precio deposuit in hac causa, dixit quod non.

VIII^e témoin. Raymundus-Guillelmi de Capera, habitator, ut dixit, dUrgoos, testis juratus et diligenter interrogatus dicere ventatem super praedictis in dictis articulis contentes, et primo super primo articulo et contentis in eo, dixit se nihil scire.

Item super secundo articulo dixit quod dominus de Castronovo debet esse abbas et est ecclesiae de Pantanhano, et habet praesentationem rectoris in ecclesia de Pantanhano et de Vedereda.

Interrogatus qualiter scit hoc, dixit quod Arnaldus de Lucmau, pater ipsius testis qui loquitur, fuit praesentatus per Geraldus, dominum de Castronovo, domino Raymundo de Sancto Martino, tunc episcopo Adurensi, ad ecclesias de Urgoos, de Pantanhano et de Vedereda, et fuit receptus per dictum episcopum, et testis, qui loquitur, erat praesens, et vidit, et audivit praedicta.

Interrogatus super tertio articulo dixi se nihil scire.

Super quarto articulo dixit quod dominus de Pantanhano faciebat pro terra sua unum

arciut semel in anno domino [p. 434] de Castronovo tanquam abbati et domino superiori territorii de Pantanhano ; et idem testis, qui loquitur, comedit pluries cum domino Geraldo de Castronovo ad comestionem dicti arciut.

Item super sexto articulo dixit se vidisset audivisse, quod Geraldus, dominus de Castronovo, accessit ad locum de Pantanhano ad accipiendum arciut sibi debitum et concessum ; et in itinere obviavit sex hominibus armatis cum decem et octo servientibus, et invitavit eos ad comedendum de dicto arciut ; et cum fuerint juxtà aulam de Pantanhano, Assinus, dominus de Pantanhano, dixit quod non comedere ibi, nec solvere sibi debitum, quod non observaba sibi pacta et conventiones, et cum sex hominibus quos poterat invitare ; et finaliter recepit eos, et dedit ad comedendum ; et dixit dicto domino de Castronovo, quod de cætero non comederet ibi, et eo quod veniebat contrà conventiones prædictas ; et anno sequenti, cum idem dominus de Castronovo venisset ad recipiendum dictum debitum, idem dominus de Pantanhano non dimisit eum intrare in dictam aulam de Pantanhano, imo clausit sibi portam, et solvere denegavit, et per totam diem processit arma prohibita contrà dominum de Castronovo, et ipse contrà eum, et recessit debito non soluto. Et postmodùm rediit ad dictum locum de Pantanhano, et ejecit illos quo erant ibi, et destruxit locum, et posuit ad manum suam ut dominus superior, et ex nunc tenuit, et sui successores tenuerunt, et adhuc tenent.

Item super septimo dixit quod propter contumaciam et inobedientiam, quia non solvebat debitam, destruxit locum de Pantanhano, et posuit ad terram, et alia bona ad manum suam ut dominus superior.

Item interrogatus super nono articulo dixit quod locus de Genoa est ædificatus in territorio de Pantanhano, et dominus de Castronovo debet ponere ibi rectorem et præsentare prælato.

Interrogatus quare scit hoc, dixit quia vidit aliàs quod præsentabatur prælato.

Item interrogatus super decimo articulo dixit quod Geraldus dominus de Castronovo, tempore quo vivebat, [p. 435] donavit tertiam partem decima de Vedereda ecclesiæ Sancti Loborii, etiam duas partes ecclesiæ Sancti Martini de Vedereda, et præsentabat rectore in dicta ecclesia de Vedereda, ut superiùs dixit.

Super aliis in dictis articulis contentis, dixit nihi scire.

IX^e témoin. Arnaldus de Vergerio habitator, ut dixit, de Sancto Loborio, testis juratus, et diligenter interrogatus dicere veritatem super prædictis in dictis articulis contentis.

Et primo super prio articulo et contentis in eo, et super secundo, quod ipse vidit Raymundum Bernardi, dominum de Castronovo percipientem decimam de Pantanhano ; ignorat tamen an totum vel partem, et erat abbas ecclesiæ de Pantanhano sæcularis.

Item interrogatus super tertio et quarto, dixit se nihil scire.

Item interrogatus super quinto dixit quod audivit dici et communiter dicebatur quod dominus de Pantanhano faciebat et facere debeat dicto domino de Castronovo unum arciut semel in anno, ratione feudi territorii de Pantanhano.

Item super sexto, septimo et octavo articulis, dixit se nihil scire.

Item super nono dixit quod locus de Genoa est ædificatus in territorio de Pantanhano, et dominus de Castronovo est abbas dictæ ecclesiæ, ut audivit dici.

Super decimo dixit quod ecclesia de Vedereda dominus de Castronovo debet habere jus presentandi rectorem sicut in ecclesia d'Urgoos.

Interrogatus quare scit hoc, dixit quod vidit Raymundus Guillelmi d'Averono, qui deserviebat ecclesiam d'Urgoos et de Vedereda, et erat præsentatus prælato per dominum de Castronovo ; et postmodùm Arnaldus de Lucmau eodem modo fuit receptus in dictis ecclesiis.

Interrogatus si odio, timore, favore, prece vel pretio, deposuit in hac causa, dixit quod non.

Postque die veneris sequenti continuatâ ad requisitionem prædicti vicarii, et dicti domini de Castronovo attestaciones dictorum testium publicavimus seu fecimus publicari. Quibus publicari idem dominus Petrus de Castronovo nos commissarios prædictos cum instantia publicarios requisivit, quod attestaciones testium prædictorum de verbo ad verbum ad perpetuam rei memoriam, ne propter defectum probationis jus suum valeat deperire, juxtâ potestatem nobis datam et concessam per magistrum Vitalem de Sancti Meschlino, notarium publicum in toto ducatu Aquitaniæ [p. 436] in formam publicam redigi faceremus. Et nos commissarii prædicti, vigore dictæ commissionis nobis factæ ad requisitionem dicti domini Petri de Castronovo, requir[rature] dictum magistrum Vitalem de Sancto Mesclino, notarium prædictum, ibidem præsentem, ut omnia et singula suprâ fideliter, nihil addendo, vel diminuendo, redigat in publicam formam, et faciat unum vel duo, si opus fuerit, publica instrumenta, quorum tradatur unum, si requisitus fuerit, vicariis prædictis, vel episcopo Adurensi, qui pro tempore fuerit, et aliud dicto domino Petro de Castronovo.

Actum fuit hoc apud Castrum Novum, anno et die quibus suprâ, regnante domino Karolo, Rege Francorum et Navarræ; et domino Edoardo, Duce Aquitaniæ, dominante; Sede Adurensi vacante. Hujus rei sunt testes, dominus Ramundus de Vignau, canonicus Sancti Loborii; dominus Ramundus de Cassagno, rector ecclesiæ d'Ado; dominus Manaldus de Lucia, rector ==; dominus Bernardus de Juncario, presbiter; et ego Vitalis de Sancto Mesclino, publicus notarius Ducatûs Aquitaniæ, qui requisitus, ut dictum est, hanc cartam scripsi, et signo meo signavi in testimonium præmissorum. »

1326

Désignation d'Olivier de Ingham comme sénéchal de Gascogne

Source: Gascon Rolls C61/38,
http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_38/document.html#it038_19_05d_067.2
C61/38, n°110.1 : 27 juin 1326. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.
N°67, 17 mars 1326, Lichfield. Lettres d'intendance aux jurats et à la communauté d'Aire-sur-l'Adour en faveur d'Oliver de Ingham, que le roi a nommé sénéchal de Gascogne. Copie à diverses communautés, dont Geaune.

1335

Extrait du pouillé du diocèse d'Aire concernant le Tursan

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. VII, p. 453-472.
Édition : Jean-Marie Cazauran, *Bulletin de la société de Borda*, 1885, p. 277-280, extrait.

« Haec sunt ecclesiæ et beneficia quæ sunt in civitate et diocesi Adurensi, tam ad collationem episcopi pleno jure quam ad præsentationes quorumcumque. Et primo :

IN ARCHIPRESBITERATU TEURSANI

Capitulum Adurense ubi sunt decem canonici et quatuor præbendarii (le Chapitre d'Aire).

Ecclesia Adurensis (Aire).

id. de Manso (le Mas).

id. de Baissen (Bachen).

De las Berelhes patronatum habet abbas de Castera (las Beseilhes à Duhort, du patronage de la Castelle).

Ecclesia d'Arrenunh (Renung).

id. de S[anc]to-Orientio (Saint-Orens à Classun)

id. de Cornet (Caumet à Renung)

id. de S[anc]ti-Sabini (Saint-Savin à Larrivière-Saint-Savin)

id. de Navei

Ecclesia de Podio (Pujol près de Bruix)

id. de Montegalhardo (Montgaillard)

id. de Dodo (Dade à Fargues)

id. de Sarrasieto (Sarraziat).

id. de Bahus (Bahus-Soubiran).

id. de Eyris (Eyres-Moncube).

id. de Artiganova

id. de Culturis (Coudures).

id. d'Aubanhan (Aubagnan).

id. de Bats (Bats).

id. de Vielle (Vielle-Tursan).

id. de S[anc]to-Orientio.

id. de Sancto Loborio (Saint-Loubouer)

De Castronovo. Patronum habet Hospitalarium (Castelnau-Tursan, du patronage des hospitaliers de Pécorade).

Ecclesia de Bahus Sobiran de dono episcopi (Bahus-Soubiran).

id. de Genua de dono episcopi tamen Dominus de Castronovo impedit (Geaune).

id. de Urgossio, patronum habet dominum de Sto-Juliano (Urgons)

Ecclesia de Arbocavo (Arboucave)

id. de Norelhes.

id. de Lacajunta (Lacajunte).

id. de Payros (Payros-Cazautets).

id. de Bordos (Bourdous à Geaune).

id. de S[anc]to-Petro de Jup.

id. de Mauries (Mauries).

id. de Miramonte (Miramont-Sensacq).

id. de Sorbets (Sorbets).

id. de Lucserino.

id. de Sensaco (Miramont-Sensacq).

id. de Lameco (Lauret ?).

id. de Lerm.

Ecclesia de Pimbo (Pimbo).

id. de Clero (Clèdes).

id. de Poyolio (Puyol-Cazalet).

id. de Brus (Bruix à Clèdes).

id. de Casautets (Payros-Cazautets).

Ecclesia de Pedeanda, de dono episcopi sed Dominus de Castronovo impedit.

Ecclesia de Morgas (Morganx à Castelnau-Tursan).

id. de Payros (Payros).

id. de Gavasviella
id. de Tarigos (Tarigos à Saint-Orens).
id. d'Ecclesias (le Gleyzia à Castelnau-Tursan ?).

Sequntur monasteria, ecclesiæ collegiatæ, Prioratus, Domus, Hospitalia quae sunt in dicto archipresbyteratu de Teursano.

Abbatia S[anc]ti-Joannis de Castera (Saint-Jean-de-la-Castelle à Duhort-Bachen).
Monasterium Beatæ Quiteriæ (Sainte-Quitterie du Mas-d'Aire).
Abbatia Penduli, ubi non est certus numerus canonicorum (Pimbo).
Abbatia S[anc]ti-Loborii, ubi non est certus numerus canonicorum (Saint-Loubouer).
Prioratus de Montegalhardo (Montgaillard).
Domus Dordens Hospitalis S[anc]ti Joannis. (hôpital d'Orden à Bahus)
Domus de Golonio abbatiae S[anc]ti A[n]tonii Viennæ (hôpital Saint-Jean-de-Goloni à Urgons).
Domus Dales.
Hospitalis de Manso (l'hôpital du Mas-d'Aire)
id. deu Boos.
Grangia de Caboos.
Hospitalis de Adurra.
Grangia de Cahuser. [...]

1337

Lettre remerciant les communautés pour leur défense des droits du roi d'Angleterre

Source: Gascon Rolls C61/49, n°222.3

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_49/document.html#it049_11_24d_222.3

25 juin 1337. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

N°220, 25 juin 1337. Stamford. Lettres à Jean de Colom le remerciant pour ses bons et loyaux services autour de la défense des droits du roi, comme l'a attesté le sénéchal de Gascogne, et lui demandant de continuer dans sa fidélité, dont il sera récompensé.

N°222. Idem. Lettres au maire et aux jurats de la ville de Bordeaux les remerciant de leur dévouement au roi et de la préservation des droits royaux qui sont prouvés par leurs actions ; le roi demande que le maire et les jurats continuer dans leur défense des droits du roi contre ses adversaires à un tel degré qu'ils seront hautement loués et richement récompensés par le roi. Le roi souhaite en outre que le vicomte accorde une entière confiance à Olivier de Ingham, sénéchal de Gascogne.

1338

Paiement de Fortaner de Lescun, qui a notamment tenu garnison à Geaune

Source: Gascon Rolls C61/49, n°470

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_49/document.html#it049_11_04f_470

4 janvier 1338. Paiement des appointements de Fortaner de Lescun, qui a notamment tenu garnison dans les villes et bastides de Saint-Sever, Geaune et Sainte-Quitterie.

Mention : Saint-Jours : « 1337 : A Geno, Loubat de Béarn, écuyer banneret, capitaine, avec vingt-neuf écuyers et cinquante-neuf sergents ».

4 janvier 1338, Tour de Londres. Pour Fortaner de Lescun. Ordonnance au connétable de Bordeaux qu'après avoir consulté les factures et le compte de ses gages et de ceux de ses hommes depuis l'époque où ils étaient au service du roi, s'il trouve que la somme est due, alors il devra effectuer le paiement convenable ou autre satisfaction et il recevra l'indemnité due sur son compte. Fortaner de Lescun a demandé le paiement de 11 050 livres bordelaises pour ses gages et ceux de sa compagnie depuis qu'ils étaient au service du roi, lui faisant sceller les lettres et les billets du sceau du connétable. Lescun est au service du roi dans la guerre actuelle avec 50 hommes d'armes et 1000 sergents et fantassins (*cum quiquaginta hominibus ad arma et mille sirvientibus et peditibus ad vadia nostra*) à la solde du roi, garnissant les places et bastides de Saint-Sever, Geaune et Sainte-Quitterie et autres bastides dans le duché (*super custodia locorum et bastidarum Sancte Severi, Gene et Sancte Quiteri ac aliarum bastidarum in ducatu predicto existat*).

1339

Don de Geaune et d'autres rentes à Gaston de Foix par le roi de France

Le roi de France attribue 1500 livres de rente au comte Gaston de Foix. Ces rentes sont détaillées et comprennent notamment divers droits dans le Tursan, dont Geaune.

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 239.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 73 (sur la valeur de conversions des monnaies) : « En 1340 on assigna à Gaston, comte de Foix, seigneur de Bearn, vicomte de Marsan, par ordre de Philippe, Roi de France, 1500 [livres] tournoises de rente sur les domaines acquis par le roi en Guienne ; Geune y fut compris. Noble Arnaud-Guilhem de Barta étoit habitant de Mirande, et les commissaires logerent chez lui. On evalua 29 [livres] bourdeloises à 23 [livres] 4 s[ous] tournois, ce qui fait 16 s[ous] par livre de Bourdeaux ; d'autre par les 120 [livres] bourdeloises 96 [livres] tournoises ; les 40 sols morlans à quatre livres bourdeloises et à 64 sols tournois ; c'étoit par sol morlan à 1 s[ol] 7 d[eniers] tournois 1/10. Il est dit ailleurs, *morlano ad duos Burdegalenses*, et *duobus Burdegalensibus et obolo ad duos turonenses*. »

« Don fait par le roi de France à Gaston, comte de Foix, de Geune & autres lieux, avec la mise de possession.

Philippus, Dei gratiâ Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos vidisse quoddam publicum instrumentum signis et subscriptionibus magistrorum Hugonis de Gariga et Petri === junioris, tabellionum auctoritate regiâ publicorum signatum et subscriptum ac sigillis discretorum magistrorum Bernardi Fortis et Raimundi Foulcaudi, clericorum nostrorum sigillatum, ut primâ facie apparebat, cujus tenor sequitur in hæc verba.

Anno ab Incarnatione Domini M^o.CCC^o.XXX^o videlicet et die XIIJ^o mensis januarii, domino Philippo, [p. 240] Dei gratiâ Francorum rege regnante ; et domino Guillelmo, Dei gratiâ archiepiscopo Auxitano, præside. Noverint universi præsentis pariter et futuri, quod cùm diceretur dictum dominum nostrum regem consideratione gratuitorum servitorum sibi per egregium et potentem virum dominum Gastonem, Dei gratiâ comitem Fuxi, et vicecomitem Bearnii et Marciani, ita personarum, et pro futuro faciendorum, eidem domino comiti donasse de gratia speciali, et vera liberalitate, et de

certa scientia, pro se et suis heredibus et successoribus, et ab eo causam habituris, mille quingentes libratas terræ seu annui redditûs ad turones === juxtâ continentiam litterarum regiarum, sigillo in cera viridi cum filis cericeis impendenti sigillatarum, et dicto domino comiti concessarum sub hæc forma.

PHILIPPE, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous presens et à venir, que par consideration des bons et agreables services, que notre tres cher féal cousin Gaston, comte de foix, nous a fait au temps passé, et esperons qu'il nous face au temps advenir, nous lui avons donné, et des maintenant donnons par la teneur de ce === de grance especiale, et de notre liberalité, et de certaine science, pour lui, et pour ses hoirs et successeurs mil et cinq cens livres de rente annuelle ou de terre === lui et par ses hoirs et successeurs ou ayant cause de lui, à toujours mais === et perpetuellement en foi et en homatge lige de nous et de nous successeurs rois de France, et ly en sera faite assiete en la terre que nous ou noz gentz pour nous avons acquise en la duché de Guiayne ou autre part, === nous plait, et se il y a aucune justice haute, moyenne ou basse, elle l'y sera posée ou assise en rebat et diminution desdites mil et cinq cens livres de rente, mais les manoirs et édifices, si aucuns en y a, l'y seront baillés et === sans ce qu'il soient en rien presiée ou comptée en assiette de terre. Et voulons que il et ses hoirs et successeurs, et qui auront causa de luy ou de euls auront [p. 241] ladite rente ou terre, et la tienguent et possèdent dores en avant perpetuellement, et habitablement, puisque assise et baillée si sera par ceuls qui à ce seront par nous deputés, et en joissent comme de leur propre heritage, senz aucun empeschement, en la maniere que assise li sera. Et si il avenoit que ladite terre que nous === comme dit est, fust ou soit par nous, ou par noz successeurs, ou par le fait de nous, ou d'aucun de noz successeurs renduë à aucun, ou mise hors des mains dudit comte, ou de ses hoirs, ou successeurs, ou aïans cause de luy, en ce cas, nous li en ferons recompensation ailleurs. Et pour que ce soit ferme chose et stable à perpetuité, nous avons fait mettre notre seel en ces lettres, sauf en autres choses notre droit, et toutes l'autrui. Donnè à Saint-Oyn prez de St Denys en France, l'an de grace M.CCC.XXXVIIJ le V^e jour du mois de juing. In quarum pede litterarum erat scriptum sic. Par le roy, presens messeigneurs de Noyers, de Janville, et de Soiecourt, et vous Ja. de Boulay, com. al. Signatum par le roy, present mons. le marechal de Trie, et verber. Dicitur que dictum dominum nostrum regem primo nobili et potenti viro domino Simoni de Arquiriaco, et domino Talesio de Balma, arbalesteriorum regionum magistro, secundo dicto domino arbalesteriorum magistro, et domino senescallo Tholosano, per suas litteras mandasse, per se, aut per deputandos ab eis, de dictis mille quingentis libris turonensium rendualibus, assisiam seu assignationem domino comiti facere memorato juxtâ contientiam litterarum regiarum, quarum tenor sequitur.

PHILIPPE, par la grace de Dieu roy de France, à noz amez et feaux le seigneur d'Arquery, et Talais de la Baume, maitre de noz arbalistes, salut et dilection. Nous vous mandons, et par ces lettres, et par ces lettres comettons, que mil et cinq cens livres === de rente annuelle et perpetuelle, laquelle nous avons donné par noz === lettres à notre tres cher cousin et féal Gaston, comte de Foix, pour li, et pour ses hoirs, vous li asséez et assignez selonc la teneur des lettres de notre dit don ez lieues et en leur appartenence que il a acquis pour nous ez parties par delà, en retenant [p. 242] pour nous en ladite assiete faisant le chastel, que maistre Bellone Cama, notre notaire, nous dist, que nous n'en missions pas hors de notre main ; et si vous ne pouvez asseoir entierement illeuc ladite rente, ce qui faudra, li assez et assignez sur nos autres rentes et revenuës au plus prez des diz lieux et appartenences, ou de sa comté de Foix, selonc ce que vous verrez et regarderez que il pourra estre fait à moins de dommage de nous, et au profit de notre dit cousin, et des choses que li aurez assises et assignées, li bailliez, ou à son procureur, la saisine et possession, et d'icelle le laissez, et faites joyr

paisiblement dez lors, et li en bailliez vos lettres ouvertes pour estre confirmées de nous.

Et en cans que pour occupation de noz autres besonhes, ou pour autre empeschement, vous ne pourriez faire et accomplir en vos personnes les choses devant diites, ou aucunes d'icelles, commettez y certaines autres personnes loyaus et saiges pour le faire, et mettre à effect... Donné à St Ouyn les St Denis en France le X^e jour de juing l'an de grace 1338...

PHILIPPE, par la grace de Dieu roi de France, à nos amez et féaux le Galais de la Balme, maitre de noz arbalistes, et au senechal de Toulouse, Salut... Sauf toutevois, que en ceste assiete ne sera point mise la terre du viconte de Juliages... Donné au Moncel, le XVII^e jour de septembre l'an de grace 1338.

PHILIPPUS, Dei gratiâ Francorum rex, dilectis magistris Bernard Fortis, legum doctori, locum tenenti vicarii Tholosæ, et Raymundo Filcaudi, clericis nostris, Salutem... Etiam quantum ad locum de Genoa, non obstante appellatione per consules et universitatem dicti loci ad nos, ut dicitur, interjectâ, ex causa interalia, quia prætendunt, quod rex Angliæ, cùm sub ejus erant immediatè dominio, eas non poterat in alium transferre, si dictam appellationem infrâ tres menses à die dictæ appellationis, eam non ostendant [p. 243] coram nobis fuisse legitimè prosecutor... Datum Vicennis, XXVI^a die novembris, anno Domini 1339... Valor reddituum est de locis terræ acquisitæ prædictæ videlicet, de loco de Genoa pro parte dominum regem tangente CLVIJ ll. XVIIJ sol. V denarii, media picta turonensium ; et de Louis de Manso et de Asura pro parte dominum regem tangente, 55 ll. 19 s. 8 denariis turonensium ; et de locis de Sancto Gienh et de Fontebovis, 207 ll. 18 sol. 2 denariis turonensium ; et de loco de Pujolio VIJ solidos turonensium, reductis monetis morlanorum et Burdegalensium ad turonenses, videlicet morlano ad duos Burdegalenses, et duobus Burdegalensis et obolo ad duos turonenses... quantum ad partem dominum regem contingentem in loco de Genoa, videlicet in feudis seu obliis XXJX libras Burdegalenses, valentes ad turonenses XVIIJ libras quatuor solidos turonenses.

Item in proprietatibus emphiteotariis, quæ à domino nostro rege in solidum tenentur, extimatis IJ^c XX libras Burdegalensibus valentibus ad turonenses VIIIJ^{xx} XVJ libras turonensium, allocatis pro vendis pro XIIJ libris VIIJ solidis turonensibus, assidentur pro redditu tresdecim solidos, quatuor denarios, tres pictas turonenses.

Item et pro pessionibus emphiteotecariis, quæ ab extraneis possidentur, et à domine nostro rege in solidum tenentur, extimatis in redditibus XL solidos morlanorum, valentes quatuor libras Burdegalenses, et ad turonenses LXIIIJ solidos, assidentur pro redditu novem denarii, picta, turonensium.

Item pro redditibus inter dominum regem et dominum de Castronovo ibidem parierium suum, communibus, videlicet pro bajulia dicti loci valente uno anno cum alio compensato CXX libras Burdegalentes, valentes ad turonenses IIII^{or} XXⁱⁱ XVJ libras assidentur pro parte regis in redditu XLVIIJ libras turonenses.

Item pro notaria dicti loci extimata valere per annum VI libras Burdegalenses valencium ad turonenses IIII^{or} libras XVI solidos turonenses, assidentur pro parte regis in redditu XLVIIJ solidos turonenses.

Item pro leuda extimata valere per [p. 244] annum X solidos Burdegalenses, ad turonenses VIIJ solidos turonenses, assidentur pro parte regis in reddito IIII^{or} solidi turonenses.

Item pro quadam platea, quæ est ibi communis inter dominum regem et parierium suum, extimata valere X libras Burdegalenses, assidentur in reddito pro parte regis duo solidi turonenses.

Item in proprietatibus emphiteotecariis, quæ à domini rege et suo parierio tenentur, extimatis XI^m VJ^{xx} V libris Burdegalensibus valentibus ad turonenses VIIJ^m JX^c libris turonensibus, allocatis pro unis vendis pro VIJ^c XLJ libris XVJ solidis, VIIJ denariis turonensibus, assidentur in reddito pro parte regis, pro decem octo libris, decem solidis, decem denariis, obolo et tribus mediis pictis turonensibus.

Item in proprietatibus emphiteotecariis, quæ ab extraneis possidentur, et à domino nostro rege et suo parierio tenentur, extimatis VIJ^c VIIJ libras Burdegalensibus, valentibus ad turonenses V^c LXIIJ libras IIJ solidos, denarium turonensem, assidentur in reddito pro parte domini regis, XJV solidos turonenses.

Item in feudis nobilibus, quæ nobiles tenent, et à nobilibus tenentur, et quæ tenentur à domino rege et suo parierio prædicto, extimatis valere, tam in proprietate, quam in feudis, et obliis, et cavalyrinis, II^c VJ libris XJX solidis Burdegalensibus, valentibus ad turonenses CLXJX libras VI solidos duos denarios, et obolum turonensem, assidentur in reddito pro parte regis JV libræ, IV solidi, JX denarii et picta turonensis.

Item, in proprietatibus et feudis, redditibus et obliis personarum ecclesiasticarum extimatis XI libras V solidos burdegalenses valentes ad turonenses JX libras turonenses, assidentur in reddito pro parte regis duo solidi, tres denarii turonenses.

Item in jurisdictione alta et bassa secundùm formam in assisiis servari consuetis in senescallia Tholosana pro 437 focis bonis, computandi pro foco quolibet tres solidos turonenses pro minori, et duos solidos turonenses pro majori, in summa 109 II. 5 s. turonenses, assidentur pro parte regis 54 II. 2 sol. 6 denarii turonenses. Et pro 120 focis pauperibus et nichil in bonis habentibus, computatis tribus pro uno, videlicet 40 focis pro foco et pro jurisdictione, ut proximè assidentur pro parte regis centum solidi turonenses. Sic summa totalis assisiae [p. 245] dicti loci de Genua 157 libræ 17 solidi 5 denarii, media picta turonensis.

Item assiderunt et assignaverunt modoque suprà loca et redditus ad dominum nostrum regem pertinentia in locis de Manso et de Asura, pro tertia parte quæ pertinebat ad dominum nostrum regem pro uno campeto contiguo castro de Manso in solidum domini regis extimato valere 20 libras Burdegalenses valentes ad turonenses 6 libras turonenses, assidentur in reddito octo solidi turonenses.

Item habebat dominus rex tertiam partem in curia dicta Faymidreg, extimatam valere per annum ad partem domini regis 20 libras Burdegalenses ; assidentur in reddito pro parte regis 16 libræ turonenses.

Item pro 450 focis bonis secundùm modum in senescallia Tholosanæ in assisiis servari consuetum, computato pro foco et jurisdictione alta et bassa, videlicet pro majori duos solidos et pro minori duos solidos, in summa 107 libras 11 solidos turonenses, et pro septuaginta quinque focis pauperibus nichil habentibus in bonis, computatis tribus focis pro un obono, videlicet pro 25 focis 6 libris 5 solidis turonensibus ; assidentur in assisia

pro parte regis 41 solisi 8 denarii turonenses.

Sic summa totalis assignatorum in dictis locis de Manso et de Asura 55 ll. 19 s. 8 d. turonenses.

Item assiderunt et assignaverunt dicto domino comiti et procuratori prædicto loca et redditus et proventus de Sto Gienh et de Fontebovis in solidum et pro toto ad dominum nostrum regem pertinentes in bajulia dicti loci, computatis obliis et molendino de Sto Gienh, et emolumentis pedagii et teulagii, et omnibus aliis ad bajuliam pertinentibus, extimato una anno pro alio per annum valere 170 libras Burdegalenses, assidentur 136 libræ turonenses.

Item pro nemore de Fagetmau et de Toyosa alta valente in redditu 20 solidos burdegalenses, assidentur 16 solidi turonenses.

Item in proprietatibus emphiteotecariis, quæ à domino rege et domino de Castaneto pro indiviso tenentur, extimati 8000 libras Burdegalenses valentes ad [p. 246] turonenses 6004 libras allocatas pro unis vendis ad 533 libras 16 solidis 8 denarios turonenses ; et computatis pro redditu ad 26 libras 8 solidos 10 denarios turonenses, assidentur pro parte regis in redditu in redditu 13 libræ VII solidi 11 denarii turonenses.

Et pro simili redditu dicti domini de Castaneto, assidentur 13 solidi 8 denarii ratione jurisdictionis altæ.

Item pro pcessionibus emphiteotecariis, quæ ab extraneis possidentur extimatis 1300 libras Burdegalenses valentes ad turonenses 1040 libras turonenses, allocatis pro unis vendis computando 12 denarios pro libra ; pro 52 libris assidentur pro redditu ad 52 solidos turonenses. Et pro simili redditu domini de Castaneto ratione jurisdictionis altæ 4 solidi 4 denarii turonenses assidentur.

Item in feudis nobiles extimatis in redditibus 12 libras Burdegalenses valentes ad turonenses 9 libras 12 solidos, assidentur in redditibus pro parte regis 9 solidi octo denarii turonenses.

Item in feudis ecclesiasticis extimatis in redditibus 104 solidos Burdegalenses, ad turonenses 4 libras 3 solidos 2 denarios pictam turonensem ; assidentur in redditu pro parte regis 2 solidi unus denarium turonensis.

Item in centum jornalibus terræ quam tenet Bernardus de Francia à domino de Castaneto, extimatis in redditu 50 solidos Burdegalenses, valentes ad turonenses 40 solidos, assidentur in redditu pro parte regis decem denarii turonenses.

Item in duodecim morlanis quos dominus rex habebat in feudo nobili dicti Bernardi de Francia, assidentur in redditu 20 denarii turonenses.

Item in 270 focis bonis pro jurisdictione alta et bassa secundùm modum in senescallia Tholosana in assisio fieri consuetum, computando pro quolibet foco pro minori jurisdictione tribus solidis, et pro majori duobus solidis, assidentur in redditu 51 libræ 5 solidi turonenses. Et pro 20 focis debilibus et pauperibus, et nichil habentibus ad VIJ bonos focos reductis, assidentur in redditu 35 solidi turonenses.

Sic summa assisiæ locorum de Sto Gienh et de Fontebovis 207 libras 18 solidi 2 denarii turonenses.

Item assiderunt [p. 247] et assignaverunt dicto domino comiti, et ejus procuratori prædicto; locum de Pendulo aliàs vocatum Pimbo, ubi dominus rex habebat jurisdictionem altam et bassam, videlicet in obliis dicti loci valentibus in reddito centum solidos 4 denarios obolum morlanorum, et ad Burdegalenses 10 libras IX denarios; assidentur in reddito 8 libræ 7 denarii, obolus turonensis.

Item in pedagio decem solidos morlanorum valente, 20 solidos Burdegalenses, assidentur in reddito 16 solidos turonenses.

Item in herbadgio Boconæ extimato XV solidos morlanorum valente 30 solidos Burdegalenses, assidentur in reddito 24 solidi turonenses.

Item in proprietatibus quæ à domino rege tenentur incluso nemore Bocono extimatis 790 libras Burdegalenses, valentes ad turonenses 632 libras turonenses, allocatis pro unis vendis ad 52 libras 13 solidos 4 denarios turonenses, assidentur pro reddito 52 solidi 8 denarii turonenses.

Item in proprietatibus, quæ ab extraneis possidentur extimatis decem libras Burdegalenses, valentes 7 libras turonenses, computatis duodecim denariis pro libra, assidentur in reddito 4 denarii turonenses.

Item de redditibus nobilis domini de Barena extimatis == solidos morlanorum valentes 24 solidos turonenses, computando pro libra 12 denarios, valentes 14 denarios obolum turonensem, assidentur in reddito unus obolus turonensis.

Item pro 113 focis bonis pro juridictione alta et bassa, computando secundùm modum in senescallia Tholosana in assisis servari consuetum, pro minori juridictione tres solidos, et pro majori duos solidos, assidentur 27 libræ 5 solidi turonenses.

Et pro 26 focis debilibus nichil in bonis habentibus ad novem bonos focos redactis, computando ut proximè, assidentur 45 solidi turonenses.

Sic summa pro dicto loco de Pendulo sive Pimbo 43 ll. 3 s. 8 d. denarii turonenses.

Item assiderunt et assignaverunt eidem domino comiti ressortum jurisdictionis altæ et bassæ, quam dominus de Astano habet in loco de Pujolio, in quo loco etiam dictus dominus de Astano habet in redditibus extimatis 30 libras Burdegalenses, valentes ad turonenses 24 libras turonenses; pro quibus assidentur in reddito duodecim solidi turonenses.

SUMMA totalis assisiæ modis quibus suprâ de locis prædictis factæ 465 libræ, decem solidi, undecim denarii, media picta turonensium. Quam quidem assisiam dicti domini commissarii, &c. »

1340

Ordre du roi d'Angleterre de se renseigner sur l'état de la bastide

Source: Gascon rolls, C61/52.

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_52/document.html#it052_14_10f_163

C61/52, n°163 : 29 septembre 1340. Ordre au sénéchal de Gascogne et au connétable de Bordeaux de se renseigner sur l'état des bastides de Geaune et Pont-la-Reine et les castelnaux de Pimbo et Miramont.

N°163, 29 juillet 1340. Andover. Pour certification sur la valeur des bastides, etc. Ordonnance au sénéchal de Gascogne et au connétable de Bordeaux d'obtenir des renseignements plus complets sur la valeur des bastides de Geaune (Gena) et Pont-la-Reine, et les châteaux de Pimbo (Pymbo) et de Miramont (Miremond) qui sont aux mains du comte de Foix et du comte d'Armagnac et d'autres ennemis du roi, par inquisition et par d'autres voies et moyens jugés opportuns ; et ils doivent envoyer la certification de ce qu'ils trouvent au roi en chancellerie sous le sceau du roi utilisé dans le duché avec ce bref. Fortaner de Lescun a demandé que le roi, en récompense de ses longs services rendus au roi dans le duché, lui accorde les bastides et les châteaux, et il s'efforcera de les rendre à l'obéissance du roi ; la même chose pour la vie de Lescun. Attesté par le gardien.

1342

La bastide de Geaune est confiée à Fortaner de Lescun par le roi d'Angleterre

Saint-Jours : « 1342, les 3 juin et 10 juillet, le roi d'Angleterre concédait ou donnait en garde à Fortaner de Lescun, pour l'avoir bien et fidèlement servi, avec un petit nombre de gens d'armes, la bastide de Geaune, le lieu de Pimbo, le château de Miramont, en Tursan, et la Bastide-la-Reine (près de Hagetmau) ».

Source (note) : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20)

« Fortanier de Lescun fut doté en 1342 de la bastide de Geaune par voie de confiscation » (Légé II-201).

« De concedendo Fortanerio de Lescun bastidam de Genua, locum de Pimbo, castrum de Miromonte in terra de Tursano, et bastidam de Ponte regine in terra de Silhosa, 1342 ». t. II, p. 112.

1343

Lettre de provision d'un bayle de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 248 : provisions d'un bayle de Geaune

« Notum sit, que constituit personalemens en presenci de mi notari, et deus testimonis jus scriuts, Bernad Dessus, donsel, en lo loc de Geno, en la carrere publique, par dabant maestre Guilhem de Florenties, notari et sindic deudit loc, Guilhem Desquenis, Bernad de Pau, Peés de Marcelhac, Ramon de Monet, cossols et juratz deudit loc de Geno, et motz d'autres aqui presens deudit loc, ausquoaus monstra et presenta une letre patent, et per mi notari legir fe en paper scriute et sagerade au dos de cere vermelhe deu saget petit deu trop noble et poderos senhor mossenhor en Gaston, per la gracie de Dieu comte de Foix, vescomte de Bearn et de Marsan, sicum en la prumere face appare, la tenor de laqual letre sen sec en queste forme. GASTON,

comte de Foix, vescomte de Bearn et de Marsan, aus nostres amatz et fiseus aus cossols et besiau de Genoe, salutz et dilection. Tranmeten vos per vostre bayle per daqui à la feste de Marteroo prosima vient, lo noste amat Bernad Dessus, portador de las presens, loquoau volem en sos mandam que arcebat et per atau, et fasetz per luy, las causas que per vostre bayle devetz et avetz acostumat de far, et eg à vos aqueri que baile vos ha acostumat de far. Dades à Ortès dejues nostre saget, diluus aprez la feste de Marteroo anno Domini 1343. De laquau presentation, publication et prelection, lodit Bernad Dessus Douset, requeri à luys esser feyt public instrument per mi notari jus scriut. Actum fuit hoc in dicto loco de Genoa, die jovis post festum omnium Sanctorum, quae fuit VI^a die introitûs mensis novembris, anno domini 1343 regnante domino Philipo, rege Franciæ, domino Ch. Episcopo Adurensi existente. Testes magistri Arnaldi de Fabrica et ego Dominicus de Marqua, publicus notarius in senescallia Landarum in ducatu Aquitaniæ, qui requisitus per dictum Bernardum Dessus, ut præmittitur, de prædictis presens instrumentum scripsi et signavi. »

1343

Vente de terres à un bourgeois de Geaune

Source : Archives départementales de Gironde, H3092, inventaire de l'ordre de Malte en 1640.

« Premièrement ung contrat de vante fait par Guilhem Courbus habitant de Geunes à Arnaud Mirat dudit lieu de sept journaux et demy de terre scize en la paroisse de Payros, deux journaux près le jardin de la ville et cinq journaux et demy dans la terre de Pecourade avec l'investiture du commandeur Darcins en luy payant la rante acoustumée en datte de l'an 1343, cotté n°1. »

1344

Lettre du roi de France contre les habitants de Geaune qui refusent de lui prêter serment

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 248 : lettre du roi contre les habitants de Geaune (copie, vers 1750).

« Philipe, par la grace de dieu roi de France, aux seneschauls de Toulouse, de Bigorre et d'Agenoys, ou à leurs [p. 249] lieutenans, Salut. Notre amé et feal cousin Gaston, comte de Foix, nous a fait signifier que comme la partie de la ville nommée Genoa en Tursan, laquelle souloit tenir nos ennemiz, laquelle partie par le fait de feu Gaston, comte de Foix dernièrement trespasé, vint à notre obeissance, precedent extimation par nos gens faite, le fut assignée pour certaine somme de rente en deduction de partie de mil et cinq cens livres tournois de rente annuelle lesquelles nous li avions données pour li et pour les siens à heritage selon ce qui il promet apparoir par noz lettres sellées en cire vert et las de soïe, et la possession d'icelle partie baillée, non contrefeant appellations faites par les consuls ou jurez dudit lieu, disans que ledit lieu ne devoit estre mis hors de notre main, pour ce que lesdites appellations ne poursuivirent dedens temps deu ne aprez laquelle partie dudit lieu de Genoa lodit pere tint paisiblement trois ans ou environ jusques au temps & son trespasement, et ledit comte la tient encore. Neantmoins lesdits consuls, jurés et université pour la cause dessus diite refusent à faire serment de feauté audit comte, ou à sa mere tuteriesses de luy, selon ce qu'ils ont accoutumé à faire au seigneur dudit lieu, laquelle chose est en son grant prejudice si comme il dit. Pourquoi nous à la supplication dudit comte vous

mandons, et à chacun de vous, si comme à luy apartiendra, que se il vous appert des choses dessus dites, apelés ceulz qui seront à apeler, contraigniez lesdits consuls, jurés et université, à faire audit comte ledit serment de feauté selonc ce que ils ont acoutumé de faire à leur seigneur, sauf notre droit en toutes autres, nonobstant les choses et appellations dessus dites, lesquelles il n'avoient poursuivies, comme dit est, ou lettres subreptices impetrées ou à importer au contraire. Donné à Chateau Thierry le segont jour de julhet l'an de grace 1344 sous notre seel nouvel. Par le roy, à la relation de moss. la. Rouss. et Ou. de Lyre. Marveil. »

1345

Don de la seigneurie de Geaune au comte de Foix par le roi de France

Source : Bibliothèque nationale de France, Inventaire des titres de la chambre des comptes de Navarre, bibl. Colbert 80 V^c, fol. IIIc LII v^o-IIIc LIII.

« Un arrest en parchemin du sen[e]c[h]al d'Agenois et de Gascoigne en faveur du comte de Foix par lequel est comis en la possession de la moitié [fol. 353 r^o] de la ville de Geune comme luy ayant esté auparavant baillée et sur icelle ayant esté assigné certaine somme d'argeant que le Roy luy avoit donnée et quand à l'autre moitié luy est baillée en garde et soubz la main du Roy qui l'avoit confisqué que le sieur de Castetnau avec l'apel intergetté de l'execution dud[it] arrest par les scindics consuls et habitants de lad[ite] ville fundee sur ce que quand lad[ite] ville fut fundee par le Roy d'Angleterre duc de Guienne entre autres previlleges qu'il leur donna fut que les seroient tousjours soubz la puissance du Roy et non d'autre et que tel privilege avoit esté confirmé par le Roy de Franse datté led[it] accord le XXI^e d'avril 1345 et led[it] apel du huit[iesm]e de may aud[it] an retenu par Pierre de Ville notaire de Guienne. »

1346

Mise en ferme de 80 journées de terres aux consuls de Geaune

Le commandeur de l'hôpital de Pécorade afferme aux habitants de Geaune 80 journées de terres au padouen de bedat

Source : Archives départementales de la Haute-Garonne, M Malte Arcins, inventaire général des titres de la commanderie d'arcins, fol. 198-226 v^o.

« [fol. 215 v^o] TRANSACTION passée en 1346 entre frere Bernard Cosiny, commendeur de Pecorade et les consuls de Geune, par laquelle led[it] commandeur baille auxd[its] habitans quatre vingts journées de terre situées aud[it] lieu près le padouen de bedat, sous le chemin qui va du mas de S[ain]te Quitterie à la terre de Bergougnan, et partie desquels sont encore près l'église dud[it] lieu, et près le chemin qui va de l'église de S[ain]t Justin, sous l'exporle de six deniers et la censive de quatre sols par journal, led[it] acte un peu dechiré écrit en parchemin, cotté LIASSE 2 N^o1. »

1347

Défense des habitants contre les gens de guerre

Accord entre les habitants de Geaune pour se protéger mutuellement contre les gens de guerre. Extrait du cartulaire municipal disparu.

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 117 (copie vers 1750).

« Concordat entre tous les habitans de Geune assemblés en l'église de S[ain]t Antoine de Golonin, ratifié ensuite par toute la communauté dans l'église de Geune, portant que des gens de guerre, par malice et sans cause, leur faisoient du ravage ; et pour s'en deffendre, ils promettent de s'assister les uns aux autres de corps et de biens, en sorte que si dommage étoit fait à quelqu'un en ses biens, ou bestiaux, les autres en payeroient leur part sur l'estimation du dommage. Retenu par Bernard de S[ain]t Mesclin, notaire, le 1^{er} juin 1347. Cet acte va jusqu'au feuillet XXVIJ. »

1348

Garde du bailliage de Geaune

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20).

« Arnaut-Raymond de Masse obtint le 21 juillet 1348 la garde d'une partie du bailliage de Geaune (Carle I-122) ».

1350

Sauvegarde du roi d'Angleterre accordée aux habitants de Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 234.

« Sur Geune.

Le mardi aprez la feste de l'Ascension 1351, indiction 4^e la 9^e année du pontificat de Clement VI, Edoüard étant roi d'Angleterre, Bernard eveque de Dax, Thomas de Stampton, chevalier, senechal des Landes, jugement par les conseillers du senechal de Gascogne sur la sauvegarde et protection accordée par le roi d'Angleterre aux habitants de Geune, *in loco de* [p. 235] *Capella de Aquis*. 1350 ».

1353

Accord de pacage et de coupe de bois avec le seigneur de Damoulens

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116.

« Ensuite un achat fait du seigneur de Damolent de la liberté pour tous les habitans de Geune de faire paturer leurs bestiaux dans toutes ses terres de nuit et de jour, même dans les fonds nobles, et d'aller couper du bois vert ou sec dans la foret noble apelée lo Tarani.. avec liberté de chasser et pecher dans tous ses biens, landes et eaux, et faucher le tuyes. Guillaume de Pesle, notaire, 1353. »

1358

Droit de pacage accordé à Saint-Orens de Tarigos

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116.

« Un autre en latin par lequel Bernard, seigneur de Castelnau, donnoit aux habitans de Geune liberté de paturage au territoire de Tarigos, qui est en la paroisse de S[ain]t Orens, retenu par Guilhem de Pesle, notaire ducal, l'an 1358. »

1358

Accord avec le sire de Labatut sur Pantagnan

Raymond-Bernard de Labatut prétend avoir des droits sur le village de Pantagnan, sur lequel la bastide de Geaune a été fondée. Le sire de Castelnau le désintéresse moyennant la somme de 18 florins d'or.

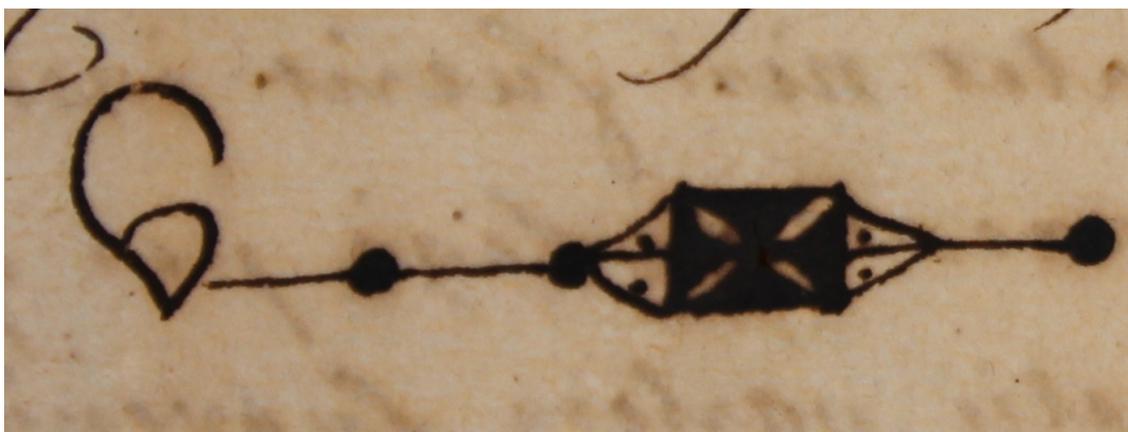
Sources : A : Archives départementales du Gers, E482 (copie du XVIII^e s., 6 p. papier).
B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 303 (copie vers 1750).

[d'après B :] « Jugement entre Raimond-Bernard de Labatut & Raimond-Bernard de Castelnau sur Pantanhan.

Noverint universi.. quod cum fuisset olim questio... inter Ramundum Bernardi de Labatut, aliàs vocatum Arquer, quondam habitatorem de Invidia, Lascurrensis diocesis, ex parte una ; et nobilem virum Ramundum Bernardi, dominum de Castronovo Thursani, militem, Adurensis diocesis, ex parte altera ; super eo et pro eo, quod dictus Ramundus-Bernardi de Labatut petebat... eidem domino de Castronovo territorium vocatum de Pantanhano, cum suis pertinentiis, in quo quidem territorio locus de Genoa est fundata et edificatus ; quod quidem territorium asserebat idem Ramundus Bernardi de Labatut... sibi legitimé pertinere... per rectam lineam ; dictusque dominus de Castronovo totum contrarium asserendo, dicendo... eundem territorium esse suum proprium, et de eodem esse in possessione paciffica et quieta, et hoc à tanto tempore citreà quod in contrario memoria hominum non exstet. Sic que est sciendum, quod Odonus de Labatut, filius et heres legitimus dicti Ramundi Bernardi de Labatut quondam, et dictus dominus de Castronovo de prædicta questione et petitione dicti territorii de Pantanhano, cum suis pertinentiis, venerunt inter se ad amicabilem compositionem... videlicet quod dictus Odonus... pro se et ejus ordinis... dedit... dicto domino de Castronovo... totum illud jus... quod... dictus Odonus, vel ejus pater, quondam, et suis predecessores habebant... in predicto territorio de Pantanhano... cedent et transferunt dictus Odonus... pro decem octo florenis auri de Florentia boni, fini auri et legitimi ponderis... nomine precii [p. 304] et intragiarum dicti territorii et ejus pertinentiarum... Renunciant inde exceptioni dictorum decem octo denariorum aureorum non habitorum... Acta fuerunt hæc in prædicto loco de Genoa, Adurensis diocesis, tertiâ die exitus mensis martii, anno Domini M^o.CCC^o.LVIIJ^o. regnante domino Edduardo, rege Angliæ, Aquitaniæ duce, et domino Bernardo, episcopo Adurensi existente. Hujus rei testes sunt et præsentés fuerunt vocati et requisiti Bernardus, dominus de Bordis et de Luco cereno ; Bernardus de Luco cereno, ejus frater ; Menaldus de Laminsanis, domicelli et magister Guillermo de Pesla, publicus in toto ducatu Aquitaniæ notarius quondam defunctus, qui de præmissis requisitus hoc præsens publicum instrumentum retinuit... sed quia morte corporali præpeditus...

idcirco ego Vitalis de Pesla, in toto principatu et ressorto Aquitaniæ notarius, detentor seu custos regestrorum dicti notarii quondam de mandato et licentia speciali domini Johannis domini de Chinstona, militis, totius principatus Aquitaniæ senescalli et gubernatoris, de nota seu regestro dicti notarii quondam prædictum instrumentum abstraxi, scripsi... in testimonium præmissorum ».

Signum du notaire (Archives départementales du Gers, E482, également recopié par Larcher) :



1364

Vente d'une terre à Lanusse

Extrait du cartulaire municipal disparu.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 117.

« Folio XXI. Acte entre le seigneur de Lanusse, Gailhardin de Bourdos, femme de Bernard de Mainart, laquelle demandoit les ventes d'une piece qui estoit au fief de Berducat de Bourdos ; ledit s[ieu]r de Lanusse rendit ce qu'il avoit perçu des jurats pour le donner à Gailhardine, et fut convenu que les terres de Lanusse estoient dans la jurisdiction de Geune, et aux coutumes de ladite ville, suivant l'affieffement des pariers. 29 août 1364. »

1368 ?

Accord avec les habitants de Saint-Loubouer sur le pacage

Extrait du cartulaire municipal disparu.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 117.

« Prez y a un acte d'accord en latin passé avec les habitants de S[ain]t Loubouer pour le paturage en Bagneres, et le seigneur de Castelnau le ratifie. Janvier 1318. erreur. »

1368

Accord entre les habitants de Bahus et Geaune concernant le droit de pacage

Suite à un conflit de pacage, les habitants de Geaune et le sire de Bahus demandent un arbitrage au sénéchal des Lannes, qui décide que les troupeaux des deux communautés pourront paître dans les deux territoires.

Sources : A : Archives départementales du Gers, E 482 (copie du XVIII^e s. 4 p. papier).
B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 305.
Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 418.
Édition partielle : Abbé Légé, *Les Castelnau-Tursan*, Aire-sur-l'Adour, 1886, vol. II, n^o8, p. 27.

[d'après B:] « Jugement du senechal des Landes entre le seigneur de Bahues & les habitans de Geune.

IN nomine sanctæ Trinitatis et individuæ unitatis, Patris et Filii, et Spiritûs Sancti. Amen. Conegude cause sie à totz los presentz e abiedors, que en la presenci de mi notari, e deus testimonis dejus nominaders, constituits personaumens per davant lo noble e poderoos senhor mosenhor en Mahiu de Gornay, chivaler, senescaut de las Lanas per mossenhor lo Prince, e Guilhem Arnaud de Poyto, donzel, bayle de ladite viele per lo noble baroo mossenher en Ramon Bernad, senhor deu Castetnau, chivaler, segont senhor e parier de ladite viele, et Johan de Passaget, Bernad de Maynard, Johan de Parrabere, Guilhem Arnaut Sarrelhe, e Arnaut de Poyto, juratz e cossos deudit loc e viele de Geno, de la une part.

Item comparit Pees de Castetnau, senhor de Bahus, e Agnes done de Bahus, sa molher, ab auctoritat, licenti e voluntat deudit Pees, son marit, de aute part. E aqui mediys losdiits bayles juratz disson e propausan per davant lodiit mossenhor lo senescau, que lodiit senhor de Bahus edz avee penheratz en la terre de Bahus en laquau itz an padoent de talh e de dalh e de erbatge, e la haute senhorie ; e sus asso probar losdiits bayles e juratz producin per davant lodiit mossenhor lo senescaut unes lettres patentes de vidimus deu saget de Gasconhe en pendent sagerades contientz los fors e las costumaz de ladiit viele de Geno, e mes la note de une carte publique retengude per la man de maestre Johan [p. 306] deu Repayre, notari sa en rer deffunt.

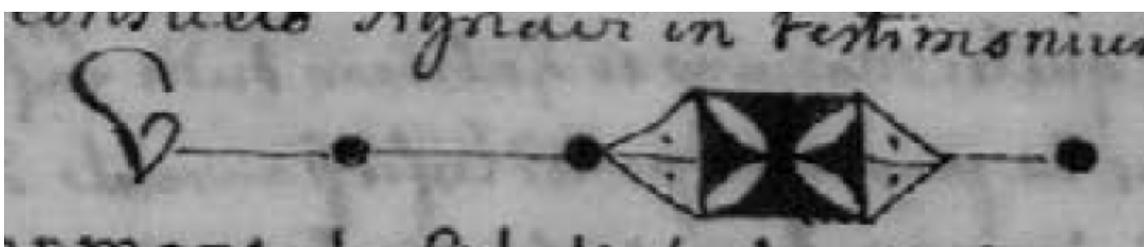
Item de l'aute part losdiits senhor de Bahus e la dones, sa molher, fon complanementz audiit mossenhor lo senescaut, en disen que losdiits bayles e juratz los aven prées e penheratz de lors beés de lors e causes de Bahus, e disen plus que puyssque las gentz de Geno affermavan aver dret padobent sober lo loc e == de Bahus, que ayssy medys las gentz deudit loc de Bahus, ne deven aver saber lor, segont la costume deu pahis, e sober so vengon à coneysence deudit mossenhor lo senescaut, loquau ha ordena, pronuntia, e declara en la maneyre quis sec.

So es assaber, que las penheres feytes per lasdiitas partides sien per quadeune restituïdes, e que lasdiites lettres e note de carta sien e estonen en lor valor e fermesse, e que lodiit senhor de Bahus e sa molher, no fassen ni attempten nulh cause contre la tenor dequeres las gentz deudit loc de Geno, e mes que ayssi medixs cum las gentz de Geno an padoense sober lor de Bahus, que idz de Bahus layen sober los padohentz de Geno, e de las causes susdiites, totes e sengles per lodiit mossenhor lo senescaut ordenades, pronunciades e declarades, losdiits bayles e juratz, per lor e per nom de tote la universitat deudit loc de Geno, requerin à lor esser feyte un o trops

publics instrumens de une tenor e forme per mi notari jus escriut.

Acta fuerunt hæc in prædicto loco de Genoa, quartâ die introytus mensis febroarii, anno ab Incarnatione Domini M^o.CCC^o.LXVIIJ^o. Rege Angliæ Eddoardo, ejus primogenito, Walliæ et Aquitaniæ principe ; et domino Johanne, Dei gratia Adurensis et S[anct]ta Quiteriæ episcopo existente. Testes autem ad hoc presentes fuerunt vocati et requisiti nobilis vir dominus Guillelmus Ramundi de Lescuno, miles ; magister Petrus de Serris, vacallarius in decretis et judex senescalliæ Landarum ; magister Ramundus Guillemi de Cererio, procurator Domini nostri principis ; Ramundus, dominus de Payrossio, domicellus ; magistre Arnaldus de Cledis, notarius de Urgonio ; et ego Vitalis de Pesla, publicus in toto principatu et ressorto Aquitaniæ, notarius qui requisitus per dictos bajulos et juratos, ut præmittitur, de prædictis, unum vel plura publica unius tenoris retinui instrumenta, et istud de præsentis manu mea propria scripsi, et in hanc publicam formam redegî, signoque meo consueto signavi in testimonium præmissorum. »

Signum du notaire recopié par Larcher :



1373

Privilèges accordés à Geaune par le roi Charles V, et confirmations

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 91-100.

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71. « Le 2 novembre 1373 Charles V accorda aux habitans de Geune, parce qu'ils avoient été des premiers à le reconnoître : 1^o exemption de toute sorte d'impositions, gabelles et autres subsides ; 2^o que les baile royal et jurats de Geune seroient juges en premier ressort de tous les habitans, quelques excez qu'ils eussent commis ; 3^o il leur permit de batir des moulins et vendre les places vuides et communes et les chemins detournés, à condition que les produits seroient employés à la reparation des murs et fortifications ».

Autre mention : Saint-Jours : « Les privilèges accordés à Geaune par Charles V, en 1373, nous en instruisent. Après une exemption de toute sorte d'impositions, gabelles et autres subsides, il y est dit : « Octroyons aux gardes, jurats et particuliers de ladite ville la faculté, dans l'enceinte de la juridiction de leur ville, d'y bâtir et édifier un ou plusieurs moulins, et cela à perpétuité, pourvu que les émoluments qui en proviendront soient consacrés à la clôture et fortification de ladite ville, et non autrement ».

« Privilege de Charles V pour Geune

Karolus Dei gratiâ Francorum rege. Notum facimus universis presentibus pariter et futuris, quod sedulâ meditatione pensantes veram ac promptam obedientiam quam dilecti nostri gardiæ et jurati, singularesque habitatores loci seu villæ nostræ de Genoa in regali ac in Teursano, nobis et coronæ Franciæ de novo fideliter exhibuerunt, nos dominum suum immediatum ac superiorem publicè cognoscendo, volentes ex hoc nos

eisdem favorabiles reddere ad gratiam, quam per fructum honoris et commodi se futuris temporibus adipisci sentiant, et in perpetuæ fidelitatis nostræ constancia habeant firmiter permanere ; eisdem gardiis, juratis et singularibus personis, auctoritate regiâ et certâ scientiâ et speciali gratiâ, concessimus et concedimus per presentes, quod solvendis nobis et successoribus nostris impositionibus, gabellis et aliis subsidiis quibuscumque, pro se et suis successoribus, ipsi sint et remaneant quiti et liberi perpetuo et immunem .

Item volumus et concedimus gardiis, juratis et habitatoribus supradictis, quod nullus officarius regius aliquem habitatorem ipsius villæ mandare, citare aut adjornare extrâ eandem villam super quibuscumque excessibus et delictis, de cetero possit et valet usquequo baylivus regius, qui nunc est vel pro tempore fuerit, et jurati dictæ villæ per viam ordinariam habuerint de dictis excessibus seu delictis primam cognitionem, salvâ tamen semper superioritate nostra et in suis terminis continuo super hoc remanente.

Item eosdem gardias, juratas et singulares dictæ villæ volentes ulterius favoribus et gratiis ampliare, ipsis concedimus, auctoritate et gratiâ quibus suprâ, quod ipsi molendinum seu molendina infrâ metas jurisdictionis ipsius villæ nostræ facere edificare perpetuo valeant, proviso quod emolumenta, quæ inde proviennent in clausura et fortificatione dictæ villæ, et [p. 92] non alibi convertatur.

Item, quod gardiæ et jurati predicti plateas vacuas et communes, nec non certa itinera seu devia nec necessaria, quæ circâ dictam villam existunt, pro temporibus perpetuis vendere valeant prout eis expedire videbitur. Ita quod precia seu emolumenta exinde provenientia convertantur in clausura et fortificatione, predictis eisdem gardiis et juratis, auctoritate et gratiâ prelibatis, plenam et liberam tenere presentium, concedimus potestatem.

MANDANTES universis et singulis justiciariis et officiariis regiis, et eorum loca tenentibus, ac ipsorum cuilibet, presentibus et futuris, ut prefatos gardias, juratos, singularesque personas dictæ villæ, premissis omnibus et singulis, prout suprâ scribuntur, uti et gaudere pacificè faciant et permittant, nichil contrâ ea attemptando, quinimo reducendo aut faciendo reduci ad scutum debitum, si aliqua contingere in contrarium futuris temporibus attemptari. Et ut premissa sint perpetuo valida atque firma, has presentes litteras sigilli nostri fecimus appensione muniri, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum in castro nostro Melodensi, secundâ die mensis novembris anno Domini M^o.CCC^o.LXXIIJ^o. et regni nostri decima.

AU COMMENCEMENT. Franciscus, Dei gratiâ Francorum rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, nos humilem supplicationem dilectorum nostrorum gardianum, juratorum et habitatorum villæ nostræ et loci de Geuno recepisse, continentem, quod per predecessores nostros Francorum reges, ipsis supplicantibus, suisque predecessoribus et posteris plures libertates, franchises, exemptiones, concessionem, privilegia et jura facere concessa, prout in litteris eorundem predecessorum nostrorum Francorum regum latiùs continetur, formam, quæ sequitur, continentem.

LUDOVICUS, DEI GRATIÂ [p. 96] [en marge : Louis XII] Francorum Rex. Notum facimus universis presentibus et futuri, nos inclitæ recordationis carissimi Domini et patris nobis, cujus animæ propitietur altissimus, litteras vidisse formam quæ sequitur continentem.

[en marge : Charles VIII] KAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, nos inclitæ recordationis carissimi domini et genitoris

nostri, cujus animæ propitiatur absissimus, litteras, vidisse formam quæ sequitur continentes.

[en marge : Louïs XI] LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, nos inclitæ recordationis carissimi domini et genitoris nostri, cujus animæ propitiatur absissimus, litteras, vidisse formam quæ sequitur continentes.

[en marge : Charles VII] KAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, nos inclitæ recordationis carissimi domini et genitoris nostri, cujus animæ propitiatur absissimus, litteras, vidisse formam quæ sequitur continentes.

KAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex. Notum facimus universis presentibus et futuris, nos inclitæ [p. 97] recordationis carissimi domini et genitoris nostri, cui Christus indulgeat, litteras ejus sigillo sericis et cera viridis sigillatas vidisse, formam quæ sequitur continentes.

KAROLUS, comme page 91 & aprez ces lettres. Quas quidem litteras transcriptas, ac omnia et singularites contenta ratas et gratas habentes, et ipsas laudamus, ratificamus et approbamus, ac tenore presenti gratiâ nostrâ speciali confirmamus, concedentes gardiis, singularibus, juratisque habitatoribus predictæ villæ nostræ de Genno, ut ipsi de eisdem contentis in litteris preinsertis gaudeant et utuntur in perpetuum modo et formâ, quibus virtute ipsarum litterarum huc usque gavisii fuerunt. Quocircâ universis et singulis justiciariis et officariis regiis, comme page 92. Datum Parisiis, die XIIJ^o octobris, anno Domini M^o.CCCC^oJ et regni nostri XXIJ.

Quasquidem... Datum Tholosæ in mense aprilis, anno Domini M^o.CCCC^o.XLIJ^o et regni nostri XXJ^o sub sigillo nostro in absentia magni ordinato. Quasquidem...

Datum Figacii in mense junii, anno Domini M^o.CCC^o.LXIII^o et regni nostri secundum. Per Regem, comite Convenarum, marescallo Burgundiæ, domino du Lau, et aliis presentibus. J. Toustani.

Quasquidem... litteras superiùs insertas, privilegia, franchises, libertates, exemptiones, ac omnia alia et singula in eis contenta ratas, et gratas habentes, eas et ea laudamus, approbamus et confirmamus, ac de nostræ potestatis plenitudine, auctoritateque regiâ laudamus, approbamus et confirmamus, ac de nostræ potestatis plenitudinem auctoritateque regia laudamus, approbamus et confirmamus, volentes ut [p. 98] prefati gardiæ, jurati, singularesque habitatores predictæ villæ nostræ de Genno, sui qui successores, eisdem privilegiis, franchisiis, libertatibus, exemptionibus utantur et gaudeant, quibus hactenùs ipsi et eorum predecessores justè, debitè et ritè usi sunt et gavisii. Quocircâ senescallo nostro Aquitanix et Lannarum, ceterisque omnibus et singulis justiciariis et officariis nostris, vel eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et ipsorum cuilibet, damus in mandatis, quatenùs prefatos gardias, juratos, singulosque habitatores dictæ villæ de Genno, nostrâ presenti confirmatione et gratiâ uti et gaudere liberè, plenariè et pacificè perpetuo faciant et permittant; et si quid in contrarium factum, datum aut illatum foret, illud ad statum pristinum reducant seu reduci faciant indilatè visis presentibus. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurorum, sigillum nostrum his presentibus duximus apponendum, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum Turonis, in mense februarii, anno Domini M^o.CCCC^o.LXXXIIJ^o regni vero nostri primo. Per Regem ad relationem consilii, nec non visa contentorum. Texier.

Quasquidem, comme au precedent. Datum Blesiis, in mense octobri, anno Domini 1505 et regni nostri octavo. Per Regem, ad relationem gentium sui magni consilii. De Moulins. Collatio facta fuit cum litteris originalibus visa contentorum, de Veignolles. Nobis humiliter supplicantes, quatenùs eas et ea, omniaque et singula privilegia, jura,

franchisias, libertates et immunitates eisdem supplicantibus, suisque predecessoribus concessas, confirmare, ratificare, approbare et gratiam nostram impartiri dignemur. Hinc est, quod nos consideramus fidelitatem et obedientiam, quam [p. 99] dicti supplicantes habuerunt ergà nos, predecessoresque nostros, volentes ea propter illos favore tractare gratio, vertigiaque predecessorem nostrorum insequendo, dictas libertates, franchisias, concessionones et emptiones, privilegia, jura, franchisias, libertates et immunitates antedictis supplicantibus, suisque predecessoribus datas et concessas, dataque et concessa, ratas et gratas, rataque et grata habentes, eas et ea laudavimus, confirmavimus et approbavimus, laudamusque, confirmamus et approbamus tenore presentium de nostra gratiâ speciali, potestati plenitudine, auctoritateque regiâ, volentes et concedentes dictis supplicatibus, ut ipsi sui que successores utantur et gaudeant eatenùs quatenùs supradicti supplicantes, sui que predecessores, rectè, ritè, legitimè, justè et debitè usi sunt et gavisì, gaudeantque eis de presenti.

Quocircà senescalco nostro Aquitaniæ et Lanarum, ceterisque justiciariis et officariis nostris, aut eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, prout adeum pertinuerit, damus in mandatis, quatenùs visis presentibus ratificatione, confirmatione et approbatione, eosdem supplicantes suosque successores et posteros uti et gaudere pacifici et absque difficultate quacumque perpetuis temporibus faciant, et patiantur atque permittant quoniam sic fieri volumus. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, sigillum nostrum is presentibus duximus apponendum, salvo in aliis jure nostro, et in omnibus quolibet alieno. Datum Amboisiæ, in mense mayi, anno Domini M^o.V^o.XV^o. Per Regem ad relationem consilii, Longuet. Collatio facta est cum litteris originalibus in presentibus insertis, hâc die [p. 100] 30^a martii, anno Domino M^o.V^o.XVIJ^o per me Dustandes. Visa contentorum, Longuet. »

1373-1374

Serment de fidélité des habitants de Geaune au comte de Foix-Béarn

27 novembre 1374. Pau. Peiron d'Ornesan, capitaine de Geaune, en accord avec le duc d'Anjou, fait savoir aux jurats que leur bourg est placé sous la protection du comte de Foix ; en vertu de cet acte, les jurats et autres habitants de Geaune venus en délégation au château de Pau jurent d'être fidèles et loyaux envers le comte.

Source : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E 302, registre papier. Acte non consultable à la date de l'inventaire.

Édition : Pierre Tucoo-Chala, Jacques Staes, *Notaire de prince. Le registre de Bernard de Lutz, notaire de Béarn sous Gaston Febus (1371-1376)*, Pau, 1996, n°146.

« [f^o 90 v^o] Conegude cause sie que, en la presencie de mossenhor de Foixs, de mi notari e deus testimonis dejus escriutz, lo noble mossenhor Peiron d'Ornesan, cavalier, capitani que dix esser deu loc de Geno per lo tres excellent e puissant senhor mossenhor lo duc d'Anjou, dixo à P. de Baulac, Arnaut de Labroquere, juratz, Arnauguilhem senhor de Sorbet, P. senhor de Sensac, Guilhem Arnaut de Poyoo, maeste Bidau de Peslo e Bertran de Sorbetz, deu diit loc de Geno, aqui presentz, que eg ave acordat ab lo diit mossenhor lo duc que egs se metossen e-s liurassen en la maa deu diit mossenhor de Foixs afin que per luy fossen saubatz e gardatz de totz dampnadges. E per so aqui medix los mansa per nom que dessus que egs fecen segrament de fideutat e de hobedience en totes causes au diit mossenhor de Foixs aixi cum si ere lor dret senhor tant cum esteran en sa maa. E aqui medix los diitz homis de Geno per lor e per los autres absentz, si cum dixon, responon, dizentz que aparelhatz

eren de hobedir a son man per nom deu diit mossenhor d'Anjou. Requerentz a mi notari que los ne retengos carte publique afin de lor desencuse.

Feit fo en lo casteg de Pau, lo XXVII jorn de novembre l'an MCCCLXXIII, lo diit mossenhor lo comte en Bearn senhoreyant, mossenhor O. abesque de Lescar estan. Testimonis son de-ssò lo noble bron mossenhor Ramon senhor d'Andonhs, mossenhor Per Johan Gros, cavalers, maeste P. Martii, cosselher deu diit mossenhor de Foixs, E jo B. de Luntz, etc.

[f° 91 r°] Conegude cause sir que P. de Baulac, Arnaut de Labroquere, juratz, Arnauguilhem senhor de Sorbet, P. senhor de Sensac, Guilhem Arnaut de Poyon, maeste Bidau de Peslo e B. de Sorbetz, deu loc de Geno, personauments constituitz en la presencie de mossenhor de Foixs, de mi notari e deus testimonis dejuus escriutz, per nom de lor mediixs e de las autres gentz de Geno absentz si cum dixon, dixon que, de mandament de mossenhor Peyroton d'Ornesan, lor capitani, qui de part de mossenhor lo duc d'Anjou los ac ave manat, egs se bolen meter e liurar en la maa deu diit mossenhor de Foixs per tan que per luy fossen saubatz e gardatz de totz dampnades, e per so aqui medixs prometon e juran en las maas deu diit mossenhor de Foixs e sus los IIII santz evangelis de Diu tocatz de lors propres maas dextres que seran boos, fideus, leyaus e hobedientz au diit mossenhor de Foixs en totes causes aixi cum si ere lor dret senhor tant cum esteran en sa maa, sauban e protestan de lors fors e costumes e deus priviledges que lo rey los ave datz. E de-ssò lo diit mossenhor de Foixs requeri carte.

Feit fo en lo casteg de Pau, lo XXVII jorn de novembre l'an MCCCLXXIII, lo diit mossenhor lo comte en Bearn senhoreyant, mossenhor Odon abesque de Lescar estan. Testimonis son de-ssò los nobles baro mossenhor Bernat senhor d'Andonhs, mossenhor Per Johan Gros, cavalers, maeste P. Martii conseilher, deu diit mossenhor de Foixs. E jo B. De Luntz, etc., qui la present carte retengu, la quau, occupat de negocis, fi registrar à Perolet de Begees son substituit, etc. »

1380

Reconstruction du moulin de Geaune

Source : Archives Départementales de la Haute-Garonne, M Malte Arcins, inventaire général des titres de la commanderie d'arcins, fol. 198-226 v°.

Mentions : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 120, d'après le *livre rouge* de Geaune : « Folio 13. 28 août 1350. Acte avec le commandeur de Pecorade pour la liberté de prendre l'eau pour faire un moulin. Il y est fait des conditions de recevoir les fruits du commandeur dans la ville de Geune pour être en sûreté, sa maison accordée noble exemte de garde, et la molande (?) sera préférée, mais contribuera pour les fortifications comme un habitant. »

Autre mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116.

« Folio VIIJ, IX et X accords entre les jurats de Geune et Bernard de Merac, bourgeois, lequel s'oblige de construire un moulin, dont les jurats auroient la moitié et lui l'autre, et fut convenu que si ledit Merac vendoit sa portion, les jurats pourroient la reprendre en lui donnant, au dessus du prix de vente, la somme de vingt florins de morlaas. 1380. »

Mention : Saint-Jours : « Les consuls de Geaune vont trouver le chapitre provincial de Toulouse et exposer que le moulin de la ville ayant été brûlé aux dernières guerres, ils demandent la liberté de prendre l'eau sur la commanderie de Pécorade pour faire un nouveau moulin. Il est fait droit à la demande, aux conditions de recevoir les fruits du commandeur dans la ville de Geaune pour être en sûreté ; la maison du commandeur est accordée noble et exemte de garde ».

« L'AN 1380 et le 28^e aoust les commissaires du chapitre S[ain]t Jean de Toulouse permirent aux consuls et habitans de la ville de Geune de construire un moulin sur la riviere dud[it] lieu, [fol. 216] à la charge qu'il sera loisible aud[it] command[eur] remoudre le bled qui luy sera necessaire preferablement à tout autre sans paÿer aucun droit et que lesd[its] consuls tiendront quitte et exempts de tailles et generalement de tout autre subside tous les biens, terres et possessions de lad[ite] commanderie situés aud[it] lieu de Geune, led[it] acte escrit en parchemin, cotté LIASSE 2 N^o2 ».

1384

Requête du sire de Castelnau qui n'a rien reçu des revenus de Geaune, entre les mains des Français

Source: Gascon Rolls, C61/98, n^o16

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_98/document.html#it098_08_09f_016

26 juillet 1384. Requête de Raymond-Bernard, seigneur de Castelnau, qui n'a rien reçu des revenus qui lui ont été attribués, notamment sur la bastide de Geaune, entre les mains des ennemis.

26 juillet 1384. Palais de Westminster. Accord avec l'assentiment du conseil du roi, à la demande de Ramon-Bernat, seigneur de Castelnau-Tursan, ayant laissé entendre au roi qu'il n'a pu disposer d'aucune des 500 livres de rente qui lui ont été accordées antérieurement, qu'il devrait avoir et prendre pour les 500 livres, 160 livres chaque année des revenus de Geaune, Miramont et Pimbo, qui sont aux mains des rebelles ou détruits, à vie, si ces places tombent sous l'obéissance du roi par l'action ou l'acquisition de Ramon-Bernat. S'ils viennent dans l'obéissance du roi pour d'autres raisons, et non par l'action de Ramon-Bernat, il devra prendre les 500 livres des issues et revenus de ces places, et d'autres places dans l'obéissance du roi, et d'autres non données, les places de Montguilhem et Montagut exceptées. Le 8 août 1379, parce que Ramon-Bernat avait fait entendre au roi qu'à cause de la guerre il avait perdu ses terres héréditaires et n'avait plus rien pour se maintenir, le roi avait, par ses lettres patentes et avec l'assentiment de son conseil, lui accorde une rente de 500 livres d'argent courant là-bas, à prendre chaque année à titre gracieux pour aider à l'entretenir, des émissions de la sénéchaussée des Landes du receveur là-bas, à Saint-Michel et à Pâques par parts égales.

1385

Conflit sur le pacage avec le sire de Sensacq et Mauries

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 239.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 420.

« 21 août 1385. Les habitants de Geune eurent dispute pour le droit de pacage avec noble en Pees, senhor de Sansac et de Mauriet, et Arnaut Guilhem, son filh leyau et hoer universau. Ils choisirent pour arbitre en Ramon-Bernart, baroo de Castelnau, qui jugea en faveur des habitans au lieu de S[ain]t Martin de Bederede devant fray en Pees de Labatut, de l'ordre de S[ain]t Jean de Jerusalem, et Arnaut-Guilhem, eveque d'Aire. »

1386

Droit de pacage à Lacajunte

Mentions : Médiathèque de Tarbes, Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116 ; t. XXI, p.419.

« Un acte par lequel noble et puissant seigneur Arnaud Guilhem de Bearn seigneur de Morlane donne paturage pour les bestiaux des habitans de Geune dans le terroir de Lacajunte en l'année 1386. »

1388

Procès concernant les droits de pacage à Sensacq et Mauries

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 116.

« Folio VII verso jugement donné par Gaston de Foix seigneur souverain de Béarn vicomte de Marsan et de Gavardan sur le differend entre le seigneur de Sansac et de Mauries, et les jurats et habitans de Geune, pour les paturages, ausquels lesdits habitans furent maintenus sur l'enquete qui fut faite. Lequel jugement fut aprouvé par toutes parties le 26 de may 1388 dans l'eglise de Pau ; ledit jugement prononcé par des conseillers du comte, et retenu par Guixarnaut de Labadie, notaire de la court. »

1388

Compromis avec le seigneur de Sensacq sur le droit de pacage

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 118.

« Au meme feuillet XXVIJ est un compromis entre les jurats de Geune et Péés, seigneur de Sansac, et Guilhem, son fils, pour les paturages ; les jurats soutenant qu'ils ont ce droit par les privileges accordés dans l'etendue de la baronie de Miremont, conformés par Gaston de Foix, seigneur de Bearn, vicomte de Marsan et de Gavardan, gouverneur de la ville de Geune, par sentence donnée à Pau le 26 mai 1388. »

1390

Paix jurée entre les habitants de Geaune et de Saint-Loubouer

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

« Le 13 decembre 1390 Raimond Bernard, seigneur de Castelnaud, representé par noble Péés de Marsan, Arnaud Guillem, eveque d'Aire, et Garsie de Mondù, abat de Sen Loboey, juren sobre lodit sens cors precios de Jhesus Christ estant sobre lodiit auta en sa custodie entre las maas de mossen Arnaut [p. 101] de la Casa, cononge de ladicte glisie, l'accord et la paix entre les habitans de Geune et de S[en]t Loboey. Leurs disputes etoient degenerées en guerre, mais il n'est rien dit du sujet dans cet acte. »

1391

Copie du paréage de la bastide de Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E482 et E476, deux copies en français du XVIII^e siècle d'un vidimus daté de 1391 du paréage de 1318. Non transcrit.

1393

Vente du moulin de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 252.

Mentions : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20).

Bulletin de la société de Borda, 1890, p. 22 : « Le moulin de Geaune fut vendu à Pierre Labaré en 1393 » .

Saint-Jours : « 1393, 14 juin. Vente du moulin de Geaune à Pierre Labadie. En la gleyse major de ladite vicie de Geno, Charles étant roi de France. Testes Ramondus Bernat deu Castetnau, rector de la Gleyse major de la diite ville, fray Péés de Labatut de l'ordre de Sent Johan de Jherusalem rector de Castetnau ».

[d'après Larcher] « Vente du moulin de Geune à Pierre Labadie.

En la gleyse major de ladite viela de Geno, le 14 juin 1393, Charles etant roi de France & A. Abesque d'Ayre. Testes ramundus Bernat deu Castetnau rector de la gleyse major de ladiite viela, fray Péés de Labatut, de l'ordi de Sent Johan de Sent Johan de Jherusalem, rector de Castetnau. »

1394

Nouvel accord avec les habitants de Sensacq

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

Mentions : Saint-Jours : « 1394, 21 août la Barte de Sensac, où ils peuvent aller couper bensils, garrots, treilh et bastes, chacun pour son nécessaire et par tous les temps, avec pouvoir de prendre dans ladite Baste tout le boisage nécessaire pour la cloison de la ville, réparation des portails, ponts et barrières ».

« Par le compromis noble et puissant baron Raimond Bernard, seigneur de Castetnau et Miramont, est pris pour arbitre et il decida que les habitans de Geune auroient le paturage dans la barte de Sansac, où ils pouvoient aller couper bensils, garrots, treilh et bastoos, à lor et cascun de lor necesarii & per tot temps, avec pouvoir de prendre dans ladite barte tout le boisage necessaire pour la cloison de la ville, reparation des portals, ponts et barrieres, en payant ledit bois au jugement des habitans d'Urgons et de Castetnau assermentés pour une loyale estimation ; deffendant ausdits habitans d'y couper des arbres en autre maniere que, comme est dit à peine de quinze sols d'amende, avec permission aux taneurs habitans à Geune d'aller prendre la moitié des l'ecorce des tausins pour la tanerie dans les terres où les autres habitans ont droit de padoence, sans payer rien pour l'ecorce, sauf s'ils la prenoient de tout l'arbre ; auquel cas ils payeroient 12 deniers morlaas d'amende. Et quant au reste, les habitans maintenus en la liberté du paturage pour tout leur betail et leurs gazailles, et en la padoence de tailh et de dailh, le dent et d'arroz. Ladite sentence donnée dans l'eglise de S[ain]t Martin de Bederede par ledit seigneur de Castetnau en presence des parties, ausquelles il fit approuver la sentence mettant les mains sur le Corpus Domini

sur l'autel de ladite eglise, d'entretenir paix et amitié sur la peine de payer cent marcs d'argent, meme le seigneur de Sansac de faire entretenir cet accord par les parents. 21 août 1394. aux memes peines. »

1395

Hommage du sire de Castelnau au roi d'Angleterre

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 237.

« En l'année 1395, 13 septembre, hommage rendu par le seigneur de Castelnau à Jean duc de Lancastre, au roi d'Angleterre, duc de Guienne, dans le monastere de St Sever le 13^e septembre, presens l'evêque d'Aire, l'abbé de *Saint Sever*, le seigneur de Lescun et autres. »

1399

Accord avec la communauté de Saint-Loubouer

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 258 : ratification avec St Loubouer

Analyse : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 118.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 420.

« Folio XXJX. 1399. Compromis entre les habitans de Geune et ceux de S[ain]t Loubouer. Richard d'Oysse, bayle royal de Geune, etant à S[ain]t Loubouër à cheval dans la ruë et faisant caracoller son cheval, [p. 119] quelques habitans de S[ain]t Loubouër lui oterent son cheval par ordre de l'abbé et de quelques chanoines. Arnaud de la Fargue dit Filhet, voisin de S[ain]t Loubouër, etant venu quelque tems aprez à Geune, le baile royal le fit mettre en prison. Fortaner de la Borde et Menaud de Moncocut, se presenterent de nuit avec la femme dudit Lafargue, à la barriere de la ville de Geune, qui etoit fermée. Plusieurs autres habitans de la ville par dessus la barriere, Laborde et Moncocut la suivirent, forcerent la prison, enleverent ledit Lafargue, qui avoit les fers aux pieds, le passerent par dessus la barriere, avec l'aide de ceux qui etoient dehors, et l'emmenèrent à S[ain]t Loubouër. Moncocut fut ensuite tué par permission d'autorité souveraine, Lafargue fut pendu dans Geune, et son fils fort blessé. Les jurats de Geune s'emparerent durant trois ans de la dixme que le chapitre de S[ain]t Loubouër percevoit à Geune. Enfin les deux communautés remirent leurs interêts à Guillaume, eveque d'Aire, à Raimond Bernard, seigneur de Castetnau, à Péés, seigneur de Marsan et à Gassie de Mondée, abbé de S[ain]t Loubouër. Le seigneur de Castelnau etoit absent, Raimond Bernard de Castelnau tint la place. Il etoit curé de Castetnau, il est dit dans cet extrait qu'il etoit rector de la ville de Geno. Les parties se soumirent à la peine de cent marcs d'argent fin, aplicable la moitié à la partie acquiescante, et l'autre au seigneur qui lui donneroit main forte, et encore sous peine d'etre declarés convaincus de trahison manifeste et publique. Il est dit par la sentence que comme la paix est un don de Dieu, les arbitres ordonnoient que paix perpetuelle seroit entre les habitans et voisins de la ville de Geune, et les habitans et voisins de S[ain]t Loubouër, sur ladite querelle, leur deffendant pour toutes leurs communautés, aux nobles et non nobles, leurs compagnons ou sujets, de s'entrequereller, se faire vergogne, de fait ni de parole, en quelque maniere que ce fut, à peine de trahison et de cent marcs d'argent payables par les contrevenans, la moitié à la partie attaquée, et

moitié au seigneur qui s'efforceroit de faire valoir ladite sentence ; lequel seigneur en pourra faire justice de mort sans autre forme de procès ; que si quelque contrevenant faisoit meurtre, il payeroit mille sous bons de morlaas aux parens du mort et au seigneur par moitié et pour membre coupé ou d'icelui estropié, pareille amende ; et si le delinquant n'avoit pas les moyens de payer il perdroit semblable membre, œil, nez, [p. 120] oreille, langue, bras, main, poing, cuisse, jambe ou pied ; que la communauté de laquelle seroit le malfaiteur, le feroit venir chercher si il estoit fugitif ou si elle le favorisoit elle payeroit l'amende ; et pour plus grande fermeté de ladite paix, les arbitres ordonnerent que les jurats et communauté de Geune payeroient cinquante florins d'or d'Aragon, valant chacun six sols morlaas pour le salut des ames des trepassés, et les remettroient entre les mains de l'evêque d'Aire et de Jean de Tartas, bachelier ez arts, et recteur de S[ain]t Loubouër, pour les distribuer comme bon leur sembleroit pour le salut des ames trepassées.

Idem, que les seigneurs des lieux où se feroit contrevention à la paix pourroient condamner sans appel les contrevenans, ceux qui les assisteroient, aprouveroient ou retireroient, à la peine qu'ils jugeroient convenable. Enfin que les parens desdits Menaut de Moncocut et Fortanier de la Borde iroient devant les jurats desdits lieux et dans l'église de S[ain]t Loubouër par devant notaire jurer sur le Corpus Domini d'entretenir la paix en tous points. La sentence fut prononcée et aprouvée par les parties en presence de frere Pees de Labatut, de l'ordre de S[ain]t Jean de Jerusalem, curé de Castetnau, lequel tenoit le Saint Corps de Jesus Christ en sa custode, lui revetu de son surplis avec l'etole au col, un clerc tenant une torche allumée, et la [...] tenoient ladite sentence, laquelle au jurement fait sur les Saints Evangiles les mains droites nues, fut aprouvée et promis entretenir pour ceux de Geune par ledit Doysse, baile royal, et trois juratz, Bernard, seigneur de Sorbetz, n'Arnaut de Poyoo, seigneur de Lanusse et de Poyoo, et autres, et pour ceux de S[ain]t Lobouër, par Arnaut Sourbier, Pierre de Lartigue, Arnaud Cadroy, Guilhem Foëlhade, jurats, Vidou de Casaus, Arnauton de Guissaner, Guiraut de Ginon, Vidalon de la Fitte, quatre chanoines et beaucoup d'autres, dans le territoire de Castetnau le 12 decembre 1399, regnant Richard roi d'Angleterre, devant Pierre de Guillaume, notaire ; present Bertrand, seigneur de Benquet et de Bordes, Bertrand, seigneur du Laur, Bernard seigneur de Lucpeyrous, noble Jean du Laur, donzelh, et le susdit curé de S[ain]t Loboër.

En marge : « La datte est rongée à l'acte, mais dans le livre rouge de la com[munau]té de Geune on avoit mis 1399 ».

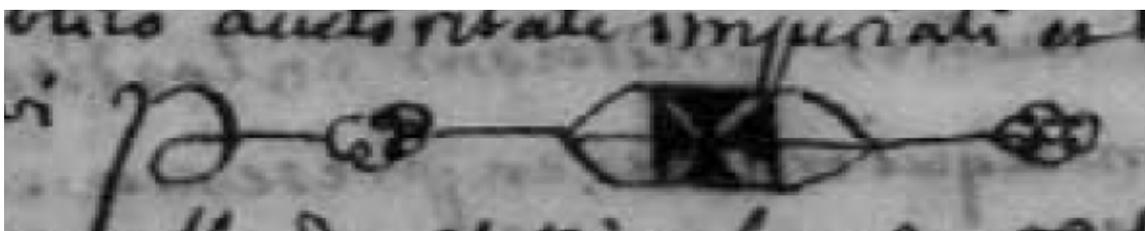
« Ratification d'accord entre les communautés de Geune & St Loubouëy.

Conegude cause sie à totz, que lo XIII^a jorn deu mes de decembre et l'an de nostre senhor diu Jhesus Christ M^o.CCC.XCIX. en la glise de sent Loboher, en la dioceze d'Ayre, per dabant et en presencia deu reverent pay en Diu mossen Gaston de Mondee, abat de ladite glise de Sent Loboher, de mossen Ramon de Meso et de mossen Pees de Langlade, de mossen Arnaut de Lartigue, canonges == de leglise, de Arnaut Sorber et de Arnaut Sorber et de Arnaut Gadoy, cossos et juratz dequet medix loc de Sent Loboher, de mi notari et deus testimonis dejus scriuts, personalment constituits Monic de Moncocut e Berdot, son filh, et Peyroton de Montcocut, besiiis et habitans [p. 259] deudit loc de Sent Loboher, losquoaus de lors bons grats, et de lors certes sciences, et no costretz en re, laudan, ratifican, conferman, roboran et de == are per labetz et labetz per are, per lor, et per totz los lor, natz et à naysser, per totz temps, tant quant lo segle durara, la patz et concorde feyte lo jorn prosimau passat davant la date daquest carté, enter la gentz, viele et universitat de Genoe, de une part, et las gentz, loc et universitat de Sent Loboher, d'aute part, per los honorables senhors mossen Arnaut Guilhem, per la gracie de Diu abesque d'Ayre, mossen Ramon Bernart,

senhor deu Castetnau, o son cert deputat, mossen Pees, senhor de Marsan, et mossen Gassie de Mondée, abat de ladite glise de Sent Loboher, tot ensi et per la forme, maneyre et condition, que per lor es estat tractat, ordenut et accordat, et prometon et juran totz tres l'un aprez l'aute, de lors propies mas dextres nudes sobre l'autar de mossenhor Sent Loboher, et sober lo sant cors, veray et precios de Jhesus Christ nostre salvador, aqui estant fore la custodie en l'odit autar en las maas deudiit mossen Ramon deu Mesoert, que ladiite patz, et las causes totes et sengles en aqueres contengudes, thieran, servaran, et compliran, sens nulhe corrupment, et que en contre no y bieran, ny viher no y feran, per lor, ni per autes persones adestus ni à present, ab bon genh, ni ab mau genh, en nulhe maneyre, tot frau et deception cessant, et asso == et totz pena de las penes corporaus de traytion == et pecuniaus en las cartes de ladite patz et contengudes, declarades et expressades, lasquas peines et autres condicions en lasdites cartes contengudes lor fon aqui medix, en presencie et per dabant lor sobrediits abat, canonges, juratz et testimonis jus escriut, declarades, promulgades et specificades, per mi notari jus escriut, et qu'en autreïan los sobrediits Monic, et son filh, et Peyroton de Moncocut, ta bone carte cum ab cosselh [p. 260] de savis farse podos, no mudan substanci.

Acta fuerunt hæc die, anno et loco prædictis, præsentibus testibus... de S[anc]to Lobariorio. Et aprez lo IX^e jorn deu mees de feurer, l'an que dessus, en ladite glise de Sent Loboher, per dabant et en presencie de Johan de Lartigue, beguer de Sent Loboher, de Bernat de la Serra, juratz deu medix loc, de Ramon de Theus, jurat de ladite viele de Geune, de mi notari, et deus testimonis dejus escriuts, personalment constituits Arnaut deu Faur, Sciot et Guiraut sous filhs == filh de Dart Borde, Sans et Pees, filhs deudit Monic de Montcocut, et Pees, filh deudiit Peyroton de Montcocut, vesiis et habitans deudiit loc de Sent Loboher, de lors bons gratz, et no costretz en re, que laudan, ratifican et approban ensi et per la forme que dessus es diit, per lor et per totz los lors, per totz temps, ladiite patz et accort feyt per losdits senhors entre lasdiites universitatz de Geno et de Sent Loboher, et las causes totes et sengles en lasdiites cartes de la patz contengudes, et expressades. Et prometon et juran los totz, l'un aprez l'autres de lors propies maas dextres sobre lodiit sant cors precios de Jesu Christ estant sobre lodiit auta en sa custodie, entre las maas de mossen Arnaut Guilhem de Lacaze, canonge de ladiite glise, que ladiite patz et acort, et las causes en aquere contengudes thieran et compliran, et que en contre no vieran per lor ni per autre, en peine et en encorrement de lasdites penes mortaus de traytion et pecuniaus en las cartes de ladiita parz contengudes et expressades... et me Petro de Guilherma, publico auctoritate imperiali et regiâ notario... signavi. »

Signum du notaire :



1399

Accord entre le roi Richard d'Angleterre et Raymond-Bernard de Castelnaud

Source : Archives départementales du Gers, E482, copie du XVII^e siècle, 6 p. papier.
Édition : Abbé Légé, *Les Castelnaud-Tursan*, vol. II, n°18, p. 38-39.

[d'après Légé] « Richard par la grâce de Dieu roy d'Angleterre et de France et seigneur d'Irlande, à son cher et féal cousin Dorret nostre lieutenant de Guyenne, et à nos amis et feaulx conestables juges de Bordeaux, seneschaussée de Guyenne et des Lannes, prévosté de Dax et de Saint-Sever, ou leurs lieutenants, salut. Sçachés que de nostre grace spéciale et du consentement de nostre conseil, Nous avons donné et octroyé à nostre amy et très féal Ramond Bernard seigneur de Castelnaud de Tursan sous nostre seigneurie et gouvernement de Guyenne, les lieux et bayliages nostre de Pimbo et de Miremont avec leurs profitz et esmoluments pour toute la vie dudit Ramond. Comme ledit noble seigneur nous a donné à entendre que lesdits lieux et bayliages Nous estoient rebelles ; et après que Nous avons esté bien et dhument informez que les mesmes lieux et bayliages nous ont reffusé obéyssance et de présent le reffusent encore, Nous vous mandons et commandons à un chacun de vous que vous mettiez, investiez et mainteniez ledit Ramond Bernard en la possession desdits lieux et bayliages. Donnés à nostre palais d'Ezester le douziesme jour de juillet l'année de nostre règne vingt troisesme ; et pour foy et vérité avons apposé nostre sceau et cachet privé à Blanquefort. Ces choses ont été faictes au lieu de Geune de la diocese d'Ayre, le neufviesme jour du mois d'octobre l'an de Nostre Seigneur mil trois cent nonante neuf, presens les tesmoins, sçavoir : seigneur Arnaud Guillem de Fortanié, chanoine séculier de l'esglise collégiale de Pimbo, et seigneur Arnaud du Sourbier, prébendier de la diocese d'Ayre, et Menjon de Baulac notaire, qui avons vidimé retenu et enregistré ; et pour plus grande foy et croyance, le reverend pere seigneur Arnaud Guillem, par la permission divine esleu d'Ayre et de S[ainc]te Quiterye, a fait mettre et apposer le sceau de son officialat, l'an et jour et mois que dessus. »

1401

Confirmation des privilèges de 1373

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Charles VI en 1404, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François I^{er} en may 1510 confirmerent ces memes privileges ».

1411

Fondation d'une chapellenie dans le couvent des Augustins

Source : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E511, original sur parchemin. Document non consultable à la date de rédaction.

Édition : Abbé Légé, *Les Castelnaud-Tursan*, vol. II, n°19, p. 39-41.

[d'après Légé] « Fondation d'une chapellenie au couvent des Augustins de Geaune par le comte et la comtesse de Foix (8 août 1411).

Notum sit omnibus quod nos fratres Martinus de Casamajor prior, Johannes de Lano lector, dominus de Tissaco, Ramundus Guillelmus de Quercu, Johannes de Craperia,

Bernardus de Villanova, Johannes de Bussio, Johannes Moreri, Jacobus de Mediavilla, Johanes de Podiomenhano, Guillelmus Arnaldus de Bedelha, Arnaldus de Miromonte, Arnaldus de caseriis, Arnandus de Sediano, Fortanerius de Casterario, Petrus de borda, Arnaldus Guillelmus de Cossolio, Dominicus Tornerii, Petrus Johannes de Portello, Garsias de Aulanova, Vitalis de Poyolio, Bertrandus Daubanhano, Arnaldus Guillelmus Dandereno, ordinis fratrum eremitarum beati Augustini de Genoa, adurenensis diocesis, conventuales dicti conventus et commemorantes in eodem pro nobis et aliis fratribus absentibus dicti nostri conventus, in nostro capitulo ad sonum campane, ut moris est, convocati ac etiam congregati pro deliberatione plenaria super negotio infra scripto habita : Considerantes devotionem pre conceptam nobilissimi atque potentissimi domini nostri Archambaldi, Dei gratia, comitis Fuxi, vicecomitis Bearnii, Marsani et Gavardani, de Benaugiis et de Castelhono, et captalis de Bugio ; et nobilissime atque potentissime domine domine nostre Isabelis, consortis sue, eadem gratia comitisse, vice comitisse et capdalisse dictorum comitatus, vice comitatus, et capdalatus quam ad nos at ad conventum nostrum et ad ordinem predictum gerunt, omnes insimul et concorditer pro nobis et successoribus nostris ac pro conventu nostro predicto et ipsius nomine, non vi non dolo nec fraudulosa machinatione inducti, sed certiorari ad plenum, et in bonis nostris conscienciis, Deo teste, promittimus et convenimus de nostra mera et spontanea voluntate, et de gratia speciali ordinamus, volumus et consentimus quamdam capelliam in pepetuum in dicto nostro conventum duraturam, per nos et successores nostros, ut sequitur, deservituram, videlicet quod nos deinceps nunc et in perpetuum, omni die lune, unam missam altam de mortuis, alta voce, et post missam per ecclesiam et per claustrum illus responsorium scilicet : libera me Domine de morte eterna, cantando cum illo qui celebravit dictam missam, antequam se devestiat, faciemus processionem ; aliis vero diebus singulis per totam septimanam unam missam bassam celebrabimus nos et fratres predicti pro nobis et aliis absentibus et successoribus nostris, necnon nomine et pro conventu nostro quam dicti domini... promittimus in nostris conscienciis dictas missas celebrare et ita nos et fratres dicti conventus presentes et absentes et successores et eiusdem conventus predicti obligamus.

Le comte et la comtesse de Foix donnent pour cette fondation trois cents florins d'argent et engagent tous leurs biens. L'acte se termine ainsi :

Acta fuerunt hec in capitulo dicti conventus ad premissa ut dictum est convocati et congregati die octavo mensis augusti anno ab oncaratione Domini millesimo CCCXXI regnante Carolo Francorum rege. Huius rei sunt testes et presentes fuerunt vocati et requisiti dominus Arnaldus Guillelmi de Gaulino rector eccelsiarum curatarum de Baüssio et de Sorbessio, Galhardus de Casemajor, Johannes de Barta, Guillelmus Arnaldus de S[anc]to Medardo, magister Arnaldus de Lasque, et ego Arnaldus Guilhermus Aolherii, publicus notarius regis coram ipso priore et fratribus dicti conventus (Arch de Pau E 511. 477) ».

av . 1412

Fondation du monastère des Augustins

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, 41-42, extrait de la généalogie des sires de Castelnaud.

« III- Raimond-Bernard II seigneur de Castelnaud et de Miremont, transigea avec Condor, sa sœur, qui lui disputa l'hérité de Pierre, leur frere. Il avoit offert en 1370 etant au château d'Orthez de payer ses sœurs. Il y avoit eu une guerre cruelle entre

les beaux freres, le comte de Foix s'en estoit melé, et ce fut lui qui les accomoda. Le meme comte donna [p. 42] quittance au seigneur de Castetnau de tout ce qu'il lui devoit.

Raimond-Bernard eut pour femme Mateliote d'Aydie. Il alla servir le comte de Foix à l'armée. Il fit testament avant de partir en 1412, voulut etre enterré aux Augustins de Geune, dont il dit avoir fondé le convent, ordonna qu'on y portât les ossemens de Jean, son frere, decedé en Sicile. Il se plaignit de ce que revenant de Rome, il avoit été quoique muni d'un passeport de l'Empereur, devalisé par les allemans, qui lui avoient pris 800 écus. Les ossemens de son pere estoient à la Castelle, et ceux de sa mere aux Trinitaires.

Le comte de Foix lui donna, dit-on, en 1401 les seigneuries d'Urgons et de Vielle [...]. »

1414

Mise sous la protection du comte de Foix avec l'unique sceau conservé de la ville de Geaune

Source : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E425. Papier, 42x29 cm (sceau original plaqué sur papier).

Édition (du sceau) : La Plagne-Barris, *Sceaux gascons*, n°668, p. 554 ; Paul Raymond, *Sceaux des Basses-Pyrénées*, n°790, p. 249.

« Seguen se las [con]venences feytas [et] accordades p[er] los juratz [et] sing[u]lans de la biele de Geno ab moss[enhor] lo comte de Foix.

Prumerem[en]t que cum egs distz de Geno sien en lo poder subiect[i]on et obendien[ce] de mess[en]hor lo rey de France en d[e]que defuen unne [et] morit p[er] laquau en los temps passats an sufferatz trops de de[m]pnadges mortz [et] pilhs p[er] so q[ue] son scituatz en lo miey deu pays deus anglees, de q[ue] son en gran paubresse [et] dominat[i]on [et] distract[i]on de las p[er]sones edifficis [et] barralhs de lor loc [et] a tot jorn gastatz imbaditz [et] injuratz p[er] annys [et] ensempcx dobtan en la bemdor pl[us] esse dampnadiats mayorats p[er] las t[r]ubes q[ue] son femdes cossiran q[ue] lo dise moss[enhor] lo comte es bassal leyau [et] s[er]uidor deu rey [et] beden q[ue] en sa man [et] govern egs poyran esse emparatz [et] deffenssatz de totes p[ar]tz anben p[ro]ffeyt governat[i]on deudict moss[enhor] lo comte s[er]uan totz temps los dictz mandam[en]tz [et] tote aute obendien[ce] deu rey ab la susd[icte] [et] causes que se seguen.

Item q[ue] lodict moss[enhor] lo compte de Foix los thiera en son govern p[er] nom de mess[en]hor lo rey. E qu[eu]s thien en fors [et] costu[m]es [et] p[ri]villeges datz [et] autreyatz p[er] mess[en]hor lo rey [et] son parier. E que de tort [et] forsse [12] los gardan dessy medix [et] de tot autre a son leyau poder.

Ite[m] que totes sentencis [et] ordenances dades [et] autreyades p[er] mess[en]hor lo rey et son parier et p[er] los officis [et] juratz de la biele de Geno dequi au jorn p[rese]nt postien [et] obs[er]van en lo dist loc tost in forsse no la fara alautz si a[u]tes ne le bole far le postiera a son leyau poder.

Item en ap[re]s q[ue] tant cum estaran en son govern q[ue] sien francx en sa t[er]re aixi cu[m] los sons exceptat peadges acostu[m]atz.

Ite[m] cum lo loc sie reyau que totes gens dequ[et] p[er] q[ue] fien pusqu[en] entrar en lo loc [et] bailliadge [et] juridict[i]on egs estantz segurs deu loc sino q[ue] lo dist

moss[enhor] de Foix agosse guerre oberte ab aqu[er]e p[ar]tide.

E lo dist moss[enhor] lo comte beden lo boier deu sus distz juratz [et] sing[u]lans los pren [et] recep en sa man govern [et] p[ro]te[ct]i[on] au p[ro]ffieyt balitat et [con]firmat[i]on deu rey mess[en]hor. Et p[er] obs [et] en nom de lu [et] asson plaser [et] mudame[n]t eno aut[re]m[en]t. Et los p[ro]met [et] jure s[us] los santz euang[e]lis de Diu la s[an]te crotz dess[us] pausade[trou dans le papier]-siuar las causes [et] ar[tig]les en lo p[re]sent cartel [con]tengud. E que au pl[us] bien q[ue] poyra ac denunciara au rey [et] a tot son poder ne destartara [et] treyera indepnes los distz juratz [et] sing[u]lans de Geno et ne obtiera [con]fermat[i]on.

Item inter [?] en so qui es estat dauerem[en]t demandat p[er] los distz juratz [et] sing[u]lans de alguns omis de lad[is]te bieie qui son getatz deu cosselh cu[m] dessus sien estatz p[er]donatz. E agen feyt segram[en]t de fideutat [et] a p[re]sent sien fore deu cosselh que sien tornatz a lors p[ru]mer estam[en]t a moss[enhor] lo compte play[er]a q[ue] si au comun de la bieie de Geno o a la mayor p[ar]tide semble p[er] rason q[ue] se deye far sens offence deq[ue]tz p[er] qui son donades las sentensis in de la justici. E que sie lo p[ro]ffieyt [et] baletat de la bieie q[ue] aixi se fasse car ed no y desne aute cause sino lo ben comun.

Ite[m] platz audist moss[enhor] lo comte e aus distz juratz [et] sing[u]lans que daq[ue]stes causes sien feytz dus cartels de une tenor. E que moss[enhor] lo comte mandi la bii qui s[er]a donat aus juratz [et] sing[u]lans susdistz sag[et]at de son saget. E l'aute qui demorara ab lo dist moss[enhor] lo comte s[er]a sag[et]at deu saget de la bieie de Geno. E en oltre ne s[er]an feytes cartes publiq[ue]s en q[ue] s[er]an [com]prees los ar[tig]les de mot a mot.

Item lo dist moss[enhor] lo comte trametera augun en son nom a la bielle de Geno p[er] fermer las caus[es] assi [con]tengud[es] p[er] tot lo comun [et] per p[re]ner lo segram[en]t de lor a la mani[er]e susd[ic]te.

Asso fo feyt [et] accordat p[er] la mani[er]e [con]tengude en lo p[re]sent cartel dentz lo casteg de Pau lo sinc jorn deu mees de feurer l'an mil CCCC quatorze p[re]sents lo mot noble senhor moss[enhor] Archambaud de Foix senhor de Naualhes los nobles moss[enhor] B[er]t[ra]n s[en]ho[r] de Gauaston moss[enhor] Galhard d'Abos comanday d'Orion caualers lo sain et discret moss[enhor] de Gratalop licenciat en decretz arcidiague de Batbielhe los honorables Bertran de Naualhes comanday de Bessau Elior d'Absac meste d'ostau et Peiron deu Peyrou secretari deudist moss[enhor] lo comte. M. Ar. DANOS

[signum] [sceau de la communauté de Geaune] ».



Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E 425, détail. Photo de l'auteur.



Sceau reproduit dans l'ouvrage de Paul Raymond (ci-dessus) et dans l'ouvrage de Paul Laplagne-Barris (page suivante).

GEAUNE.

668



S. COMMUNITATIS VILLE DE G...

+ S[IGILLUM] [COM]UNITATIS VILL[AE] DE G[ENO]A : + sceau de la communauté de la ville de Geaune
sceau rond plaqué (40 mm). Écu à trois fleurs de lis, couronné et accosté de palmes.

1433

Accord avec les habitants d'Urgons (sur le droit de pacage ?)

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

« Le 4 fevrier 1433 devant moi moi naudet et poderos senhor mossen Johan, per la grace de Dieu comte de Foix, viconte de Bearn, comte de Bigorre, viconte de Marsan et Gavardan, accord entre les habitans de Geune et d'Urgons ; present à ce Jordan, eveque de Mirepoix. »

1434

Privilèges donnés par le comte de Foix, coseigneur de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, 146 (privilèges accordés par le comte de Foix et de Bigorre).

« Privileges donnés à la ville de Geune par le comte de Foix & de Bigorre.

IN nomine Domini. Conegude cause sie à totz, que cum l'an et jorn dejus scriutz lo tres puxent prince et senhor mossenhor Johan, per la gracie de Diu, compte de Foix, vescompte [p. 147] de Bearn et compte de Begorre, vescompte de Castelbon, de Marsan, de Gavardan, de Nebosan, de Lautrec et de Vielemur, et senhor de las baronies d'Autarribes et de Marquefabe, et consenhor deu loc de Geune en Tursan, de navet agos prise possessioo personalament et en sa propri persone, reau, corporau, pecifique et quiete, et agos aixiben prees segrement de fideutat deus juratz, vesis et habitans deudit loc et vielle de Geune en Tursan, ab sas aperthienses ; et parelament eldiit mossenhor lo compte, vescompte et senhor los agos jurat de tenir los fors,

costumes et privilegis datz et autreyatz per los senhors, qui eren estats deudit loc et vielle de Geune, et gardar et deffener los de tors et de force deffimedixs et de tot autre à son leyau poder, si cum plus clarament es contiengut en carte publique sus so retengut per mi notari dejus scriut. Es assaber que lo medix mossenhor lo compte, vescompte et senhor, à pregarie et supplicatioo deusdits jurats, vesiis et habitants deudit loc et viele de Geune, de son bon grat, certe science et agradable voluntat per si et per sous heretz et successors, dona et autreya, ab tenor de las presens audits jurats, vesiis et habitans deudit loc de Geune, qui à present son et per temps seran, las franquesses, privilegis et libertats qu'en seguen.

TOT PRUMER, que lodit mossenhor lo compte, vescompte et senhor los thiera en lors fors, costumes, privilegis dats et autreyats per lo rey de France et lo senhor deu Castetnau, consenhor et pariers deudit loc et vielle de Geune ; et los gardera et deffenera de tors et de force dessi medix, et de tot autre asson leyau poder.

ITEM, que totes sentencies et ordonanses donades et [p. 148] autreïades per lo rei de France et lo senhor deu Castetnau, consenhor et parier deudit loc et viele de Geune, et per lors officiers o juratz deudit loc et viele de Geune entro au jorn dejus scriutz, lodit mossenhor lo compte, vescompte et senhor, sosthiera, emparara et observara, et au contre no biera, ni bier ni fara.

Item que audit senhor deu Castetnau, consenhor et parier susdit, tors ni force no li fara, abante, si arrees lon y bole far, lo sosthiera à son leyau poder.

Item, que si lodit senhor deu Castetnau ave debat ni contrast ab nulhe persone, fors lo rey o lo medix mossenhor lo comte, vescomte et senhor, losdits juratz, vesiis et habitants deudit loc et vielle de Geuna, lo podessen en ajudar franquament de cors et de bees cum sos sosmés deven far à senhor, et que en aquest cas lodit mossenhor lo comte, vescomte et senhor, no los pusque mandar deu contre ; et si mandats los ave, lodit mandament fosse de nulhe valor que etz arré no lo podos ligar.

Item, que losdits juratz, vesins et habitants deu loc et viele de Geune dessi en avan sian francz de totz peatges et leude en lo país de Bearn, et en los vescomtatz de Marsan et de Gavardan, anxi cum los quotate barex de Bearn son ni en acostumat de este.

Item, que totes gentz de quinhe part que sien, sino que fos mandat deu comte, et agossen guerre ab lodict mossenhor lo comte, vescomte et senhor, o ab sondiit parier senhor deu Castetnau, pusquen entrar en lodit loc et viele de Geune franquament. Empero losdits juratz, vesins et habitans deudit loc et viele estants segurs daquetz à lor leyau poder.

Item, cum losdits de Geune, segont dixon, fossen tenguts de sagrament enbers lo rey de France, que lodiit mossenhor lo comte, vescomte et senhor, los prometo en cans besonh sie, de aber los descarc deudit sagrament asson leyau poder.

Item [p. 149] cum losdits de Geune sien en loc de frontere, que lodit mossenhor lo comte, vescomte et senhor no los pusque mandar de anar thier garnison en autre part.

Item, que cum los medixs de Geune sien en loc de guerre et sus la frontere, si los peeis de Marsan et de Gavardan fasen donacion audit mossenhor lo comte, vescomte et senhor, que etz seran quittis de totes lasdites donations et fortadittes.

Item, cum en las lettres de la donation et assignation feicte deudit loc et bieles de Geune audict mossenhor lo compte, vescomte et senhor per lo rey de France, sien contengudes grandes et diverses rendes et causes, lasquoaus antiquementz losdits de Geune solen far et pagar, lasquoaus ignoren, que sien francs et quitis pagan aqueres qui au present se troberan ni an acostumat pagar, et que en autre cause no pusquen esser constretz ni innovatz, sino que thien cossen autres lettres o causes per lasquoaus no ni an rest pagat, et per lasquoaus deven pagar per rason.

Item, cum en lodict loc de Geuna age merumpera no contestant, que en las costumes de loc de Geune ne fasse expressa mention, que lodict mossenhor lo comte, vescomte et senhor fore la juridiction deudit loc et vieles de Geune, no los aperara ni los gestara per degun caas, abantz aquests libertatz et franquesses a lor de Geune thiera et emparera.

Lasquoaus franquesses, privilegis et libertatz, et totes et sengles las autres causes dessus declarades et especifficades lodit mossenhor lo compte, vescompte et senhor, entant que en lui ere, et no prejudican audit senhor deu Castetnau, consenhor et parier deudit loc et vieles de Geune, ausdits juratz, besins, habitants et universitat deudit loc de Geune, et à cascun de lor, dona, autreya per si et per [p. 150] sos heretz et successors en aquero, thier et abservar prometo et convengo. De lasquoaus causes totes et sengles Ramon Dalis, maëste Johan de Pantanhan, Laurens de Payros, Johan et Pessaget, Pees de Pomeroy, Miqueu de Barta, juratz ; Pe de Laur, Ramon de Darrepeyre, Johan de Barta, Pes de Parrabere, Ramon de Sentorentz, Pe de Lesatz, Vidau Darrepayre, Ramon de Laplante, Guilhem-Arnaut de Labat, Johan Tausi, Pé de Labat, Pé de Lafargue, Arnaut de Tausiet, Johan Desquines, Jacmes de Seriis, Johan Dargelos, Johan deu Fabo, Guiraud deu Bedat, Guilhem-Arnaut de Sen Medart, Arnaut de Campanhe, Bernat Fargue et Pé Dabadie, cosselhés, et trop d'autres vesins et habitans deudit loc de Geune aqui presens, per lors et per los autres vesins et habitans, et per los qui per temps seran, requeritz à mi notari public, loquoau lodict mossenhor lo compte, vescompte et senhor manda sagerar de son propi saget en pendent.

Acta sunt hæc in dicto loco de Genoa, et conventu fratrum Augustinorum ejusdem, die septima mensis novembris sub anno à nativitate Domini M^o.CCCC^o.XXXIV^o. Indictione XIJ^a pontificatûs sanctissimi in Christo patris et domini nostri Domini Eugenii, divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quarto. Presentibus reverendis in Christo patribus dominis Johanne, episcopo Tarviensis ; Johanne, abbate monasterii Sancti Johannis de Castella, ordinis Premonstratensis ; nobilibus viris dominis Johanne de Andoyns ; Bernardo, domino de Gavastono ; Johanne de Bearnio, domino de Millesanctis ; Petro domino de Dominio ; baronibus Bearnii ; Galhardo de Abossio, senescallo Bearnii ; Johanne de Bearnio, domino de Mor-[p. 151]-lana ; honorabilibus viris dominis Manaldo de Anossio, abbate de Pendulo ; et Johanne de Grueria, abbate Sancti Geruncii de Fageto malo, Adurensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. Et me Bernardo de Platea, cive Lascurrensi, publico apostolicâ auctoritate ac generali in omnibus terris et dominationibus dicti domini comitis et vicecomitis, notario, qui premissis omnibus et singulis, dum, sicut premittitur, dicerentur, agerentur et fierent, una cum prenominatis testibus interfui, et recepi publicum instrumentum, tamen occupatus per alium michi fidelem scribi feci, signumque meum solitum et subsequens, una cum appensione sigillo ejusdem domini comitis et vicecomitis, manu mea propria hic apposui requisitis et rogatus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum. »

1442

Confirmation des privilèges de 1373

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Charles VI en 1404, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François I^{er} en may 1510 confirmerent ces memes privileges ».

1446

Plainte de Marguerite de Caupenne sur les biens de Casaletz

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 420.

« JEAN I^{er} seigneur de Castelnaud, fut marié deux fois. 1^o avec Jeanne d'Andoins en 1433 et n'en eut pas d'enfants. 2^o avec Marguerite de Caupenne, laquelle se pourvût en 1446 contre les jurats de Geune, qui cotisoient à la taille les biens qu'elle possedoit comme dame de Casaletz. »

1446

Requête sur les revenus de Geaune, tombée entre les mains des Français

Source: Gascon Rolls, C61/134, n°31

http://www.gasconrolls.org/fr/edition/calendars/C61_134/document.html#it134_24_03f_031
1^{er} juillet 1446. Requête sur un revenu accordé à Bertrand de Lucpeyrous, écuyer, assis notamment sur les revenus de Geaune, tombée entre les mains des français.

Pour Bertran de Lucpeyrous. Accord à vie, sur sa supplication, à Bertran de Lucpeyrous, écuyer, de tout le domaine, les rentes et revenus appartenant au roi à Geaune (Jeune) dans la sénéchaussée des Landes, dont la moitié est entre les mains de les ennemis du roi et l'autre moitié appartient au seigneur de Castelnaud[-Tursan]. Concession faite en reconnaissance de bons services et en compensation de l'incendie et de la destruction de sa maison de Lucpeyrous (Lucpeyros) et de tous ses biens lors de la dernière venue de l'adversaire du roi en Gascogne.

1451

Copie du paréage de 1318

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 73.

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 421.

1452

Dédicace du clocher-porche de l'église paroissiale et de la voûte de l'église

Original conservé sur le clocher-porche de l'église paroissiale de Geaune.

Mention : Archives départementales de la Gironde, 90 J 57/13. Fonds Jean-Auguste Brutails, 1910. Plan de l'église de Geaune. Notes et relevés d'inscription sur l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune : «Geaune. Pile Nord-Ouest du porche, minuscule

gothique carrée : l'an M IIIIcL II I(?) fet acquert pilar labore de sus ».

LAN M IIIIC L II FET AQUET PILAR E LA BOTE DERA GLEISE



Photo de l'auteur.

1463

Confirmation des privilèges de 1373

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Charles VI en 1404, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François I^{er} en may 1510 confirmerent ces memes privileges ».

1465-1475

Conflit sur les limites avec Sorbets et Pécorade

Source : Archives départementales de Gironde, H 3092, inventaire de 1640.

« Plus une sentence arbitrale rendue [p. 165] sur l'audition de quelques tesmoings par les conseuls et jurats de la ville de Geune pour raison des limittes et bornes des fiefs de Pecourade et Sorbets à cause de quoy y avoit differant avec le sieur commandeur Darcins et le seigneur de Sourbets par laquelle est dict qu'il y a ung fossé quy separe lesd[its] fiefs de Pecourade et Sourbets receue par de Labat no[tai]re en datte du vingt quatries[me] mars 1465. Ensemble une autre santance arbitrale de l'année 1475 p[ou]r le mesme suiet et cottée aussi est dans carton 4, n°4 ».

1479

Consécration de l'église des augustins de Geaune

Source : original conservé en remploi sur le moulin des Pères à Geaune

Mentions : A : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XII, p. 205.

B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XX, p. 19.

[d'après A :] « Consecration de l'eglise de Geune.

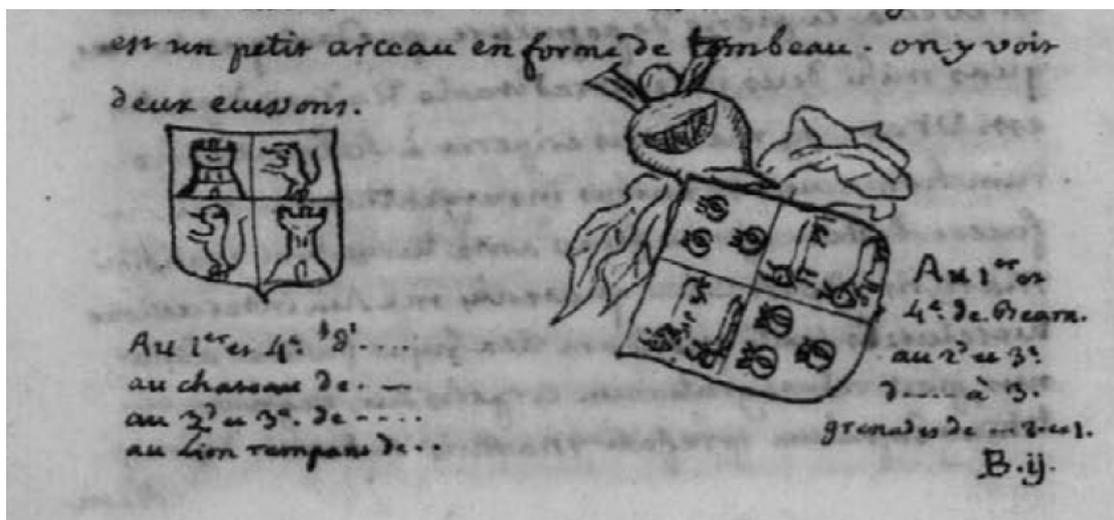
Anno Domini M°.CCCC°.LXXJX° presens ecclesia fuit dedicata per reverendum in Christo patrem ac dominum dominum Petrum, Veriensem episcopum, conventûs que presentis professum.

Au dessus est un ecusson ecartelé au 1^{er} et 4^e au chateau à trois tours ; au 2^e et 3^e au lion rampant. De l'autre coté du dessus est un ecu ecartelé au 1^{er} et 4^e à 2 vaches passantes l'une sur l'autre, au 2^e et 3^e à trois grenades deux et une. L'ecu timbré d'un casque, pour cimier une grenade au milieu d'un vol, d'où pendent des lambrequins. »

[d'après B :] « Consecration de l'eglise des Augustins de Geune.

Anno Domini m°.cccc°.lxxjx°. Die XVIIo mensis junii, presens ecclesia fuit dedicata per reverendum in Christo patrem ac dominum dominum Petrum, Veriensem episcopum, conventus que presentis professum.

Au dessus de la pierre où ces mots sont gravés est un petit arceau en forme de tombeau. On y voit deux ecussons. »



1481

Accord sur les privilèges de Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 416.

« Les anciens seigneurs de Castetnau portoient ecartelé au premier et 4 au chateau à trois tours de ... au 2 et 3 au lion rampant de ... [en marge : XXII 40, 176 et tout le livre]. C'est ainsi que leurs armoiries paroissent dans la nef de l'eglise des Augustins de Geune et dans le seau de Jean, seigneur de Castelnaud aposé à la transaction qu'il passa en 1481 avec les habitans de Geune pour leurs privileges. »

1483

Fondation de prébende par Jean du Laur dans l'église paroissiale de Geaune

Sources : A : Archives départementales du Gers, E 482, copie du XVII^e siècle, 16 p. papier.

B : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XX, p. 12 sq.

[d'après B] « **Fondation des prebendes de la Trinité dans l'eglise de Geune.**

Johannes de Sancto Petro, in decretis licentiatus, prior prioratus venerabilis monasterii beatæ Quiteriæ de Manso, ordinis Sancti Benedicti, Adurensis diocesis, egregii ac magnæ auctoritatibus viri domini vicarii generalis in spiritualibus et temporalibus illustrissimi et reverendissimi in Christo patris ac domini, domini Petri, tituli sanctorum Cosmæ et Damiani Sanctæ Romanæ ecclesie diaconi cardinalis de Fuxo vulgariter nuncupati, ecclesie Aturensis et ipsius de Manso administratoris perpetui, locum tenens, universis et singulis presentes litteras sive hoc presens publicum instrumentum lecturis sive etiam auditoris, salutem in illo qui dat gratias et largitur premia, presentibus quoque fidem indubiam [p. 13] adhibere. In eis, quæ ad animarum respiciunt salutem libentes nostris favoris presidium impestimur. Sanè porrecta nobis pro parte reverendi in Christo patris et domini Johannis de Lauro, episcopi Bayonensis, priorisque prioratûs villæ de Monte Marsano, Adurensis diocesis, petitionis series continebat, quod ipse affectans terre in cælestia, et transitoria in æterna, felice commercio commutare, seu desiderans æterna in cælestibus construere mansionem, et offerre aliquod placabile altissimo creatori, ut ipsius suffragio et beneficio, ejus anima, et omnium aliorum pro quibus tenetur Deum orare, parentumque suorum de suo genere Christi fidelium defunctorum, in cælestibus beatius perfruantur, quandam in ecclesia parrochiali villæ de Genoa, dictæ diocesis Adurensis, construxit, de bonisque suis sibi à Deo collatis sub invocatione sanctæ Trinitatis, perpetuam et perpetuo duraturam cappellam in honore gloriosæ Virginis Mariæ, et totius curiæ cælestis Paradisi, quam donavit et dotare voluit de bonis suis sibi à Deo collatis, prout et que madmodum in quadam papyri cedula, quam nobis exhibit atque tradidit, latiùs continetur. Cujus quidem papyri cedule tenor de verba ad verbum sequitur in hunc modum.

JOHANNES de LAURO, miseratione divinâ episcopus Bayonensis, prior seu administrator perpetuus prioratus Montis Marciani, Adurensis diocesis. Ad perpetuam rei memoriam, ac divini cultus augmentum, et peccatorum nostrorum remissionem consequendam, media licita et honest conquirentes, jam dudum in parrochiali ecclesia loci seu villa de Genoa, ex qua ad pontificalem dignitatem assumpti fuimus, certam capellam, cum sua sacristia contigua, ad honorem summæ et individuæ Trinitatis, erigi et edificare feceramus, ex qua dictam parrochiale ecclesiam non parùm decoratam fuisse, et usui missas celebrare volentium magnam commoditatem habuisse, non solùm in eodem loco publicum, sed etiam omnibus dictam ecclesiam frequentatibus, [p. 14] imo etiam in locis circum vicinis notorium est atque manifestum sed quoniam succedentibus temporibus diversa non solùm gratiarum munera, sed etiam bona temporalia, sumus divinâ largitater consecuti, idcirco in dicta capella, in qua, si nos extrâ civitatem Bayonensem migrare à seculo contigerit, sepulturam nobis eligemus, et tenore presentiam eligimus, in qua certum et determinatum numerum prebendariorum, qui teneantur perpetuis temporibus unam missam quotidianam altam cantare et celebrare, modis et formâ inferiùs designatis, ordinavimus, fundavimus, et tenore presentium fundamus et ordinamus.

I- IN nomine itaque Sanctæ & individuæ Trinitatis, ad honorem gloriosæ Virginis, et totius curiæ cælestis, volumus, intendimus, statuimus, fundamus et ordinamus perpetuis temporibus sex fore et esse in dicta capella per nos fundata prebendarios sub habitu seculari, oriundos de dicto loco seu villa de Genoa, quos volumus pro prima fundatione et institutione, et in eadem institu et prebendam dominum Johannem de Quercu, rectorem parochialis ecclesiæ dicti loci seu villæ ; magistrum Bernardum de Abbate, in decretis baccalarium ; dominos Johannem de Quercu, canonicum de Pendulo ; Petrum de Parraberia, Martinum de Argelossio, presbiteros ; Johannem de Partraberia, clericum solutum.

II- Qui quidem prebendarii, et eorum successores perpetuo teneantur celebrare diebus singulis in ortu solis, aut circum circâ, cùm commodiùs et utiliùs fieri poterit, unam missam altam cum nota in dicta capella sequenti ordine, videlicet die dominicâ de Trinitate, lunæ de mortuis, martis de Angelis, mercurii de Sancto Spiritu, jovis de Corpore Christi, veneris de Cruce, sabbati de Virgine gloriosa, reservato et excepto quod duodecies in anno fiat officium, et dicatur missa de die, videlicet in diebus Natalis Domini, Paschæ, Pentecostes, Omnium Sanctorum, quatuor principalibus festis Beatæ Virginis Mariæ, beati Johannis Baptistæ, apostolorum [p. 15] Petri et Pauli, sancti Blasii et beatæ Catherinæ.

III- Item, volumus et ordinamus, quod dictæ missæ quotidianæ, et aliæ, secundùm quod evenerit, celebrantur à dictis prebendariis seriatim per turnum per epdomadas integras, taliter, quod si dictum epdomadarium impediri contigerit, per clavigerum seu clavigeros providebitur de presbitero sufficienti ad deserviendum sumptibus impediti, nisi ipse nec provideat.

IV- Item, statuimus et ordinamus, quod prebendarii tenentur facere residentiam personalem in dicto loco seu villa de Genoa, et intersini personaliter cum suis superpelliceis missis decantantis in dicta capella ; ita quod quo non venerit ante finem primæ coelctæ, vel recesserit antequam officium sit completum, mulcretur in qutupr arditis, applicandis medietas presentibus et de servientibus ; reliqua vero medietas utilitati capellæ mancipetur, cessante tamen inexcusabilis impedimento.

V- Item, cùm contigerit duo aut plures ex dictis prebendariis absentari, ita quod in ambone sint minùs quatuor, providentur, sumptibus absentium, de idoneis presbiteris, nec minùs militentur, pro contumacia in quatuor arditos, ut dictum est ; quod si fortè, quod absit, omnes abesse contigerit, tunc jurati villæ jam dictæ provideant, sumptibus bsentium, durante absentia, cessante tamen in iis excusabili impedimento, et aliis concernenti ipsius capellæ utilitatem.

VI- Item, ad servitium dictarum missarum diebus, dominicis et solempnibus in altari sint candelon, diebus autem privatis candelæ ex cera liquafacta, pariter cereum ante altare dictæ capellæ suspensum, qui in elevatione corporis Christi accendantur, ut post elevationem extingatur.

VII- Item, si quis dictorum prebendariorum non interfuerit personaliter missæ in die sanctissimæ Trinitatis, subbato impedimento, per totum annum non admittatur ; presentes tamen loco illius provideant de uno presbiteri sufficienti.

[p. 16] VIII- Item, volumus de illis, qui fuerit absentes per duos menses eratiguos, nisi fortè pro negotiis capellæ forent absenter.

IX- Item, cùm contigerit e quenquam ex dictis prebendariis ab hoc seculo migrare, assumatur per superstitem in locum illius per nominationem seu electionem, antiquior presbiter in presbiteratu, oriundus tamen de dicto loco seu villa ; et si secùs fortè, fieret, nunc et ex tunc volumus nullius existere firmitatis et si concurrant duo aut plures, ejusdem antiquitatis in presbiteratu, tunc sufficientior assumatur, et in hoc casu conscientias singulorum oneramus.

X- Verùm, si tempore jam dictæ vacationis, non forent presbiteri oriundi de dicto loco seu villa, assumatur, nominetur seu eligatur, juxtà modum predictum, alienigena, dum tamen ibi resideat.

XI- JURABUNT autem asumpti, nominati seu electi ad Sancta Dei Evangelia servare inviolabiliter statuta dictæ capellæ, et de iis fiat instrumentum loco tituli. Attendatur tamen in supradictis necessitas et utilitas capellæ, quas prae oculis habebunt in agendis.

XII- Item pro supportatione oneris et pro alimento vitæ dictorum prebendariorum, donamus, dotamus et assignamus dictis capellæ et prebendariis decimam de Monteacuto, in archipresbiteratu Malileonis, Adurensis diocesis, à domino de Pujolio Marsani per nos acquisitam et redemptam ; nec non similiter donamus et assignamus decimas de Herrinx et de Meroliis à domino de Bartha, et cum hoc quartam decimæ loci de Arbocava à Katerina de S[anc]to Germano, et ejus filiis, per nos acquisitas. SIMILITER donamus et assignamus domum lapideam emptam ad Arramoneto de Alizio quondam, in villa de Genoa, in carreria Castri novi ; nec non feuda emptà à dominis de Sarrasieto quondam, de Soretis et de Capoeriis, prout de dictis acquisitionibus constat per legitima documenta ; omneque jus, quod in dictis decimis, domo et feudis, et ipsorum quolibet [p. 17] habemus, in dictam capellam et prebendarios ejusdem transferimus, concedimus et donamus, et dicta instrumenta manualiter consignamus.

XIII- Item libros, calices, vestimenta et alia ornamenta, quæ pro dicta capella et ejus servitio fieri fecimus, et, Deo propitio, faciemus, eidem capellæ et prebendariis ex nunc concedimus et donamus.

XIV- Volumus autem, quod, nobis viventibus, post missam dicatur et cantetur pro statu nostro et domûs de Lauro, antiphona veni, sancte spiritus, sine alleluia, cum collecta de Sancto Spiritu. Post obitum autem nostrum dicatur et cantetur unum responsorium cum versu et tribus collectis de mortuis, et aspersione aquæ benedictæ pro animabus nostra et popinquorum nostrorum.

XV- Item, si illi, à quibus predictas decimas redemimus, easdem decimas, vel earum aliquam vel aliquas pro eisdem preciiis, quæ à nobis habuerunt, recuperarent, volumus, quod illa precia et pecuniarum summæ in alias decimas, vel saltem in feudæ nobilia convertantur, et ad pensiones nullomodo dari possint.

XVI- Item, in festo Sanctissimæ Trinitatis, predicti prebendarii simul congregati, eligant duos de ipsis clavigeros ad administrandum, colligendum, recolligendum, ac etiam distribuendum æquali lances deductis deffectibus, fructus, proventus et emolumenta dictis capellæ et prebendariis pertinentia, prius per dictos clavigeros prestito juramento de reddendo rationem et reliqua, prout et quemadmodum in talibus fieri consuetum est : finito autem anno, et redditâ ratione, eligantur et deputentur alii duo, modo et formâ pretactis.

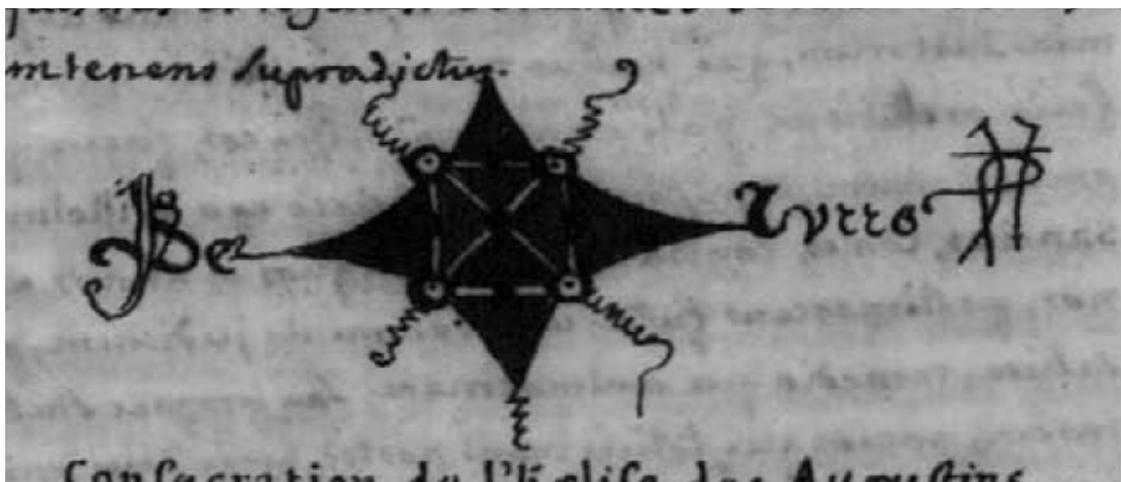
XVII- Item, quandiu vita nobis comes fuerit, de personis in prebendarios assumendis disponemus, prout nobis visum fuerit et placuerit, non obstantibus statutis, ac aliis super hoc per nos factis.

XVIII- Item totiens quotiens opus fuerit, reformatio cultûs divini in capella, vel prebendariorum, quod idem de Lauro, episcopus et patronus dictæ capellæ, possit et valeat prefatum [p. 18] cultum et prebendarios reformare, ita volumus nos Johannes de Lauro, episcopus Bayonensis obsecramus itaque reverendissimum in Christo patrem et dominum dominum cardinalem de Fuxo, Adurensis ecclesiæ perpetuum administratorem seu ejusdem domini vicarium generalem, quatenûs in his omnibus et singulis auctoritatem suam inter ponere dignetur, pariter et decretum.

NOS IGITUR Locum tenens predictus, considerans bonum et laudabile ipsius reverendissimi patris et domini, domini Bayonensis episcopi et fundatoris predicti, propositum, attendentes que hujusmodi supplicationem fore justam et rationabilem, ac juri et ratione consonam ; cupientes etiam cultum divinum pro viribus augere, receptis et stipulatis per nos ad opus dictæ capellæ bona et res superiûs specificatas, omnia et singula suprâ et infrâ scripta, dicta, specificata et declarata, ac per dictam dominum fundatorem supplicata, laudavimus, ratificavimus, approbavimus, beneficiumque novum ecclesiasticum ad dotem predictam admisimus, laudamus, ratificamus, approbamus, admittimus, auctorisamus, decretumque nostrum et auctoritatem judicariam interposuimus, et interponimus per presentes, jure tamen prefato nomini nostri administratoris predicti, nostroque, et quolibet alieno jure semper salvo.

In quorum omnium et singulorum premissorum fidem et testimonium presentes litteras, seu hoc presens publicum instrumentum per notarium infrascriptum fieri fecimus, sigillo que dicti vicariatûs, officialatûsque, appensione communiri. Acta fuerunt hæc est concessa in dicta civitate Adurensi, et ante domum episcopalem ejusdem, die decimâ septimâ mensis madii, anno Domini M^o.CCCC^o.LXXXIIJ^o presentibus ibidem venerabilibus viris dominis Arnaldo de Tornerio, thesaurario domûs episcopalis Adurensis ; magistris Petro de Melianda, et Salvato de Fonte, notariis et civibus dictæ civitatis Adurensis, testibus ad premissa vocatis et rogatis, et me Petro Gilleti, clerico Bisuntinensis diocesis, apostolicâ, imperiali, regiâ, comitali [p. 19] ac coram dicto domino vicario, et curia episcopalia Adurensi auctoritatibus notario publico et scribâ, qui premissis omnibus et singulis, dura, ut premittitur, agerentur et fierent, unâ cum prenominatis testibus presens interfui ; et quod sic fieri vidi, audivi, et in notam meam sumpsi, exinde has presentes litteras testimoniales, sive hoc presens publicum instrumentum in hanc publicam formam redegi ; sed quod in aliis occupatus negotiis, per alium michi fidelem scribi et grossari feci, et factâ collatione cum suo vero originali, cui se concordat, hic me subscripsi, et signo meo auctentico, unâ cum appensione sigilli ejusdem domini vicarii, signavi in fidem premissorum requisitus et rogatus. Johannes de Sancto Petro, locum tenens supradictus ».

Signum du notaire reproduit par Larcher :



1484

Confirmation des privilèges de 1373

Source : Archives nationales, Trésor des chartes, vol. 213, n°54, fol. 48.

Mentions : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71 : « Charles VI en 1404, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François I^{er} en may 1510 confirmerent ces memes privileges ».

Charles Samaran, *La Gascogne dans les registres du trésor des Chartes*, n°1526 (confirmation des privilèges de Geaune en Tursan).

1492

Accord sur les dettes de la famille de Castelnau ; fermage des dîmes de Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 404.

« Accord entre Louïs & Jean de Castetnau, freres. [...] Et premierement es empanhade la disme de Geno à Girons de Serres... per la somme de 900 escuts, condan per cascun escut cent et detz ardots. [...] ».

(1481)-1492-1549

Hommage des habitants de Geaune à Louis de Castelnau

Source : A : Archives départementales du Gers, E 482, copie du XVIII^e s., 4 p. papier.

B : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 125-132.

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71 : « 1492. Louïs, fils de Jean de Castelnau, reçut le serment de fidelité des habitans, son pere le voulant ainsi. » ; « Le 27 aout 1492 noble et puissant Loys de Castetnau, fils de noble et puissant Jean de Castelnau, chevalier, lequel lui avoit cédé ses droits, reçut le serment de fidelité des habitans de Geune, presens lou noble escud Matheu deu Castetnau... Lou noble Peyrot de Taxoeres. Louïs avoit eu un frere nommé Jean, et noble et puissant seigneur Pees, senhor de Cauna, avoit été tuteur et curateur

de ce dernier. Jean, pere de Louïs, avoit transigé le 2 novembre 1481 avec les habitans de Geune sur les plaintes qu'ils avoient porté contre lui, presens noble Pey Jehan de Puyo, baile de ladictie vielle par mosenhor lou prince, et de mossen Johan deu Casso, rector de Geune. Le serment fut preté en 1492 dans l'eglise paroissiale de Geune et dabant l'auta major de Noste Donne. Si le maitre autel estoit alors dedié à Notre Dame, il se peut qu'il ne l'a été sous l'invocation de S[ain]t Jean, que lorsque l'eglise de Pantagnan fut ruinée. »

[d'après B :] « Serment de fidelité des habitans de Geune à Charles de Castelnau. L'an 1549 et le 8^e jour du mois de decembre, en la ville de Geune, et au dedans l'eglise parrochiale d'icelle, prevôté et siege de S[ain]t Sever, etant en personne noble et puissant seigneur Charles de Castelnau, seig[neu]r et baron dudit lieu, Geune, Miremon et autres seigneuries et baronies, lequel dirigeant ses paroles à Nicolas Castaing, Arnaud du Torné, Pierre de Lamoré, Arnault du Preste, Bartelemi de Proeres, jurats et autres manans et habitans de ladite ville et bailliage d'icelle, illec presens et assemblés du mandement dudit seigneur, furent sommés et interpellés lui preter le jurement de fidelité, tels que sujets doivent preter à leur seigneur, et aussi qu'il et leurs predecesseurs ont preté cy devant aux feux seigneurs ses ancetres et predecesseurs. Et auquel seigneur par lesdits jurats et conseil, manans et habitans de ladite ville, bailliage et jurisdiction d'icelle, fut dit et remontré avoir plusieurs franchises, libertés et privileges à eux donnés dez la construction de ladite ville contenus aux archifs d'icelle, confirmés depuis par les seigneurs, et aussi autres privileges confirmant les susdits, que leur ont été donnés par Jean et Loys de Castetnau, seigneurs de Castetnau et Geune, ezquels et autres ils ont été gardés, conservés et entretenus par lesdits seigneurs, que par les freres dudit seigneur, seigneurs aussi ses predecesseurs, lui supliant les y vouloir confirmer en iceux, les tenir, garder et ausdites fins preter le jurement, et tel que seigneur doit aux sujets, etant prêts et apparellés de leur coté satisfaire et preter le jurement par lui demandé, toutefois reservant toujours et en toutes choses la souveraineté et auctorité de ses ordonnances. A laquelle suplication et requete ledit seigneur, aprez avoir été faite lecture seulement des privileges à eux donnés par lesdits feux seigneurs, Jehan et Loys, la teneur desquels s'ensuit.

IN NOMINE DOMINI. AMEN. Conegude cause sie à totz los qui lo present [p. 126] public instrument veyran, legiran ou autrement legir audiran, que lo 27. jorn deu mes d'aost, l'an de grace 1492, constituits personnellement en la presenci de mi notari, et deus testimonis dejus escriuts, dedans la gleise parrochiau de la ville de Geno dabant l'auta majo de Nostre Donne, lo noble baron Loys deu Castetnau, baron de Miremont, Batz, Buanes et de autres dependences, nommemens los honorables Ramonet de Sarraute, bayle de ladite biele per la part reyau, Peyrot de Payros, Peyrot de Lartigue, Peyrot de Parabere, Peyrot de la Cassa, Tristan de Labat, Arnaud deu Planter, cossos et jurats de ladite ville ; Guilhem Arnaut de Parabere, Arnauton de Forcade, Anthoni de Bibent, Hieronim deu Lau, Marti deus Seres, Vidon deu Bordiu, et trops autres gens deu conselh estret de la medixe viele ; et per aquets aqui estans congregatz totz ou la major partide deus havitans et capdostaus de ladite viele, et trops de autes gens nobles et autes estranges, qui no son havitans de ladite jurisdiction et bayliadge, lo medix noble baron susdit et nominat exhibi et presenta certanes lettres patentees esmahudes et estreytes de la supreme cort de nostre senhor lo rey o de son Parlement de Bordeaux, sageradas deu gran saget de ladite cort, et aixi medix certans autes appunctamens feyts entre lo medix baron dessus nominat, et lo noble escuder Johan de Castetnau, fray deudit baron, et ab sa propri voluntat et aixi metix exhibi et presenta certanes autres lettres patentees esmahudes et autreyades deus senhors deu grant conselh de nostre senhor lo rey et de sa cort. Et part aqueres aixi medix exhibi et

presenta autres certanes lettres patentes esmahudes et estreites de la cort de m[ossen] lo seneschal de las Lanés au seti de Senseber autreyades de voluntat expresse deus nobles et potent senhor Pees, senhor de Lanna, et mossen Pey de Canna, tutors et come tutors et curadors donats per la justici deudit noble escuder Johan deu Castetnau, fray deudit noble baron. Et part tot aquero aixi medix exhibi et fet presentar certan mandement et auctoritat que lo noble et potent senhor et cabaler mossen Johan, senhor deudit Castetnau, et pay deudit baron et escudé, abe donat et autreyat audict son filh et baron de receber et prener lo segrament de fidelitat deus cossos, conselh, borgés et havitans de ladite vielle [p. 127] de Geno, como senhor en sa partide de ladite vielle, que lodit noble baron susdit debe estar et à lui esser apertebe, tant per cart paternau, que aixi medix per la voluntat et expresse renonciation deudit mossenhor son pay, chens que res ne si a saubat ni resorbat, aixi que à mi notari jus scriut esta feyt instrument sus aquo per mi retengut en lo castet deudit senhor lo 17^e jorn deu mes d'agost l'an que dessus [1492] aixi metix per vertu deu contengut et exprez commandement desdites lettres reales de las susdites supremes corts esmahudes ; la tenor de lasquau en lo present public instrument es cessat metter per causa de fugir à longur prolixitat. Et faites lasdites presentations et exhibitions per lo medix noble baron sus nominat ausdits bailes, jurats, conselhs, borgés et autes havitans et ladite vielle aqui personnellement existens per vertu de aqueres lo medix baron lo requiri, que lo agossen à coneixer pe vertadet senhor en sa partide de ladite vielle chens aute, et à major fermesse lo agossen tant losdits jurats, conselhs, borgés et autres manans et habitans de ladite vielle prestar segrament de fidelitat, aixi que subjects deban et son tenguts et an acostumat far et prestar, presentan so de los ester vertader et bon senhor com los autes senhors sous predecessors an usat et acostumat estar à lors subjects, et ther los en fors, costumes et usatges degutz et acostumatz. Et feyte ladite remonstrance per lodit noble baron, aqui medix los predicts cossos, jurats et conselh, au nom de tote la comunautat et universitat de ladite vielle, exhibin cetans articles en ung foilh de paper escriuts et minutats, contiens aixi que dejus part s'en pox de mot à mot.

A VOUS, mot noble et potent baron, senhor Loys de Castetnau, baron de Miremont, Batz, Buanes et d'autres senhories et dependances, et consenhor de la vielle de Geune, REMOSTREN en vostra novere viengude los cossos, conselhs, borgés et autres manans et habitans de la present vielle de Geno, de laquelle à vous apertient estre meytader senhor, qu'es vertat que de tote anciennetat despuys la edification de ladite vielle [p. 128] dequi au present jorn totz et sengles los borgés, havitans et vesins dequeres an agut et an privileges, franquesas, costumes et usatges, losquoaus et lasquoaus los son estatz donats et autreyats per nostre senhor lo rey et confirmatz et aixi medix per los mot nobles et potents senhors et cabales deu Castetnau, senhor de ladite vielle en lor partide vostres predecessors, aixi que plus amplement appar per los medix priviletges, costumes et franqueses, en losquoaus et en lasquoaus totz et sengles los predicts cossos, borgés et havitans per totz los predicts senhors vostres predecessors ; et aixi medix per la senhore regina de Navarra, consenhere de ladite vielle per la part de nostre senhor lo rey de France nostre senhor soviran, son estats mantenguts et emparatz chens nulh empediment ni faction tro au jorn present...

PRUMEREMENS, que à negun vesin, habitant ni habitador de ladite vielle tort ny force negun ni en degun temps no los faratz, ni esser feyt par vous ni par negun autre au nom de vous, ni permettz, et avant si negun autre los ne fase ou voler far à tot vostre poder los ne guardar atret deffeneratz.

ITEM, que los medix cossos, conselhs, borgés et autes menans et havitans et havitadors de ladite vielle en los fors, costumes, franquesses, libertatz, qui son estatz

mantenguts et imperatz per nostre senhor lo rey et per la senhore regine de Navarre, conseignore de ladite vielle, et per los senhors deu Castetnau vostres predecessors et senhors en lor partide, en aquere medix los thierats et empareratz.

ITEM, que los medix privileges, costumes, franquesses, libertatz et usatges, lauderatz, aproveratz et confermeratz ; et à major fermessa à lor et à temps qui per losdits cossos et conseil seratz requerit, vostre decret et saget de vostres armes y pauseratz.

ITEM aixi medix los affiusatz, pastengs et herbatges de las terres affiusades per los cossos, borgés, manans et havitans de ladite vielle, à negun home estrange part lo voler dequests qui las terras thienen affiusades, noveneratz, ni doneratz, ni degun empesher en nulhe de lors causes paguam vostres drets de fuis et de vendes à vous aparthiens, no los faratz niesser feyte permeteratz.

ITEM, que losdits cossos, conseil, borgés et tots et sengles los havitans et habitants de ladite vielle anans et tornans per las terras, loc et peatgiu deu Castetnau en passant ou tournant, gessin ou intrants, ab quauque qui se sie et que se balhe marchandise ou condition, venents ou corompans [p. 129] de peatge et de leudo francs et quites los thien eratz, et en res no los empescheratz.

ITEM, que las attentes que losdits havitans an en vostres baronies et senhories de talh et dalh, de dent, de arros, de apastencar, de acabanar, de pescar, de cassar et autres causes à lor autreyades et usades, no los devederatz ny occuperats, abans gaudir et juyr los ne faratz en tot temps, aixi que dequi en jorn present es estat usat et acostumat.

ITEM, que si per aventure en temps abiedor viens lo cas, so que diu adverti, que vos agossetz nulle question ni debat per negune cause ab nostre senhor lo rey soviran, ou ab sous officiers, ny parellement ab la senhore regine de Navarre, nostre senhor en sa partide, que per vous donar secors ni adjutori, ne autre de lor à negun deusdits havitans no manderatz ni costrenheratz, et en cas que a fessets, que en asso no fossen tengutz de vous obedir, et expressement y protester.

ITEM, que ausdits cossos, conseil, borgés, havitans et habitants per negun cause que à vous agossen à far, ni aus de vostre, de present ou en tems aviedor, per force, ni per vir de feyt à degun no demanderatz ni demander no faratz, si no ab la justici nostre et de vostre parier de la present viele, et per aquere los demandatz et domanderatz, et no autrement.

ITEM, que cum lo mot noble et potent senhor et cabaler mossen Johan, senhor deu Castetnau, vostre pay, qui diu prosperi en sa graci, estant nostre darrer senhor en sa partide ; agossen et coneixen las franquesses et libertats deusdits cossos, conseil, borgés, havitans et habitants de ladite viele, los aye balhar et auteryat per ares et per totz temps, certans privilegis et franquesses contengudes en lo instrument sus aco retengut, grossat, auctorisat, confirmat et decretat per lodit senhor et sagerat de sas armes et saget, aquet medix... lauderate et avoeratz... en aqueste forme jus sequente.

[en marge : 2 novembre 1481] IN NOMINE DOMINI. AMEN. Cause sie à totz los presens et aviedors, que cum pleyt, debat et question fosse comensat et doptasse esser major dessi en avant per vie d'apel enter lo mot noble et potent senhor et varon mossen Johan deu Castetnau, senhor et baron deu medix loc deu Castetnau, Miremont, et de la viele de Geno en sa partide, aperat, d'une part ; et los juratz, conseil et universitat de la medix viele de Geune, aperants, de aute part, en la

supreme cort de Parlement de nostre sobiran senhor [p. 130] lo rey à Bordeu, et aso à cause et per cause | que disen et mettent en feyt losdits jurats, concelhs de la viele de Geno, tant per lor que per nom et au nom de tota l'universitat, besiau et habitants de la medixe viele, qui de present son et per temps abieder seran, que lodit mot noble et potent senhor suus nominat, no los thie en lous fors, costumes, privilegis et franquesses ainxi que los abe trobatz, antz los bate et fase bate lui et per sas gentz, per vie de feyt, sens los menar per justici, aixi que part voluntat, conget et lixense de degun, luy et sous sorvidors, familiaas et complisses, se prenen et receben du ung cascun besii et habitant de la medixe viela de Geno, de l'un lo motoô, de l'aute la olhe, de l'aute l'anhet, de l'aute lo crabot, de l'aute la garie, de l'aute lo capoô, de l'aute lo gariat, de l'aute l'auque, de l'aute l'auquet, de laute lo roment, de l'aute la sibade. D'aute part, que part voluntat, conget ni lixencie deusdits juratz, concelhs et uiversitat, lodiit senhor la prene o fase prene et trenquar en lo boscq aperat de Lestremau et sarciat dequet, de totas maneyras d'arbres en fustes à son plaser, et las cen portar et far portar là où bon lo semblave, en dispausant, ne en fara à sa guise et propi voluntat cum bere vist. D'aute part, cum en lo temps de son noblet adveniment entrant senhor deusdiits locs et senhories | aprez lo deces et mort corporelle de mot noble et potent senhor mossen Pées, senhor et baron susdit, son pay, qui Dius fasse | mercé, het affranqui losdits vesins et habitants de ladite viele, deu peatge deu Castetnau, so que lodit senhor et baron à present anabe du contra, o fase anar à sous servidors, complisses et familiars de sa mayson, anant directement contrà las causes per lui en son nobet adbeniment prometudes e autreyades. Et à cause dequero, losdits juratz, concelhs, vesins et habitantz de ladiite viele de Geno, bolen star sustengutz et mantengutz en lors foos, costumes, privilegis et franquesses per lodit senhor et sous predecessors concedides et autreyades, et fidantz per ladite subpreme cort de Parlement sie reparatz, et per tau qu vie de feyt, forse et violence sien casades et annullades, et justici et polici remanqui cum aperthien, losdits juratz et conseilhs, tant per lor que au nom et per nom de tota ladite besiau et universitat de ladite viele de Geno, se sien aperatz et provocatz en ladite subpreme cort de Parlement per dabant authentique persone, et lor appellation degudemens relhevat, et lodit senhor aperat, inhibit ab sertes et grosses peines per ung aperat Peyrot Daliis, seryant reyau, no los agosse à innovar ny atemptar au contrà, ny au prejudici de lor, de lor foos, costumes, franquesses, libertatz et stablimentz, ny autrement los agosse à forssar ny usar de via de feyt, prene ny recebe degune cause à lor apertenentz, aixi que appar per las lettres de relheu et exequution feyte cum dites, aixi que plus larguement appar, pot apparer, et se demoste per lasdites lettres et exequution, cum dit es. Lasquaas per no alongan mes far breu, an cessar mete en lo present instrument. Per amor so es assaver, que lodit mot noble et potent senhor mossen Johan deu Castetnau, senhor baron susdit aperat, tant per lui que per totz sos hers, ordenh et successors, qui aprez de luy bieyran, de une part, et los honorables, sabiis et ondratz Johan de Labat dit Chicorroo, Johan de la Barta, Arnaut Daliis, Bernart de Artiguelonbe, Johan Darneulh, Martii deus Serris, et maëste Johan de Sent Castii, notari, juratz de tota la universitat, vesiis et habitantz de ladite viele de Geno, qui de present son, et per temps seran perpetuaument, et per totz temps, se son concordatz et combienuetz entre lor, appregarie et requestas de augunes amiixs et ben volentz de une cascune de lasdiites partides, en aquesta forme et maneyre qui s'en segla thenor en ungs artigos valhatz et autreyatz per totas partidas de mot à mot.

PRUMERAMENTS en devant tot obre ab lo conget, licence de ladite supreme cort de Parlement, de que expressament protesten losdits juratz, tant per lor que au nom que dites, lodict mot noble et potent senhor et baron mossen Johan deu Castetnau, senhor et baron deu Castetnau, de Mirement et de ladite vielle de Geno, en sa partide, prometo et autreyra que ausdits juratz, conseilh, universitat, vesins et havitans de ladite

vielle de Geno, qui de present son et per temps avedir seran, ed los thiera et mantiera en lors fors, costumes, privileges, franquesses, libertatz, en losquoaus los a trobatz, et que aquests en negune fasson, forme, maniere ni condition deu monde, no los trenquera ni passera, ni nos los batera ni fara batre per si medix, ni per aute personne interpausade, servidor ni familiar, per degun forfeyt qui agossen ou agosse quictat. Mes si cas degun y abe per losquoaus degossen o agossen merite estar batut ou batut, los menera et corrigera per justici aixi que apartient.

ITEM plus prometo et autreya lodit senhor ausdits jurats [aqui presens tant per lor que per nom de tota ladita universitat, besiau et] habitantz de ladite vielle et vailiatge dequere tant cum dure, que ed ny autre au nom de ed, servidor ni familiar de sa maison en negun temps, ni en degune maniere, no les prenera, ni fara prene à negun ni negune, degun moton, aolhe, anhet, crabot, garie, gariat, capon, auque ni auquat, roment, sibaze ni aute blad, ni autes marchandises menyaderes ni autes, au dedens de la vielle susdite, deu bailiatge dequere, ni aute qui las aparteran per vende en ladite vielle, si no ab son argent ou autrement per la voluntat dequet ou dequests de qui las causes et marchandises menyaderes ou autes syen et aparthien.

ITEM [plus otre las causes susdites et cascune dequeres,] prometo et autreya lodit senhor [en tant que en lui es, cum à senhor, et aixi ben per totz los sous successors servidors et servidores, familiar et familiars] qui dores en avant en degun temps ni en degune maniere ed no prenera, ni trenquera, ni treyra, ni fara prene, trençar, ni treye deu bosc aperat de Lestremau, ni sarrat dequet, nulhes fustes, verdes ni seques en degune forme ni condition deu mond, part la voluntat, autrey, conget et licence deusdits juratz et conselh [qui de present son, o per temps seran de ladite vielle de Geno] et si se trobabe de ey en abant, que ed, ni los sous qui aprez lui viendran, servidor ni servidors, familiar ou familiars de sadite maison, qui de present son o per temps seran, fosan au contrari, que lasdites lettres et penes en aqueres contengudes ab [p. 131] la execution deudit sergent | Peyrot de Aliis | demoraran en lor efficassé, vertu et valor [en la mau dequet, qui a feyte ladite exequution, et aven autanta de valores et fermessa cum si aven sortit effieyt, segont lor forme, lasquoaus demoren en la maa deudit exequutor,] exceptat et reserbat per lodit senhor, que si se trobabe au temps advenir, que lo parier deudit senhor y agosse degun dret, exceptat lo qui à present y an, so es lo fiu acostumat que ladite vielle ne a cascun an a acostumat pagar aux senhors de ladite vielle, que lodit senhoe ny aye cum lodit parier.

ITEM plus prometo et autreya lodit senhor [ausdits juratz, qui au present son, et per totz temps seran de ladite vielle, aqui presens cum dit es, tant per lor, que per nom de tota ladite universitat, besiis et habitantz de ladiite vielle de Geno et bayliatge dequera,] que dores en avant en negun temps, ni en degun maniere, ed no los demandera, ni fara pagar per lui ni per autres, peatges de degune cause ni marchandise quenhe que sie, qui passasse, ni faran passar ni portar per lo peatgiu deu Castetnau, loquoau en son nobet adveniment los abe balhat, et fe de present [en loquoau o losquoaus volo et autreya lodit senhor per major corroboration et fermesse, que sen saget et de sas armes y fosse et sia pausat enpendent.] Actum en ladite vielle de Geno, lo 2d jorn deu mes de novembre, l'an 1481. Testimonis son et presents fon lo noble Pée Johan de Poyoo, bayle de ladicte vielle per mossenher lo prince, mossen Johan de Casso, preste, rectore de Geno... et jo Ramonet de Justes, clerc, per l'auctoritat reyau et imperiau notari...

Signum du notaire, copié dans la marge par Larcher :



Signey in fidem premissorum rogatus et requisitum... Asso fo feyt à Geno dens la gleise parropiou de ladite vielle devant l'auta majo de ladicte vielle, l'an et jorn dessus escriuts. Testimonis son et presens fon à dasso far aperats, preguatz et requerits lo noble escudé Mathiu deu Castetnau ; Fortanier de Vielhe, senhor de la Barte ; lo noble Peyrot de Taychoeres... et jo Pey Arnaut deus Nogués, clerc, greffier de ladite vielle de Genua, notari public per l'auctoritat reyau... in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum...

A ACCORDÉ & OFFERT tenir, garder, observer et entretenir ausdits privileges, franchises et autres par ses predecesseurs à eux donnés et octroyés ; et iceux leur à partant que besoin est, louës et confirmés. ET CE FAIT, etant de genoux ledit seigneur Charles du Castetnau, seigneur et baron deudit Castetnau et de ladite ville de Geune et Miremont, jura avec ses mains mises sur le Te Igitur et croix, ou la reservation de l'auctorité du roi, qu'il leur sera toujours bon et droiturier seigneur, leur gardera et deffendra de toute personne, et ne souffrira que force ou leurs sont faite ou donnée en leurs personnes, de leur famille et de leurs biens, et en leurs dites franchises, libertés, coutumes, droits, pariages susdits et presentement par lui conformés, les gardera et entretiendra à chacun bonne justice leur administrera et fera administrer , tenir à l'un que à l'autre, et generalmente fera tout ce que appartient à [p. 132] un bon seigneur. Et incontinent aussi lesdits Nicolas Castaing, jurats de ladite vielle ; M^e Jehan de Casaletz, notaire ; Arnaut Corthiade, Jaymes Daune, bayles ; M^e Jehan de Proeres, Jehan du Casso ; M^e Jehan Leboer, Pierre Dargelos, M^e Antoine de Corthiade, Guilhem de Payros, ensemble tots lor autres manans et havitans de ladite ville, baillage et jurisdiction de Geune, ou que que soit la plus grande partie, ont juré entre les mains dudit seigneur, et sur le *Saint* Te Igitur et croix, que bons, vrais et fideles sujets lui seront, leurs personnes et biens exposeront pour lui et les siens, le deffendront de toute personne, aucune chose prejudicialle à lui, aux siens, et à son autorité et biens ne machineront ; ainsi si aucune chose damageable lui etoit pourchassées, l'en avertiront, et conseilleront ses profits et utilité, tous ses droits et devoirs legitiment lui peyeront, et à ses commandemens licites lui obeiront, et satisferont à tout le requis de bons sujets, reservant en tout et en toutes choses l'honneur, personne et autorité du Roi et de ses commandemens et ordonnances. Et pour tout ce dessus tenir, observer, complir et au contre ne venir, les susdits seigneur de Castetnau, baile, jurats, manans et habitans de ladite ville, baillage et jurisdiction de Geune, qui ont obligé respectivement les uns envers les autres, et en tant que à chacun touche en son endroit, leurs propres corps, personnes, ensemble tous et chacuns leurs biens et causes meubles et immeubles, presens et à venir, lesquels ont soumis aux cohertions de tous juges competents, et renoncé à toutes renonciations et cavillations de droit, de fait et de cautele à ce pertinentes et necessaires, sous même jurement que dessus, ez

presences de M^{es} Martin de la Lane, avocat du Roi au siege de *Saint Sever*, Tristan de Casso, conseiller audit siege ; Jaques de *Saint Julien*, Fortanier de Pruret, ecuyers, temoins à ce apelés ; et de moi Jehan de Artiguenave, notaire royal, qui le present contrat ai retenu, et fait grossoyer par autre main, contenant quatre peaux de parchemin, aux marges de la conjonction desquelles me suis signé comme cy dessus. J. de Artiguenabe, notaire royal. »

1492

Mention de la dîme inféodée de Geaune

Édition : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 61, n° 347.

« Procès-verbal de prestation de serment faite au seigneur de Castelnaud par les seigneurs caviereux de Labarthe, Puyo, Sensac, Casaule et Tachoures. Le même acte fait mention de la dixme inféodée de Geaune du 6 aoust 1492, cotté au dos par le n°1 liasse 43^e. »

1500

Arrentement des biens de Pécorade

Source : Archives Départementales de la Haute-Garonne, H Malte Arcins, inventaire général des titres de la commanderie d'arcins, fol. 198-226 v°.

« SOUS ARRENTEMENT du 22^e 7^{bre} 1500. Pecorade et d'Arcins par Peyrot Deucersse mar[ch]an[d] et hab[itant] de la ville de Geune que Peyrot de Cledes luy a cedé avec [fol. 206] les droits et actions qu'il a eue et arrentement, moyenant la somme de six cents septante cinq livres, promettant leur porter bonne et ferme garantie dans tous les procès ou debats qui pourroint luy survenir, et led[it] Peyrot deu Cersse s'oblige de luy rapporter quittance du seigneur commandeur ou de son procureur, acte reteneu par Joanthou deu Faur no[tai]re royal, signé avec parraphe, cotté LIASSE 1 N°7. »

1505

Confirmation des privilèges donnés à Geaune par Charles V en 1373

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Charles VI en 1404, Charles VII en 1442, Louis XI en 1463, Charles VIII en 1483, Louis XII en 1505 et François I^{er} en may 1510 confirmerent ces memes privileges ».

1505

Sentence sur la suppression des fourches patibulaires à Casautets

Mention : Abbé Légé, *Les Castelnaud-Tursan*, vol. 2, n°34, p. 108.
Original non localisé.

« Sentence rendue au sénéchal de S[ain]t-Sever qui maintient les jurats de la ville de Geaune en l'exercice de la paroisse de Casalets, dépendant du baillage et juridiction

de ladite ville, que le prévôt de S[ain]t-Sever voulait s'approprier. 3 juin 1505. Les habitants de Geaune unis à Louis de Castelnau leur coseigneur avec le Roi, avaient élevé des fourches patibulaires à Casalets ou Casautets. Le prévôt royal proteste disant que la haute justice en cette paroisse appartient au Roi ; il somme le baron et les habitants de Geaune d'avoir à enlever incontinent et sans retard les dites fourches sous peine de se voir condamner à une amende de deux mille livres tournoises. »

1511

Création d'un notaire à Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 390.

« Extrait de quelques titres de Castelnau fait le 17 septembre 1619 pour envoyer à messire Jaques de Castille, chevalier de l'ordre du Roy, pour montrer la grandeur et ancienneté de sa maison. [...] [p. 393] 3 mars 1511. Creation de Raimond Daydie pour notaire de Geune par le seigneur de Castelnau ».

1513

Privilèges accordés à Geaune par le roi Louis XII

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 95 : privilèges accordés par Louis XII.

Mention : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 71.

« Louis XII en 1513 leur accorda un impot sur les bestiaux, huile et cire, pour reparer les fortifications abbatuës par les Anglois, ausquels les habitans de Geune avoient osé resister. »

« Privilege de Louïs XII pour Geune.

LOYS, par la grace de Dieu Roi de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Reçu avons l'humble supplication de nos chers et bien amés les jurats, gardes, manans et habitans de la ville de Geune en la senechaussée des Lannes, contenant que ladite ville est assise en païs limitrofes sur les fins, limites et extremités de notre royaume, du coté de Navarre et Espagne, les manans et habitans de laquelle ville se sont toujours tenus, tant que possible, a été en bonne grand et vraie obeissance envers nous, nos predecesseurs et la couronne de France, et du tems que les Anglois usurpoint notre païs et duché de Guienne, combien que les villes d'environ, comme [p. 96] Ax, S[ain]t Sever, Bayonne et autres eussent été subjugués par lesdits Anglois, toutefois ladite ville leur resista jusques à ce que lesdits Anglois, à grande et extreme puissance abatirent par terre les murailles de ladite ville, lesquelles murailles, tours et forteresses lesdits manans ont reedifié en partie.

Le roi pour les reparer donna un octroi sur les bestiaux, huile, cire & chandelles. Les patentes furent registrées la même année à S[ain]t Sever 1513. »

1514

Construction de murailles à Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 438.

« En 1514 les jurats de Geune firent faire 360 cannes de murailles autour des fossés depuis le convent des Augustins jusqu'à la porte de Lauga. Le tout couta 764 livres. La pipe de chaux ne coutoit que vingt sols, et le prix estoit fait avec le masson à sept sols par canne pour la main seule, les jurats fournissant les matériaux et les aides massons. »

1529

Inhumation de Louis de Castelnau dans l'église des Augustins de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 93.

« Louis, lequel epousa Suzanne de Gramont, sœur du cardinal de Gramont et de l'archeveque de Bourdeaux. Il deceda en 1528 ou 1529 et fut enterré dans l'eglise des Augustins de Geune. Il laissa de son mariage quatre garçons. [...] Antoine y mourut, on fit ses obseques aux Augustins de Geune et ses depouilles furent portées au château de Castelnau »

1538

Serments des nobles du Marsan, Tursan et Gabardan

Source (mention) : BnF, Inventaire des titres de la chambre des comptes de Navarre, bibl. Colbert 80 V^c, fol. IIIc XLV.

« Un petit cayer en papier couvert de parchemin contenant les hommages et sermens de fidellité prestés par les nobles du vicomté de Marsan Tursan et Gauardan pardevant Jacques de Foix evesque de Lascar lieutenant du feu Roy Henry. 1538. »

1539

Désignation d'un juge sur les terres du sire de Castelnau, dont Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 70.

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20) : « Antoine de Castelnau, évêque de Tarbes, était baron de Geaune en 1539 (arch. Gd séminaire d'Aire) ».

« Commission de juge de Geune, &c par l'eveque de Tarbe.

Antoine de Castelnau, eveque de Tarbe, conseiller du Roy, et à present son ambassadeur devers l'Empereur, seigneur et baron dudit lieu de Castelnau, Geune, Buanes, Miramont, Lauret, Batz, Artos, Villeneuve, Bahus, Bonheres, Sobanere et autres terres et seigneuries, Salut. Comme dès le 9^e jour de decembre passé 1538 avons donné et octroyé à M^e Tristan Ducasse, bachelier ez droits, nosres lettres patentes du don de l'office de juge en toutes et chacunes nosdites terres et seigneuries

dessus déclarées... Donné sous le seel de nos armes en cette ville de Toledé le 15^e jour d'avril 1539. De Castetnau, eveque de Tarbe. Godemel par mandement dudit seigneur ».

1540

État de la dîme à Pantagnan

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 415.

« Etat de la dixme de Pantanhan en grain.

L'an 1540 et lo XI^e jorn deu mes de julhet, par debant Arnaut de Cortiade, Pey Johan de Lariu, vayles, Johan de Lariu, jurat de la viele de Geune, Pierre Dargelez, percuraire d'offici, fo feyte attestation deu grun qui es estat en l'an present en la desme de Pantanha apertenen au senhor de la present viele ; laquala attestation fo feyte ab Johanot de Parabis, Peyrot de Clavé, Arnaud de la Sale, qui an batut lodit blat, et ab Pierre de Labat, vayle de Castetnau, qui a mesurat lodit grun, se troba de forment 45 quoarts. Plus per lamassedor dudit blat, qui ere lo vaylet deudit senhor, seys quoarts forment. Plus de segle audit senhor 14 quoarts et per lamasedor dus quoarts. Idem 14 pales de sibaden que son tres quoatans à la petite mesure. Item valhart treize quoarts pichant. Item per lamasedor dus quoarts. Feyt en ladite viele les an et jorn susdits per devant qui dessus, en so compres lo ters deusdits fruts qui lo capito de Sent Loboey a [p. 416] pres, losquaus fruts son portatz au grané deu capdet. Arnaut Cortiade, baila. Pierre de Labatut. Peyrot Dargelez, percurayre. Jehan de Lariu, jurat. P. Jean de Lariu, bayle. De Casalets, greffier ordinari.

Etat du vin de la dixme de Pantanhan.

L'an 1540 et lo XVI^e jorn deu mes d'octobre, en la ville de Geune, en presenci deus dejus signatz, es estade feyte attestation deus frutz qui sont estatz en l'an present en la desme de Pantanhan apertenen au senhor de Geune, que s'es trobat y agut hoeyt pipes de vii, les cinq pipes blanques et tres pipes vin claret, en son compres duës pipes per lo trolhadge et severadge ; et compres aussi nau conques per lo degut de lamassedor, et no compres duës conques et mieye, que fon tremetudes à Sobanere per plener les pipes que lodit senhor avec à ladite maison de Sobanere ; et aussi les aumones qui fon valhades à las quotate ordiis de paubretat ; milh, vingt et un quoart, et duës pales de mosene [ou panis], ampren que lo ters deus fruts de ladite desme fon valhats aus calonges de Sent Loboer à la maneyre acostumade. Feyt en ladite ville l'an et jorn susdit, et se son signatz. Los quoaus dit grun fo portat au grané deu capdet. De Lartigue, notai royal. P. Joan de Lariu, bayla. Johan de Lariu, jurat. Peyarnaut de Carta, jurat. Peyrot Dargelez, percurayre deu seno. »

1545

Achat de terres à Bourdos

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 411.

« 4 novembre 1545. Reveren Pere en Dieu messire Louïs de Castetnau, eveque de Tarbe, seigneur et baron des baronnies de Castetnau, Miremont, Geune, Batz, Buanes, Bahus Sobiran, Sobanere, achete des fonds à Bordos au fief du seigneur de

Sorbetz, son vassal. »

1548

Confirmation des privilèges de Geaune

Source : Archives nationales, Trésor des chartes, vol. 258-1, n° 169, fol. 106 v°.
Mention : Charles Samaran, *La gascogne dans les registres du trésor des Chartes*, n° 1910 (confirmation des privilèges de Geaune). Non transcrit. Voir la transcription de la charte de 1373 avec ses confirmations.

1550

Revente de la dîme de Pantagnan

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 412.

« Revente de la dixme de Pantaignan.

Sachent tous presens et à venir... comme le 19^e jour du mois de janvier 1550, M^{es} Tristan Dauan, Pierre Dulau, Fortané de Cazalets, Jehan de Marcusse, pretres, sindic et prebendiers de la chapelle de la Trinité de l'eglise parroissiale de la presente ville de Geune, eussent promis à messire Charles de Castetnau, chevalier et baron dudit lieu et de la ville de Geune et autres places, lui rendre et restituer et faire revendition... des deux parts de la dixme apelée de Pantaignan, les trois parts faisant le tout, droits de trouilhadge et severadge, en payant par ledit seigneur ausdits sindic et prebendiers la somme de 1200 l[ivres] tournoises... pour laquelle somme feu reverend Pere en Dieu messire Louis de Castetnau, eveque de Tarbe, auroit vendu ladite dixme ausdits sindic et prebendiers. Pour ce jourd'hui 17^e du mois de juin 1555... constitués lesdits prebendiers... ont rendu et restitué audit seigneur de Castetnau... lesdits deux tiers de ladite dixme de Pantaignan, droits de trouilhadge et severadge, et d'iceux fait revendition, et ce moyennant ladite somme de 1200 l[ivres] tournoises... en 70 ecus d'or sol valeur 46 sols tournois piece, testons, demi-testons, reales, demi-reales de la trousse... De Lio, no-[p. 413]-taire royal.

Extrait... pour messire Antonin de Castilhe, seigneur marquis de Castetnau de ladite ville de Geune, baron de Miremont, Buanes, Batz et autres places, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine de cent hommes d'armes des ordonnances de sa Majesté, senechal et gouverneur pour sadite majesté en ses païs de Marsan, Tursan, Gavardan, baronie de Capsieux et Bas Albret... exhibé... par Pierre de Lyon, neveu, heritier et detempteur des registres dudit M^e Jean de Lion... à Geune, le 22^e jour du mois de juillet 1622. Lion. Delafenêtre, notaire royal. Du Bacquier, notaire royal. »

1552

Vente d'aubiers près du moulin de la ville de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

« Sur l'ecu d'or & reaux. Par acte du 30 septembre 1552, Tristan de Larieu, marchand de Geune, vendit à Pierre de Cledes, chanoine de S[ain]t Loubouër, devant Jean Artiguenave, notaire royal, les aubiers prez le moulin dit de la ville de Geune, et fut

payé en écus d'or à l'Empereur à 45 sols tourmois piece, et en realles de Castille à 4 sols tourmois chacun. »

1553

Arrêt concernant la saisie du bois de Lestremau à Geaune

Source : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, E 273. Parchemin, 35,5x51 cm. Transcription partielle (texte incomplet et de lecture très délicate).

Arrêt du parlement de Bordeaux entre Tristan de Larrieu et les habitants de Geaune, touchant la saisie du bois de Lestremau.

« [HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE A TOUS CEULX QUI CES P[RESE]NTES L[ET]TRES VERRONT, SALUT. Scavoir faisons que comme en vertu de certaines l[et]tres executoires de despans esmanées de n[ost]re court de parlemens de Bourdeaulx le premier jour de mars mil cinq cens cinquante deux obtenue de la partie de Tristan de la Riu [...] fait commandemens à Jehan Anthoine Durailh Jehan de Parsauls Pierre de la Mot et Arus de la Riu comme jurats de la ville de Geune faire solution et [...] de culture de la somme de dix neuf ecus et huict sols quatre den[iers] parisis conteneu lesd[ites] l[et]tres executoires à fault de paiement de laquelle somme led[ict] sergent aist prins saisi et mis à n[ost]re main toute icelle piece de terre bosc à forest appelé de Estre[m]au appartenant à lad[ite] ville de Geune confrontant avec la caude tirant vers Morlanx, avec l'eau appelée le Bahus avec les terres et champs de Jehan de la Fitau dict Brethane, avec ses autres confronta[tions]. Et pour veoir sond[ict] lad[ite] piece de terre et bosc a forest [...] led[ict] sergent ait assigné lesd[its] jurats de Geune à comparoir pardevant luy en lad[icte] ville de Geune à certain jour et lesd[icts] iours faictes et refaictes led[ict] sergent aist aussi assigné fait droict et aut[orit]é judiciaire et autrement proceder comme de raison à certain autre jour auquel jour assigné comparans de nosd[icts] arrest esd[ictes] parties ou procureur pour elles led[ict] Tristand de la Riu aist p[rese]nté requeste pour ouyr les parties sur laquelle [...] nosd[ict] court maistre Charles de Maluyn aist esté député [...] ce que led[ict] de la Riu pour demander en lad[icte] matiere de court aist [...] avecques despans ausquelles [...] lesd[icts] juratz de Geune n'auroint tenu compte de fauder anvoyer de quoy auroient esté forcez de defaiseter ou donner par cas con[n]u [...] que cet [...] p[rese]ntes seroient mises par droict luy pour et ordonner par luy ou nosd[icts] courts son rapport fait à icelle comme il apartiendrait par raison. Est [...] entre Tristan de la Riu marchand de Geune demandeur en matiere de [...] subhastat[i]on et interpr[etatio]n de droit d'une part. [...] les jurats de la ville de Geune defandans d'autre. VEU [...] du present jour de mars mil cinq cens cinquante deux de la somme de dix neuf livres huict solz quatre den[iers] Paris[is] [...] et en vertu d'icelles [...] de candelle sergent royal certiffica[tion] dicelle et convoca[tion] de defaulx et autres parties par [...] demandes productes.

NOSTRED[ICTE] COURT par son decret [...] faictes selon eux et stille du pays et seneschaussee ou elles ont esté faictes et à icelles a interposé et interpose sont droict et auctorité judiciere et [...] juge au demandeur [...] et subhastation pour lad[icte] somme de dix neuf livres huict solz quatre den[iers] Paris[is] pour laquelle cesd[icts] cousts ont esté fait et donne faculté ausd[icts] defandans pouvoir retrouver lesd[icts] biens tous dans trois mois en payans le sort principal et loyaulx cousts et cepandant jouyra led[ict] demandeur. Et condamne lesd[icts] defandeurs es despans des cousts et p[rese]nt instaure la taxe deue à lad[icte] court reservée.

SI DONNONS en mandemant au premier huiss[ie]r de n[ost]re parlement ou n[ost]re s[er]gent sur ce requis que à la requeste dud[ict] de la Riu cet p[rese]ntes l[et]tres

mises à dicte execu[ti]on de poinct en poinct selon ceux seront appelez ceulx que pouvoir seront à appeler et ces [...]gnant a ce fere souffrir par toutes voyes et mandement dans et rasonnables nonobstant opp[siti]ons ou appell[at]ions subhastat[i]on faictes ou à faire et sans p[re]judice d'icelles mandons ou commandons à tous noz [...] officiers et subiects que audict huiss[ie]r ou sergent en ce faisans soit obéy. DU TESMOING de ce nous avons fait metre n[ost]re scel. Donné à Bourdeaulx en nos parlemens le cinquiesme jour de septembre l'an de grace mil cinq cens cinquante trois et de nostre regne le septiesme ».

1557

Jean de Séré, de Geaune, reçoit les ordres et devient prêtre de Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 72.

« 5 mars 1557 Dominique de Bigorre, docteur en l'un et l'autre droit, *miseration divinâ episcopus Albensis*, vicaire general de Gentian d'Amboise, eveque de Tarbe, donna les ordres à Jean de Seré natif de Geune. Il en fut depuis curé et massacré par les religionnaires. [en marge : le seau de Gentien y est à deux paulx]. »

1560

Don de la seigneurie de Geaune au cardinal de Gramont

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 237.

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20).

« Le roi Henri fit donation de la baylie de Geaune au cardinal de Gramont pendant sa vie et le cardinal transmet son droit au seigneur de Castelnau qui en jouit sans doute jusqu'à la Révolution (ADPA, B1205) ».

« Don par Henri, roi de Navarre, au cardinal de Grammont, de la seigneurie de Geune, sa vie durant. Donation de ladite seigneurie par le cardinal de Grammont à son neveu. Don de la seigneurie de Geune par Antoine, Roi de Navarre, au capitaine Barré, 9 octobre 1560. »

1567

Maintien des droits de justice et police à Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E 482, original sur parchemin.

Copie : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 266 (arrêt du Grand Conseil sur la justice de Geaune).

« Arrêt du grand Conseil sur la justice de Geune.

Extrait des registres du grand Conseil du roi.

Entre Jaques de Castelnau, seigneur et baron dudit lieu et de Geone, à l'autorité de M[onsieu]r Simon Camus, son curateur, demandeur et requerant l'enterinement d'une requete du 5^e de juillet 1561 tendant à fin qu'il lui soit permis de créer en la ville et juridictions de Geone, ung juge gradué et experimenté pour exercer la justice, assistant avec lui les jurats de ladite ville, sans qu'ils ayent voix deliberative, sinon

qu'ils soient des qualités susdites, d'une part ; et lesdits jurats de ladite ville de Geone et le procureur general du roy, deffendeurs, d'autre. Veu par le Conseil...

CONTRAT de pariage de ladite ville de Geone faite entre Antoine de Pessaigne, senechal de Guienne, au nom d'Edoüart, roi d'Angleterre, et Pierre de Castelnau, l'an 1318 le vendredi aprez la fete de S[ain]t Nicolas.

RATIFICATION dudit contrat de pariage fait par ledit Edoüart, roi d'Angleterre, le 6^e d'août l'an 14^e de son regne.

LETTRES de confirmation des privileges de la ville de Gene octroïées par les rois François I^{er}, Henri et François II des mois de mars 1547 et decembre 1559...

DIT A ÉTÉ auparavant faire droit sur ladite requete pour le regard dudit de Castelnau, la royne de Navarre sera apelée pour etre ouie et lesdits faits respectivement communiqués entre lesdites parties, etre ordonné sur ladite requête comme de raison. Et en tant que touche lesdits jurats, ledit Conseil a ordonné et ordonne que lesdits jurats exerceront la justice criminelle et de la police avec les bayles comme ils ont fait ci devant. Et quant à la justice civile, ledit Conseil a permis et permet audit de Castelnau de commettre ung juge gradué et experimenté pour l'exercice d'icelle, à la charge qu'il ne pourra prendre plus grand salaire que faisoient anciennement lesdits bailes et jurats ; et en l'absence ou recusation de luy, le plus ancien advocat ou praticien dudit lieu, exercera [p. 267] ladite justice et sa dépens. Prononcé aux procureurs des parties à Senlis le 8^e jour d'octobre 1567. Faure. Collation est faite. Le serment de fidelité du 8 decembre 1549 à Charles de Castelnau est dans le veu des pieces. »

1570

Conflit sur la mise en ferme des biens de Pécorade

Source : Archives Départementales de la Haute-Garonne, H Malte Arcins, inventaire général des titres de la commanderie d'arcins, fol. 198-226 v^o.

« PROCEDURE du 2^e juillet 1570 dans laquelle Catherine Dutourné, veuve de feu Nicolas Castaing mar[chan]d de la ville de Geune, declare à Jannot de Capdevielle qu'elle avoit auparavant en afferme du commandeur de Montsaunés les fruits de la dixme de Pecorade avec les appartenances et dependances de lad[ite] dixme, pour le terme de trois années, et que les fruits de la precedante année y etoient compris, c'est pourquoy lad[ite] Dutorné somme [fol. 208 v^o] et requiert led[it] de Capdevielle à luy rendre et restituer les fruits qu'il a pris de la dixme de Bahus, Damoulens et Lucpeyroux, ny la troubler en la perception desd[its] fruits, à quoy led[it] de Capdevielle a repondu que madame de Castelnau avoit baillé en afferme lesd[its] fruits à Martin de Labat et par consequant elle ne devoit en faire la perception qu'au nom dud[it] Labat, acte reteneu et expédié par Dupoy no[tai]re et à la suite duquel sont ecrits quatre actes ou lad[ite] demoiselle Dutourné est compris, retenus par le meme no[tai]re, cotté LIASSE 1 N^o13. »

1571

Héritage de Jeannot de Castelnau

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 400.

« Recueil de papiers à Geune.

12 janvier 1571. Devant Larquier, notaire, accord entre Marie Dulau, damoiselle, veuve

de Jehannot de Castetnau, batard, avec laquelle elle avoit été mariée le 6 decembre 1552 devant Jaques Marroc, notaire de S[ain]t Sever, et dame Helene d'Espagne, et Jaques de Castelnau, baron de Castetnau, seigneur de la ville de Geune, mere et fils, lequel prend les biens dudit [p. 401] Jeannot, mort sans posterité, et donne une vigne pour 450 francs Bordelais à ladite Dulau, laquelle avoit été mariée avec le seigneur de Bruas en premieres noces. Les biens dudit batard consistoient en une metairie où il y avoit maison, jardin, vigne, vergers, champs, chataignerres, feugars, tausias et une prairie au terroir de Bederede, jurisdiction de Castelnau. Jeannot de Castetnau avoit fait testament en faveur de Perissaut. »

1571

Mise en ferme des biens de Pécorade

Source : Archives Départementales de la Haute-Garonne, H Malte Arcins, inventaire général des titres de la commanderie d'arcins, fol. 198-226 v^o.

« CONTRACT d'affirme du 9^e mars 1571 des revenus de la commanderie de Pecorade et de son annexe de Castetnaud fait par monsieur le chevalier de Cugnac Caussade, commandeur [fol. 209] d'Arcins, à Jeannot de Mathieu, mar[chan]d de la ville de Geune en Chalosse, sçavoir de tous les fruits, profits, revenus et émoluments du membre de Pecorade dependant de la commanderie d'Arcins, pour le tems de trois années et trois culletes, à commencer du 1^{er} jour du mois prochain, pour le prix et somme de trois cents dix livres chaque année, payables par anticipation le premier dimanche du mois de may, etant obligé neanmoins de payer les charges accoutumées au recteur de Castetnaud, acte escrit sur deux feuilles de papier, retenu et expedie par m[aitr]e Cortade no[tai]re royal, signé avec parraphe, à la suite duquel est attaché un autre acte où il est convenu sur le reglement du service divin de l'eglize de Notre Dame la Magdelaine au lieu de Castenaud et sur l'obligation que les curés et recteurs qui [fol. 209 v^o] se seront presantés sont de porter la croix et l'habit de l'ordre de S[ain]t Jean de Jerusalem, acte expedie par de Laguier no[tai]re royal, signé avec parraphe, cotté LIASSE 1 N^o 14. »

1576

Contrat de mariage entre deux nobles à Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t.XXI, p. 226.

« Le 19 septembre 1576 dans le lieu de Geune, devant Pierre Labat, notaire, Jeanne de Castetbajac, damoiselle, et Domenge de Payros, mere et fils, ratifierent le contrat de mariage passé entre Agnez de Payros, damoiselle, fille de Louis de Castetbajac, et Bernard de Casenave, habitant de Codures, present noble Bernard de Castelnau, seigneur de Gurpoy. »

1578

Titre d'une prébende de la Trinité de Geune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 239.

« 30 avril 1578. François de Foix, eveque d'Aire, avoit pour vicaire general François Barbier. Titre d'une prébende de la Trinité de Geune ».

1604

Contrat de mariage du sire de Castelnau

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XII, p. 205-206.

« 11 mars 1604. Pierre Labat, notaire de Geune, retient à Castelnau en Tursan le contrat de mariage passé par messire Jacques de Castille, chevalier, seigneur baron de Castelnau, Miremont, Geune, Batz et Buanes, capitaine de cinquante hommes d'armes, des ordonnances du Roy, lieutenant pour Sa majesté et senechal de Tursan, Marsan, Gabardan, gouverneur des ville et château de Mont de Marsan, et haute dame Jeanne de Gontaut, sa femme, fille ainée de feu Arnaud de Gontaud, quand vivoit seigneur de S[ain]t Geniez, Audaux, Lachapelle au Aulmenesche, baron de Badefou et Lescorbec, chevalier de l'ordre du Roy, lieutenant general et senechal pour Sa majesté au païs souverain de Bearn, pour D[amoise]lle Catherine de Castille, damoiselle fille ainée desdits [p. 206] seigneur et dame de Castelnau, d'une part ; et noble Antoine de Bearn, seigneur baron de Bonnegarde et de Domin, Bournos et deu Leu, fils ainé naturel et legitime de feu noble Gaston de Bearn, et de feuë D[amoise]lle Jeanne de Domin, d'autre. On lui constitua 15000 l[ivres] en presence de noble Jean de Durfort, seigneur de Montestruc ; noble Bernard de Castetnau, seigneur de Guppyoy ; noble Jacques Dauga, seigneur de Gouse en Bearn ; Pierre de Bolin, seigneur de Buros ; Jean d'Artiguenave, ecuyer ; et François de Sanguinet aussi ecuyer. »

1606

Collationné des limites de la seigneurie de Geaune

Édition : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 64, n° 369.

« Coppie du verbal collationné des limites de la seigneurie de Geaune en datte du 31 8^{bre} 1606, signé Casereuil notaire royal, scellé, cotté au dos du n°23 liasse 43^e. »

1613

Création d'un greffier à Geaune

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XII, p. 206.

« 1^{er} decembre 1613. Le meme Jacques de Castille en qualité de seigneur de la ville de Geune, bailliage et jurisdiction d'icelle, en tout droit de justice haute, moyenne et basse, créa greffier civil et criminel de Geune Pierre Labat, notaire royal de la meme ville. »

1618

Testament de Jacques de Castille

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 388.

« Testament de Jâques de Castille.

LE 21^e jour du mois d'octobre 1618 avant midi dans le château noble de Castetnau en Tursan... constitué en sa personne messire Jaques de Castille, chevalier, seigneur baron de Castetnau, Batz, Buanes, Miramont, Poursieugues, Lauret, [p. 389] seigneur de la ville de Geune, en tout droit de justice, haute et moyenne, conseiller du Roi en son conseil d'Etat privé, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, et son lieutenant en ses pays de Marsan, Tursan et Gabardan, baronie de Capsieux et Bas Albret, lequel étant en santé a déclaré avoir volonté de faire son testament... Et en premier lieu... il veut que son corps soit inhumé et enseveli dans le conbent des freres Augustins de la ville de Geune, et dans le sepulcre et monument où ses devanciers sont inhumés. Et pour faire prier Dieu pour son ame, ledit seigneur a voulu qu'il soit pris sur tous et chacuns ses biens la somme de 300 l[ivres]... legue et laisse à l'hopital dudit Geune la somme de 300 l[ivres] tournoises, qu'il veut soit employée pour loger les pelerins et traiter les malades... Item a dit ledit seigneur de Castetnau qu'il a été conjoint en mariage avec feuë dame Jehanne de S[ain]t Geniez de Gontault, duquel mariage ont été procréés deux enfans et quatre filles, qui sont vivans pour le jourd'hui, savoir messire Charles Anthonin de Castetnau, senechal et gouverneur pour le Roi en ladite ville du Mont de Marsan et pays de Marsan, Tursan, Gabardan, Bas Albret, et noble Jaques de Castetnau, seigneur baron de Miramont ; et dame Caterine de Castetnau, veuve à feu messire Jehan de Bonnegarde, seigneur baron dudit lieu, et autres places ; et damoyselles Ester, Marie et Caterine de Castetnau... aussi ladite D[amoise]lle Ester de Castetnau est conjointe en mariage avec noble [blanc] seigneur de Cahusac et de S[ain]t Lanne et autres places ; et ladite D[amoise]lle Marie de Castetnau est aussi mariée à noble Bourbon de Rotelin, seigneur de Poutenx ... ladite Caterine de Castetnau, damoiselle, est encore fille à marier... à laquelle... il legue et laisse... 15000 l[ivres] et... meubles dotaux... et pour le regard [p. 390] dudit noble Jaques de Castetnau, seigneur baron de Miremont, fils puiné dudit seigneur testateur, ledit seigneur a déclaré qu'il a demeuré en sa compagnie toujours, sauf pour le tems qu'il a hanté la Cour et demeuré aux exercices... et lui donne, legue et laisse la somme de 30000 l[ivres] tournoises... lors et à meme tems qu'il aura atteint l'age de vingt cinq ans... a fait, institué et créé son heriter universel ledit messire Anthonin de Castetnau, son fil ainé... et pour ses executeurs testamentaires ledit seigneur testateur a nommé noble Jaques de Camon, seigneur de Dadou, conseiller du Roy et gouverneur pour sa Majesté en son chateau et ville de Tartas, et noble [blanc] de Talasac, chevalier et seigneur de Bahus et autres places... presens noble Bernard de Besaudun... noble Jehan de Tampoy, page dudit seigneur... et moy de Casaux, notaire royal. »

1619

Érection du marquisat de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 387 (érection de Geaune en marquisat).

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20) : « Marquisat érigé le 5 7^{bre} 1620. On y incorpora la justice des baronnies et seigneuries de Castelnau, Miremont, Lauret, Poursiugues, Bats, Artos, Bourdos et Villeneuve, Bédérède, Buanes, Sorbets, Puyo, Clèdes, Bruix, Casautets, Payros. Dépendaient encore de ce marquisat les fiefs de Labarthe, Sensac, Tachoueres, Lanusse, Théaux, le Bastard, Pagern, Pedulau, Jupoy, Bouheben, Goloni, Serres, Paumie, Mirande, Terrebane (Légé, I, 176) ».

Mention : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 61, n° 349 : « Deux collationnés en forme de l'érection de la Baronnie de Castelnau et Geaune en marquisat en enregistré au Parlement de Bordeaux le 5 7bre 1620, cotté du n°3, liasse 43^e. »

« Erection de Geune en marquisat.

Les lettres patentes de cette erection sont du mois de juillet 1619 enregistrées au parlement de Bordeaux le 5 septembre 1620 au raport de Mr de Raguaneau.

[p. 388] Vassaux des seigneurs de Castelnau en la baronnie de Miremont.

Les seigneurs de Sansac
 Puyo
 Casaultetz
 des Tachoueres (Raimon de Lartigue en rendit hommage)
 de la Barthe
 Theaux

L'abbé de Pontaut tire les fiefs dans le terroir de Caubon, qui est dans la jurisdiction de Miremont.

La maison de la Beroye et biens en dependans furent annoblis en 1633 par le marquis de Castelnau pour Adrien de Barros.

Mauleon et Castetz sont aussi ennoblis et on en rend hommage.

Le s[ieu]r de la Trilhe doit hommage pour les terroirs de Luxereine et Masquaras.

En la baronie de Batz.

Le seigneur de Juppoy.
Le commandeur de S[ain]t Antoine de Golonins.
Le s[ieu]r de Bonhelez
Terrebonne.
Paumys.
Serres prez de St Louboüey

En la seigneurie de Geune

Le seigneur de Tachoueres.
 de Lanusse
 Sorbetz et Bordos
 la salle de Pager
 Pedulau
 d'Urgons pour les fiefs à Payros.

En la seigneurie de Buannes

Le s[ieu]r de Dardain est hommager. »

1620

Désignation de Jacques Dufaur comme procureur de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 228 (provision de procureur juridictionnel).

« Nous Jacques de Castilhe, chevalier, seigneur marquis de Miremont, Lauret, Poursiennes, Baronnie de Batz, Buanes, Arthos et autres places, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de cent hommes d'armes et lieutenant pour sa majesté en ses païs de Marsan, Tursan, Gabardan, baronie de Captius et Bas Albret, faisons savoir que pour le bon et loyal raport que nous a été fait de la personne de M^e Jacques Dufaur... lui... avons donné et octroyé par ces presens l'etat et office de procureur juridictionnel en notre ville et marquisat de Geune... à Castelnau le 21^e jour de novembre 1620 sous notre seing seal et armes. »

En marge « il avoit deux fils en 1618. Il herita de Caterine de Luxe, damoiselle, dame de Serregaston. Il abjura la religion protestante mais sa femme y persista. Le sinode de S[ain]te Foi lui fit ecrire par le ministre de Bergerac en 1609. »

1620

Hommage du sire de Castelnau au roi de France pour ses terres

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 237-239.

Mention : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 64, n° 371 : « Dossier contenant le vidimé et collationné de l'hommage du Marquisat de la ville de Geaune, Castelnau et dépendances en Tursan, rendu à Louis 12 Roy de France, par Jacques de Castille Castelnau, Marquis de Geaune, ensemble celui rendu à Louis 14, Roy de France et de Navarre à cause de son duché de Guienne et couronne de France par Dame Joséphine de Poyanne, épouse de M. Jean Louis de Pardaillan, comte de Gondrain, expédié par le Greffier du Domaine à Bordeaux signé Constant, greffier du 15 fevrier 1620, cotté au dos du n° 25, l. 43^e ».

« Louïs, par la grace de Dieu roi de France et de Navarre, à nos amés et feaux conseillers les Gens de nos Comptes à Paris, senechal de S[ain]t Sever ou son lieutenant, nos avocats et procureurs audit lieu, et tous autres nos justiciers et officiers qu'il apartiendra, Salut.

Savoir faisons que notre amé et féal Jacques de Castille, marquis de Geune, baron de Castelnau, conseiller en nos conseils d'Etat et privé, et premier lieutenant au païs de Marsan, Tursan, Gabardan et Bas Albret, et capitaine de cent hommes de nos ordonnances, nous a aujourd'hui personnellement, ez mains de notre très cher et féal garde des seaux, fait et présenté la foi et hommage qu'il nous est tenu de faire pour raison dudit marquisat et ville de Geune, et de ses appartenances et dependances, comme les baronies de Miramont, Batz, Buanes, [p. 238] Castelnau, la Tour de la Fauret, Poursuites, Arthos et Vasseaux, qui en relevent et dépendent comme la Barte, Sansac, Pujo, Bruicx, Casautetz, Taxeres, Lanusse, Theaux, Du Bastard, Serres prez S[ain]t Loubouër, Payros, Miremonde, Terrebones et autres, pour toutes ses circonstances et dependances, ledit marquisat et toutes les dites terres tenuës et mouvantes de nous à cause de notre duché de Guienne, et ausquelles foi et hommage nous l'avons reçu et recevons, sauf notre droit et l'autrui si vous mandons, et à chacun

de vous enjoignons par ces presentes que si pour raison desdites foi et hommage à nous non faits, et droits non payés ladite terre, ou autre chose en dependant, estoient payés ou autrement, et ledit Castille empeché en la pleine et entiere possession et jouissance d'icelle, de remettre le tout incontinent et sans delai au premier état et dû, pourvû toutefois que ledit Castille audit nom en baille son aveu et denombrement dans le tems préfix, et en payant les autres droits et devoirs accoutumés, si fait n'a été. Donné à Paris le 16^e jour de fevrier l'an de grace 1620 et de notre regne le 10^e. Par le Roi, avec relation.

Par nous notaires royaux soussignés, la copie de l'acte d'hommage sus et en l'autre part écrite, a été vidimée et collationnée à son propre original à nous à ces fins exhibé par M^e Jaques Dufaur, procureur d'office du seigneur marquis de Castelnau, fils dudit seigneur de Castille, et ce sans y avoir rien ajouté ni diminué, et ce fait ledit Dufaur a retiré devers soi tant ledit original que presente copie. Fait à Geune le 28 avril 1626, lequel Dufaur s'est signé. Arroi, notaire royal, Labat, notaire royal, Dufaur, [p. 239] pour avoir retiré tant l'original que presente copie ».

1624

Reconnaissance des biens d'Antoine de Castille

Mention : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XII, p. 206.

« En 1624. Reconnoissance particuliere à messire Antoine de Castille, seigneur marquis de Castetnau, de la ville de Geune, des baronnies de Miremont, Buanes, Arthos et autres places, chevalier et conseiller du roy en ses conseils d'Etat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes, senechal et gouverneur pour Sa majesté ez païs de Marsan, Tursan, Gabardan, Bas Albret et baronie de Captieux. »

1625

Droits du marquis de Geaune et des habitants de Geaune

Édition : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 62, n° 353.

« Copie collationnée de la sentence arbiteralle rendue à Toulouse le 28 mars 1625 sur les droits respectifs du seigneur marquis de Geaune et du sindicq et jurats de lad[ite] ville cottée au dos du n°7 liasse 43^e ».

1627

Testament d'Antonin de Castille, marquis de Castelnau

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXII, p. 75-86.

« Testament d'Antonin de Castille, marquis de Castelnau.

AU nom de Dieu. Aujourd'hui 4^e du mois de septembre 1627 dans la maison et chateau noble de Castelnau en Tursan, avant midi, senechaussée de Lannes au siege de

S[ain]t Sever, pardevant moi notaire royal soussigné et presens les temoins bas nommés, a été present et constitué en sa personne messire Anthonin de Castille, seigneur marquis de Castetnau, de la ville de Geune, Miremont, [p. 76] Lauret, Poursieugues, Buanes, Arthos et autres places, conseiller du roi en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes, de ses ordonnances, et son senechal et gouverneur ez païs de Marsan, Tursan, Gabardan, bas Albret et baronnie de Captius, lequel de son bon gré et volonté, etant sain de ses corps, sens et entendement, considerant qu'il n'y a de chose plus certaine que la mort, ni plus incertaine que l'heure d'icelle, a fait son ordre de testament de derniere volonté et disposé de ses biens en la forme que s'ensuit.

PREMIEREMENT ledit seigneur marquis testateur invoquant le s[ain]t nom de Dieu par la priere suivante, O DIEU, Pere celeste, mon createur, qui me faites reconnoitre par votre bonté infinie, que notre souverain bien consiste en la felicité supernelle, et qu'il convient nous depouïller des soins de cette vie si nous voulons participer au royaume celeste, moi miserable et indigne pecheur que je suis, me presente devant la Sainte Majesté, plein du regret de t'avoir si grandement offensé, te supliant en toute humilité de n'entrer point en jugement avec ta pauvre creature, mais qu'il te plaise laver toutes mes fautes et pechez au sang precieux de ton bien aimé fils Jesus Christ, notre Sauveur et Redempteur, acceptant pour pleine et entiere satisfaction de toutes mes fautes et pechez le parfait sacrifice qu'il t'a rendu en l'arbre de la croix. Seigneur, veuillez conduire ton serviteur par les sentiers unis de tes commandemens : fais que ton espoir franc me contienne, à ce que mes pensées, paroles et actions ne buttent qu'à ta gloire, à l'avancement du regne de Jesus Christ, ton fils, pendant le temps qui me reste à vivre en ce perelinage (sic) terrien. Seigneur, si tu veux que je meure, que ce soit à ton contentement, m'est guain à vivre et à mourir ; et cependant que j'ai la memoire bonne et les sens entiers, par ta misericorde inspire moy, afin que ce testament et disposition de ma derniere volonté sous escrit, soient à la gloire de toy mon createur, de ton fils mon redempteur, de [p. 77] ton esprit mon consolateur, qui m'a enseigné de dire Notre Pere, qui es ez cieux, ton nom soit sanctifié, ton regne advienne, ta volonté soit faite en la Terre comme au Ciel ; donne nous aujourd'hui notre pain quotidien ; pardonne nos offenses et pechez, comme nous pardonnons à tous ceux qui nous ont offensé, et ne nous induit point en tentation, mais delivre du Malin, car à toi appartient le regne, la puissance, la gloire ez siecles des siecles. Amen.

Et ce fait, a dit et déclaré qu'aprez que Dieu aura fait la separation de ses corps et ame, il veut que son corps soit enseveli et enterré au dedans le convent des Augustins de ladite ville de Geune, au lieu et monument où ses devanciers ont été enterrés, sans aucune solemnité, ni pompe, autrement que comme ceux de la Religion Reformée ont accoutumé de faire : et arrivant le cas qu'il fut porté insistance par aucuns personnages de la Religion Romaine, à l'enterrement dudit corps dans ledit convent et lieu susdit, veut audit cas que son corps soit enseveli et enterré dans le Temple de la Religion reformée de ladite ville de Geune.

ITEM, ledit seigneur testateur a donné, legué et laissé, et par ces presens donne, legue et laisse aux pauvres dudit present lieu de Castelnau, la somme de 150 l[ivres] tournoises, pour icelle etre payée aprez son decez par son heritier bas nommé et mise entre les mains des anciens de ladite eglise reformée dudit Geune, et par eux mise en rente et perpetuelle pour le bien et utilité des pauvres.

ITEM, pareillement a donné, legué, laissé par les mêmes presens à l'hospital dudit Geune la somme de 3000 l[ivres] tournoises, que veut et entend que soit aussi payée aprez sondit decez pour sondit heritier, et mise entre les mains des anciens de l'eglise

reformée de ladite ville, et du premier jurat d'icelle, pour en estre par eux ensemblement colloquée en meme rente annuelle et perpetuelle que dessus, et icelle rente estre employée, tant à la reparation dudit hopital, qu'à la nourriture et entretenement et hebergement des pauvres d'icelui et malades estrangers qui s'y retireront ; la disposition et distribution de [p. 78] laquelle rente il remet ausdits anciens et jurats, et non à autre.

ITEM, a dit ledit seigneur testateur qu'il a ci devant vendu purement et simplement à M[aitr]e Jaques Dufaur, son procureur jurisdictionnel, certaine piece de terre tausia et chataignere noble sise au terroir de Cledes, jurisdiction dudit Geune, pour la somme de 75 l[ivres], laquelle somme par le contrat de ladite vente il auroit cédé et transporté en faveur dudit hopital de Geune pour les fins et raisons contenues en ladite cession, qu'il veut et entend que ladite cession ait efficace et valeur, sorte à son plein et entier effet, et partant allouë, approuve et ratifie tant ledit contrat de cession, que vente faite audit Dufaur. Comme pareillement allouë, approuve et ratifie par ces presentes le contrat de constitution de rente annuelle et perpetuelle qu'il a ci devant passé en faveur de ladite eglise reformée de Geune pour l'entretienement du s[ain]t ministre d'icelle, lequel veut et entend qu'il porte son plein et entier effet selon sa forme et teneur.

ITEM, icelui seigneur testateur a dit qu'il est conjoint en mariage avec dame Jeanne de Valier, sa chere epouse, à laquelle tant pour l'amour marital qu'il lui porte, que pour les bons et agreables services qu'elle lui à ci devant rendus, que d'autres qu'il espere qu'elle lui rendra à l'avenir, il lui a donné et legué par ces presentes la somme de 6000 l[ivres] tournoises, que veut que lui soient payées aprez sondit decez par sondit heritier en six termes et payemens egaux, savoir mille livres un an aprez le decez à compter du jour d'icelui, pareille somme de mille livres d'an en an aprez jusques à l'entier et effectuel paiement de ladite somme de 6000 l[ivres], de la preuve desquels services il a relevé par ces memes presentes ladite dame sa femme ; et pour le paiement tant du contenu aux susdits articles que du present, il affecte et hipoteque tous et chacuns ses biens.

ITEM, a donné legué et laissé par ces memes presens à sa derniere fille et de ladite dame de Valier, sa chere epouse, qui n'est encore batisée, la somme de 50 000 l[ivres] tournoises, pour toute la portion et suplement d'heredité qu'elle pourroit demander et pretendre sur les biens dudit seigneur testateur [p. 79] son pere, qu'il veut et entend que lui soit payés par sondit heritier lorsqu'elle trouvera parti de mariage, jusques auquel temps il veut aussi qu'elle soit elevée, nourrie et entretenuë sur tous et chacuns les biens dudit seigneur testateur.

AUSSI a donné, legué et laissé à Nicolas de l'Isle, homme d'armes, la somme de 600 l[ivres] tournois, tant pour l'amour et affection qu'il lui porte, que pour les bons et signalés services qu'il lui a rendus, soit sur le present païs, ou en Cour où il est à present pour ses affaires, et de la preuve desdits services il le releve par ces presens, voulant que ladite somme de 600 l[ivres] lui soit aussi payée comme les susdites par sondit heritier en rendant par ledit de Lille tous les papiers et documens qu'il tient devers soi appartenans audit seigneur.

ITEM, pareillement a donné et legué par ces memes present à [blanc] de S[ain]t Julien son neveu, fils ainé à messire Etienne de S[ain]t Julien, seigneur de Senlanne, Cahusac et autres places, la somme de mille livres tournois, qu'il veut que lui soit payée lorsque ledit *sieur* son neveu sera en etat de s'en aller à l'academie de Paris, par sondit heritier bas nommé ; lequel present legat et donation ledit seigneur testateur a dit, qu'il a fait audit s[ieu]r son neveu pour l'amour et affection qu'il lui porte, et pour les bons plaisirs et services qu'il lui a rendus de la preuve desquels il le releve

par ces presens.

DE PLUS, donne, legue et laisse par ces presens à Daniel de la Guarrigue, jadis son valet de chambre, la somme de 500 l[ivres] tournois, y comprenant les sommes contenuës en deux contrats de cessions, qu'icelui seigneur testateur lui a ci devant octroyées sur les verriers qui travaillent en la verrerie dudit seigneur au lieu apelé au bois du Pin ; desquelles cessions ledit Lagarrigue faudra qu'il fasse apparoir lorsqu'il voudra avoir le paiement du continu au present legat, pour faire deduction sur la susdite somme de 500 l[ivres] des sommes contenuës ausdites cessions. Lequel legat ledit seigneur a aussi dit avoir fait audit Lagarrigue en recompense des bons services agreables qu'il lui a ci devant rendus, de la preuve desquels il le releve.

ITEM, ledit seigneur testateur a dit qu'il veut que tous les deus faits par feu messire Jaques de Castille, et autre Jaques de Castelnu, baron de Miremont, ses pere et frere, et ceux qui se trouveront estre legitimement [p. 80] dûs, soient payés par sondit heritier.

ITEM, aussi a dit le même seigneur testateur, que ledit M[aitr]e Jaques Dufaur et M[aitr]e Joseph de Pedapde, ont ci devant été ses procureurs generaux, et en sorte qu'ils ont geré et administré les biens et affaires dudit seigneur, sans que de ladite gestion et administration ils lui aient rendu compte, bien qu'il ait reçu et pris de leurs mains les choses par chacun d'eux gerés et administrées, et à tant il les acquitte et decharge par les presens desdites gestion et administration, et de toutes redditions de comptes et prestations de reliquat ; qu'en consequence desdites charges lui ni sondit heritier lui pourroient demander comme se trouvant satisfait et content des services qu'ils lui ont rendu et rendent tous les jours, de la preuve desquels il les a relevés par ces presentes, à la charge toutefois qu'ils et chacun d'eux remettent ez mains dudit heritier ou de ses tuteurs, tous les titres, papiers et documens qu'ils ont devers eux appartenant audit seigneur testateur ; et en ce faisant, il veut que ledit Pedapde soit entierement payé du reliquat qu'il doit prendre de ses gages, en montrant et faisant apparoir par des moyens dignes de foi de ce qu'il doit prendre dudit reliquat ou en tout cas à son serment.

ITEM, a legué et laissé audit Dufaur la somme de cent livres tournoises annuellement, et jusqu'à ce que d[emoise]lle Jeanne de Castille, fille ainée dudit seigneur, testateur, aura pris parti de mariage, à la charge et condition qu'icelui Dufaur sera tenu de rendre et continuer ses services dans la maison dudit seigneur comme il fait de presens, et instruire tant ladite d[emoise]lle que ses tuteurs des affaires et de ladite d[emoise]lle comme en etant pleinement instruit, et qui sont de la savance. Laquelle somme il veut que soit payé audit Dufaur par ladite Castille annuellement comme est ci dessus dit.

ITEM, icelui seigneur testateur a acquitté par ces presens Pierre de Parabere, à present son procureur general, de la gestion et administration qu'il a eu depuis le tems qu'il est au service dudit seigneur, des biens d'icelui seigneur, ne veut regenter en aucune sorte ni maniere qu'il soit apelé par son heritier à aucune reddition de compte, ni prestation de reliquat, declarant se tenir content et satisfait dudit de Parabere et de ses services ; ains veut et entend qu'il soit [p. 81] payé par sondit heritier de toutes les sommes qu'il fera apparoir ou affermer devoir prendre du reliquat de ses gages, que ledit seigneur testateur lui avoit annuellement promis.

ITEM, ledit seigneur testateur a dit qu'il veille et ordonne que Bortomieu du Plantier, son domestique, soit nourri et alimenté, entretenu tant de vie corporelle que d'habits durant sa vie dans ladite presente maison et chateau sur tous et chacuns ses biens.

COMME pareillement veut et aussi ordonne que Jeanne Duplantier, sa mere nourrice, aïe annuellement et durant sa vie pour sa nourriture et aliment, les nombres et quantité de trois quarts de blé mixture et de millet et autres trois quarts à prendre sur la rente du moulin de Castetnau, exhortant son dit heritier de rendre jouissant ladite Duplantier durant sa vie desdits trois quarts de blé mixture et trois coarts de millet comme etant son desir et volonté.

ITEM, a dit aussi ledit seigneur testateur, qu'il est tenu et redevable de la somme de 600 ll. tournois envers François Guichané, capitaine ; laquelle somme veut qu'il soit payée audit Guixané par sondit heritier ; auquel dit Guixané, ensemble audit Dufaur et de la Guarrigue, il prie de s'enquerir desdites dettes que ledit seigneur testateur pourroit avoir fait tant à Paris que sur le present pays, et dont il pourroit avoit obligations, cedula et lettres pour l'annoncer à sondit heritier.

D'ABONDANT, a dit et ordonné qu'il veut et entend que Tapiau, Haubert, Labentin et Ramond, ses serviteurs et procureurs particuliers des biens de Buanes et Batz, soient crus à leurs sermens solempnels des comptes qu'ils doivent rendre de l'administration qu'ils et chacuns d'eux ont eu des biens dudit seigneur et lesdits comptes rendus et livrés, qu'ils soient payés de leurs gages ou reste d'iceux au cas qu'il se trouve qu'ils n'aient été payés.

ITEM, a dit qu'il veut et entend que tous les domestiques qui se trouveront à son service prez de sa personne lors de son decez, jusques au moindre laquais, soient recompensés de tous les tems qu'ils auront demeuré avec lui, et que ses armes et habillemens leur soient donnés.

ITEM, et pour ce que l'institution hereditaire est le chef de tout bon ordre de testament, ledit seigneur testateur a fait et institué pour son heritiere universelle en tous ses biens meubles et immeubles, voix, noms, raisons et actions ladite [p. 82] demoiselle Jeanne de Castille, sa fille ainée, et de ladite dame sa femme, en acquitant prealablement les sommes et autres choses mentionnées aux susdits articles, et entretenans par elle tout le contenu en iceux.

ITEM, ledit seigneur testateur a nommé pour ses testamentaires et executeurs de son present testament, savoir [blanc] sieur de Bombardes, et Jaques de Lucmau, sieur de Classun, ausquels il prie d'en prendre la charge, et leur donne par les presens pouvoir de prendre desdits biens plus exploitables pour faire accomplir le contenu au present testament, leur vendre ou engager si besoin est, et veut que la vente ou engagement que par eux sera fait, ait meme efficace et valeur que si ledit testateur l'avoit faite sa vie durant.

COMME aussi veut que le present testament ait efficace et valeur, sorte son plein et entier effet par devant tous juges qu'il sera présenté, et ores qu'il ne vouldit par testament, qu'il vaille par forme de codicille, ou autrement en la meilleure forme qui valoir pourra par droit de coutume, comme etant sa derniere volonté, cassant, revoquant et annullant par ces presentes tout autres testamens, donations ou codiciles qu'il pourroit avoit fait cy devant, les declarant de nul effet et valeur.

ITEM, et d'autant que ladite d[emoise]lle Jeanne de Castille n'a encore atteint l'age de 14 ans, ledit seigneur testateur supplie humblement les susdits messieurs Etienne de S[ain]t Julien, et messires Jaques de Bourbon, seigneur de Roulie et de Pouties, ses beaux freres, et oncles par alliance de ladite d[emoise]lle de Castille, heritiere susdite,

de prendre la charge de tuteurs des personnes et biens tant de ladite d[emoise]lle heritiere, que de sa sœur, filles dudit seigneur testateur, lesquelles il ne veut que soient jamais mariés hors consentement desdits s[ieu]rs de S[ain]t Julien et de Bourbon, et ne vouloit permettre pour l'amour et amitié fraternelle qu'il leur a toujours temoigné, qu'ils y soient contraints par la justice ; laquelle prime de tutelle il supplie aussi de toute son affection ladite dame de Valier, sa chere epouse, avoir pour agreable, et de ne s'entremeler point de leur administration, desirant sur toutes les choses du monde, que lesdites d[emoise]lles ses filles soient instruites et élevées en la religion Reformée. Et de tout ce dessus, ledit seig[neu]r testateur a requis à maitre notaire lui retenir acte de testament, [p. 83] que lui ai concedé. Fait en presences de M[aitr]e Lacarie Dufaur, ministre de la Parole de Dieu dans l'eglise reformée dudit Geune ; et Antoine de Larrieu freres, et Jean de Lom, marchand de ladite ville habitans, qui sont signés avec ledit seigneur testateur à la cede des presens, et moi Labat notaire royal. Delivré ledit jour audit seigneur testateur. »

1627

Vente d'une pièce de vigne par le seigneur de Castelnau

Source : Archives départementales du Gers, E 998.

Antonin de Castille, seigneur de Castelnau, vend à Jacques Dufau, son procureur juridictionnel de Geaune, une pièce de terre dite à la Vigne de Clèdes, pour la somme de 75 livres tournois et à charge de l'hommage d'une paire de gants à chaque mutation du seigneur. 4 p. papier.

« [p. 1] L'AN mil six cent vingt sept et le onzieme jour du mois de juin, avant midi, au devant le château de Castelnau, pardevant moi notaire royal soussigné et présens les témoins bas nommés, s'est constitué en sa personne messire Antonin de Castille, seigneur de Castelnau, de la ville de Geaune, bayliage d'icelle, baronie de Miremont, Batz, Buannes, Arthos et autres places, capitaine de cinquante hommes d'armes, sénéchal et gouverneur au pays de Marsan, Tursan, Gabardan, Bas Albret et baronnie de Capsieux ; lequel franchement et volontairement a par ces presens vendu, cédé, quitté, aliéné et transporté, à perpetuité et sans aucune reserve, à m[aitr]e Jacques Dufau, son procureur juridictionnel habitant dans la ville de Geaune, présent, stipulant et acceptant, savoir est toute icelle piece de terre bretoa et chatagnier appelée communement à la vigne de Cledes, autrement de Moussu, tant qu'il en y a dans ses confrontations, sise et située au terroir de Cledes, noble, franche de fiefs et tailles ; que confronte par le bout avec chemin public, et par le fonds avec terre champ de ceux de Pedauzan, et par l'un côté avec vigne de Monsieur de Capblanne, et par l'autre côté avec terre champ de ceux du Perligon, et autres confrontations s'il en y a de plus vraies à icelles entrées, sorties, droits, devoirs, appartenance et dépendances quelconques. Laquelle vendition ledit seigneur vendeur a fait audit Dufau, acheteur, pour le prix et somme de septante cinq livres tornois, valeur chacune livre vingt sols tornois. Laquelle somme led[it] seigneur vendeur a dit et confessé devant moi dit no[tai]re et témoins, avoir pris et reçu dud[it] Dufau acheteur, avant le passément du présent contrat, [p. 2] tellement qu'il s'en est tenu pour bien content, payé et satisfait, et à icelui Dufaut en a acquitté et promis ne lui en faire jamais action, ni demande ; renonçant à exception, nombre, pécune et à future tradition et en considération de ce ledit seigneur vendeur a fait ladite vente audit acheteur de la piece noble et exempte de fiefs et tailles ; icelui acheteur sera tenu comme a promis bailler et payer auxdits seigneurs successeurs dudit seigneur vendeur à chaque muance de seigneur une paire de gants lavés de la valeur d'un quart d'écu ; et moyennant ce, ledit seigneur

vendeur a fait ledit Dufau, acheteur, vrai seigneur et possesseur de lad[ite] terre bretoa et chatagnier, de laquelle il s'est demis et depouillé par bail et tradition de la cède et note du présent contrat, qu'il en a mis entre ses mains, et l'un a investi et saisi, mis et posé en bonne possession et saisine, consentant qu'il prenne telle autre possession que bon lui semblera, et a promis tenir bonne lad[ite] présente vendition et vincer et garantir et franche de tous dettes et hypothèques, et contre tous, tant en jugement que dehors. Et pour ce dessus tenir à peine de tous dépens, dommages et intérêts ledit seigneur vendeur, et acheteur l'un envers l'autre et chacun d'elles en ce que leur touche ont obligé tous leurs biens présents et avenir, qu'il ont soumis à toutes rigueurs de justice à qui la connoissance en appartiendra ; ont renoncé à toutes renonciations et exceptions par lesquels ils pourroient venir au contre ces présents et ainsi l'ont promis et juré aux Saints Evangiles. Fait ez presences de sieurs Pierre de Lion et François de Larrieu, hommes d'armes, et Pierre de Parrabere procureur d'affaires [p. 3] dud[ite] seigneur, de ladite ville habitans, signés à la cede des présents avec lesdits sieurs vendeur, et acheteur et moy signé Arroy no[tai]re royal.

[p. 4] XI Juin 1627. Contrat de vente d'une piece de terre bretoa et chatagnier appelée la vigne de Cledes autrement de Moussu consenti par Antonin de Castille seig[neu]r de Castelnau de la ville de Geaune & a en faveur de m[aitr]e Jacques Dufau son pro[cur]eur juridictionel habitant de lad[ite] ville moyennant la somme de 75 l[ivres] une fois payée, d'un hommage d'une paire de gants à chaque mutation de seigneur. [...] »

1633

Codicille d'Antonin de Castille

« [p. 83] Codicile du même Antonin de Castille.

AUjourd'huy 15^e jour du mois de may 1633 aprez midi, dans la ville de Geune, et maison de M[aitr]e Jaques Dufaur, senechaussée des Landes au siege de S[ain]t Sever, pardevant moi notaire royal sousigné, presens les temoins bas nommés, s'est constitué en sa personne messire Antonin de Castille, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur marquis de Castetnau, de ladite presente ville, Miremont, Lauret, Poursuigues, Batz, Buannes et autres places, conseiller du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, et son senechal et gouverneur en ses pays de Marsan, Tursan, Gabardan et bas Albret, lequel de son bon gré et volonté, etant en bonne santé et en bon sens et entendement, a dit et déclaré que le 4^e jour du mois de septembre 1627 il auroit fait son testament de derniere volonté, et par icelui fait plusieurs legats et donations, ainsi que plus amplement appert par l'acte dudit testament retenu par moy dit notaire ; le contenu auquel testament ledit seigneur marquis avouë, affirme et ratifie par ces presentes, et veut qu'il porte son plein et entier effet en fait de donation des legataires, excepté du legat fait en faveur de Nicolas de l'Ile de la somme de 600 l[ivres], lesquelles 600 l[ivres] ledit seigneur veut que soient données aprez son decez à ceux qui se trouveront auprez de lui et à son service lors de son decez ; et en codicillaire et ajoutant à icelui testament par son present codicile, declare qu'il ne veut ny entend en aucune sorte ni maniere, que haute [p. 84] et puissante Jeanne de Valier, sa chere femme, s'ingere en l'administration des biens dudit seigneur marquis aprez le deces d'icelui ; prohibe et defend d[emoise]lle Jeanne de Castille, leur fille ainée et heritiere instituée dudit seigneur par le testament, de permettre ladite administration, et en cas que ladite d[emoise]lle heritiere permette à ladite dame, sa mere, ladite administration ; ledit seigneur marquis audit cas, ote et par ces presentes, distrait d'hors et déjà de ladite heredité la tierce partie de tous et chacuns ses biens quelconques en telle tierce

partie que le droit et la coutume lui permettent de disposer hors sa famille ; et l'autre tierce partie desdits biens ledit seigneur au meme cas donne, legue et laisse par ces memes presentes à noble Antonin de Bearn, baron de Bonnegarde, fils de feu noble de Bearn, quand vivoit seigneur et baron de Bonnegarde, Lebasdonnes et autres places, et de dame Caterine de Castille, dame de Bonnegarde, sœur dudit seigneur marquis, et à noble Jaques de S[ain]t Julien, baron de Cahusac, fils de noble Etienne de S[ain]t Julien, seigneur de Senlanne, Cahusac et autres places, et de *demoiselle* Ester de Castille, aussi sœur dudit seigneur marquis, et femme dudit s[ieu]r de Senlanne, par moitié, et pour faire par lesdits de Bearn et de S[ain]t Julien, ses neveux, à leur plaisir et volonté de la susdite tierce partie desdits biens, à la charge toutefois d'apportionner sur ladite tierce desdits biens nobles de Bourbon, quand vivoit seigneur de Roulie et de Pouteux, fils aîné de feu noble Jaques de Bourbon, quand vivoit seigneur de Roulie et de Pesteux, et de d[emoise]lle de Castille, aussi sœur dudit seigneur marquis ; et à noble [blanc] de Mesplés, fils aîné de noble de Mesplés, seigneur baron de Gabaston, et de d[emoise]lle Caterine de Castille, femme dudit Mesplés, aussi sœur dudit seigneur codicillant, et à chacun d'eux autant l'un qu'à l'autre, d'une honnête legitime et raisonnable. [p. 85] Non plus ne veut ni entend icelui seigneur codicillant, que ladite d[emoise]lle de Castille, son heritiere, ni d[emoise]lle Jeanne Marie de Castille, aussi sa fille et de ladite dame de Valier, sœur de ladite d[emoise]lle heritiere, se puisse se marier que par l'avis, assistance et consentement mutuel de ladite dame de Valier, leur mere, et de messire [blanc] d'Aprémont, seigneur vicomte d'Orte, Armand de Belsunce, Jaques de Bearn, seigneur et baron de Viella, desdits sieurs de Senlanne, et Antonin de Bearn, et desdites dames de Bonnegarde d[emoise]lles de Cahusac, de Pouteux et de Mesplés, ausquels ledit seigneur marquis prie par ces presentes de vouloir prendre le soin de donner ausdites d[emoise]lles les partis de mariage qu'ils ensemblement adviseront leur être propres et sortables. Et ne veut aussi ledit seigneur que ladite dame mere ait plus de pouvoir ausdits mariages, ni plus de voix, que chacun des susdits ; et ores aussi que ladite *demoiselle* heritiere se marie outre leur gré, avis, consentement et assistance des susdits *sieurs* et d[emoise]lles, ledit s[ieu]r codicillant veut que le legat de ladite troisieme partie desdits biens aye lieu et tienne en faveur desdits s[ieu]rs baron de Senlanne et Bonnegarde aux conditions et reservations sus alleguées ; ausquels dits s[ieu]rs de Cahusac et de Bearn, seigneur de Viella et de Senlanne, icelui seigneur marquis prie aussi par ces memes presentes de vouloir accepter la charge de curateurs des personnes et biens desdites d[emoise]lles de Castille ses dites filles jusques à ce qu'elles soient mariées, voulant qu'ils ne soient jamais inquietés pour raison de ladite curatelle, circonstances ni dependances d'icelle, ni que ladite d[emoise]lle heritiere les puisse apeler à aucune reddition de compte ni prestation de reliquat, à tout le moins que sur leur simple affirmation et serment ; et si ladite d[emoise]lle heritiere vouloit aller [p. 86] au delà de ce, ledit seigneur marquis à pour ces presentes d'hors et déjà fait donation pure et simple ausdits *sieurs* de Bearn et de S[ain]t Julien de tous le reliquat de ladite charge de curatelle, si aucun en est. Voulant et consentant ledit seigneur que tant ledit testament que present codicille aye efficace et valeur pardevant tous sieurs juges qu'ils seront présentés ; et ores qu'ils ne vaudroient en forme qu'ils sont faits, qu'ils vaillent en la meilleure forme et maniere qu'ils pourront valoir par droit et coutume, et à requis à moi dit notaire lui retenir acte de tout ce dessus comme étant sa volonté dernière, que lui au concédé, en presence de Jaques Parabere, de François et Pierre Lariu, et Isac de Perissaut, homme d'armes de la presente ville habitans ; lesdits seigneur codicillaire et temoins se sont signés à la cede des presens et moy Labat, notaire royal. Delivré audit seig[neu]r marquis ledit jour que dessus. 15 mai 1633. »

1634

Copie du paréage de 1318

Source : Archives départementales du Gers, E 476, copie en français de 1634 et autre copie du XVIII^e siècle. Non transcrit.

1645

Mort de la fille d'Henri de Castelnau

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 381.

« 18 septembre 1645. Henri de Poyanne, marquis de Castelnau, et Jeanne Marie de Castille, prétendirent qu'ils étoient seuls seigneurs hauts justiciers et dominans de leurs terres, qu'ils avoient plusieurs seigneurs caviens et vassaux dependans de leurs baronies de Miremont, Batz, Geune et Castelnau, tels que les seigneurs de Sansac, Urgons, Payros, Puyo, Lanusse, Sorbetz, Bordos, Bruix et Tachoeres. Ils firent sommer Armand du Barry, seigneur de Puyo, de faire sonner pendant trois jours à cause de la mort de leur fille unique. Il fut repondu qu'on ignoroit leurs titres, qu'ils n'avoient qu'à les produire. »

v. 1667

Liève des fiefs du baron d'Urgons à Geaune

Source : Archives départementales des Landes, E 10 (15).

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20) : « M. de Chambre, baron d'Urgons, avait des fiefs à Geaune, dont on possède les lièves (AD 40, E 10) ».

« Liefve, estat et rolle des fiefz deubz au seigneur d'Urgons, tant en sa baronnye et terre d'Urgons que cabarie [caverie] de Pairois, jurisdiction de Geaune, et Thouvertz es jurisdiction de S[ain]t Loubouer, commensant par celuy d'Urgons quy se doit recouvrer à chaque jour et feste de Toussaintz de chacune année à raison de neuf baquettes par journée.

Et premierement [...] [suit la liste des feudataires d'Urgons]

Suivent les forains : Cazauteitz [...] Arzac [...] Arbocave [...] Batz [...] Saint Lobouer [...] Samadet [...] Saint Sever [...]

Suivent les fiefz deubz audit seigneur d'Urgons en la caverie de Thoufortz, jurisdiction de S[ain]t Loboer par ses emphyteotes et invantere à raison d'un sol deux baquettes par journée recouvrable par checun jour et feste de St Thomas de chacune année.

Premierement [...]

Les fiefz deubs audit seigneur d'Urgons comme seigneur cabier de la caverie de Pairois, jurisdiction de Geaune, et recouvrable au jour & feste de Saint Thomas de chacune année à raison de neuf deniers par journée, comme sensuit.

Premierement : Urgons [...] 1668 [...] Pairois [...] [ajout en marge : 1703]

Geaune :

Monsieur de Lasalle, outre la prairie qu'il a balhé en eschange à feu madame d'Urgons, quatre solz deux baquettes cy iii s. ii b.

François de Larrieu deux sols six deniers cy ii s. vi d.

Les heritiers de feu Magdelenon de Parrabere cinq sols cy v s.

M[aitr]e Pierre du Conte six deniers deux baquettes cy vi d. ii b.

(suscrit : payé 1716)

Jean de Pairois trois solz neuf deniers cy iii s. ix d.
François de Lisle un sol quatre deniers deux baquettes cy i s. iii d. ii b.
plus ledit chargé d'un journal huit lates 8 est fait à fief i s. i b.
Monsieur Perissault douze sols neuf deniers cy xii s. ix d.
Messieurs les Religieux du convent de Geaune un sol six deniers une baquette cy ..
..... i s. vi d. i b.
Jean Dartigueloube dit de Bertranne trois solz huit deniers deux baquettes cy
..... iii s. viii d. ii b.
Fortanier Dartigueloube six solz dix deniers une baquette cy..... vi s. x d. i b.
Les prebandiers de Geaune six deniers cy vi d.
Heritiers feu M[aitr]e Pierre de Lian trois deniers deux baquettes cy
..... iii d. ii b.

Castetnau [...] »

1671

Mise en ferme des biens de la commanderie de Pécorade

Source : Archives départementales du Gers, E994.

Jean Betboy, bourgeois de Coarrazze, agissant pour François-Paul de Béon, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur d'Arcins, afferme à Jean Castay, bourgeois de Geaune, les fruits, droits décimaux, fiefs, lods et ventes, etc., dus au commandeur dans cette commanderie pour la somme annuelle de 1500 livres.

« [p. 4] 15 juin 1671. Bail des dixmes du commandeur d'Arcins. Informe.

[p. 1] Le quinsieme jour du mois de juin mil six cens septante un, avant midy, dans la ville de Geaune, à mon logis, senechaussée des Lannes, au siege de S[ain]t Sever, pardevant moy no[tai]re royal soussigné, et en la presence des temoins bas nommés, s'est constitué en sa personne sieur Jean Betboy bourgeois et m[aitr]e du lieu de Couarrazze en Bearn, faisant et comme ayant charge et procuration expresse de m[essij]re François Paul de Beon et Dumasses Casaux, ch[evali]er de l'ordre de S[ain]t Jean de Jerusalem, commandeur d'Arcins membres de Pecorade, Castetnau, Bougue, Bahus-Damolens et Lucpeyrous, membres depend[an]s de lad[ite] commanderie, laquelle procuration il a promis faire aparoir à tous jours et heures, à peine d'en payer tous depens ; damages et interets, lequel de son bon gré en lad[ite] qualité, franche et agreable volonté, a baillé et par ces presentes baille à titre de ferme et arrentement à Jean Castay, bourgeois et m[aitr]e de la presente ville, illecq present, stipulant et acceptant, sçavoir est tant les fruits, droits decimaux, fiefs, lots, ventes, cens, rentes et autres droits et devoirs seig[neur]iaux deus aud[it] seig[neur] commandeur, et q[u'i]l a acoutumé prendre et percevoir annuellement auxd[its] lieux de Pecorade, Castetnau, Damolen, Lucpeyrous, Bahus Soubiran, Lauret et Bougue, membres dependans co[m]mune dit est de lad[ite] commanderie, située aud[it] [p. 2] present siege et en celuy de Marsan, et ce pour la presente année et cuillette d'icelle seulement qui comancera le premier de may dernier passé, et finira le premier de may de l'année prochaine mil six cens septante deux et ce pour et moyenant le prix et somme de quinze cent livres et les archifs que led[it] sieur comm[an]d[eu]r a accoutumé payer au seig[neur] eveque Dayre, et d'iceluy raporter quittance, en deduction de laquelle susd[ite] somme de quinze cent livres à m[onsieu]r le vicaire perpetuel dud[it] Pecorade par avance, autant qu'il est à terme, de les payer, et d'iceluy lui raporter quittance à peine d'en payer tous depens, damages et interets, et le restant de lad[ite] somme qu'est treize cens livres

led[it] Castay sera tenu payer aud[it] seig[neu]r com[man]d[eu]r ou à son certain mandement dans la maison dud[it] s[ieu]r Betboy aud[it] lieu de Couarraze, sçavoir six cens cinquante livres le jour et feste de Noël, et pareille somme de six cens cinquante livres le jour et feste de Pâques, le tout prochain venant à meme paine que dessus, moyenant quoy led[it] s[ieu]r Betboy aud[it] nom a promis faite jouir led[it] Castay de lad[ite] ferme et luy demeurer en tous cas fortuits, suivant la clef Dayre, en denonçant iceux cas fortuits dans led[it] lieu de Coarraze, maison d'iceluy s[ieu]r Betboy, [où il a] elut son domicile p[ou]r cet affaire seulement, laquelle denonciation il sera tenu faire dans huit jours après led[it] cas arrivé, et si dans trois semaines après led[it] seig[neu]r comm[an]d[eu]r ne veut ou envoie au present lieu p[ou]r voir [p. 3] le damage et accords d'experts, led[it] Castay en pourra saisir et créer d'office en justice, pour les juges ordinaires des lieux ou led[it] cas seront arrivés, sans qu'il soit tenu d'appeler led[it] seig[neu]r com[man]d[eu]r ; et lequeld[it] seig[neu]r com[man]d[eu]r ne pourra contester l'estimation qui sera par eux faite en justice avec pacte acordé entre parties que si le cas fortuit n'excede la dixieme partie des fruits, que led[it] seig[neu]r ne sera tenu d'aucun rabais ni fraix d'estimation ; et si led[it] cas excede plus, sera loisible aud[it] seig[neu]r com[man]d[eu]r de reprendre lad[ite] a ferme ou la laisser à son obtion, et pour ce de soutenir à memes peines que dessus, lesd[ites] parties, chacune en ce que leur touche, ont obligé, sçavoir led[it] s[ieu]r Betboy les biens temporels dud[it] seig[neu]r com[man]d[eu]r et led[it] Castay les siens propres, en particuliers que les tous ils ont soumis à toutes rigueurs de justice, auxquels la conn[oi]ssance apartiendra, renonçant à toutes renonciations, exceptions à ceder droit contraire, aussi l'ont promis et juré aux S[ain]ts Evangiles, en presence de s[ieu]r Grenier de Perissaut, et s[ieu]r Jean Lartigue, homme d'armes la p[rese]nt ville habitant, soussigné avec les parties et moy, ainsy signés Betboy pro[cur]eur susd[it], Castay, Lartigue present, Perissaut present, J. Carenne no[tai]re royal. »

1672

Ordre de démolir le Temple de Geaune

Source : Saint-Jours, *La bastide de Geaune*, p. 168-169, d'après Elie Benoît, *Histoire de l'edit de Nantes...*, t. V, extrait.

« Et tout considéré : Le roi étant en son Conseil, faisant droit sur ladite instance (des catholiques de Geaune) sans s'arrêter à ladite Ordonnance desd[its] Commissaires du 29 juillet 1665, a interdit l'exercice de la religion prétendue réformée en ladite ville de Geaune ; et en conséquence ordonne que dans la quinzaine pour toutes préfixions et délais, du jour de la signification du présent Arrêt sur les lieux, le temple construit en lad[ite] ville sera entièrement démoli à la diligence des habitants desd[its] de la R[eligion] P[retendue] R[eformée], et à faute de ce faire dans led[it] temps et icelui passé, permis auxditz syndic et habitants catholiques de le faire aux frais et dépens desd[it] de la R[eligion] P[retendue] R[eformée]. Fait au Conseil d'Etat du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 11 mars 1672 ».

1673

Antoine de Poyanne, marquis de Castelnau, coseigneur de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t.XXI, p. 229.

« 9 juillet 1673. Antoine de Poyane, chevalier, marquis de Castelnau, Geune et Miremont, senechal des Lannes, gouverneur de *Saint Sever* et de Dax ».

1681

Procédure pour une coupe de bois illégale

Source : Archives départementales des Landes, E44(3).

« 2 aoust 1681. Extrait des registres de la Cour criminelle de la senechaussée des Lannes au siege de S[ain]t Sever.

Entre sieur Jean Lartigue, syndic de la ville de Geaune, reprenant l'instance commencée par le s[ieu]r Arnaud Lassalle ci devant syndic dudit Geaune, demandeur en crime de vol d'une part.

Et Jean Dupiellet dit Bret deffendeur accusé d'autre.

Veue le procès requete en plainte dudit Lassalle ci devant syndic dudit Geaune avec l'appointement au pied du neuf decembre 1673, procès verbal de recherche de certains chaines par ledit sieur Lassalle pretendus avoir été couppés par ledit Dupiellet dans le bois appelé Lestremau appartenant à la communauté dudit Geaune, contenant sequestration desdits chenes, trouvés au devant de la maison dudit Piellet, du onzieme decembre audit an, information faite en la presente Cour à requete dudit sieur Lassalle sur ces faits contenus en sa plainte en datte du neufvieme may 1674 avec le decret d'adjournement personnel au pied, le meme jour neufvieme may au susdit 1674 ; audition rendue devant nous par ledit Piellet le 20 mars 1675 ; commission obtenue par ledit sieur Lassalle syndic, ledit decret avec exploit d'assignation à suite donnée audit Piellet du nefvieme et quatorzieme dudit mois de may 1674 ; copie de requ[e]te et elargissement dudit Piellet signifié au procureur dudit Lassalle le 16 mars 1676 ; deux derniers appointemens tenus en la presente Cour à requete dudit Lartigue syndic contenant la reprise d'instance et reglement à metre en datte des 14 juin et 2 juillet dernier ; requete dudit Lartigue syndic contenant ses conclusions avec signification faite au procureur dudit Piellet [p. 2] le 28 dudit mois de juillet dernier ; conclusion du procureur du Roy en datte du 1 du present mois, et tout ce que devers nous a été reunis et produit avec ledit acte et appointement à droit dans un saq.

NOUS en declarant ledit Dupiellet suffisamment atteint et convaincu du cas à lui echu par exploit dudit jour neufvieme decembre 1673, l'avons condamné et condamnons en douze livres d'admende applicable au Roy, et en douze livres par forme de damages et interets en faveur dudit Lartigue et à la valeur des chesnes en question, au dire d'experts dont les parties conviendront dans la huitaine autrement ; et sera permis d'office sy mieux ledit Lartigue n'ayent retirés des mains des sequestres ledits chesnes, ce qu'il sera tenu d'obter dans le delay de huitaine ; condemonons ledit Piellet aux depens de la procedure, la taxe et liquidation d'iceux à nous reservée, signé au parquet et auditoire royal de la present ville de S[ain]t Sver le second aoust mil six cents huitante un, signé Lespez lieutenant general criminel ; taxé pour nos epices dix ecus ; collationé Marsan six deniers ; signifié le cinquieme aoust mil six cents quatre vingt un à Castaing procureur dudit Piellet, parlant à lui avec Jean Dupiellet fis et Jean

Dupiellet sa partie, qui a déclaré être appellant de ladite sentence et taxe du présent des despens et de tout ce qui s'en est ensuivi et après les présents signé Castaing Dupiellet prisonnier ».

sans date (av. 1750)
Liste des prébendes de Geaune

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XVI, p. 100.

« Suite des archives de la ville de Geune.

Le livre de taille de Geune porte des taxes sur les prebendes de Parabere, Campagne, S[ain]t Blaize, de Dancos, Lafargue, S[ain]t Nicolas, S[ain]t e Caterine, la S[ain]t e Trinité, de Menaud Loubie, de la ville, de l'hospital, de S[ain]t Orens. Il y en a encore une de Pée d'Abadie, qui n'a pas de bienfonds, mais des rentes. L'église de Sorbetz est dédiée à S[ain]t Jean, celle de Bordos à S[ain]te Germie. »

1684
Serment de fidélité des habitants de Geaune

Le comte de Pardeillan Gondrin époux de Marie-Josèphe de Poyanne eut quelque temps Geaune en héritage (1684) et sa femme après 1700 (Légé, I, 205)

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 229.

Mention : Saint-Jours : « le 4 août 1684, le seigneur de Geaune vint sous la halle publique ... introduisent le seigneur dans l'église Saint-Jean-Baptiste et dans la maison seigneuriale attenante à la halle ».

« 8 août 1684. Jean Louis de Pardeillan, comte de Gondrin, marquis de Savignac, marié avec Jeanne-Marie-Josèphe de Poyanne, font prêter serment de fidélité aux habitants de Geune le 1^{er} octobre suivant. Elle étoit fille d'Henri et sœur d'Antoine. »
[p. 230] « Dans le serment de fidélité prêté par les habitants de Geune au comte de Gondrin le 1^{er} octobre 1684 il est parlé du pareage de Geune en 1318, des coutumes en 1322, des sermens de fidélité à Louis et Charles de Castetnau en 1390, 1481 et 1549 que les habitants de Geune doivent en commun pour la halle, taulage, communaux, bois de Lestremau et Sarrat d'icelui, &c. 3 l[ivres] 15 s[ous] 9 d[eniers] par place de maison et jardin six baquettes, et par journal de terre neuf baquette, conformément à la sentence arbitrale prononcée à Toulouse le 7^e mars 1626 entre Antonin de Castille et eux, on fait payer sept deniers par journal. »

ap. 1693
Mémoire sur le paréage de Geaune et divers détournements par des particuliers de Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E 482, 12 p. papier.

« [p. 14] Geaune. Gondrin. Mémoire à remettre à la liasse de Geaune sur le pareage de 1318. J. de C.

[p. 1] J. de C.

Mémoires pour les présentées à Monsieur le Comte de Gondrin sur les affaires de

Geune.

1318. Il paroît par le pareage qui fut fait entre Edoart Roy d'Angleterre Duc de Guienne et le seigneur de Castelnau que celluy cy donna quatre mille arpants de terre qui composent aujourdhuy cette juridiction de Geune pour estre baillés à fiefs, lesquels fiefs seroient prô media entre luy et led[it] Roy d'Angleterre Duc de Guienne.

Ce titre primordial justifie donc que tous les fiefs de la juridiction de Geune appartiennent au seigneur.

Il a à la verité esté alienné certains fiefs dans la juridiction par les seigneurs de Castelnau aussi seigneurs de Geune, sçavoir au seigneur de Bruix & à celluy de Sorbets & lesquels aquereurs jouissent de leurs aquisitions. Mais par la negligence des seigneurs dud[it] Geune ou de leurs intendants des particuliers se sont les uns fait reconnoistre une partie des fiefs qui sont dans l'enceinte de la juridiction, et les autres s'en font payer [p. 2] sans reconnoissance et sans aucun titre. Ils n'ont pour eux sçavoir les uns qu'une seule reconnoissance qui n'a point de relation à une precedente et les autres qu'une pretendue possession qui ne peut jamais donner atteinte au titre primordial qui justifie que le seigneur de Geune estoit l'unique dans cette juridiction.

Les droits de ces seigneurs de Castelnau ont bien esté sy negligés et les intendants qui en ont eu la direction sy peu zelés, qu'ils ont souffert que plusieurs habitants et forains ayent possedé comme ils possedent encore aujourdhuy certains biens en divers cartiers de la juridiction de Geune, dont la contenance est assés considerable, sans en payer aucun fief, et lorsque les possesseurs ont alienné une partie de ces tenements ou peut estre tous, ils n'ont pas hezité de dire dans les contrats que ces biens là par eux vendus sont disent ils les uns nobles de fiefs et les autres francs de fiefs, ce qui ne peut estre vrai, attendu la preuve du titre primordial et que le francalû n'a pas lieu ny n'est estably dans la senechaussée de S[ain]t Sever. Cependant cella a esté tolleré et il en est arrivé un sy grand mal que ces fiefs n'ont point esté payés et qu'il ny a jamais eu de reconnoissance d'iceux cy [p. 3] non plus que des autres.

Le Roy par son edit de l'année 1693 a à la suite estably le francalu par tout son royaume, en par les possesseurs des biens non relevans en directe d'aucun seigneur, payant certaine taxe, et il est bien seur que sy le traittant avoit decouvert les possesseurs des biens qui ne payent point des fiefs dans la juridiction de Geune et qui ont déclaré par les contrats de venthe qu'ils ont fait d'aucuns de ces biens que ces memes biens sont nobles. Il les auroit fait comprendre dans le rolle de la taxe, laquelle est payée par les proprietaires, ils demeureroient confirmés dans le francalu aux termes de la declaration du Roy. Mais comme pas un de ces proprietaires ne voudroit payer la taxe, ils seroient au contraire bien plus ausés de reconnoistre et payer les fiefs au seigneur et ce seroit pour eux l'unique moyen pour s'exempter du paiement de lad[ite] taxe, qui quoy qu'elle tarde, ne manquera pas de leur arriver, de sorte qu'il arriveroit de cella que le seigneur rentreroit dans son droit et que les amphiteotes ne seroient point suiets à la taxe. Ce remede est d'autant plus necessaire pour le seigneur que la plus [p. 4] saine partye des tenements de la juridiction de Geune sont soustraits de son emphiteoze, soit à raison de ce que une partye ont pretendu que leurs biens estoient nobles bien qu'ils n'ayent aucun titre ny raison, que celle de n'avoir pas payé de fiefs et l'autre à raison de l'usurpation que des particuliers ont faite d'une partye des fiefs dud[it] Geune.

Il s'y commet tant d'abus et il sy fait tant d'iniustices dans le corps de ville de Geune que sy Monsieur le Conte de Gondrin qui en est le seigneur n'a pas la bonté d'imposer son autorité les peuples sont reduits à la derniere desola[ti]on.

Le premier jurat de Geune est celluy qui administre les biens communs ; il fait mesme la collecte d'une partye de la taille et des autres impositions. Ce jurat se fait ordinairement par trigue et par cabale entre quelques proches qui sont tous d'une ligue et qui dans les assemblées pour les affaires communes compose la plus forte voix. Ils ont tous alternativement et successivement exercé cette charge de premier jurat

pendant quelques années, parmi lesquels il y a une famille qui a été dans la charge de jurat ou de [p. 5] syndiq pendant plus de vingt cinq ans actuellement. Il s'est même trouvé pendant quelque temps que de deux frères qu'il y avait dans cette famille, l'un était jurat et l'autre syndiq, et leur père avait voix délibérative dans les assemblées ; lorsque l'un de ces frères sortait de la charge de jurade, il rendait son compte devant l'autre frère qui était syndiq et quatre de ceux qui composaient l'assemblée qui étaient toujours de leurs proches parents comme beaux frères, neveux et cousins germains ; et cela se faisait ainsi parce que comme cette cabale en emportait la plus forte voix, il se trouvait que le rendant compte avait toujours les auditeurs à souhait. Ils se donnaient ainsi la balle parce que ce qui se faisait une année pour l'un se faisait la suivante pour l'autre. Il est arrivé de cela que le père de cette famille, après avoir rendu compte à sa guise, s'est trouvé reliquataire [de] cinquante ou soixante pistoles envers la communauté, que lui ni les siens n'ont jamais payées, parce que comme les uns ou les autres ou leurs adhérents se sont toujours trouvés dans la charge de jurat ou de syndiq et qu'ils avaient [p. 6] les actions en main, personne qu'eux n'était en droit ni en état d'agir pour faire payer cette somme qui est due depuis plus de 40 ans et dont cette famille profite au dépens du public ; du paiement de laquelle elle prétend se défendre par la voie de la prescription, qui ne peut pourtant pas avoir été acquise parce que le père et les frères ont toujours été dans les charges de jurat et de syndiq, de sorte que si aucune inscription est intervenue rendent leur gestion et par leur incurie, ils doivent s'en imputer la faute et ils sont incontestablement responsables du fonds et des dommages et intérêts. Mais s'il n'y a pas un syndiq créé exprès et qu'il plaise à Monsieur le Comte de Gondrin de lui ordonner de faire poursuite jusqu'à condamner cela sera toujours au même état, puisqu'il est vrai que les personnes du corps de ville des intéressés ont demandé une infinité de fois à cette famille de faire raison à l'amiable à la communauté sans que cela ait rien opposé et nonobstant que cette famille soit toujours débitrice de la communauté, a toujours été le depositaire des [p. 7] cadastres de la ville ; ait rendu lesd[its] cadastre informés en ayant enlevé ou souffert qu'il en fut enlevé un article considérable ; cette même cabale a si bien fait que l'un de cette famille, savoir le neveu, était jurat il n'y a que deux ans et qui n'a point rendu compte de sa gestion et l'oncle pour ses beaux exploits a été nouvellement créé syndiq, et voilà comme cela roule de main en main.

Le premier jurat avec le syndiq gère et administre les biens de l'hôpital et ils prétendent exclure le juge de la connaissance et de l'emploi des revenus dud[it] hôpital, mais ils ne donnent cette exclusion au juge qu'afin de lui ôter les moyens de s'opposer aux monopoles et aux malversations qui se commettent par la gestion du bien des pauvres ; en effet le fonds de cet hôpital consistait en quelques biens qui furent vendus à des particuliers, à qui le prix resta en main à condition d'en payer la rente. C'est ce qui a été fait pendant quelque temps, mais depuis quelques années, les acquereurs de ce fonds donné à l'hôpital ayant mis la cabale de leur party, ils ont aussi bien fait [p. 8] avec ce jurat et le syndiq que ceux-ci pour paiement de ce qui était dû aux pauvres par lesd[its] acquereurs ont pris cession sur des misérables qu'on voit tous les jours mendier aux portes, au lieu de laisser ces créances en la main de ces acquereurs qui auraient aujourd'hui de quoi payer, et par ce moyen empêcherait la plus part de ces misérables de mourir de faim.

Il y a d'autres débiteurs de l'hôpital qui ont vendu de leurs biens pour payer ce qu'ils doivent aux pauvres mais ceux qui les ont acquis sont des gens du corps de ville qui se sont chargés à la vérité de payer, mais comme ils sont ordinairement dans les emplois de jurat ou de syndiq, ils ne paient ni l'intérêt ni le capital. Cependant ils ne laissent pas de jouir de très beaux biens qu'ils ont pris pour acquitter les dettes de l'hôpital et c'est cette manière d'agir qui les met hors d'état de faire aucune charité, et cela est d'autant plus vrai que l'un des principaux de cette cabale a pris des biens de plusieurs débiteurs de l'hôpital, pour lesquels il s'est chargé de payer près de cent pistoles. Il

n'est pas à la vérité [p. 9] directement obligé en faveur de l'hospital mais par les contrats d'acquisition qu'il a passé avec les débiteurs de l'hospital pour lesquels il s'est chargé de payer aux pauvres. Il paroît qu'il a promis de leur rapporter la quittance. Cependant il jouit actuellement de tous ces biens et ne paye intérêt ny capital ; aussi le syndiq qui a les actions en main ne lui en demande t'il pas au moins qu'il paroisse par aucun acte non plus qu'à ceux pour lesquels ce particulier s'est chargé de paier, parce que ce syndiq est ordinairement un suiet choisy par cette ligue pour estre à leur devotion, cependant il est dû aux pauvres par ce particulier ou par ceux de quy il a prins les biens plus de 200 ll. d'intérêt qui n'est reconnu ny aquis par aucun acte, ce qui est un effet de la complaisance que le syndiq a pour ce par[ticuli]er débiteur.

Une autre raison que le corps de ville a pour donner l'exclusion au juge de la connoissance des biens des pauvres vient de ce qu'il s'est opposé à ce qu'il soit alloué au procureur syndiq des pauvres aucunes sommes pour ses peynes et vacations, led[it] [p. 10] juge prétendant que cella doit se faire Pro Deo, nonobstant laquelle opposition on ne laisse pas de passer en compte au procureur des pauvres 30 ou 40 ll. pour ses peynes lorsqu'il rend son compte auquel on n'appelle pas le juge ny le procu[reu]r d'office qui sont les auditeurs des comptes nés de la gestion des biens des pauvres.

Il y a un autre particulier à qui son oncle a laissé en mourant 1200 escus de renthe. Cellui là n'est pas un des moindres de la cabale, cest oncle en mourant fait son testem[en]t, il laisse trente escus aux pauvres pour estre employés à l'achat des matelas pour les faire coucher ; il y a 20 ans que cest oncle est mort sans que son heriter ait rien voulu payer de ce legat ; aussi il ne luy est demandé que du bout des levres parce que le syndiq qui seul estoit en droit de faire action est tousiours un suiet nommé et choisy par led[it] particulier, qui comme estant le fet de la cabale n'est jamais contredit par les autres et en effet le dernier procureur des pauvres estoit son beau frere qui a geré pendant deux ans, sans qu'on l'ait peu obligé de rendre compte ny de remettre à l'hospital deux matelas, que le precedent syndiq avoit fait [p. 11] faire, sauf que depuis quelques jours il y en a fait porter un et a offert d'y faire porter l'autre.

Dufau fut fait premier jurat l'année 1693. Quelque temps après il reçut l'ordre de Monsieur l'Intendant de fournir un soldat d'augmenta[ti]on pour le regiment de la bastide mais au lieu d'exécuter son ordre et de fournir un jeune de l'âge porté par led[it] ordre, non marié, il fit tout le contraire. Il prit deux hommes mariés et un bien grisou qu'il mena devant le commissaire sans en rien communiquer au corps de ville et comme c'estoient des suiets tous différents à ceux porté par son ordre, il fut renvoyé par plusieurs reprises, sy bien qu'il fut obligé de faire divers voyages au lieu que de 30 ou 40 jeunes hommes qu'il y avoit dans la juridiction il en pouvoit prendre un d'une taille choisie et de bon âge et espargner à la communauté neuf ou dix pistoles qu'il porte en compte, tant pour les frais que pour un soldat qu'il falut au bout du conte acheter après tous ces stratagemes. Sa conduite n'en a pas demeuré là : depuis son entrée à la jurade on n'a veu à Geune que des brigadiers porteurs de contraintes qu'il a lui mesme mandés et fait venir, [p. 12] ayant exigé du peuple pour les frais de contrainte plus d'argent qu'il n'y avoit imposé sur son rôle, avec cette différence qu'il a fait supporter les frais de ces contraintes à des pauvres miserables qui mouroint de faim et qui ont esté obligés de se defaire de tout ce qu'ils avoient pour payer les frais jusque là, qu'il a fait payer dix et douze livres à ceux qui sur la taille n'estoient imposés qu'un escu quatre francs. Son rôle des articles de vingt et vingt cinq escus, dix, vingt et trente livres et qui n'ont payé leurs impositions que dans le mois de decembre à la fin de son année sans leur avoit fait payer aucun fraix de contrainte ; enfin sy Monsieur le Comte veut se donner la peyne de commettre quelqu'un sur les lieux pour informer de sa conduite il y aura autant de plaignens que de contribuables. Son collegue n'a pas moins fait et selon la voix du poble ils l'ont entierement ruiné ; cella est allé jusqu'à ce point que la contrainte quy fut uniquement decernée sur les nouveaux convertis, il l'ont

servit contre les redevables de la taille dont la plus part avoient deia payé, mais leur payement fut imputé sur les frais de contrainte et se fit payer [p. 13] à mesme temps les frais de lad[ite] contrainte aux nouveaux convertis et à ceux a qui il l'avoit donné pour la taille.

1693

Saisie de Geaune par un officier royal

Source : Archives départementales de Gironde, C4138.

« 14^e mars 1693. Acte de prise de possession par Tricou de la terre et seig[neu]rie de Geune, saizie sur mess[i]re Louis de Pardalhan le 4 7bre 1692 faite par lui d'en avoir randu homage au roy. »

1694

Nomination à la cure de Geaune

Mention : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 62, n° 360.

« Titre de présentation de la cure de Geaune à Mr l'Evêque d'Aire, par M[ait]re Jean de Paris, prêtre, docteur en théologie du 20 7bre 1694, par Madame la Marquise de Poyanne, dame de Geaune, cotté au dos du n° 14, 1. 43^e ».

1700

Dénombrement des droits de la marquise de Poyanne à Geaune

Source : Archives départementales de Gironde, C 4180.

Mention : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20).

« Plus denombre lad[ite] dame qu'elle est dame seigneuriale dans la ville et terre de Geaune en lad[ite] sen[echauss]ee de Saint Sever, confront[ant] du levant aux terre et seigneuries de Latrille, du Mas d'Ayre, de Bahus et de Lucpeyrous, de midy avecq les limites de la paroisse de Mauries et de Miramont, du couchant avecq les limites de Castetnau & de celle de Cazautets, Puyo & Brux & du costé de cize avecq les limites dud[it] Castelnau, celle de Damoulens & dud[it] Lucpeyrous ; declarant lad[ite] dame qu'il luy appartient la justice haute, moyenne, basse avecq la seigneurie directe de lad[ite] ville de Geaune & jurisd[ic]tion.

Plus a la nomina[ti]on du curé à lad[ite] cure de Geaune.

Plus a le droit d'eslire et nomer anuellem[en]t les jurats sur la p[rese]nta[ti]on que les antiens jurats luy font des huit personnes desquelles lad[ite] dame en choisit ordinairement quatre.

Plus a le droit lad[ite] dame de faire tenir les marchés dans lad[ite] ville les jours de jedy de toute l'année.

Lequel jour de marché led[it] seigneur est en droit de lever certain droict appellé la leude quy se paye par tous les mar[chan]ts estrangers quy viennent achepter des marchandises en lad[ite] ville le jour du marché sull[e]m[en]t, à la reserve des pomes, poires, fromaiges et autres choses bonnes à manger & du gibier.

[p. 3] Lequel droict de leude se paye comme dit est par ceux quy acheptent et vendent, ainsy que s'ensuict.

Celluy quy porte ses marchandises sur un cheval ou sur autre monture paye trois deniers.

Celluy quy porte sur sa teste paye deu[x] deniers.

De chacun pourceau six deniers.

Pour chacune charge de verres un verre par vendeur.

Pour chacune charge de vaisselle de terre neuf denier par le vendeur.

Pour chacune charge de sel une pleine main, autant que la main en peut contenir, par le vendeur.

De chasque barrique de vin vendeu en gros ou chargée le jour du marché : un sol.

Plus a lad[ite] dame le droict de créer un juge pour l'exercice de la justice civile.

Plus a le droit de créer un baille quy exerce la justice criminelle et de pollice conjointem[en]t & avecq l'acistance des jurats.

Plus a droit de créer un greffier, deux sergents & un soubz baile.

De plus a droict de faire debitter ses vins en lad[ite] ville & juridi[cti]on pendant tout le mois de may de chascune année, à l'esclusion de tous autres bourg[eois] manants et hab[itans], & à faute de prendre & debitter des vins du seigneur chaque horte [p. 4], cabarettier ou tabernier est obligé de payer aud[it] seign[eu]r pour droict de mayade trois livres.

Plus luy appartiennent les fiefs, lots, venthes, poulles de fief ou de feu, droict de prela[tion], rettenue feodalle & droict d'entrée et pacage d'un troupeau de brebis de berger de montagne.

Lequel presant denombemt l'affirme et certiffie verittable ; en foy de quoy j'ay signé mien et apozé le cachet de mes armes ; fait à Montagne ce jourd'huy vingt cinquiesme du mois de juin mil sept cens. Jeanne Marque Rochest de Poyanne ».

1703

Procédure criminelle pour le fermier de Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E988.

« Extrait des registres de la cour criminelle de la senechaussée des Lannes au Juge de Saint Sever.

Suplie humblement Pierre Dupoy dit Mailhuquet dizant qu'il est fermier des droits seigneuriaux appartenant à la Dame Marqueze de Pojanne dans sa terre seigneurie marquisat de Geaune et dependances possedée par la Dame Marquise de Pojanne en qualité de tutrice du seigneur marquis de Poyanne son fils. Et qu'en lad[ite] qualité de fermier il a esté chargé par laditte Dame de commander la manœuvre en la juridiction dudit lieu de Geaune pour les travaux quy se faisoit de son ordre ; en consequence le supliant auroit chargé le nommé [p. 2] Lacaze baile de laditte Dame de Pojanne demander les nommés de Lagusaille, Poussé, Le Mananon et trois autres particuliers du lieu de Sorbetz dans les marquisat et juridiction de Geaune, pour aller couper quelque bois dans la forest de Saubanere pour le chauffage du sieur Care de Geaune, auquel laditte Dame a fait present dudit bois ; lesdits particuliers mandés ont refuzé d'obeir, intimidés par le sieur Lartigue de Tachoières, et le sieur Parrabere bourgeois de Geaune, quy ont allegué qu'il n'estoit deub aucune manœuvre à laditte Dame ; ce refus a donné lieu à pignorer quatre desdits particuliers, ledit Parrabere [p. 3] ayant du suport pour un desdits particuliers pignoreré, il a esté assez violent pour menasser publiquement le supliant, de le pendre et le tuer. De plus, il se transporta le jour d'hier environ les huit heures du matin dans la maison du supliant. Et là il tira son epée et la tenant nûe à la main, il a dit au supliant de se mettre à genoux et luy demander pardon, et jurant le saint nom de Dieu il luy dit « Je te veux tuer » et puis il se jetta sur

ledit suppliant, luy donna plusieurs coups, entre autres un coup de pied sur le bas ventre, dont le suppliant se trouve fort mal ; et parce que l'action dudit Parabere est un pur assassinat [p. 4] commis avec port d'amende, dessein premeditté dans la maison suppliant en laquelle ledit Parrabere l'alla trouver pour l'exceder, et que de plus ledit suppliant n'est pas en suretté, ledit Parabere s'estant vanté qu'il tueroit le suppliant, il est obligé d'en porter plainte pour obtenir reparation desdits excés, et prevenir ceux que ledit Parrabere pourroit commetre de nouveau s'il n'y estoit pourveu par justice.

CE CONSIDERÉ IL VOUS PLAISE DE VOS GRACES octroier acte au suppliant de sa plainte luy permettre d'informer desdits excés, violences ets menaces et pour ces facilités [p. 5] les prendre, de se pourvoir par censures ecclesiastiques pour l'information faite y estre pourveu, ainsy qu'il appartiendra ; cependant faire inhibition et defance audit Parabere d'exceder ny faire violences audit suppliant, lequel sera mis sous la protection de la justice et faire ce bien. ainsy signé Dupoy suppliant et Dusaut.

Ayt le suppliant acte de sa plainte, permis d'informer des faits y contenus en icelle et de se pourvoir par censures ecclesiastiques, faisans defances audit accusé de rien en y prendre sur sa personne et l'avons mis soubz la [p. 6] protection et sauvegarde de la justice et acte de ce que ledit plaignant a signé. Fait à Saint Sever le second janvier mil sept cens trois, ainsy signé Marsan, lieutenant assesseur criminel, scellé à St Sever Lamain pour le sceau signé Destouet &c. Collationné Mericamp greffier & trente sept sols six deniers la piece ».

1718

Location des places et fossés de la bastide et du bois de Lestremau

Source (note) : Archives départementales des Landes, Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20).

« Le 5 juillet 1718 M[aitr]e Pierre de Lisle, avocat et 1^{er} jurat, et s[ieu]r Pierre Larrieu, bourgeois et syndic de Geaune, reconnurent tenir à fief de Philippe de Baylenx-Poyanne les places et fossés de la ville, sous la redevance annuelle de 3 l[ivres] 15 sols payables à la S[ain]t Thomas en consequence de la sentence arbitrale du 20 mars 1625 ; plus 3 l[ivres] 15 sols pour le bois de Lestremau et Sarrat (pap. de Classun) ».

1722

Saisie réelle des biens du marquis de Poyanne, dont Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E988.

Saisie réelle des terres de Castelnau, Geaune, Montaignut et Bourdalat et Sengresse, à la requête de Jean-Louis de Barry, lieutenant-général à Saint-Sever, donataire contractuel de Jean-Pierre de Barry, son frère, au préjudice du marquis de Poyanne, débiteur de la somme de 5000 livres.

« 1722. Saisie réelle des terres de Castelnau, Geaune, Montaignut et Bourdalat et Sengresse, à la req[ue]te de M. de Barry contre M. le Marquis de Poyanne.

Le vingt quatriesme avril mil sept cens vingt deux, je soubzigné Jean Laraste, premier huissier audiencier de la cour de Brassens, pourveu par le Roy, receu au sennechal de Tartas, habitants de la ville de Saint Sever, procedant par greffier de la transaction du troizieme septembre mil six cens quatre vingt douze retenue par Dufourcq no[tai]re

roial, passée entre dame Bernisse Abize de Mongon, veuve de feu messire Antoine de Poyanne ; et monsieur m[aitr]e Jean Pierre de Barry, lieu[tenan]t gen[era]l au sennechal de Saint Sever, signé Dufourcq no[tai]re roial ; et du debitis de la chancellerie de parlement de Bourd[eau]x en datte du vingt six novembre mil sept cens vingt un colationné par le Conseil, signé Dallenet, scellé le vingt six novembre aud[it] an 1721, que j'ay en main ; et à la requete de m[onsieu]r m[aitr]e Jean Louis de Barry Conseill[er] du Roy, lieutenant general au siege de S[ain]t Sever, donnataire contractuelle dud[it] feu sieur Jean Pierre de Barry, son frere, habitant de lad[ite] ville de S[ain]t Sever : certifie avoir dhuement signifié la susd[ite] transaction et debitis à messire Philippe de Bailens, marquis de Poyanne, Castetnau de Tursan et autres places, fils et heritier de lad[ite] dame de Mongon sa mere, habitant au château de la ville Dax, gouverneur des villes Dax, S[ain]t Sever et chateaux desd[ites] villes, et ce aux fins qu'il n'en pretende cauze d'ignorance ; et en consequence luy ay fait comandement de par le Roy nostre Sire et justice paier sans delay aud[it] sieur Jean Louis de Barry la somme de cinq mil livres, qu'il luy soit pour les raisons contenues dans la susd[ite] transaction, avec les interets legitimes d'icelle, luy ayant déclaré que faute de ce faire il sera contre luy procedé à saizie de ses biens avec despans, et autrement comme de raison ; fait et exploité dans le château de la ville Dax, domicile dud[it] seigneur de Bailenx, marquis de Poyanne, en partant à un de ses domestiques quy a receu coppie de lad[ite] transaction debitis et des presans par moy. Con[troll]é à S[ain]t Sever le 25 avril 1722. Laraste.

Le quinsieme juin mil sept cens vingt deux avant midy, je soubzigné Jean Laraste premier huissier, audiancier de Brassens, procureur par le Roy, receu au sennechal de Tartas, habitant de la ville de S[ain]t Sever, procedant par[rature] de la transaction du troisieme sep[tem]bre mil six cens [p. 2] quatre vingt douze signée Dufourcq notaire roial ; et du debitis de la chancellerie, departement de Bourdeaux, en datte du vingt six novembre dernier, colationé par le Conseil, signé Datemus et scellé led[it] jour 26 no[vem]bre ; et à la req[ue]te de monsieur Jean Louis Debarry, Conseill[er] du Roy, lieutenant general au sennechal de Saint Sever, donnataire contractuel de feu monsieur m[aitr]e Jean Pierre de Barry, son frere, habitant de lad[ite] ville de Saint Sever ; et en continuant et suivant le comandement sy devant par moy fait à messire Philippe de Bailenx, seigneur marquis de Poyanne, Castetnau et autres places au nom et comme heritier de feu dame de Mongon, marquize de Poyanne, sa mere, tant pour elle que pour luy, habitant au château de la ville Dax ; et faute par led[it] seigneur marquis d'avoir payé aud[it] sieur Debarry la somme de cinq mil livres et interetz legitimes d'icelle, qu'il luy doit pour les raisons contenues dans les pieces sy dessus enoncées, et des que lesquelles je luy ay signifié et dont il a receu coppie tant par le susd[it] comandement à luy fait que par les presans certifie qu'à defaut dud[it] payement m'estre exprés transporté en compagnie de mes tesmoins quy seront sy après nommés dans le marquisat et seigneurie et biens de Castetnau de Tursan pour y proceder à saizie reelle au preiudice dud[it] seigneur marquis de Pöyanne ; et là estant arrivé en compagnie de mesd[its] tesmoins et audevant du château dudit marquisat de Castetnau de Tursan, ay pris, saizy et mis soubz la main du Roy au preiudice dud[it] marquis de Poyanne, sçavoir est tout icelluy marquisat appellé de Castetnau de Tursan, consistant au château dud[it] lieu, ormier, deux maisons l'une servant de chay et l'autre de grange, le tout couvert de tuille à canal et crochet, sol, terre, place desd[its] château et maison où le tout est batty et edifié, jardins, vergers, champs, terres labourables et aubaredes, le tout à un tenant ; confrontant du levant au bourg dud[it] Castetnau, de couchant, midy à terres vignes et champs de Jean de Lanebras m[aitr]e chirurgien, de nort au ruisseau de Escoulla ; plus me suis transporté en compagnie de mesdits tesmoins sur la piece de terre champ appellé à la Coste du Couloumé que nous avons saizy comme dessus ; laquelle confonte du levant à

chemain public, du couchant à terres du nomé Sanrennot Depons, du nort à terre du nommé Guilhem du Baile, de midy à chemain public et de couchant à chemain du service. Plus me suis porté en compagnie de mesdits tesmoins sur une piece de terre vigne blanche et rouge [p. 3] en carreaux separés en un tenant, appelée à la vigne rouge, à la Rembeze, au haut dous camps, au Cathoury, celle du Cathoury blanche, et à Lapellade quy est aussy blanche, et du Vergeras ; confronte du nort au bourg dud[it] Castetnau, du levant chemin du service, de midy à vigne de Pierre Duseré, du couchant à vigne et aubarede dud[it] Lanebras. Plus me suis transporté en compagnie de mesditz tesmoins sur toute icelle meterie appelée de Morgaux, quy consiste en maisons couvertes de tuille à canal et crochet, sol, terre, place d'icelle, eyre, eyrial, jardin, vergers, champs labourables, taillis, chataigners et prés à un tenant, que nous avons le tout saizy comme dessus et trouvé confronter du levant au ruisseau de Leseruris, du nort et couchant à terres du sieur Destenaue et de Guilhem de Parlezo, et de mydy au ruisseau du Bas. Plus me suis encore porté en compagnie de mesditz tesmoins sur la paire de terre champ appelée La coste de Lapachere, que nous avons saisy comme dessus, et trouvé qu'elle confronte du couchant et nort à terre dud[it] sieur Destenabe, du levant à chemin de service et de midy au ruisseau du Bas. Plus me suis transporté en compagnie de mesditz tesmoins sur la prairie appelée à Cordonne et aux Arriberotz de Berbat que j'ay saizy comme dessus et trouve que il confronte du levant et nort à chemin du service, de mydy à terre labourable d'Antoine Depietz et du couchant à prairies appelées à la Gauzere ; confronte du levant et nort à prayrie du sieur Destenabe, du couchant au canal du Bas et de mydy au chemin public. Plus me suis transporté avec mes dits tesmoins sur autre prayrie appelée Mousey Bernard ; confronte du levant à prayrie de Jean de S[ain]t Germain, de Bernard de la Fargue dit Talasac, du couchant et nort au ruisseau du Bas, de mydy à la prayrie de Louis de Liste m[aitr]e appotiquere. Plus me suis transporté avec les memes tesmoins sur une piece de terre vigne blanche appelée au Gelaas ; confronte du levant à terre vigne blanche et champ de la nomée Margueritte, et des autres cottés à terre d'Estienne Barbie ; et laquelle je saizie comme dessus ; plus me suis transporté en compagnie de mesditz tesmoins sur la piece de terre champ appelé à Lariberot de Bouraing, que je saizie comme dessus ; confronte du levant et couchant à chemin de service, de mydy et nort [p. 4] à terres desd[its] heritiers de Jean Laporte. Plus me suis transporté en compagnie des mesmes tesmoins sur toute icelle metterie appelée à la Coudure, que je saizy comme dessus, quy consiste en maison couverte de tuille, sol, terre, place où elle est batie, eyre, eyrial, jardins, vergers, vignes, terres labourables, taillis, prés, tausias ; confronte du levant, couchant & nort à chemin public, de midy à terre du nommé Riou de Lacournere. Plus me suis transporté avecq mesditz tesmoins sur autre piece de terre taillis appelée au Peres ; confronte du levant et nort à terre du s[ieu]r Perissaut, de couchant & midy à chemin public, que nous avons saizy comme dessus. Plus me suis transporté en compagnie des mesmes tesmoins sur autre piece de terre lande appelée au Touja du Sarraille que nous avons saizy comme dessus, qui confronte du midy à chemin public, et par les autres endroits à terre de Sarrabaig. Plus encore me suis transporté en compagnie des mesmes tesmoins au devant du moulin moulant à deux meules appelé le moulin de Castetnau, batty sur le canal du Bas, que nous avons saisy comme dessus ; confronte du levant et nort à chemin de service, du couchant à terre de m[aitr]e Pierre Dussaut et de midy à chemin de service, tous les susd[its] biens nobles sittués en la parroisse dud[it] Castetnau. Plus me suis transporté sur toute icelle seigneurie appelée de Castetnau aveq les mesmes tesmoins que nous avons saisie comme dessus, avecq la haute, moyenne et basse justice, fiefs, poulles, cens, renthes, honneurs, prelations et preminances, peages et revenus dependans de laditte baronie de Castetnau et qui se prennent dans icelle ; confronte de tous cottés aux terres et seigneuries Durgonx, Saint Louboer, Vielle, Geaune et canal du Bas ; et de là estant me suis transporté en compagnie des mesmes tesmoins sur toute icelle

terre et seigneurie appelée à Geaune, que nous avons saisy comme dessus, consistant la haute, moyenne et basse justice compris, y compris la justice et droits seigneuriaux que led[it] seigneur de Pojanne a ez terre seigneuries de Sorbetz, Mauries, Cledes et Payros, fiefs, venthes, peages, herbages, carnaux, droits de patronages, poulles et avoynes, dixmes infeodées appellées de Plantaingan, et gennerallement tous autres droits et devoirs seigneuriaux, lesquels nous avons saisy comme dessus ; confrontent lesd[ites] terres de Geaune, Sorbets, Mauries, [p. 5] Cledes & Payros, de tous cottes aux terres seigneuries Durgonx, Bahus, Lucpeyroux, Arbocave, Pimbo, Damoulen, la baronie de Miremont et susd[ite] baronie de Castetnau ; et de là estant me suis encore transporté sur toute icelle metterie noble appelée de Saubanere, située en la paroisse de Bahus, que nous avons saisy comme dessus en compagnie de nosdits tesmoins, consistant lad[ite] metterie en une maison couverte de tuille et bardeau, eyre, eyrial, verger, jardin, champ labourable, taillis, tausias, toujas, landes, tout à un tenant ; confronte du levant et nort à terre de Jean Castaing, de couchant et midy à terre bois du seigneur de Bahus, toutes les susd[ites] terres, seigneuries, moulins, biens, honneurs et droits seigneuriaux sis et situés dans lesd[ites] paroisses cy dessus denomées et dans la sennechaussée du present siege de St Sever ; et autrement qu'elle sont entre leurs plus amples limites et confrontations, et sans prejudice de les plus amplement limiter et confronter ; comme aussy nous avons saisy comme dessus toutes les appartenances & dependances desd[ites] terres, seigneuries et biens, aveq tous et uns chacuns les fruits, profits, revenus et emolumens quy sont de present croissans et qui croissereont à l'advenir sur lesd[its] biens et terres et seigneuries saizies ; et ay déclaré qu'au regime, garde et gouvernement desquels susdits biens, terres & fruits saisis, il y sera par moy cy après estably pour commissaire et sequestre de justice suivant l'ordonnance m[aitr]e Pierre de Vignolle, con[seill]er du Roy, commissaire genneral, receveur et contresolleur aux saisies reelles au present siege des iceux habitans de la lad[ite] ville de St Sever, ayant fait deffences tant aud[it] seigneur marquis de Poyanne executé qu'à tous autres [p. 6] de troubler ledit sieur de Vignolles au fait et devoir de la charge, à celle paine que de droit ; et avons déclaré que led[it] sieur Jean Pierre de Barry a esleu son domicile dans lad[ite] paroisse de Castetnau chez le sieur Jean Presieu, dans celle de Geaune dans la personne de sieur Langlade m[aitr]e apotiquaire, et dans la paroisse de Bahus chez le nommé Capdevielle dit Manou, marchand, et en la ville de Saint Sever dans sa maison ; et ce fait estant sur lesdits biens, terres, seigneuries, maisons et moulins, le tout cy dessus saisy, à chacune des pieces de terres je plante un pieu de bois contre chacun desquels j'ay attaché un panonceau où étoit empreintes les armoiries du Roy, et au bas de chacun d'iceux j'ay mis un de mes exploits signés de nous et de nosdits tesmoins ; par lesquels j'ay fait une ample narrative de la susd[ite] saisie du nom, cognom, profession et habitation des parties saisy et saisyssant, et du commissaire quy y sera etably, des domicilles esleuz par lad[ite] saisie, des sommes et des pieces en verthu desquelles lad[ite] saisie a été faite, amplement limités lesdits biens saisis, le tout suivant et conformément à l'ordonnance et pareillement contre les ports du château, maison et moulin et parquet des audiances, attaché en pareil panonceau conforme et semblables aux precedens, signés de nous et de nos tesmoins, pour que personne n'en pretande cauze d'ignorance ; et de là je me suis transporté avecq mesdits tesmoins au devant lesd[ites] portes principales et entrées des eglises parroissielles dud[it] Castetnau, Geaune et Bahus, contre lesquelles portes j'ay attaché un panonceau et au bas desquelles j'ay mis un de mes exploits semblables [p. 7] et conformes aux precedens, pour que personne n'en pretande cause d'ignorance ; et la nuit nous ayant surpris et empechés de continuer la saisie sur le restant des autres biens situés dans la sennechaussée, nous avons été obligés de renvoyer la continuation à demain neufiesme du courant ; de quoy nous avons dressé le present verbal pour servir en ce que de raison, ce qui a esté fait en presences de m[aitr]e

Laurent Croscelles pratitien et Bernard Deyme perruquier, tesmoins exprès amenés avecq nous, habitans de la ville de S[ain]t Sever, sousignez ; et à chacun sur exploits desd[its] panonceaux fait led[it] jour quinsiesme juin mil sept cens vingt deux avant midy. Daymé. Croseilles. Laraste. Cont[roll]é à S[ain]t Sever le 18^e juin 1722 Mericamps f[ai]t 1 l[ivre] 3 s[ols].

Et advenant le seisiesme juin aud[it] an mil sept cens vingt deux, avant midy, nous huissier susd[its], procedant par vertu des precedens actes et à mesme requeste, et faute par led[it] seigneur debiteur y desnommé d'avoir payé les susd[ites] sommes et interets, certifie mettre exprès transporté sur la terre et seigneurie de Montagut et le Bourdalat, consistant en la maison seigneuriale, granges, escuries, chais et greniers, appellés à la salle de [p. 8] Montagut, et ce en compaignie des tesmoins denomés dans l'acte precedent pour y proceder à la continuation de lad[ite] saisie ; laquelle terre & seigneurie de Montagut et de Bourdalat nous avons saisy comme dessus. Plus me suis transporté en compaignie des mesmes tesmoins sur toute icelle maison et metterie, grange et parq, appelée à Laborde, ensemble au devant les maisons et metteries appellées au Saby calounin, consistans esdittes maisons, sols, terres, places, eyriaux, jardins, vergers, vignes, terres labourables, prayries, taillis et bois à haute futée, et landes et sur la prairie appelée de Sabin et Lambarot. Plus me suis transporté comme dessus en compaignie des mesmes tesmoins sur autre metterie appelée à Larribere de Saulin, que le tout nous avons saisy comme dessus. Plus me suis transporté sur autre metterie appelée au Palas en compaignie de mes tesmoins, consistant en maison couverte de tuille, cabannes, granges, sols, terres, places, vergers, jardins, vignes, preds, landes, bois taillis et terres labourables, que nous avons saisy comme dessus. Plus me suis transporté avecq les mesmes tesmoins sur la piece de lande appelée au Bardet et sur la piece de terre prairie appelée de Bruzon et sur la piece de bois taillis appelée à la Cave, que nous avons le tout saisy comme dessus. Plus me suis transporté avecq mesdits tesmoins au devant le moulin moulant à une meule appelée à Poundure y baty sur le ruisseau appelé du Pesqua de Montagut ; tous les susd[its] biens à un tenant que nous avons saisy comme dessus, avecq toute icelle justice haute, moyenne et basse desdits lieux [p. 9] de Montagut et Bourdalat, fiefs, lots, vanthes, droits de prelation, peages, herbages, carnaux, dixmes infeodées et genneralement tous autres lieux et droits aud[it] seigneur de Pojanne appartenant auxd[its] lieux de Montagut et Bourdalat, scittués lesd[its] biens en lad[ite] juridiction, lesquels confrontent de tous cotés aux seigneuries de Monguilhem, de Toujouze, de Perquie et parroisse d'Arrimblés ; et autrement que tous les susd[its] biens, terres et moulin sont entre leurs plus amples limittes et confrontations et sans prejudice de ces lieux, limiter et confronter ; comme aussy avons saisy genneralement toutes les appartenances, depandances, droits et devoirs seigneuriaux desd[ites] terres et seigneuries du Bourdalat et Montagut, avecq tous & uns chacuns les fruits, profits, revenus et esmolumens quy sont de present croissant et qui croiteront à l'advenir sur tous les susd[its] biens & terres ; et avons déclaré comme par les actes precedens qu'au regime, garde et gouvernement desd[its] biens & fruits il y sera estably pour fournissaire & sequestre de justice led[it] s[ieu]r de Vignolle, commissaire genneral denommé par les actes precedens, ayant fait deffence aud[it] seigneur executté et à tous autres de troubler led[it] sieur de Vignolle au fait et devoir de sa charge, à telles paines que de droit ; et ce fait estant sur lesd[its] biens avecq mesd[its] tesmoins, je plante un pieu de bois sur chaque piece de terre cy dessus saisie ; contre chacun desd[ites] pieces je attache un panonceau ; et au bas de chacun j'ay mis un de mes exploits, quy sont semblables & conformes aux precedens. [p. 10] Et pareils panonceaux ay attaché aux portes esdittes maisons, moulin et parquet d'audiance, cy dessus saisis pareil et semblables aux precedens ; et ce fait me suis exprès transporté à cette fin que de raison au devant les eglises parroissiales dud[it]

Bourdalat et Montagut, contre les portes principales et entrées d'icelles j'ay attaché un panonceau ; et au bas de chacun un de mes exploits, les tous semblables et conformes aux precedens ; de quoy nous avons dressé le present verbal pour servir en ce que de raison, et le tout fait conformément à l'ordonnance, pour que personne n'en pretende cause ignorance ; à quoy personne n'a rien dit ny fait opposition, et avons déclaré que le sieur Jean Louis de Barry a esleu son domicile audit Montagut dans la maison et personne du nommé Barriquete, marchant, et audit Bourdalat aussy dans la maison ez personne du nommé Paulin, aussy Benoit, d'ailleurs, et dans la ville de Saint Sever dans la maison où il rezide ; et la nuit nous ayant surpris nous avons été obligés de renvoyer la continuation des biens à saisir à demain dixiesme du courant et le tout a été fait en presence desdits Croiseilles & Deymie, tesmoins par nous exprès menés et denomés dans la precedente saisie, habitans de ladicte ville de Saint Sever, qui ont signé avecq nous au bas de chacun exploit desd[its] panonceaux et à ces presens avecq moy led[it] jour sedsiesme juin mil sept cens vingt deus. Daymé. Croseilles. Laraste. Con[troll]é à S[ain]t Sever le 18^e juin 1722. Mericamps f[ai]t 1 l[ivre] 3 s[ols].

[p. 10] Et advenant le dix sep[ties]me juin aud[it] an mil sept cens vingt deux avant midy, je susd[it] huissier procedant par vertu des pieces mantionnées au precedant acte et à la requette dudit sieur Jean Louis de Barry, con[seill]er du Roy et lieutenant genneral au siege de Saint Sever, habitans de la ville dud[it] St Sever, certifie mettre exprès transporté en compagnie de mes tesmoins precedens sur toute terre & seigneurie et biens de Sengresse, parroisse de Souprosse, sittiée dans la sennechaussée dudit St Sever ; et là estant arrivé ay saisy et mis sous la main du Roy et de justice lad[ite] terre & seigneurie de Sengresse appartenante audit seigneur marquis de Pojanne, consistant en haute, moyenne et basse justice, fiefs, lots & vanthes, droits de prelation, peages, herbages, carnaux et tous autres droits et devoirs seigneuriaux, avec la maison noble appelée au Peyroulet, granges, pigeonier, parqs, sols, terres, places du tour avecq les maisons & metteries appellées du Bouner, Balhoy, lou Bacqué, Blazy, Campot, Loustau, Meignon, Loucambancq, consistant en maisons, granges, parqs, eyriaux, jardins, terres labourables, prés et bois ; plus me suis transporté en compagnie des mesmes tesmoins au devant et sur les biens appellés Dartigues, de Village, Du grand camp, les Lapinieres, et sur la piece de las Sailleit appelée aux Sailleits. Plus me suis transporté en compagnie des memes temoins sur les metteries de Bernachon, [p. 11] François Arnauticq, Gene et Hillot, Mouchart, Beyrac, Caloüe, Lesbargueres, consistant en maisons, sols, terres, places, jardins et eyriaux, terres labourables, bois à haute futaye appelée à la Bimade ; plus me suis transporté au devant de deux moulins appellé de Sengresse, batty sur la riviere de l'Adour, et autre moulin appellé de Piquon, qui sont en mesures et qui ne moulent plus ; sur le bois à haute futaye appellé de Pratz ; toutes les sud[ites] maisons, moulins et biens scittués en ladicte juridiction de Sengresse, le tout noble, que nous avons saisy comme dessus ; et laquelle juridiction de Sengresse confronte de tous cottés aux terres juridictions de Nerbis, Mugron, riviere de Ladoüe et aux terres & seigneuries de Souprosse et Goutz, les susd[its] biens, terre et seigneurie sittiés dans la sennechaussée de St Sever ; et autrement ainsy que tous les susd[its] biens sont entre leurs plus amples limittes et confrontations et sans prejudice de les mieux amplement limiter & confronter ; comme aussy avons saisy comme dessus toutes les appartenances & depandances desd[its] biens et genneralement tous les droits et devoirs seigneuriaux que ledit seigneur marquis de Pojanne est en droit et a acoutumé de prendre sur lad[ite] terre et seigneurie de Sengresse, avecq tous les fruits, profits, revenus et esmolmens quy sont de present croissant et qui croiteront à l'advenir sur lesd[its] biens saizis et terres ; et avons déclaré qu'il y sera cy après [p. 12] par nous estably conformément à l'ordonnance au regime, garde et gouvernement desdits fruits

et revenus ledit sieur de Vignolle, commissaire denommé dans la precedente saisie ; et fait deffence audit seigneur executé conformément à la precedente saisie de troubler ledit sieur de Vignolle au fait et devoir de sa charge, à telles peines que de droit ; et declare que led[it] sieur de Barry creancier a esleu son domicile dans lad[ite] juridiction de Sengresse dans la maison et personne de Jean Chinoy de Loustau, laboureur, et dans la ville de Saint Sever dans sa maison où il rezide ; et ce fait estant sur lesd[its] biens me suis exprès transporté derecherf sur lesd[its] biens avecq mesd[its] tesmoins ; et sur chaume desd[ites] pieces et terre cy dessus saizies et sur chaume d'icelles, je plante un pieu de bois contre chaume desquels j'ay attaché un panonceau où estoit empreintes les armoiries du Roy ; et au bas de chacun d'eux j'ay mis un de mes exploits signé de nous et de nosd[its] tesmoins, samblables & conformes à ceux des actes precedens ; et pareils panonceaux ont été mis par moy dit greffier à toutes les portes des maisons desd[ites] metteries, avecq de samblables exploits, mesme à la porte du parquet où se tiennent les audiences dudit Sengresse ; et par surabondance de droit en compagnie de mesdits [p. 13] tesmoins me suis transporté au devant l'esglise parroissielle de Sengresse appelée St Pierre de Souprosse, contre la porte principale et entrée d'icelle j'y ay mis et attaché un panonceau, au bas duquel j'ay mis un de mes exploits pareil & samblable aux autres precedens ; de quoy nous avons dressé le present verbal pour servir en ce que de raison. Ce qui a été fait en presences desdits Croseilles & Daymé tesmoins susd[its], qui ont signé ces presens et ces exploits desdits panonceaux avec moy, ledit jour dix septiesme juin mil sept cens vingt deux. Daymé. Laraste. Croseilles. Con[troll]é à S[ain]t Sever le 18^e juin 1722. Mericamps f[ai]t 1 l[ivre] 3 s[ols].

Et advenant le dix septieme juin mil sept cens vingt deux après midy, je soussigné Jean Laraste, huissier susd[it], procedant par vertu du present verbal de saisie et desd[ites] pieces inventionnées, à la requette dud[it] sieur de Barry denommé dans la susd[ite] saisie, certiffie m'estre porté au domicile dud[it] s[ieu]r de Vignolle en compagnie de mesd[its] tesmoins ; et là estant ay signifié aud[it] sieur de Vignolle le susd[it] verbal de saisie, dans lequel il est denommé, pour qu'il n'en pretende cause d'ignorence ; et luy ay déclaré de nouveau qu'au [p. 14] regime, garde & gouvernement desd[its] biens et fruits saisis, il y est estably pour commissaire & sequestre de justice suivant l'ordonnance ; et luy ay enjoint d'en prendre & accepter la charge et faire le devoir d'icelle et exposer les fruits en afferme, parties presentes ou duement appellées, à peine d'en repondre en son propre & privé nom fait, en parlant aud[it] sieur de Vignolle qui a pris coppie tout au long de lad[ite] saisie et des presens par moy, en presences desd[its] Croseilles et Daymé, tesmoins expres menés et denommés dans led[it] verbal de saisie, soussignés et à l'exploit dud[it] sieur de Vignolle avecq moy. Daymé. Croseilles. Laraste. Con[troll]é à S[ain]t Sever le 18^e juin 1722. Mericamps.

Le dix huitieme juin mil sept cens vingt deux, je soussigné Jean Laraste, premier huissier aud[ian]cier de la cour de Brassens, pourveu par le Roy, receu au senechal de Tartas, habitans de la ville de St Sever, [p. 15] procedant par vertu du verbal de saizie dont coppie est des autres parts et es pieces y mentionnées ; et à la requette de monsieur m[aitr]e Jean Louis de Barry, conseiller du Roy et son lieutenant general au senechal de St Sever, habitant de la ville dud[it] Saint Sever, certiffie avoir bien et duement signifié le susd[it] verbal de saisie reelle et pieces inventionnées en vertu desquelles lad[ite] saisie à esté faite à messire Philippe de Baylenx, seigneur marquis de Poyanne et autres lieux, gouverneur des villes et chateaux de Dax et St Sever, habitant au château de la ville de Dax, aux fins qu'il n'en ignore ; auquel dit seigneur de Baylenx ay fait inhibitions et deffances de troubler ny empecher led[it] sieur de Vignolle commissaire denommé dans led[it] verbal au fait et devoir de sa charge, à telles peines

que de droit, ce qui a esté fait ez presence de m[aitr]e Laurens Croseilles, praticien, et Bernard Daymé, perruquier habitant de lad[ite] ville de St Sever, tesmoins par moy exprès menés et en partant au sieur Dubasque, greffier ordinaire dud[it] seigneur marquis de Poyanne du marquisat de Castetnau, qui a receu coppie tout au long dudit verbal de saisie et [p. 16] des pieces cy mentionnées de l'exploit de sequestration et des presences pour en tenir averty led[it] seigneur marquis de Poyanne ; et ont lesd[its] temoins signé ces presens avecq moy et la coppie baillée aud[it] sieur Dubasque, greffier, pour en faire la remize aud[it] seigneur de Baylenx ; fait par moy. Daymé. Croseilles. Laraste. Con[troll]é à St Sever le 18^e juin 1722. Mericamps f[ai]t 12 s[ols]. »

1741

Afferme des revenus de Geaune pour 800 livres

La marquise de Poyanne afferme pour neuf année à Bertrand et Denis Poublanc, de Geaune, les droits seigneuriaux du lieu pour la somme annuelle de 800 livres.

Source : Archives départementales du Gers, E886.

« Geaune Castetnau. Du 4 juin 1741. Bailh afferme de la seigneurie de Geaune. P[ou]r Bertrand et Denis Poublan pere et fils, Jean & Augustin leurs cautions, 800 l[ivres] par an. N°32 ».

AUIOURD'HUY QUATRIEME JOUR DU MOIS de juin mil sept cens quarante un avant midy dans la ville de Geaune et dans mon estude, sen[echauss]ee des Lannes, au siege de S[ain]t Sever, pardevant moy notaire royal sousigné et p[rese]ns les temoins bas nommés, a été p[rese]nt & constitué personnellem[en]t nobles François Anthonin de Guichenet, seigneur du Boulos, Bordos & bas Mauries, h[abit]ant de la p[rese]nt ville en qualitté de procureur constitué de haute et puissante Dame Marie de Gassion, marquise de Poyanne, h[abit]ante au château dud[it] Poyanne, vefve de defunt Messire Philippe de Bailenx, chevallier seigneur marquis de Poyanne, Castetnau, Geaune & autres lieux, gouverneur des villes et chateaux Dax & St Sever, en qualitté de retemptrisse & usufruitiere des biens dellaissés par led[it] defunt seigneur marquis de Poyanne, par l'acte de procuration du premier du courant passé devant Brouchon, notaire royal, et c[on]trollé à Mugron le mesme jour par Labeyrie, laquelle procuration sera annexée à ces p[rese]ntes pour en etre expedié coppie aux parties interessées ; lequel dit sieur de Guichenet aud[it] nom a par ces p[rese]ns baillé a titre d'afferme et arrentement pour le temps & esgard de neuf année & neuf cuillettes prochaines & consemilieres, à commancer de la St Jean prochain, tenant et finissant à mesme & semblable [p. 2] jour lesd[ites] neuf années finies & revolües, en faveur de Bertrand et Denise Poublan dite Larabet, mat[re] pere & fils et autres de lad[ite] p[rese]nt ville ici p[rese]ns stipulants et acceptants, sçavoir est tous les droits seigneuriaux de Geaune et jurisdiction d'icelle qui appartiennent à ladi[te] dame et dont elle jouit actuellem[en]t, consistant en dixme, fiefs, lots & venthes non excedants cent livres pour chaque venthe, et s'ils excedentait dellà, le surplus appartiendra à lad[ite] dame ; dans laq[ue]lle p[rese]nte ferme est encore compris le droit d'herbage, carnalage, leude, greffe, baylie, le droit de mayade et la moitié des amandes pour le fait de chasse et peche, à la reserve des poules que lad[ite] dame se reserve ; laq[ue]lle p[rese]nte ferme est faite par led[it] sieur Guichenet et aud[it] nom de procureur constitué en faveur desd[its] Poublan pour & moyenant le prix & somme de huit cents livres pour chacune desd[ites] neuf années, laq[ue]lle susd[ite] somme de huit cents livres lesd[its] Poublan pere et fils a pris ; pourtant que pour la validitté des p[rese]ntes led[it] Poublan pere a eu deum[en]t autorisé led[it] Poublan son fils, ont promis & se sont

obligés de payer à lad[ite] dame ou à son certain mandement annuellem[en]t, sçavoir la moitié de lad[ite] somme de huit cents livres les festes de Noël de chaque année, et l'autre moitié les festes de Paques aussy de chaque année, sans que l'un terme puisse attendre l'autre, à peine de tous depens, damages et int[erets] ; demeurenat accordé que led[it] s[ieu]r Guichené aud[it] nom restera aux cas fortuits auxd[its] fermiers suivant la [p. 3] Clef d'Aire en par lesd[its] fermiers, les denonceant à lad[ite] dame pendant les neuf jours après q[u'i]ls seront arrivés passé lesq[ue]ls ils n'y seront plus tenus ; et lad[ite] denontiation faitte, il sera fait une estimation à l'amiable du damage qu'aura causé led[it] cas fortuit ; et ce qui sera estimé sera deduit sur le prix de ferme ; et sera neantmoins loisible à lad[ite] dame pendant l'année seull[e]m[en]t que sera arrivé led[it] cas fortuit de reprendre lad[ite] ferme ; et moyenant tout ce dessus led[it] s[ieu]r Guichenet aud[it] nom consent que lesd[its] fermiers jouissent de faict de lad[it] ferme avecq promesse de les en faire jouir pleinement & paisiblem[e]nt aux mesmes peines que dessus ; et pour plus grande assurance de tout ce dessus, lesd[its] Poublan fermiers ont offert pour leurs pleiges cautions et principaux repondants, sçavoir est Jean & Auguste Lartigue dit de Picon, pere et fils lesd[its] h[abit]ants du terroir de Pantaignan, jurisdiction de la p[rese]nte ville icy pnts qui pour tels se sont offerts & constitués et pour l'entretien et exemtion des p[rese]nts, lesd[ites] parties chacune pour ce qui les concerne, mesme lesd[its] Poublan fermiers et Lartigue cautions ; après pourtant que pour la validité p[rese]ns led[it] Lartigue pere e eu deum[en]t [p. 4] autorisé led[it] Lartigue son fils, tous quatre ensemble solidairemt l'un pour l'autre & un chacun d'eux seul pour le tout, avecq la renonciation au benefice d'ordre de discution de presonnes et discution de biens, q[u'i]ls ont dit entendre ; ont obligé tous leurs biens & causes p[rese]nts & advenir q[u'i]ls ont soumis à justice, mesme lesd[its] fermiers & leurs cautions leurs personnes q[u'i]ls ont soumis au seau de riguer estably pour ces sortes de contrats dans la ville de Bord[eau]x ; au surplus lesd[its] fermiers promettent de remettre à lad[ite] dame coppie en forme du p[rese]nt bailhé à leurs fraix et depens & sans aucune diminuation du prix d'icelluy ; fait et passé ez p[rese]nce de Pierre Lafenestre dit du Pourtau, et Jean Sansarriq dit Petit, vigneron, h[abit]ants aud[it] Geaune signés à l'original avecq les parties autres que led[it] Poublan pere qui a declaré ne sçavoir de ce requis par moy sur l'original ; c[on]tro]llé à Geaune par moy bas signé à ce commis qui ay receu deux livres seze sols.

S'ensuit la coppie de lad[ite] procuration.

Le premier jour du mois de juin mil sept [p. 5] cens quarante et un avant midy au château noble de Poyanne, siege de Tartas, pardevant moy notaire royal dud[it] Geaune sousigné p[rese]nts les temoins bas nommés, a été p[rese]nte en sa personne Dame Marie de Gassion Marquise de Poyanne, h[abit]ante aud[it] château, laq[ue]lle de son bon gré a fait et constitué pour son procureur exprés & irrevocable, sçavoir est monsieur de Guichenet Boulos h[abit]ant de la ville de Geaune pour & au nom de lad[ite] dame constituante affermer les reveneux de lad[ite] terre et seigneurie de Geaune à telles personnes, pour tel termes, pactes, clauses et conditions que led[it] s[ieu]r procureur constitué trouvera à propos et generally faire dire, gerer et negotier tout ainsy & de mesme que lad[ite] dame feroit ou faire pourroit si elle y estoit presente, javoit absante et que le cas requit un mandemt plus special, promettant avoir le tout pour agreable et en rellever indemne led[it] s[ieu]r procureur constitué à peine & obligeant &c. Fait et passé ez presence de m[onsieu]r m[aitr]e Simeon Deyris pretre docteur en théologie et prier dud Poyanne et m[aitr]e Jean [p. 6] Camy juge de Gamarde h[abit]ants dud[it] Poyanne temoins à ce appellés, signés à l'original avecq lad[ite] dame et moy sur l'original, signé Brouchon notaire royal ; et c[on]tro]llé à Mugron le 1^{er} juin 1741 par Labeyrie, qui a receu douse sols. Carenne no[tair]e royal ».

1745

Suppression du droit de péage institué illégalement par le Marquis de Poyanne à Geaune et Castelnau

Source : Archives départementales du Gers, E886

« Arrêt du Conseil d'État défendant de percevoir aucun droit de péage par terre à Castelnau et à Geaune, ainsi que prétendait faire le marquis de Poyanne.

[p. 1] EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Veue par le Roy etant en son Conseil les titres et pieces representés en execution de l'arrest rendu en icelluy le vingt neuf aoust mil sept cens vingt quatre, et autres rendus en consequence de l'arrest interlocutoire du vingt un fevrier mil sept cens quarante un signifié le vingt un may suivant par le s[ieur] de Baylenx marquis de Poyanne se pretendant en droit de percevoir des droits de peage dans les lieux de Castelnau et de Geaune ou Geaune, gen[eralité] d'Auch, sçavoir expedition d'un contract du dernier janvier mil quatre cent quatre vingt six, par lequel Alain seigneur de Labret a vendu à Charles de Poyanne entr'autres choses la seigneurie et baronie de Gammarde avec ses appartenances et dependances y compris le peage qu'il avoit accoutumé de lever, tant en lad[ite] baronie et seigneurie de Gammarde qu'en la baronie et seigneurie d'Auribat et en autres parts où il avoit accoutumé d'etre levé, plus tous les hommages et devoirs tant de la paropie d'Ordise que de Poyanne et tous autres hommages appartenans à lad[ite] seigneurie et baronie de Gammarde, ensemble toute la paropie d'Onnard située en la baronie d'Auribat avec le passage et port dudit Onnard, les galups et galupes, baches et autres instrumens dud[it] port d'Onnard et d'Audon. Ensuite est l'homologation dud[it] contract de vente faite le sept fevrier suivant par Jean Roy de Navarre et l'acte de mise en possession desd[its] biens dudit du meme mois. Copie collationnée sur autre copie et l'egalisée d'un contract du onze jan[vi]er mil cinq cent vingt par lequel François de Poyanne seigneur de Nosse et baron de Gammarde a vendu à Guillaume de Baylenx seigneur de Poyanne la baronie d'Onnard avec le passage et autres droits en dependants, ensemble le peage d'Auribat, le tout scitué et assis au pays d'Auribat en la senéchaussée des Lannes. Expedition d'un bail fait le vingt quatre fevrier mil cinq cens quatre vingt sept par Bertrand de Poyanne pour trois années moyenant la somme de vingt cinq ecus sol du peage tant en lad[ite] baronie de Poyanne d'Onnard qu'ailleurs par toute la jurisdiction d'Auribat. Autre expedition d'un bail du vingt trois juin mil six cens un dud[it] droit de peage tant en lad[ite] baronie de Poyanne, d'Onnard qu'ailleurs par toute la jurisdiction d'Auribat ledit bail fait pour trois années moyenant trente cinq ecus sol. Autre expedition d'un bail du cinq may mil six cent trente trois des droits de peage accoutumés etre levés ez paroisses, jurisdictions et baronies de Poyanne d'Onnard, pour trois années moyenant la somme de cent cinquante deux livres. Expedition d'un sous bail fait par le dix huit aoust mil six cent trente quatre par le fermier des peages et baronie de Poyanne et d'Onnard pour deux années de tout le droit de peage en la paroisse et baronie de Poyanne à la charge que le preneur ne prendroit aucun droit de peage sur les denrées et marchandises qui presseroient et se dechargeroient au port depart, led[it] fermier s'etant reservé led[it] droit de peage acoutumé etre levé à Onnard, tant sur lad[ite] riviere d'Adour qu'ailleurs dans la dite paroisse d'Onnard pour trois années moyenant le somme de cent trente cinq ecus pour lesd[ites] trois années. Expedition de deux autre baux du [p. 2] vingt six juin mil six cent quarante huit et vingt un juillet mil six cent cinquante un dud[it] droit de peage d'Onnard tant sur la riviere de l'Adour qu'ailleurs dans lad[ite] paroisse d'Onnard. Bail du huit octobre mil six cent soixante un fait par led[it] marquis de Poyanne du droit de peage qu'il avoit accoutumé de percevoir dans la paroisse de Gammarde pour trois années moyenant la somme de sept cens par an. Actes de procedures faites le quatre decembre mil six cent

soixante trois et jours suivans dans la jurisdiction ordinaire de Poyanne à la requette du fermier dud[it] peage d'Onnard contre Alexandre de Gos aux fins de faire condamner à l'amende portée par la table dud[it] peage pour avoir passé un barreau de vin par la riviere de l'Adour sans alleger. Bail du trente juin mil six cens soixante onze des peages appartenant aud[it] m[ess]ire de Poyanne tant sur la riviere de l'Adour qu'autrement dans la paroisse d'Onnard pour deux années. Sous bail fait le trente un aoust mil six cent soixante dix sept par le fermier general de la seigneurie de Poyanne du droit de peage accoutumé estre levé [suivent une liste de baux liés au péage sur l'Adour] [p. 3] Conclusion du sieur Mabou, Maitre des Requetes, Procureur general de Sa Majesté en cette partie. Vû aussi l'avis des sieurs commissaires nommés par l'arret du Conseil du vingt neuf aoust mil sept cens vingt quatre et autres rendus en consequence. Oüi le raport du sieur Orry Conseiller d'État ordinaire et au Conseil Royal, Controlleur General des Finances.

Le Roy etant en son Conseil, conformément à l'avis desd[its] sieurs commissaires, a suprimé et supprime les droits de peage par terre pretendus par led[it] marquis de Poyanne aux lieux de Lou castetnau et de Geaune. Luy fait Sa Majesté tres expresse interdiction et defense de percevoir aucun droit de peage sous quelque denomination que ce soit sur les voitures, bestes de somme, bestiaux, denrées et marchandises passant par lesd[its] lieux de Lou castetnau et de Geaune ni ailleurs dans l'etendüe desd[ites] seigneuries, à peyne contre luy de restitution des sommes qui auroient été exigées, d'une amende arbitraire au profit de Sa Majesté et contre ses fermiers ou receveurs d'etre poursuivis extraordinairement comme concessionnaires et prins comme tels suivant la rigueur des ordonnances. Fait au Conseil d'État du Roy Sa Majesté y etant tenu à Gand le premier aoust mil sept cens quarante cinq, signé Phelipeaux.

Gaspard Henry Caze, chevalier baron de la Bove, seigneur de Monchalont, Orgeval, Grand et Petit Juvincourt, Bierre, Floyard, Aromey, Dommazie et autres lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, M[aitr]e des Requettes ordinaire de son hotel, Intendant de justice, police et finances en Navarre, Bearn et Generalité d'Auch. Veu l'arret du Conseil ci dessus et commission à icelluy encore adressez. Nous ordonnons que ledit arret sera lû, publié et affiché partout où besoin sera, executé selon sa forme et teneur. Fait à Pau le premier octobre 1745. Signé Caze de la Bove, et plus bas Salenave.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, au premier nôtre huissier ou sergent sur ce requis, nous demandons et commandons par ces presentes signés de notre main que l'arret cy attaché sous le contresel de nôtre chancellerie donné ce jourd'huy en notre Conseil, nous y étant pour les causes y contenues, fut signifié au s[ieu]r Marquis de Poyanne y denommé et à tous autres qu'il appartiendra à ce que personne n'en ignore, et fasse en outre pour l'entiere execution d'icelluy à la requette de notre amé et feal le sieur Mabou, nôtre con[seil]er en notre Conseil, Maitre des Requettes ordinaire de nôtre hotel et nôtre procureur general en la commission etablie par l'arret de nôtre Conseil du vingt neuf fevrier [p. 4] mil sept cens vingt quatre pour l'examen et verification des titres des droits de peage, bacs et autres droits de cette nature dans l'etendue de notre royaume tous commendemens, sommations et autres actes et exploits ce qu'il est necessaires sans autre permission. Car tel est notre plaisir. Donné à Gand le premier jour d'aoust l'an de grace mil sept cens quarante cinq et de notre regne le trentieme, signé Louis et déclaré par le Roy Phelipeaux. [suit la confirmation de l'enregistrement]. 1^{er} août 1745. Arrêt du conseil d'État portant deffense de percevoir aucun droit de péage par terre, prétendu par M. de Poyanne à Castelnau et à Geaune ».

1749

Extrait du pouillé des paroisses du diocèse d'Aire

Édition : Jean-Marie Cazauran, « Pouillé du diocèse d'Aire », *Bulletin de la société de Borda*, 1885, p. 257 sq., extrait.

« ARCHIPRÊTRÉ DE TURSAN

AIRE *Adurus, Airius, Vicojulia, Sotia*. [patron] M. l'Evêque. Le curé n'entre point au chœur. L'annexe est Notre Dame de Subéhargues (*de Superfarguis*). Le livre rouge fait mention de l'hôpital d'Aire.

ARBOCAVE S. Germain. [patron] le seigneur du lieu de *Arbocava, dono episcopi* (livre Rouge.)

Le curé doit 35 sols morlans pour la visite faite en personne ou par commissaire. *Capellanus* est le mot que je rends par curé, je crois qu'il englobe le curé primitif et le vicaire perpétuel. Il y avait autrefois deux prébendes, celle de S. Georges et celle de la confrérie de Notre-Dame. On n'emploie pas la dernière dans l'assiette de 1680. Le capitaine Abadie de Béarn démolit l'église avant 1572, il emporta tous les ornements qu'il y trouva et rançonna les marguilliers qu'il avait arrêtés, L'archif d'Arbocave monte suivant le livre rouge à 15 sols morlans.

Recipit episcopus pro procuratione d'Arbocava quindecim solidos morlanorum. Il y est aussi marqué que cette église était autrefois du patronage de l'évêque.

BACHEN Ste-Madeleine, est unie à la *psallete* d'Aire. [patron] le Chapitre d'Aire. Il y a la prébende de Guron.

Cornet en est annexe et donne huit sols pour visite et pour Cornet trois sols de la même monnaie. (v. Buanes).

BATZ Notre-Dame. Serait-ce *de Vallibus* ? [patron] le seigneur du lieu marquis de Poyanne. Le droit de visite pour Batz est fixé à 10 sols morlans. Le procès-verbal envoyé à Charles IX porte que cette église était du patronage de l'évêque ; qu'elle fut pillée par les Religionnaires qui y massacrèrent un prêtre. Ses annexes sont Aubaignan qui était *de dono episcopi* et Serregaston.

Batz (Ste-Catherine), Serregaston, (S. Vincent), Aubaignan (la Nativité de Notre-Dame).

Mathieu de Pontac, comte de Belhade, marié avec N. du Barry, héritier de Batz, vendit la terre de Batz à Jean-Jacques de Fénelon, conseiller en la grande chambre, cellier de France. Jeanne-Marie sa fille, dame de Batz est mariée avec N. Boula du Mont de Godefroi, conseiller au parlement de Paris.

Item facit preceptor de Pecorada pro decimali xx solidos morlanorum.

Item facit præceptor domus d'Ordainh pro quarta decimali de Bahus, de Molens et de Luco Petro et decimarum tam novalium quam aliarum terrarum, carnalagiorum et vitiorum et aliarum rerum xxi solidos morlanorum.

Item recipit episcopus a capellano de Vallibus pro decima de terra Ranis quinque solidos morlanorum.

BAHUS-SOUBIRAN S. Jean. [patron] M. L'Evêque.

Cette paroisse est connue dans les anciens catalogues sous le nom de Sorbets. Le droit de visite est fixé il 35 sols morlans. M. l'Evêque a encore les noales dans Bahus et 31 sols morlans d'archif.

L'église de Bahus fut ruinée vers 1567. Les Huguenots qui l'avaient pillée et démolie emmenèrent un prêtre auquel ils firent de si mauvais traitements qu'il en perdit le sens. Cette église fut dépouillée par les Huguenots de tous ses ornements et choses nécessaires à la célébration du service divin. Le curé fut fait prisonnier par un agent du

seigneur de Geune et de Castelnau. Un catholique charitable paya la rançon. Son esprit fut dérangé et il mourut dans une grande pauvreté. Ses annexes sont Notre-Dame de Sorbets, S. Louis de Bardon, pour lequel la visite est fixée à cinq sols morlans, Notre-Dame de Saubonières ou Soubanère (*silva nigra*). Il n'y a ni église ni habitant en cet endroit. M. le marquis de Poyane prend toute la dixme qui lui est disputée par M. le commandeur d'Arcins dont Pécorade est membre. Livre rouge d'Aire fait en 1335.

BUANES S. Orens. [patron] le Chapitre d'Aire. Le verbal envoyé à Charles IX porte que cette cure était alors unie à la psallete d'Aire.

Il y a deux prébendes appelées de Cerres ou de La Serre et de M[aitr]e Pierre du Tastet. On voyait autrefois un temple à Buanes. M. de Pellot, intendant en Guyenne, en ordonna la démolition sur les remontrances de M. de Sarriac, évêque d'Aire.

Cornet et Classun sont les annexes de Buanes.

CASTELNAU Ste-Madeleine. *Castrum novum. Patronum habet hospitalarium* (d'Arcins).

La visite montait à 30 sols morlans. Cette église fut pillée et brûlée en 1569. Elle resta longtemps sans curé ni vicaire. **Pecorade** est son annexe. L'église appelée *de Ecclesias* laquelle était *de dono episcopi* me paraît être ce qu'on appelle Gleysia où l'on voit des masures d'église dans le terrain de Castelnau.

COUDURES *Culturæ*. S. Martin. [patron] M. l'Evêque.

Ecclesia de Culturis de dono episcopi. Il est de 25 sols morlans pour la visite. L'abbé et chapitre de S. Girons paye 6 sols six deniers d'archif et M. L'Evêque a la moitié de la dixme. L'église fut pillée et brûlée en 1569. Il y a plusieurs prébendes qu'on appelle du martyrologe, de M[aitr]e Bernard de Pita ou de Poyaler, de Marien de Mallet, de la Barrière et de la Barrère et de la Nautin.

L'assiette de 1573 marque celle de M[aitr]e Caramon de Pita, de M[aitr]e Bernard de Pita, de Fortané de la Cour, la première de Lescun et celle de la Barrère.

DADOU ou FARGUES *Dadou* S. Martin. [patron] le seigneur du lieu.

Le procès-verbal envoyé à Charles IX, marque le seigneur pour patron. Cependant le livre rouge dit qu'elle est *de dono episcopi*. Elle fut entièrement rasée et pillée par les Huguenots. La visite allait à 16 sols morlans. Le prieur de S. Gilles payait l'archif de quatre sols six deniers morlans et M. l'Evêque avait les dimes des noales dans *Dadou*.

DUHORT *Duroforte* S. Loup. [patron] l'Abbé de la Castelle.

C'était autrefois l'annexe de **Las Beseilhes** dont l'église est ruinée. Un prémontré dessert cette église. L'assiette de 1572 y marque les prébendes première et seconde de Lescalle, de Guiron et de Bayonne. Celle de 1680 n'emploie que celle de Simon ou de Siméon.

GEUNE *Genoa* S. Jean, autrefois Notre-Dame. *De dono episcopi. Tamen dominus de castro novo impedit*. Les annexes sont **S. Martin Bedarede** où l'on ne dit la messe qu'aux fêtes annuelles et dont la fabrique est de 400 l[ivres] de rente et **Garros** où il n'y a plus d'église. Le seigneur du lieu présente à la cure de Geaune. La ville fut bâtie en 1318 dans la paroisse de S. Jean de Pantanhan. On démolit en 1747 l'église de **Pantanhan**. On y trouva la tête d'un curé tout entière. Le droit de visite pour Geune et Bedarede est de 30 sols morlans. L'église de Geune fut pillée et brûlée par les ordres de Jacques de Castelnau, seigneur de Geune, calviniste très ardent. La tour de cette église fut bâtie en 1454, selon l'inscription qui est autour du pilier. M. de Sariac, évêque d'Aire, fit démolir le temple de Geune en vertu d'un arrêt du Conseil. Il faisait sa visite et les religionnaires chantaient lorsqu'il passait. Il le prit pour un affront et jura la ruine du Temple. Il était auprès du presbytère où est le jardin d'un paysan, du côté du nord, au-delà de la rue. L'assiette de 1573 fait mention de six prébendes de la Trinité, de celle de Labadie ou de Pédabadie autrement de Premau ou de Pedemau, de Campagne, de Ste-Catherine, d'Aucos, de Teube, de St-Blaise, de S. Orens, de

Menaud de Loubie, de Piranne, d'Autanne, de Parabère, de St-Nicolas ou de Lespitau. Cette dernière est du patronnage des claviers de la confrérie de S. Nicolas ou de S. Jacques. L'assiette de 1680 n'emploie que les prébendes de Pedemau, de l'Espitau et de S Orens. Les prébendes de la Trinité furent fondées en 1483 par Jean de Laur, évêque de Bayonne, prieur du Mont-de-Marsan, que je crois avoir été curé de Geune. Les prébendés nomment en cas de vacances. Il faut être du lieu et on dispute même au curé le droit d'éligibilité. Le fondateur, est, dit-on, enterré dans la chapelle de ces prébendes, qui n'ont presque plus de revenu. Le dénombrement du seigneur d'*Aberon* diocèse d'Auch, porte qu'il payait 60 fr. de rente au seigneur de Castelnau au nom des dits prébendés. Il y a à Geune un **couvent d'hermites de S. Augustin**. L'église en était magnifique, la communauté nombreuse. Il n'y a plus que trois religieux. On assure que cette maison était fondée avant la ville et que les religieux possédaient presque tout le terroir. Si cela était, le paréage serait une fable. Le comte de Montgomeri fit brûler le couvent, le prieur fut tué dans le cloître, un religieux du couvent d'Orthez fut tué près de la ville. On creva les yeux à un père convers. Le puits fut comblé de corps des religieux. Un prébendé de la ville fut arrêté et rançonné à cent francs.

LACAJUNTE S. Michel. S. Martin. [patron] M. l'Evêque.

S. LOUBOUER *Stus Liborius ou Lobarius. Beata Maria*. [patron] M. l'Evêque.

La visite est de 20 sols morlans. L'abbaye séculière ou collégiale est assez ancienne pour qu'on assure que dès le XII^e siècle un pape adressa un bref à l'abbé de S. Loubouer. (On ignore l'époque de sa fondation). *Abbatia Sti Loborii, ubi non est certus numerus canonicorum*. Il y a huit chanoines outre l'abbé et un sacristain. Le service ne s'y fait entier que durant six mois. Le chapitre élit l'abbé qui tire deux portions de revenus et nomme durant quatre mois, chaque chanoine ayant ensuite son mois. L'abbé et le chapitre payent cent sols morlans à l'évêque pour le droit de visite. Pierre Ducasse, abbé de S. Loubouey étant mort en mai 1571, le chapitre élit Bernard de Gamarde ; le seigneur de Roissy fit entendre au roy, ainsi qu'il conste du procès-verbal de Charles IX, que cette abbaye était de nomination royale et Sa Majesté y établit des économes. L'église fut brûlée en 1569, les titres enlevés, le cloître et les maisons des chanoines rasées. Un prêtre y fut tué. Il y a plusieurs prébendes dans cette église, savoir de M[aitr]e Pierre de Podio, la seconde de Podi, de la Fite, de Berdote, et du sacristain de S. Loubouër. L'abbé a le double d'un chanoine ou deux places, les fiefs, lods et ventes, émoluments de la justice. Il nomme le juge avec le chapitre. Année commune, chaque chanoine a dix barriques de vin, 2 chars de froment ou 20 sacs, deux chars de millet, 12 quintaux de foin, 220 fr. de distribution,

MANT S. Pierre. [patron] l'abbé de Pontaut. Le patronnage de cette église est énoncé pour l'abbé dans le procès verbal envoyé à Charles IX, par lequel il est dit que l'église fut pillée, brûlée et abattue par les Religionnaires et qu'un prêtre y fut tué. Le droit de visite est de vingt sols morlans

LE MAS *Mansum* S. Pierre. [patron] M. l'Evêque.

Il y a dans cette église les prébendes *de Aliis*, de Ste-Catherine, de Jacques et S. Marsau et de Marie de Coutetz.

MIRAMONT *Mirus mons* Notre-Dame. [patron] l'abbé et chapitre de Pimbo. Le procès-verbal envoyé à Charles IX porte que l'abbé et chapitre de Pimbo sont patrons de cette église, que les Huguenots pillèrent et brûlèrent, et y tuèrent un prêtre. M. l'Evêque y doit percevoir l'archif de 30 sols morlans. **Mauries** ou Mauriède qui est annexe de Miramout était taxée à 12 sols morlans pour la visite. Il y a à Miramont une prébende appelée deus Pres. Il est fait mention de celle de la Herrère dans l'assiette de 1680. Courrèges, curé de Miramont en vendit les fonds pour 2,000 fr. en 1720 du consentement de l'Evêque et du patron laïc. Ces fonds étaient à Castelnau de Tursau et très considérables. Il y en avait une autre appelée de **Luxerein** (St-Jean de). Il y a une chapelle de ce nom qui a fabrique.

MONTGAILLARD *Mons Galhardus* S. Gilles. [patron] M. l'Evêque.

Montgaillard est entre S. Sever et Grenade. La seigneurie est composée de Montgaillard, Cheta (?), Bahus, Juzeaux, Boulin, La Rivière, Montfort et Dadou. Il y a quatre moulins sur le ruisseau de Bahus et Boulin en dépendent et plusieurs métairies situées en Dadou. Le seigneur a justice haute, moyenne et basse, lots et rentes et fiefs et donne environ 10.000 fr. de rente. M. de La Latine président à mortier au parlement de Bordeaux en a fait faire la saisie réelle, en février 1756. On n'en a donné que 8.000 et quelques livres. Cette terre appartient à M. le baron de Bajan (?) seigneur de la Marque en Périgord et premier baron de Périgord. Il n'a que des filles pour héritiers. Il avait 24.000 fr. de rente. **Boulin** est annexe de Montgaillard. M. l'Evêque y prend toute la dixme. Les églises de Boulin et de Montgaillard furent ruinées par les Religionnaires qui y tuèrent trois prêtres. Il y a à Montgaillard un prieuré de 2.000 fr. de rente lequel est un membre de l'abbaye de S. Gilles, diocèse de Nîmes. Un mémoire porte que l'évêque d'Aire en est patron. Selon le procès-verbal envoyé à Charles IX, c'est l'abbé de S. Gilles. Il y a plusieurs prébendes dans l'église de Montgaillard : celle de Bourdos, celle de Sarransotas, ou du Bedat, de laquelle était patron en 1577 Bernard Jean d'Aubaignan, arrière-petit-fils de Sarransot d'Aubaignan, celles de Marsan, de *Corpore christi* et les deux prébendes de M[aitr]e Pées de la Maison. L'état de 1680 n'emploie que les prébendes du martyrologe ou *prêtres habitués* et le prébendé d'Halibouge ou de Notre-Dame de Pitié. La visite était fixée à 35 sols morlans.

MONTSEGUR *Mons securus* S. Jean. [patron] M. l'Evêque. Il y avait en 1577 une prébende dite de *Arbinis*. L'annexe est *La Bastide* appelée en latin *Batista* ou *Pons Reginae* dans le Livre rouge. *Ecclesia de Ponte reginae de dono episcopi*. Elle était alors de l'archiprêtré de Chalosse. *Item recipit episcopus pro parte decimae de Ponte reginae de parte quam recipiunt clavigeri ejusdem ecclesiae quinque solidos morlanorum et tertiam partem totius decimae*.

PAIROS Notre-Dame. **Cazautets** et **Clèdes** sont ses annexes.

PIMBO Pendulum N. [patron] M. l'Evêque.

Lauret est son annexe et l'était autrefois de **Pujo** en Tursan. L'abbaye séculière ou collégiale de Pimbo (*Beata Maria de Pendulo*) est située sur le Gavas. Elle fut, dit-on, fondée par Charlemagne au retour d'un de ses voyages en Espagne. Il y a un abbé ou doyen et sept chanoines. Le procès-verbal envoyé à Charles IX y ajoute un chantre. L'abbé est électif par le chapitre Il nomme durant cinq mois aux canonicats et durant les sept autres mois, c'est le mansionnaire du chapitre ou le chanoine de tour. On ne chante tout l'office qu'aux grandes fêtes. On se contente les autres jours de chanter la messe, vêpres et complies. L'abbé et chapitre de Pimbo appelèrent le roi d'Angleterre en paréage. Arnaud de Anossio possédait cette abbaye, le 40 février 1434, avec le prieuré de S. Lezer en Bigorre. Bertrand de Forpelat était abbé en 1572. La dixme de **Pichevin** en Béarn appartenait alors au chapitre de Pimbo. Les Religionnaires pillèrent et brûlèrent cette abbaye. Ils y tuèrent trois prêtres et rançonnèrent cinq chanoines. Selon l'état des prébendes fait en 1577, on connaît celles de Membielle, de S. Jacques, de Besiees, de Notre-Dame, de Ste-Catherine, de S. Barthélemi, de S. Espés et de la Caixe. Selon un état plus récent, il n'y a que les prébendes de Besiees, de Barthélemi, de Bernuhe ou Bermude, de la Madelene de S. Espés. M. l'abbé de Pimbo, travaille, dit-on, à l'histoire de son église.

PUJO de Tursan *Pujolium* S. Simon et S. Jude. [patron] M. l'Evêque.

Bruch ou Brus est son annexe (S. Michel de)

RENUNG *Renugnium* S. Pierre. [patron] M. l'Evêque.

Il y avait en 1575 les prébendes de Lanue et de Ste Anne. Son annexe est **S. Savin**.

SAMADET *Samadetum* Notre-Dame, [patron] le seigneur du lieu.

S. Jean de Golonin en est annexe (*Goloninum*). Trois prêtres furent tués à Samadet par les Religionnaires. Tous les titres de la commanderie de S. Antoine de Golonin de l'ordre de S. Antoine de Vienne, furent emportés, la maison pillée et brûlée. Ce

bénéfice est renté aux Théatins de Toulouse. Il vaut 2000 fr. au moins. Il y a un moulin. Il y a plusieurs prébendes. Celles de Augerio ou de S. Julien, du Saut, de Martin autrement de Theoux ou de Tray ou de Thery, du Pin, de Poüy. Il y en avait autrefois une appelée Bertrand de Beyries.

Celle de *Compte* ou du *Compte* est dans l'église de S. Jean. Elle est de 50 fr. de rente et du patronage de M. l'Evêque.

SANSAC S. Jacques. [patron] M. l'Evêque.

S. Jacques de Gabasbielle est son annexe.

SARRASSET S. Michel. [patron] M. l'Evêque.

Son annexe est **Bahus-Jusan**.

VIELLE *Villa* S. Jean. [patron] le seigneur du lieu.

URGONS S. Martin. [patron] le seigneur du lieu. C'est le bénéfice de l'archiprêtre de Tursan. L'état de 1577 marque les prébendes de Mauries, de Notre-Dame, Jacques, de Prat, de Ricart, de Nérac, de Pentagnan et de Ferrier.

Un autre ne fait mention que de la prebende de Mouton ou Pentaingan. L'état de 1680 emploie les prébendes de S. Jacques, de Mouton ou Pentaingan et de Thierry.

PONTAUT en Chalosse *Pons altus in agro Silocitano*. C'est une abbaye dédiée à la Ste Vierge, fille de Joüy, ordre de Citeaux. Il y a un prieur et deux religieux qui ont plus de 4000 fr. de rente. M. François de Revol, évêque d'Oleron en est commandataire. Les Huguenots ruinèrent cette maison, tuèrent un religieux, démolirent l'église et les bâtiments que le procès-verbal envoyé à Charles IX porte avoir été assez grand pour y loger le roi de Navarre et toute sa cour.

BÉNÉFICES INCONNUS OU IRRÉGULIERS

1° BENQUERET (S. Laurent du). Chapelle autrefois paroisse près de Peyrelongue, dont le revenu consistait en dixmes qui ont été usurpées. Le droit de visite était de 50 sols morlans. Le seigneur de Campet donne sept sols, six deniers morlans et le commandeur de Bessau, 15 sols morlans pour la dixme inféodée et l'évêque perçoit en outre la quarte de ces dixmes.

2° BRUSTALET. *De dono episcopi*. La fabrique donnait cinq sols morlans à l'évêque qui, en outre, percevait la moitié de la dixme.

3° CABOOS (*Grangia de*) dans l'archiprêtré de Tursan.

4° CLARO (S. Martin de). Du patronage de l'abbé et chapitre de S. Girons, énoncé dans le livre rouge et la transaction de 1330. La visite était à 30 sols morlans. Ne serait-ce pas *Caro* ? Claron est une métairie entre S-Girons et Mirefleur.

5° FEUGAROLLE. *De dono episcopi*. Je ne connais de ce nom qu'un bois dont M. l'Evêque d'Aire est seigneur, l'ayant acquis des comtes de Lin-Marsan.

6° ENGENES (*Domus d'*). *Hospitalis S Joannis*, dans l'archiprêtré du Plan.

7° FLARON. Grange de l'ordre de S. Antoine de Vienne, dans l'archiprêtré du Plan. Il y avait une église paroissiale.

8° FURCO (*Ecclesia de*) dans l'archiprêtré du Plan.

9° CAUSER (*Grangia de*), en Tursan. Sur le chemin de Geune à Urgons.

10° LOUBIES, autrefois cure, est mise au rang des prébendes dans l'assiette de 1680.

11 LUGAUDEZ. Serait-ce le Lucoalto du Livre rouge ? *Item recipit a Præceptore de Sorporaris pro decimis quas tenet in Lugaudez quinquaginta solidos morlanorum et quartam totius decimæ.*

12° LUSARENH (*de luco sereno*), était cure en 1575. L'assiette de 1680 n'en fait mention que comme d'une prébende. »

1750

Armoiries dans l'église des Augustins

Source : Médiathèque de Tarbes, Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 260.

« Au dessus de la chapelle de St Nicolas de Tolentin dans l'église des augustins de Geune, est un ecusson couché ecartelé au 1^{er} et 4^e au lion rampant, au 2^e et 3^e trois pots 2 et 1 et dans la nef l'ecusson renversé en ecartelé de Bearn et des trois pots. »

1756

Tarif des droits sur le bétail

Mention : Robert de Laborde d'Arbrun, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934, p. 62, n° 362.

« Tarif des droits sur le bétail que le Seigneur de Geaune perçoit, avec l'acte d'affiche et de publication suivant le verbal du 28 8^{bre} 1756, cotté au dos du n° 16, liasse 43^e ».

1767

Mise en ferme des revenus de Castelnau et Geaune

Source : Archives départementales du Gers, E988.

« [p. 8] Du 12^e mars 1767. Bail afferme de la terre de Castetnau et celle de Geaune p[ou]r Pierre Debayle Tineu et Arnaud Bilhere Cadet. 4450 l[ivres]. N°37.

[p. 1] L'an mil sept cents soixante sept et le douzieme jour du mois de mars avant midy dans la ville de Geaune et dans mon etude, senn[echauss]ee des Lannes au siege de S[ain]t Sever, pard[evant] moy no[tai]re royal soussigné et pr[ese]nts les temoins bas nommez, feut p[rese]nt noble François Anthonin de Guichenet, ecuyer, seig[neur] du Boulos, Bordos et bas Mauries, h[abit]ant de la p[rese]nte ville, lequel faisant pour et au nom de haute et puissante dame Marie de Gassion, veuve de haut et puissant seig[neur] m[aitr]e Philippe de Baylenx, marquis de Poyanne, Geaune, Castetnau et autres lieux, gouverneur des villes et chateaux Dax et S[ain]t Sever, et ce tant en son nom que comme procuratrice de haut et puissant seig[neur] m[aitr]e Charles Leonard de Baylenx Olivier de Leuville, marquis de Poyanne, Geaune, Castetnau et autres lieux, gouverneur des villes et chateaux Dax et S[ain]t Sever, grand bailly du pays et duché de Tourainne, lieutenant general des armées de Sa Majesté et chevalier de l'ordre du S[ain]t Esprit, et pour laquelle Dame de Gassion le dit s[ieu]r de Guichenot se fait au fort et ces presents par icelle promet faire alloüer, approuver et notifier à toutes heures qu'il en sera requis, [p. 2] à peine d'en payer tous depans, dommages, int[ere]ts, lequel au dit nom de sa libre volonté à par ces p[rese]nts baillé à titre d'afferme et arrantement pour le temps et espace de neuf années et neuf cuillettes y consecutives, en faveur de Pierre Debayle cadet de Tineu et Arnaud Bilhere cadet de Bilhere, mar[chan]d h[abit]ant de Castetnau, icy p[rese]nt, sur les cautions de Pierre et autre Pierre Debayle Tineu, pere et frere audit Debayle fermier, et Laurent et Arnaud Bilhere aussy pere et frere dudit Arnaud Bilhere, fermier aussy icy p[rese]nt ; et ce acceptants, sçavoir est la terre et seigneurie dudit Castetnau, consistant en toute justice haute, moyenne et basse, droit de nomination des officiers et jurats, le château dudit lieu, jardin, cour, grange, avec les pressoirs, terres labourables, vignes, aubiers, taillis, metteries appellées de Mourgaux, La coudure et Saubanere, le tout noble avec le droit de dixme d'icelle et leurs appartenances et dependances, moulin banal dudit

Castetnau, fief, poules, lods et venthes non excédant cent livres, que lesdits Debayle et Bilhere fermiers prandront seulement sur chaque allienation, et le surplus desdits droits de lods et venthes excédant laditte somme de cent livres apartiendra à [p. 3] laditte Dame ; comme aussy ledit s[ieu]r de Guichenet audit nom a baillé auxdits fermiers au feu dit titre d'affirme, le droit de carnalage, herbage, droit de courvée et manœuvres et droit de mayade, comme aussy ledit s[ieu]r de Guichenet audit nom a affirmé en faveur desdits Debayle et Bilhere forment sur les mêmes cautions de leurs peres et freres, tous les droits seigneuriaux dudit Gassion et jurisdiction d'icelle, qui appartiennent à laditte Dame marquize de Poyanne, et dont les precedants fermiers ont accoutumé de jouir, consistant en dixme, fiefs, droit d'herbage, carnalage deudit greffe, baylie et la moitié des amandes pour fait de chasse et peche, tout comme dans laditte parroisse de Castetnau, et par lesdits fermiers fournissant aux fraix qui seront necessaires pour parvenir à avoir laditte condamnation desdites amandes, sans qu'ils puissent reputer lesdits fraix contre laditte Dame, lods et venthes non excédant la somme de cent livres que lesdits fermiers prandront seulement sur chaque allienation ; et le surplus desdits lods et venthes appartiendront à laditte [p. 4] Dame tous les fiefs de poule pour chaque feu, ensemble le droit de leude que laditte Dame est en droit de prandre sur les marchandises qui se portent, et bestiaux qui se vendent au marché de laditte p[rese]nte ville, réservés pour laditte Dame marquize de Poyanne, tout comme le droit de prelation et retenüe feodalle, la nomination desdits officiers et jurats, et les amandes qui pourront estre adjudgées pour crime capital qui excéderont cent livres que laditte Dame se reserve aussy, et du tout en jouir par lesdits fermiers ainsy ; et de mesme que les precedants fermiers, pendant lesdites neuf années, à commencer sçavoir pour la terre de Castetnau le vingt un du courant et pour celle de Geaune le jour et feste de la S[ain]t Jean prochainne, lesquels droits lesdits fermiers ont dit bien sçavoir le connoitre, pendant lequel temps lesdits fermiers seront tenus de bien entretenir lesdits biens, iceux faire travailler en bons economes et peres de famille, les remettre en bon etat à la fin du p[rese]ns bail, entretenir lesdites granges, y faire les reparations qu'il conviendra à leurs fraix et depans, en par laditte Dame fournissant le bois necessaire, et randre le tout en aussy bon ou meilleur etat [p. 5] qu'il est à presant, dont il sera incessement fait etat et visite ; et à l'egard du moulin et moulage, lesdits fermiers seront tenus comme ils s'obligent par ces p[rese]nts de le randre en aussy bon etat ou meilleur qu'il est de presant, en par laditte Dame fournissant le bois necessaire pour l'entretien dud[it] moulin et pesselle, de quoy sera fait etat et vizitte. Comme aussy ledit s[ieu]r Guichenet audit nom a pareillement baillé à titre d'affirme auxd[its] fermiers tous les bestiaux aratoires et non aratoires de quelle et que qu'ils soient et qui seront dans lesdites metteries à croist et decroist, lesquels bestiaux seront estimés par des experts dont laditte Dame et lesdits fermiers conviendront, pareille quantité desdits bestiaux ou la valeur d'iceux lesdits fermiers seront tenüs de laisser dans lesdites metteries à la fin dud[it] bail. Moyenant quoy lesdits fermiers seront tenüs de fournir la part et moitié de ce qui sera necessaire pour changer les bœufs aratoires ou pour retablir aux qui viendront à mourir pendant ledit temp sans aucune diminuation de prix du p[rese]nt bail, l'autre part de moitié devant estre fournie par les mettayers et à cas lesdits mettayers seroient hors d'etat d'achepter la moitié desdits bœufs, lesdits fermiers seront tenus d'en faire l'avance, sauf par eux de la repeter sur lesdits mettayers, sans qu'ils puissent pretendre aucune repetition sur laditte Dame. Seront pareillement tenus lesdits fermiers et en cas dans les biens sus affermés, il ny sy trouvera de l'echalat suffisant pour echalasser les vignes, d'en fournir de façon qu'à la fin dud[it] bail lesdites vignes, biens raisonnablement bien echalassées [p. 6] sans pourtant que pour ledit echalassement ils puissent pretendre aucune repetition contre laditte Dame ; comme aussy est convenu que lesdits fermiers ne pourront assortir directement indirectement aucune personne audit bail que de l'exprés consentement de laditte Dame ; et lequel p[rese]ns bail afferme ledit s[ieu]r

de Guichenet audit nom a fait et fait par ces p[rese]nts desdites terres de Castetnau et Geaune en faveur desdits Debayle et Bilhere, fermiers, pour et moyenant le prix et somme de quatre mil quatre cents cinquante livres pour chacunes desdites neuf années ; et laquelle ditte somme de quatre mil quatre cents cinquante livres lesdits Debayle et Bilhere, fermiers, après qu'ils ont été autorisés par lesdits Debayle et Bilhere leurs peres, tout comme lesdits Debayle et Bilhere fils aînés ont été pareillement autorisés par leurs dits pere, et tous six ensemble solidairement, l'un pour l'autre et un chacun d'eux seul pour le tout, renonçant au benefice d'ordre de divizion des personnes et discution des biens qu'ils ont dit entendre, ont promis payer à laditte Dame dans son chateau à Poyanne dans lequel elle fait sa residence, sçavoir la moitié des festes de Pâques de chacune desdites neuf années et l'autre moitié le jour et feste de la S[ain]t Jean Baptiste en suivant, à commencer le premier payement les festes de Pâques de l'année prochaine 1768, et ensuite année par année à pareil termes que dessus, l'un terme n'atandant l'autre, à peine d'en payer tous depans, dommages, int[ere]ts ; moyenant ce ledit s[ieu]r de Guichenet audit nom a promis de faire et laisser jouir lesdits fermiers de l'effet du p[rese]nt bail et de leur rester aux cas fortuits suivant la clef d'Aire et par lesdits fermiers les denonçant neuf jours [p. 7] après qu'ils seront arrivés à laditte Dame dans sondit château de Poyanne, à peine de n'y etre plus reçus, sera neantmoins loisible à laditte Dame après laditte denontiation de reprendre laditte afferme pour l'année des cas fortuits. Seulement dans ces cas lesdits fermiers seront tenus de recoler les fruits et d'en mander compte à laditte Dame. Est aussy conveneu qu'il sera loisible auxdits fermiers de changer les mettayers, à la charge expresse d'y laisser à la fin dudit bail des familles suffisantes pour le travail et culture des susdits biens, lesd[its] fermiers s'obligeant de plus de remettre entre les mains de laditte Dame pendant huit jours, copie en forme probante du p[rese]nt bail à leurs fraix et depans et sans aucune diminution. Et tous ce dessus a été mutuellement stipulé et accepté tenir par les parties lesquelles pour l'entretien et observation de tout ont obligé, sçavoir ledit s[ieu]r de Guichenet audit nom tous et une chacun les biens et revenüs de laditte Dame et lesdits fermiers et cautions solidairement comme dit est des leurs propres p[rese]nt et advenir et leurs propres personnes qu'elles ont fournis à justice et ainsy l'ont promis tenir en presance de Jean Dupielllet mar[chan]d tailleur, h[abit]ant de Sorbets, et Beranrd Courtade, lab[oureur], h[abit]ant de Pecorade, signés à l'original avec led[it] s[ieu]r Guichenet, lesdits fermiers et cautions, et moy sur l'original. Con[tro]llé à Geaune le 13 mars 1767 par moy soussigné à ce comis qui ay receu trente deux livres de controlle et neuf livres douse sols et les six sols pour livre. Carenne no[tai]re royal. Expedié à Madame la Marquise de Poyanne sans argeant. »

v. 1767

Visite des biens mis à fief par la dame de Poyanne

Source : Archives départementales du Gers, E988, extrait, p. 6, visite de la grange de Geaune appartenant au marquis de Poyanne.

« Finalement avons visité la grange de la ville de Geaune appartenant à lad[ite] dame ; avons trouvé la porte d'entrée vieille et presque usée, quazi hors d'etat de servir. Il y a clef et serrure, le couvert en bon etat recouvert depuis peu, les murailles vieilles et cariées. Il y a au midy quatre grandes ouvertures sur le haut ausquelle ouvertures il nous a été certifié qu'on n'y a jamais veu muraille et qu'elle a été batie ainsi à la cantonnade ; du midy au pié d'icelle il y manque trois cantons ; au milieu il en y manque deux. Il nous a pareillement été certifié par les enciens voisins l'avoir toujours veë dans l'etat present ; à la muraille du coté du nord il y a aussi deux enciennes ouvertures, les murailles sont dans leur aplomb. »

Source : Archives départementales du Gers, E988, cahier papier, extrait.

« Projet de maçonnerie et charpente à Castelnaud, Geaune & Saubannere.

[...] **Reparations à la grange de Geaune**

Sera achevé de demolir la porte d'entrée et ensuite reconstruite en pierre de taille, dont la nouvelle porte aura 6 pieds de hauteur sur 3 pieds de largeur. Sera aussi fait un portail à lad[ite] grange, de 8 pieds de hauteur sur 7 pieds de largeur, dont la couverture sera en bois de chêne et les deux côtés en pierre de taille ; plus y sera fait 4 ouvertures où seront construites 4 croisées chacune de deux pieds de largeur avec embrasures aussi à chacune, jusques à hauteur d'apui ; et depuis l'apui jusqu'au plancher 4 pieds de hauteur. Idem une petite cheminée de 4 pieds de largeur et levée à la hauteur convenable, reconstruite lad[ite] cantonnade de 6 pieds de hauteur à compter du rez de chaussée ; griffonner au dehors tout le pourtour de lad[ite] grange et enduire le dedans des chambres du regisseur, le tout sans changer la qualité du mortier prescrit ; et observant que les jambages de lad[ite] cheminée seront en pierre de taille de même que les croisées et cantons.

Autres reparations à lad[ite] grange de Geaune

Sur le haut de lad[ite] grange seront faites en pierre de taille deux croisées, chacune de deux pieds de largeur sur 4 pieds de hauteur ; sera aussi fait un mur au dedans, de 25 pieds de largeur sur 18 pieds de hauteur, et ce pour separer lad[ite] grange des chambres du regisseur.

[...]

Suite de la grange de Geaune

Pour construire un plancher à lad[ite] grange depuis la chambre du regisseur jusqu'au bout il faut :

1° 5 poutres

2° 30 toises de soliveaux et 30 toises de plancher

3° 360 planches de pin travaillées de l'un côté jointes et languetées

4° 2080 cloux.

Lesquelles planches et cloux ainsi que les boitures relatives aud[it] plancher seront fournis aux fraix de l'entrepreneur. [...] »

1778

Hommage pour le marquisat de Geaune

Source : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, B5629. [Antoine de Guichené, coseigneur de Geaune] ; le marquis de Poyanne, brigadier des armées du roi, marquis de Geaune.

« VÙ l'acte d'hommage prêté par la dame Marie Caroline de Baylenx de Poyanne princesse de Chalais, epouse et auth[oris]ee du sieur Elie Charles Taleyrand Perigord prince de Chalais grand d'Espagne de la premiere classe, mestre de camp commandant le regiment Royal Normandie cavallerie, et demoiselle Maximilienne Augustine Henriette de Bethune mineure fille unique du sieur Alexis Maximilien de Bethune duc de Sully décédé et de dame fille du sieur marquis de Poyanne, Rozalie Henriette de Baylenx de Poyanne duchesse de Sully aussi décédée son epouse lad[ite] demoiselle représentée par M[aitr]e Joseph Dupoirier avocat en la cour son tuteur en exercice, élu en lad[ite] qualité par sentence d'homologation rendue au chatelet de Paris le 3 Xbre 1772, led[it] homage pretté le 4 7bre dernier pour raison de

la propriété du marquisat et avec haute, moyenne et basse justice dans les paroisses de Sorbets, Bordos, Pecorade, Bougneres, Sperous, Cledes, Peyros, Casalets, Bruix et Mauries avec les mesures d'un vieux château, une grange à pressoir, biens et droits en dependans, lods et ventes au[x]d[its] 20 fiefs, droit de fouage, dixme appelée de Pentagnan, herbage, mayade, droit de patronage à la cure de Geaune, nomination d'officiers de justice et consuls, homage par lesdits caviers desd[ites] terres et autres droits et devoirs seigneuriaux.

Et pour la baronnie appelée de Castelnau, consistant en la place et mesures du chateau, cour, jardin et granges d'icelles, et toute la justice haute et basse, droit de nomination d'officiers de justice et consuls, fiefs, lods et ventes, droit de prelation et retenüe feodale, mayade, corvée au nombre de trois par an, greffe, bailie, droit de dixme sur les fonds dud[it] Castelnau, moulin banal, prerie appelée Lalongue, terres labourables, vignes, taillis, aubiers, touyas, tauxias, maison et metterie de Morgans et Lacoudure le tout noble.

Comm'aussi la seigneurie et domaine appelé de Saubanaire dependant dud[it] Castelnau, consistant en maison, jardin, grange, terre labourable, vignes, preries, landes, tauzias et bois à haute futaye avec ses appartenances et dependances, led[it] marquisat de Graune et de lad[ite] baronnie de Castetnau mouvants de sa majesté à cause de sa vicomté de Tursan. Les deux cayers de denombrement fournis par les d[ites] Dames de Chalais et de Sully [...] ».

Mémoire généalogique sur les seigneurs de Castelnau en Tursan

Source : Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, t. XXI, p. 416-421.
Voir également t. XXII, p. 40-46.

« Memoire genéalogique sur les seigneurs de Castelnau de Tursan.

Les anciens seigneurs de Castetnau portoient ecartelé au premier et 4 au chateau à trois tours de ... au 2 et 3 au lion rampant de ... [en marge : XXII 40, 176 et tout le livre]. C'est ainsi que leurs armoiries paroissent dans la nef de l'eglise des Augustins de Geune et dans le seau de Jean, seigneur de Castelnau aposé à la transaction qu'il passa en 1481 avec les habitans de Geune pour leurs privileges.

[p. 417] Comme les rois de Castille portent des armes semblables, Jaques de Castetnau prit de là le pretexte de se dire issu de Castille, et d'en prendre le nom. Je n'en ai pas vu de preuves.

PIERRE I^{er} du nom, seigneur de Castelnau, apela en 1318 le roi d'Angleterre, duc de Guienne, en pareage pour batir la ville de Geune dans la paroisse de *Saint Jean de Pantagnan*. Je ne connois rien d'antérieur à Pierre dans la genealogie de cette maison. Cependant il devoit etre d'une famille distinguée, puisque le 29 octobre 1329 [en marge : XXI, 22 ; Hist. de Languedoc t. IV] il fut otage avec Bernard de Bearn, dit Aspes, seigneur d'Arudy, de la paix faite à Tarbe dans le convent des Cordeliers, par la mediation du roi de Navarre, entre les comtes de Foix et d'Armagnac, en presence de Bertrand, archevêque d'Embrun ; de Vital, archeveque de Besançon ; de Pierre de Galard, seigneur de Limeuil, grand maitre des arbaletriers de France, et de Beraud de Solemniac, seneschal de Toulouse.

Navarre de Mauleon, mere de Pierre, fit testament le 5 avril 1322. XXII, 157.

Bernard de Castelnau, ecuyer, habitant de Castelnau, qui transigea en 1321 avec le commandeur de Pecorade, etoit parent de Pierre. J'ignore à quel degré. [en marge : XXI, 255].

PIERRE II^e de Castelnau, damoiseau, present à ce meme accord, ne pouvoit etre que le fils de l'autre Pierre. Il n'y a pas aparence qu'un damoiseau eut été caution de la paix entre deux comtes aussi puissans que ceux de Foixet d'Armagnac.

RAIMOND-BERNARD I^{er} seigneur de Castelnau fut fait chevalier. Il etoit mort en 1354. [il avoit epousé en 1320 Rose de Marsan, fille du seigneur de Roquefort de Marsan. XXI, 392] Ses enfants furent à ce qu'il me paroît, 1^o Raimond-Bernard, qui suit. 2^o Autre Raimond-Bernard, qui en 1390 et 1393 etoit curé de la grande eglise de Geune, c'est à dire la paroissiale. 3^o Pierre, qui epousa Anne heritiere de Bahus. 4^o Guicharnaud, qui fut seigneur de Dune, et vendit en [p. 418] 1392 la seigneurie de Juppy à Raimond Bernard de Castetnau, son frere. XXI, 391. 5^o Blanche.

RAIMOND-BERNARD II, chevalier, seigneur de Castetnau, epousa en 1355 Marquese de Foix et de Bearn, sœur, dit-on, de Gaston, comte de Foix, et d'Arnaud-Guillem de Béarn, seigneur de Morlane [en marge : XXI, 390]. Il en eut 1^o Pierre, qui suit ; 2^o Jean. [en marge : XXI, 303] Raimond Bernard de Labatut dit Arquer, habitant de Lembege, demanda au seigneur de Castelnau le territoire de Pantanhan dans lequel etoit bati la ville de Geune, assurant qu'il lui appartenoit en droit ligne [per rectam lineam]. Aprez bien des disputes, et la possession immemoriale alleguée par le seigneur de Castelnau, Odon renonça à son droit, moyennant pour 18 florins de Florence, en presence de Bernard, seigneur de Bordes et de Lusarreh, et de Manaud de Lamiusans, damoiseau.

[en marge : XXI, 305] Il est fait mention de Raimond Bernard dans l'accord passé le 4

fevrier 1368 entre Pierre de Castelnau, seigneur de Bahus, marié avec Agnez, dame heritiere de Bahus, et les habitans de Geune, sur les droits de padoence dans le territoire de Bahus.

[en marge : XXI, 390] On raporte une transaction passée entre Gaston, comte de Foix, et Raimond-Bernard, sur le payement de la dot de Jeanne de Castetnau, mere de ce comte. Je n'ai point trouvé cette dame dans aucun auteur qui ait parlé de la maison de Foix. On assure que la transaction est du 21 may 1370. Je ne doute pas qu'on ait equivoqué. On voit en quatre peaux de parchemin [en marge : XXI, 391] le detail du differend mû entre le seigneur de Castelnau et Arnaud Guilhem de Béarn, seigneur de Morlane du chef de Jeanne de Morlane, sa femme. [en marge : en 1386 Arnaud-Guillem de Morlane etoit seigneur de Lacajunte et donna la pacage aux habitans de Geune. Livre rouge] Jeanne de Castelnau etoit entrée dans la maison de Foix par contrat du 27 fevrier 1370. La guerre entre ces seigneurs fut si vive que le roi d'Angleterre donna ordre à Rolland de Durfort, chevalier, seigneur de Duras, [p. 419] son senechal en Guienne, de faire cesser, et que le comte de Foix se mêla de l'accomodement. Raimond Bernard donna procuration le 8^e janvier 1401 pour se presenter en son nom devant le comte arbitre. Celui ci donna des terres en Bearn à Arnaud Guillem, et le seigneur de Castetnau eut les siennes liquides, et sur tout la ville d'Urgons et la baronie de Viele.

Blanche de Castelnau, sœur de Raimond Bernard [en marge : XXI, 392] avoit epousé [second mari] messire Guillaume Veguier, qui par acte du 14 janvier 1386 reconnut la dot de sa femme et le 24 juin suivant fit donation à Blanche de certains droits qu'il avoit dans les seigneuries de Bauguina et de Montferrand. Elle etoit femme [en premieres noces] de Guillaume Raimond de Lescun, et elle en avoit eu des enfans. Le 19 fevrier 1373 Marguerite, dame de Lescun, mariée avec le noble et puissant baron messire Jean de Pomiez, chevalier, seigneur de Lescun, ratifia les reconnoissances de donations faites à Blanches, laquelle eut pour second mari [messire Guillaume Veguier].

Le 6 octobre 1386 Raimond Bernard faisant pour lui et pour sa sœur, compromis entre les mains du comte de Foix les disputes qu'il avoit avec Jean de Pomers, chevalier, seigneur de Lescun, et Fortané de Lescun, aussi chevalier, fils ainé de Jean.

[en marge : XXI, 239] Les habitans de Geune eurent dispute sur le droit de padoence avec noble En Pees, seigneur de Sansac et de Mauries, et Arnaud-Guilhem, son fils. Raimond Bernard, baron de Castelnau, qu'ils choisirent pour arbitre, jugea en leur faveur dans l'eglise de *Saint* Martin de Bederede le 21^e d'aout 1385 en presence d'Arnaud-Guilhem, eveque d'Aire, et de frere Pierre de Labatut, de l'ordre de *Saint* Jean de Jerusalem.

Alfonse de Denia, fils d'autre Alfonse, marquis de Vilhena et comte de Denia au royaume d'Aragon, [p. 420] ayant été pris par les Anglais, Jean seigneur de Castetnau, Jean d'Apremont, le vicomte d'Orthe et le seigneur de Castillon, se rendirent ses cautions. Le pere leur envoya procuration le 1er octobre 1388 et à Guillaume Arnaud de Medoun, seigneur de Roausan, pour traiter avec le duc de Lancastre de la liberté du prisonnier. Il leur donna le 26 fevrier 1392 un relief et leur ceda les sommes que le seigneur de Lespare leur devoit.

[en marge : XXI, 258] Les communautés de Geune et de Sen Loboër etant en une espece de guerre, Arnaut Guilhem, eveque d'Aire [c'etoit Garsie Arnaud], Raimond Bernard, seigneur de Castetnau, Pées, seigneur de Marsan, et Gassie de Mondée, abbé de *Saint* Loubouër, les accomoderent en 1399 et leur firent jurer devant le *Saint* Sacrement que tenoit entre ses mains un chanoine de *Saint* Loubouër, de garder et observer inviolablement les articles de paix le 12^e de decembre et le 13^e de fevrier.

[en marge : XXI, 409] Les habitans de Pimbe et de Miremout s'etant revoltés contre Richard, Roi d'Angleterre, duc de Guienne, ce prince donna pour sa vie les lieux de Pimbe et de Miremout, qui lui appartenoient, à Raimond Bernard, la 23^e année de son

regne, ce qui tombe à l'année 1399. Raimond Bernard mourut en ambassade en Sicile dit-on.

PIERRE II^e seigneur de Castetnau eut deux enfans. 1^o Jean qui suit. 2^o Mathieu, qui fut seigneur de Portingues et vivoit en 1492. 3^o Bernard, religieux de l'ordre de *Saint Antoine*, commandeur de Golonin.

JEAN I^{er} seigneur de Castelnau, fut marié deux fois. 1^o avec Jeanne d'Andoins en 1433 et n'en eut pas d'enfans. 2^o avec Marguerite de Caupenne, laquelle se pourvût en 1446 contre les jurats de Geune, qui cotoisoient à la taille les biens qu'elle possedoit comme dame de Casaletz. Il fut pere de

PIERRE III. Soit que Pierre fut sujet à de grandes maladies, ou qu'il ne fut point portatif, Jean, son [p. 421] fils ainé étoit employé pour toutes les affaires de la maison. Ce fut lui qui le 18 mai 1451 se presenta devant Menault de Montastruc, prevot royal de *Saint Sever*, pour faire compulser le pareage de Geune avec le Roi d'Angleterre, duc de Guienne. »

Sources publiées et outils de travail :

- BENOÎT, Elie, *Histoire de l'édit de Nantes...*, 1695, t. V (ordre de détruire le Temple de Geaune).
- CAZAURAN, Jean-Marie, « Pouillé du diocèse d'Aire », *Bulletin de la société de Borda*, 1885, p. 257 sq. (pouillés de 1335 et 1749).
- DE LABORDE D'ARBRUN, Robert, « Inventaire du château de Poyanne », *Bulletin de la Société de Borda*, 1934.
- GOURON, Marcel, *Catalogue des chartes de franchise de la France*, Paris, Sirey, 1935, n°969, 995-998.
- LA PLAGNE-BARRIS, Paul, *Sceaux gascons du Moyen Âge*, Auch, 1888, n°668, p. 554
- LÉGÉ, Abbé, *Les Castelnau-Tursan*, 1887, 2 vol.
- RAYMOND, Paul, *Sceaux des archives du département des Basses-Pyrénées*, Pau, 1874, n°790, p. 249.
- RYMER, Thomas, *Foedera*, vol. II, 1739, part. I, p. 429-430.
- SAMARAN, Charles, *La Gascogne dans les registres du Trésor des chartes*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1966.
- STEIN, Henri, *Bibliographie générale des cartulaires français....*, Picard, 1907, n°1557.
- TUCOO-CHALA, Pierre, STAES, Jacques, *Notaire de prince. Le registre de Bernard de Luntz, notaire de Béarn sous Gaston Febus (1371-1376)*, Pau, 1996, n°146.

Sources inédites :

Archives nationales

Trésor des chartes, vol. 213, n°54, fol. 48. Confirmation des privilèges de Geaune en Tursan.

Trésor des chartes, vol. 258-1, n° 169, fol. 106 v°. Confirmation des privilèges de Geaune en 1524.

Archives départementales du Gers

Série E, cartulaire de la famille de Poyanne et Tursan : E 476, E 482, E 847, E886, E988, E 891, E994.

Archives départementales de la Gironde

C 1429 : 1778, États de distributions de riz pour la subsistance des pauvres des paroisses de Benquet, Arzac, Ayze, Aurice, Castelnau-et-Chalosse, Cazalis, Coudures, Eyres, Gaujac, Geaune, Nérac, Moncrabeau, Francescas, Lamontjoie, Fieux, Montaignac, Lavardac, Vianne, Mongaillard, Saintaraille, Le Fréchou, Durance, Sainte-More, Saint-Martin, Saint-Pé, Saint-Simon, Autières et Trenqueleon, etc.

C 2334 : 1682-1684, hommage rendu par Pardaillan Gondrin, pour les terres de Saint-Gresse, Castetnau, Geaune, Saubanere.

C 3603 : 1769-1780, continuation, pour douze années, de l'octroi sur le vin vendu en détail dans la ville de Geaune, subdélégation de Saint-Sever.

C 3810 : 1604, permissions pour financer des cloches aux paroisses d'Hagetmau, Geaune, Castelnau-en-Tursan, Saint-Loubouer.

C 4138 : 1692, acte concernant la seigneurie de Geaune à Louis de Pardaillan (4 septembre 1692).

C 4180 : 1700, Dénombrements et ordonnances pour la publication des dénombrements fournis par Jeanne-Marie-Josèphe de Poyanne, épouse séparée de biens de Jean-Louis de Pardaillan, marquis de Savignac, pour la baronnie de Montégut et Bourdalat et la seigneurie de Geaune (25 juin 1700).

4 O 77 : 1914-1919, Lafargue (Elvina), née Saint-Jours : legs de 3 actions de la Compagnie des chemins de fer du Midi à l'œuvre des enfants abandonnés de Bordeaux et de 300 F à la commune de Geaune (Landes) (1914-1919).

90 J 57/13. Fonds Jean-Auguste Brutails, 1910. Plan de l'église de Geaune. Notes et relevés d'inscription sur l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune : « Geaune. Pile Nord-Ouest du porche, minuscule gothique carrée : l'an M IIIIcL II I(?)fet acquert pilar labore de sus ».

Fonds H Malte

H 2202

Dossier 1 : Bahus

- état et mémoire des anciennes nouvalles de la dixme dont M. le curé de Bahus ou ces predecesseurs jouissent. 20 p. papier, sans date (18^e s.)
- état & declaration que les habitants et propriétaires de Bahus soubiran Damolens et Lucpeirous ses annexes ont donné des nouvalles qui ont esté adjudgées par le grand conseil à Monsieur le Commandeur de l'ordre de Malthe depuis quarante quatre ans jusques au mois de mars dernier. 16 p. papier, sans date (18^e s.).
- arpentement des terres & vignes de la metairie de Saubaneres. 8 p. papier, sans date (18^e s.)
- 25 aout 1738, arrest du Grand Conseil contre Mr de Poyanne, 24 p. papier. Conflit concernant des terres et vignes à Saubanère.
- 1626, extrait de PV de visite, 2 p. papier. Le commandeur prend les 3/5 de la dîme et n'est pas tenu de participer aux réparations de l'église. Copie 18^e s.
- 1783, 22 avril, devis estimatif des réparations à faire à l'église de Bahus. 6 p. papier.
- 1785-1760, procédure contre messire J. de Talazac, écuyer, seigneur de Bahus, concernant diverses terres et dîmes à Bahus. Dossier papier.
- 1685. état des frais du commandeur à Bahus. 8 p. papier.

Dossier 2 : Bougue, 1581-1783. plan terrier, parchemin, liève de la paroisse et pièces diverses.

Dossier 3 : Geaune

- 1686, procès contre les jurats de Jaune pour la directe des fonds qu'ils possèdent dans Pecorade. Une trentaine de p. papier, dossier de courrier et copies.
- inventaire de pièces, sans date (vers 1680?). 22 p. papier.
- 1607, 2 avril, exploit d'assignation de Jacques de Castelneau contre le commandeur d'Arcins. 2 p. papier.
- 1719-1747, cahier papier, liste des personnes ayant reconnu des terres au commandeur sur les terres de Geaune.
- 1742, 22 septembre. Bail à ferme de la commanderie de Geaune. 4 p. papier.
- série de reçus de Lagarde prêtre, 1764.
- 1680, 21 octobre. Dénombrement des biens à Bahus. 4 p. Papier.
- 1774, 13 juin, 6 p. papier. Mise en fief de biens de la commanderie à Geaune.
- 1789, cahier factice, extrait des registres de la cour du marquisat de Geaune, extrait d'échanges et ventes de terres.
- 1746, 27 août. Cahier papier. Brevet des reconnoissances de la ville et communauté de Geaune consentie en faveur de Mr François de Glandeve Niozeilles commandeur d'Arcins en 1746.

Liste de tenanciers, dont Jean Baillet dit Braq (toute icelle maison couverte de tuille canal sol terre place d'icelle arial jardin et terre labourable et chatagnés à un tenant appelé à Labastane...); Adrian Lafage forgeron; Jean Dupoy marchand; Dominique Dupoy dit Montot laboureur; Pierre Lafenetre dit Pirrine charpentier, etc.

- 1769, 26 janvier. 4 p. papier. Mise en ferme à plusieurs fermiers de Damoulens, St Sever et autres, de « la maison noble & avenues d'icelle avec le jardin, située dans la ville de Geaune senechaussée de St Sever dependante de la commanderie d'Aacins, ensemble tous les fruits decimaux, cens, rentes, lods et ventes que ladite commanderie Darcins & Pecorade a droit & accoustumé de lever & percevoir ... pour a somme de 3100 livres.... ».
- 1763, 21 avril. Petit dossier avec courrier, 12 p. papier. Ratification de la mise en ferme des biens de Pécorade.
- 1742, 22 septembre. 4 p. papier. Location de la maison noble de Geaune.
- 1706, 14 avril prix fait des réparations à effectuer à la maison de Geaune. 2 p. papier.
- 1700, demande du commandeur d'Arcins concernant un contrat. 2 p. papier.

Dossier 4. pièces de procédure et plans

- 1642, 4 octobre. 8 p. papier. Reconnaissance pour monsieur le commandeur de Pecorade contre Anthoine de Pith dit Arrebiret (de Castelnau).
- 1666, 4 p. papier. Afferme de la fabrique de Castelnau pour 120 livres 5 sous.
- 1687, 26 février, 4 p. papier. Requête du commandeur concernant l'affaire Anthoine de Pith.
- 20 février 1688. 4 p. papier. Idem
- 30 mars 1688, 12 p. papier. Idem.
- grand plan papier concernant cette affaire, vers 1688. environ 2 m de longueur.

- 1779-1780, dossier, 9 pièces papier, affaire concernant J. et C. Dutauziet pour le paiement de dîmes.
- plan concernant cette affaire, grande feuille papier.

Dossier 5. Lauret, paroisse de Pecorade. Reconnaissances et plans 1690-1774.

- émollumens de reconnaissances. 6 p. papier.
- 1690. extrait du terrier. 20 p. papier.
- 1742, 5 juillet. 4 p. papier. Afferme pour Marthe St Erpes et Pierre Terade de la moitié des lods et ventes de Lauret.
- 1774, 3 p. papier. Notes concernant les dîmes de Lauret.
- 1774. 16 p. papier. Brevet pris sur les reconnaissance du membre de Lauret dependant de la commanderie d'Arcins. (reconnaissances de fiefs pour des terres).
- série de plans de terres reconnues par divers tenanciers.

Dossier 6. église et fabrique de Castelnau et Pecorade.

- 1640-1789. divers, procédures et congrues. 23 p. papier, 1 parchemin avec fragment de sceau.
- Diverses pièces concernant les dîmes et fabriques de Castelnau et Pécorade.
- lot de quittances de congrues, 1760-1775.
- 1681, 12 décembre. 4 p. papier. Quittance de l'administration de la fabrique de Castelnau.
- 1728, 31 mai. Quittance concernant la paroisse de Castelnau.
- 1756, 5 août, 1 p. papier. État des débiteurs de l'église de Castelnau.
- sans date, état des ornements dans l'église de Castelnau. 18^e s.
- idem.
- idem, 17 janvier 1785.

Dossier 7. Baux à ferme 1321-1787

- environ 40 pièces papier et parchemin de baux, dont deux copies papier du 18^e du bail du 12 juillet 1321.
- Plan de Castelnau 18^e s.

- Lettre du 11 octobre 1787 (cachet) contestant la participation à la réparation à l'église de Bahus.

Dossier 8. Pièces diverses 1346-1789.

- déclaration des tenancier qui ont été grêlés. Sans date (17^e s.?).
- 4 p. papier, sans date. Liste de choses à demander lors de la visite prieurale, dont les réparations faites et à faire.
- 1 p. papier, sans date. Mémoire concernant les tenanciers de Garos et Baros.
- 20 décembre 1346, transaction entre le commandeur de Pécorade et les habitants de Geaune. Copie 18^e s.
- copie de la transaction entre le commandeur de Pécorade et le chapitre de Saint-Loubouer, 6 juillet 1433. 8 p. papier. 2 copies.
- 21 juillet 1543, acte concernant un moulin à Castelnau, à demi-conservé.
- 21 décembre 1626, mémoire concernant le marquis de Castelnau comme seigneur justicier.
- 23 décembre 1543, copie du testament de Bertrand de Lartigue pour justifier de la possession d'une terre à Pimbo.
- 19 pièces papier : courriers divers, baux, pièces comptables.
- travaux à effectuer à l'église de Castelnau. 2 p. papier.
- mémoire de pièces anciennes concernant le commanderie. 2 copies distinctes.
- extrait de la visite de la commanderie en 1770. 2 copies papier.

H3092, inventaire de 1640.

Archives départementales des Hautes-Pyrénées

Jean-Baptiste Larcher, *Dictionnaire*, v. 1750.

Archives départementales des Landes

Abbé Foix, IIF213 (2MI16/20) : court dossier de notes historiques sur la bastide.

E 44 n°5

3P 150 livre des augmentations et diminutions cadastrales

3P 924 état de sections en 1827.

Cadastre de 1827

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

B 5587 : 1780-1789, arrêts ordonnant la publication des dénombrements [...] de Marie-Caroline de Baylenx de Poyanne, princesse de Chalais, femme d'Élie-Charles Talleyrand-Périgord, prince de Chalais, pour le marquisat de Geaune et la baronnie de Castelnau.

B 5629 : 1778, rôle des vassaux, dont [...] Antoine de Guichené, coseigneur de Geaune ; le marquis de Poyanne, brigadier des armées du roi, marquis de Geaune.

C 403 : 1787-1789, lettre à l'intendant de Boucheporn adressée par le sieur Jean Carenne, juge de Geaune (subdélégation de Saint-Sever), qui sollicite des secours en raison de sa nombreuse famille.

E 273 : 1585 (?), arrêt du parlement de Bordeaux entre Tristan de Larrieu et les habitants de Geaune, touchant la saisie du bois de Lestremau.

E 302 : 1371-1376, les habitants de Geaune se mettent sous la protection de Gaston-Phoebus.

E 425 : 1412-1414, conventions entre Jean, comte de Foix, et les habitants de Geaune, qui se mettent sous la protection du roi de France.

E 511 : 1273-1546, Copie des coutumes accordées aux habitants de Geaune par Antoine Pessayne, sénéchal d'Aquitaine ; lettres de Philippe de Valois à l'évêque de Beauvais et à Le Galois de La Baume, ses lieutenants en Guienne et Languedoc, pour juger l'opposition faite par les habitants de Geaune à la donation de ce lieu en faveur du comte de Foix ; arrêt du sénéchal d'Agenais qui maintient le comte de Foix en possession de la moitié de la ville de Geaune ; fondation d'une chapellenie dans l'église des Augustins de Geaune par Isabelle, comtesse de Foix.

E 1386 : 1656-1675, contrat de mariage entre François Larriu, homme d'armes de Geaune, et Marthe de Lapuyade, de Garlin.

E 1579 : 1681-1692, testaments de François de Labat, sieur de Ladevie de Geaune, et de Sara de Badet, sa femme.

E 2038 : 1640, contrat de mariage entre Pierre d'Aliou, homme d'armes de Geaune, et Marguerite de Forgues, assistés de : Daniel de Forgues, seigneur de Soucagnon ; Jean de Loyard, docteur en médecine ; Pierre de Fortaner, seigneur de Gomer ; les époux furent fiancés par Jean de Lafitte, ministre de l'église de Pau.

E 2240 : 1622-1753, Règlements communaux, arrêtés par les habitants de Geaune, touchant l'exploitation des bois appelés Lestremau et Then-du-Sabathé ; copie de reconnaissance de cens par les habitants de Geaune en faveur de Philippe de Baillenx, marquis de Poyanne, gouverneur des Lannes, au sujet des fossés de la ville de Geaune.

Public Record Office, Gascon Rolls

C61/33, n°183 : 18 mai 1320. Plainte d'Aude de Pantagnan pour ses droits oubliés lors de la fondation de la bastide de Geaune.

C61/33, n°257 : 6 août 1320. Lettre concernant les limites de la nouvelle bastide de Geaune.

C61/33, n°93 : 5 juillet 1320. Confirmation de la fondation de la bastide de Toulouzette, qui aura les coutumes données à la bastide de Geaune.

C61/35, n°229.1 : 3 juillet 1323. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

C61/38, n° 67.2 : 17 mars 1326. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

C61/38, n°110.1 : 27 juin 1326. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

C61/49, n°222.3 : 25 juin 1337. Lettres à diverses communautés, dont les jurats et communauté de Geaune.

C61/49, n°470 : 4 janvier 1338. Paiement de appointements et dus à Fortaner de Lescun, qui a notamment tenu garnison dans les villes et bastides de Saint-Sever, Geaune et Sainte-Quitterie.

C61/52, n°163 : 29 septembre 1340. Ordre au sénéchal de Gascogne et au connétable de Bordeaux de se renseigner sur l'état des bastides de Geaune et Pont-la-Reine et les castelnaux de Pimbo et Miramont.

C61/98, n°16 : 26 juillet 1384. Requête de Raymond-Bernard, seigneur de Castelnaud, qui n'a rien reçu des revenus qui lui ont été attribués, notamment sur la bastide de Geaune, entre les mains des ennemis.

C61/134, n°31 : 1 juillet 1446. Requête sur un revenu accordé à Bertrand de Lucpeyrous, écuyer, assis notamment sur les revenus de Geaune, tombée entre les mains des français.

Médathèque municipale de Tarbes

Jean-Baptiste Larcher, *Glanage ou preuves*, tomes VII, XVI, XXI, XXII.

Bibliothèque nationale de France

BN fr. nouv. acq. 2346.

BN fr. suppl. 3396, fol. 108.

BN fr. Inventaire des titres de la chambre des comptes de Navarre, bibl. Colbert
80 V^c, fol. IIIc LII v^o-IIIc LIII.

Archives communales de Geaune

AA1 : livre-terrier de 1673

Table du livre-terrier :

Rue de St Jean fol. 2-62

Rue de Ste Marie fol. 63-138

Rue de l'église fol. 140-147

Rue de Castetnau fol. 147-182

Rue de Marziacq fol. 182-240

Pairos 241

Cazalets 301

Cledes 325

Bourdos 465

Mauries en Geune 565

Sourbets 590

Pecorade 778

Boignerès 841

Es Speron 868

Les forains 922 :

Arzacq

Pimbo

Miramon

Urgons

Cazautets

Puio

St Loubouer

Buanes

Grenade

Duhot ou Lasbezeilles

Damoulen et Bahus

Sansacq et Mauries

Castetnau (2040)

Source en ligne

Gascon rolls project : www.gasconrolls.org

Cartes et plans

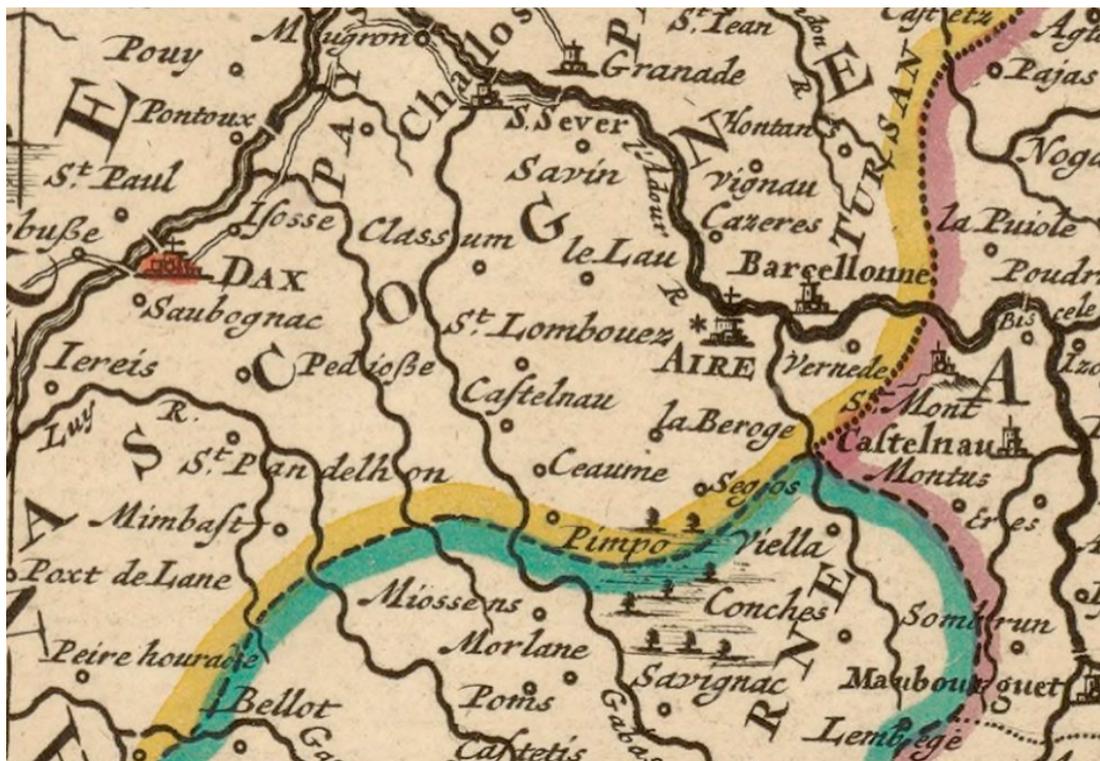
Archives nationales, cartes et plans, N/III/Landes/9, « Description de l'evesché d'Aire en Gascogne », 1655, détail.



Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE DD-2987 (663 B) : *Gouvernement général de Guienne et Gascogne* / par Bernard Antoine Jaillot, Paris, 1733, détail.



Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE C-1266 : *Le Gouvernement général de Guienne et Gascogne, dressé sur les observations de Mrs de l'Académie royale des sciences... et sur les mémoires les plus récents*, J. Covens et C. Mortier (Amsterdam), 16.., détail. (page suivante)



Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE BB 565 (9, 73) :
Diocese d'Aire en Gascogne / Par P. Du Val d'Abbeville ; I. Somer Sculp Duval, Pierre
(1619-1683), 1653.



Bibliothèque nationale de France, département Cartes et plans, GE D-12893 (B) : Carte du Bearn de la Bigorre, de l'Armagnac et des Pays Voisins (Edition B) / par Guillaume Delisle, Echelle. Lieues communes de Gascogne de 3.000 to chacune ou de 19 au degré Delisle, Guillaume chez l'Auteur sur le Quai de l'Horloge, avec Privilège (Paris) 1712, détail.



Carte de Cassini, vers 1760, détail. Archives départementales des Landes.

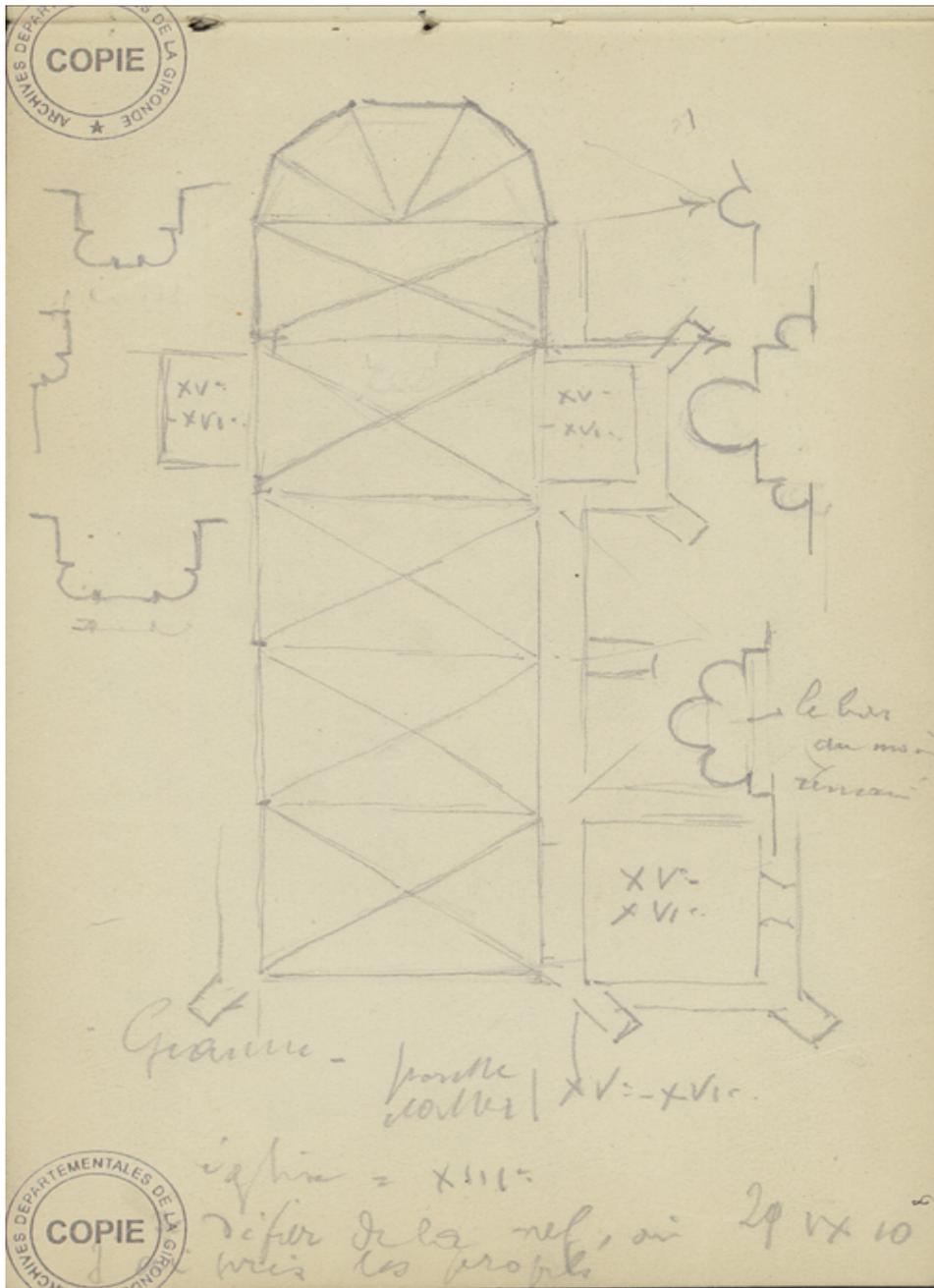


AD Gironde, 2 Fi 1682. Tènements divers situés dans la Région de Geaune et Pecorade. Chemins de Damoullens à Geaune, de l'église de Pecorade à celle de Sorbet, de Barton à Geaune et de Castelnau à Pecaorde et Sorbet, d'Estremau à Geaune. Ruisseaux, terres et vignes.

Non reproduit.

AD Gironde, 90 J 57/14, 1910. Jean-Auguste Brutails. Plan de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune. Le plan n'est pas coté. Brutails représente en projection le dessin des voûtes et date les chapelles latérales. La chapelle Nord est datée par Brutails du « XV^e-XVI^e », la chapelle Sud-Est du « XV^e-XVI^e », tout comme la chapelle Sud-Ouest.

2. Coupe de l'arc doubleau de l'abside du chevet de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune.
3. Coupe d'un arc formeret de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune.
4. Coupe d'un arc doubleau de la nef de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune.
5. Plan de la colonnette engagée au Sud de l'abside du chevet de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune.
6. Plan du pilier Sud-Ouest de la travée droite du chevet de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune.
7. Plan du pilier Sud-Est de la première travée de la nef de l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune. Brutails signale à propos de ce pilier : « Le bas au moins remanié ».
8. Notes sur l'église Saint-Jean-Baptiste de Geaune : « Geaune. Porche, clocher : XV^e-XVI^e ». Eglise = XIII^e. Se défier de la nef, où j'ai pris les profils ».



Jean Cailluyer, *Regards sur l'histoire sociale des Landes*, Eché éditeur, 1983, p. 244-245. Réseau ferré des Landes en 1920. Carte et liste des lignes. On trouve au début du XX^e siècle trois types de lignes : les lignes d'intérêt national gérées par le Compagnie du Midi ; les lignes d'intérêt local ; les lignes de tramways à vapeur. Dans cette dernière catégorie, on trouve trois lignes : d'Amou à Dax ; de Dax à Peyrehorade ; d'Orthez à Aire. Cette dernière ligne passait par Bonnegarde, Amou, Brassempouy, Cazalis, Serreslous, Hagetmau, Samadet, Urgons, Geaune, Bahus-Soubiran, Eugénieles-Bains, Duhort-Bachen et Aire.

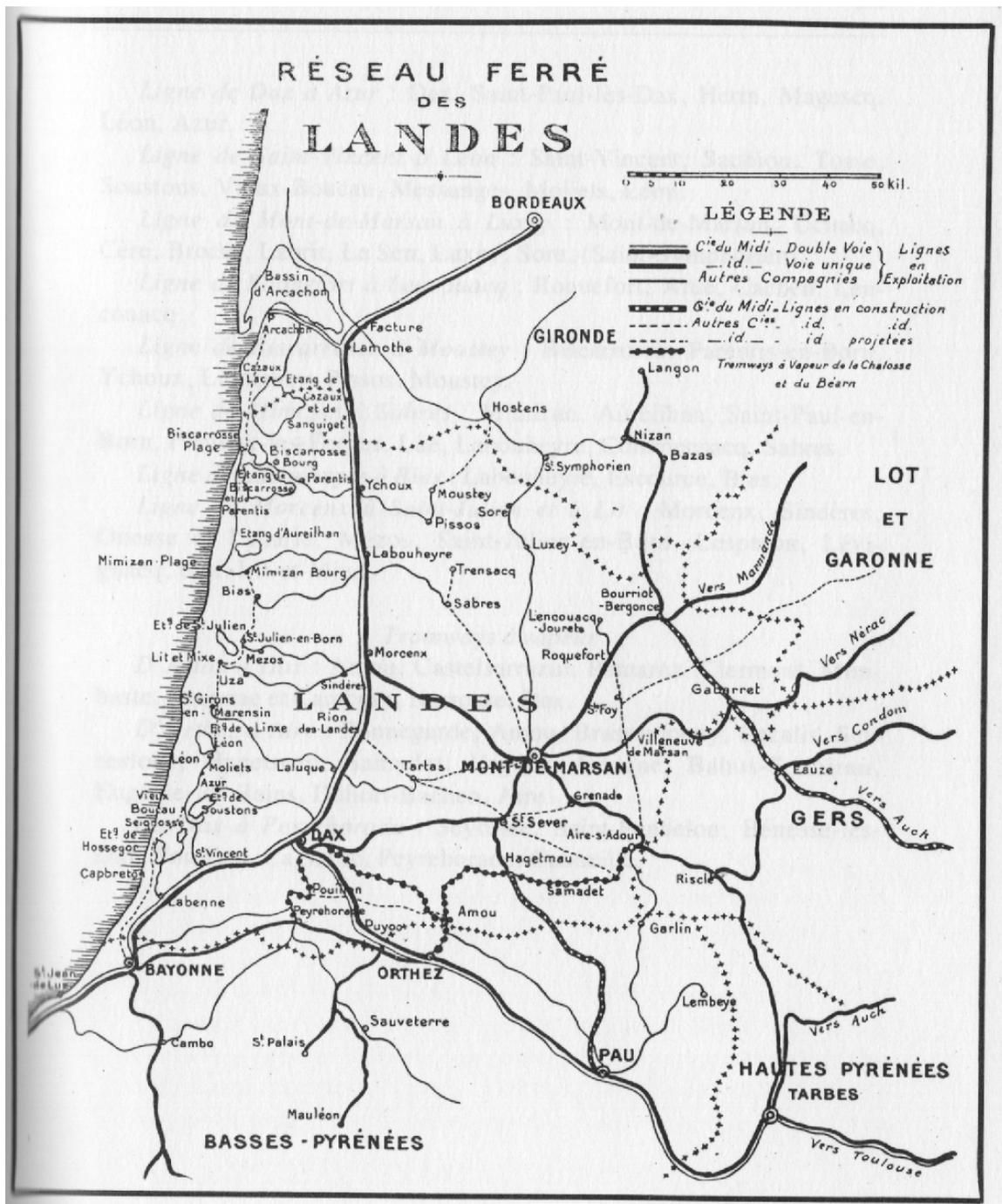


Table des matières

Le livre rouge de Geaune, cartulaire municipal de la bastide

Autres sources écrites sur l'histoire de Geaune

- XIV^e s. Note sur la fondation du monastère des Augustins
1318. Paréage de la bastide de Geaune
1318 et 1322. Coutumes données à la bastide de Geaune
1320. Enquête sur les droits d'Aude de Pantagnan, lésée par la fondation de Geaune
1320. Fondation de la bastide de Toulouzette, qui aura les coutumes de Geaune
1320. Enquête sur les limites de la nouvelle bastide de Geaune
1321-1346. Bail en fief de terres par le commandeur de Pécorade
1323. Demande de serment de fidélité au roi d'Angleterre
1325-1326. Enquête sur Bederede et Pantagnan.
1326. Désignation d'Olivier de Ingham comme sénéchal de Gascogne
1335. Extrait du pouillé du diocèse d'Aire concernant le Tursan
1337. Lettre remerciant les communautés pour leur défense des droits du roi d'Angleterre
1338. Paiement de Fortaner de Lescun, qui a notamment tenu garnison à Geaune
1339. Don de Geaune et d'autres rentes à Gaston de Foix par le roi de France
1340. Ordre du roi d'Angleterre de se renseigner sur l'état de la bastide
1342. La bastide de Geaune est confiée à Fortaner de Lescun par le roi d'Angleterre
1343. Lettre de provision d'un bayle de Geaune
1343. Vente de terres à un bourgeois de Geaune
1344. Lettre du roi de France contre les habitants de Geaune qui refusent de lui prêter serment
1345. Don de la seigneurie de Geaune au comte de Foix par le roi de France
1346. Mise en ferme de 80 journées de terres aux consuls de Geaune
1347. Défense des habitants contre les gens de guerre
1348. Garde du bailliage de Geaune
1350. Sauvegarde du roi d'Angleterre accordée aux habitants de Geaune
1353. Accord de pacage et de coupe de bois avec le seigneur de Damoulens
1358. Droit de pacage accordé à Saint-Orens de Tarigos
1358. Accord avec le sire de Labatut sur Pantagnan
1364. Vente d'une terre à Lanusse
1368 ?. Accord avec les habitants de Saint-Loubouer sur le pacage
1368. Accord entre les habitants de Bahus et Geaune concernant le droit de pacage
1373. Privilèges accordés à Geaune par le roi Charles V, et confirmations
1373-1374. Serment de fidélité des habitants de Geaune au comte de Foix-Béarn
1380. Reconstruction du moulin de Geaune
1384. Requête du sire de Castelnaud qui n'a rien reçu des revenus de Geaune, entre les mains des Français
1385. Conflit sur le pacage avec le sire de Sensacq et Mauries
1386. Droit de pacage à Lacajunte
1388. Procès concernant les droits de pacage à Sensacq et Mauries
1388. Compromis avec le seigneur de Sensacq sur le droit de pacage
1390. Paix jurée entre les habitants de Geaune et de Saint-Loubouer
1391. Copie du paréage de la bastide de Geaune
1393. Vente du moulin de Geaune
1394. Nouvel accord avec les habitants de Sensacq
1395. Hommage du sire de Castelnaud au roi d'Angleterre

- 1399. Accord avec la communauté de Saint-Loubouer
- 1399. Accord entre le roi Richard d'Angleterre et Raymond-Bernard de Castelnaud
- 1401. Confirmation des privilèges de 1373
- 1411. Fondation d'une chapellenie dans le couvent des Augustins
- av . 1412. Fondation du monastère des Augustins
- 1414. Mise sous la protection du comte de Foix avec l'unique sceau conservé de la ville de Geaune
- 1433. Accord avec les habitants d'Urgons (sur le droit de pacage ?)
- 1434. Privilèges donnés par le comte de Foix, coseigneur de Geaune
- 1442. Confirmation des privilèges de 1373
- 1446. Plainte de Marguerite de Caupenne sur les biens de Casaletz
- 1446. Requête sur les revenus de Geaune, tombée entre les mains des Français
- 1451. Copie du paréage de 1318
- 1452. Dédicace du clocher-porche de l'église paroissiale et de la voûte de l'église
- 1463. Confirmation des privilèges de 1373
- 1465-1475. Conflit sur les limites avec Sorbets et Pécorade
- 1479. Consécration de l'église des Augustins de Geaune
- 1481. Accord sur les privilèges de Geaune
- 1483. Fondation de prébende par Jean du Laur dans l'église paroissiale de Geaune
- 1484. Confirmation des privilèges de 1373
- 1492. Accord sur les dettes de la famille de Castelnaud ; fermage des dîmes de Geaune (1481)-1492-1549. Hommage des habitants de Geaune à Louis de Castelnaud
- 1492. Mention de la dîme inféodée de Geaune
- 1500. Arrentement des biens de Pécorade
- 1505. Confirmation des privilèges donnés à Geaune par Charles V en 1373
- 1505. Sentence sur la suppression des fourches patibulaires à Casautets
- 1511. Création d'un notaire à Geaune
- 1513. Privilèges accordés à Geaune par le roi Louis XII
- 1514. Construction de murailles à Geaune
- 1529. Inhumation de Louis de Castelnaud dans l'église des Augustins de Geaune
- 1538. Serments des nobles du Marsan, Tursan et Gabardan
- 1539. Désignation d'un juge sur les terres du sire de Castelnaud, dont Geaune
- 1540. État de la dîme à Pantagnan
- 1545. Achat de terres à Bourdos
- 1548. Confirmation des privilèges de Geaune
- 1550. Revente de la dîme de Pantagnan
- 1552. Vente d'aubiers près du moulin de la ville de Geaune
- 1553. Arrêt concernant la saisie du bois de Lestremau à Geaune
- 1557. Jean de Séré, de Geaune, reçoit les ordres et devient prêtre de Geaune
- 1560. Don de la seigneurie de Geaune au cardinal de Gramont
- 1567. Maintien des droits de justice et police à Geaune
- 1570. Conflit sur la mise en ferme des biens de Pécorade
- 1571. Héritage de Jeannot de Castelnaud
- 1571. Mise en ferme des biens de Pécorade
- 1576. Contrat de mariage entre deux nobles à Geaune
- 1578. Titre d'une prébende de la Trinité de Geaune
- 1604. Contrat de mariage du sire de Castelnaud
- 1606. Collationné des limites de la seigneurie de Geaune
- 1613. Création d'un greffier à Geaune
- 1618. Testament de Jacques de Castille
- 1619. Érection du marquisat de Geaune
- 1620. Désignation de Jacques Dufaur comme procureur de Geaune
- 1620. Hommage du sire de Castelnaud au roi de France pour ses terres

- 1624. Reconnaissance des biens d'Antoine de Castille
- 1625. Droits du marquis de Geaune et des habitants de Geaune
- 1627. Testament d'Antonin de Castille, marquis de Castelnau
- 1627. Vente d'une pièce de vigne par le seigneur de Castelnau
- 1633. Codicille d'Antonin de Castille
- 1634. Copie du paréage de 1318
- 1645. Mort de la fille d'Henri de Castelnau
- v. 1667. Liève des fiefs du baron d'Urgons à Geaune
- 1671. Mise en ferme des biens de la commanderie de Pécorade
- 1672. Ordre de démolir le Temple de Geaune
- 1673. Antoine de Poyanne, marquis de Castelnau, coseigneur de Geaune
- 1681. Procédure pour une coupe de bois illégale sans date (av. 1750). Liste des prébendes de Geaune
- 1684. Serment de fidélité des habitants de Geaune
- ap. 1693. Mémoire sur le paréage de Geaune et divers détournements par des particuliers de Geaune
- 1693. Saisie de Geaune par un officier royal
- 1694. Nomination à la cure de Geaune
- 1700. Dénombrement des droits de la marquise de Poyanne à Geaune
- 1703. Procédure criminelle pour le fermier de Geaune
- 1718. Location des places et fossés de la bastide et du bois de Lestremau
- 1722. Saisie réelle des biens du marquis de Poyanne, dont Geaune
- 1741. Afferme des revenus de Geaune pour 800 livres
- 1745. Suppression du droit de péage institué illégalement par le Marquis de Poyanne à Geaune et Castelnau
- 1749. Extrait du pouillé des paroisses du diocèse d'Aire
- 1750. Armoiries dans l'église des Augustins
- 1756. Tarif des droits sur le bétail
- 1767. Mise en ferme des revenus de Castelnau et Geaune
- v. 1767. Visite des biens mis à fief par la dame de Poyanne
- 1778. Hommage pour le marquisat de Geaune

Mémoire généalogique sur les seigneurs de Castelnau en Tursan

Sources publiées et outils de travail

Sources inédites

Cartes et plans

Table des matières